

Avec le soutien de la **Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité**, et de la **Région Midi-Pyrénées**

Porteur du projet :

Association Grisélidis (santé communautaire prostitution)

14 rue Lafon - 31000 Toulouse

Eva Clouet

Sociologue

Recherche-Action

Mieux connaître la cyber-prostitution des femmes en Midi-Pyrénées

Septembre 2013 - Mars 2014

Membres du comité d'évaluation :

Flo Gil de Muro, coordinatrice de l'Action Internet à l'association Grisélidis

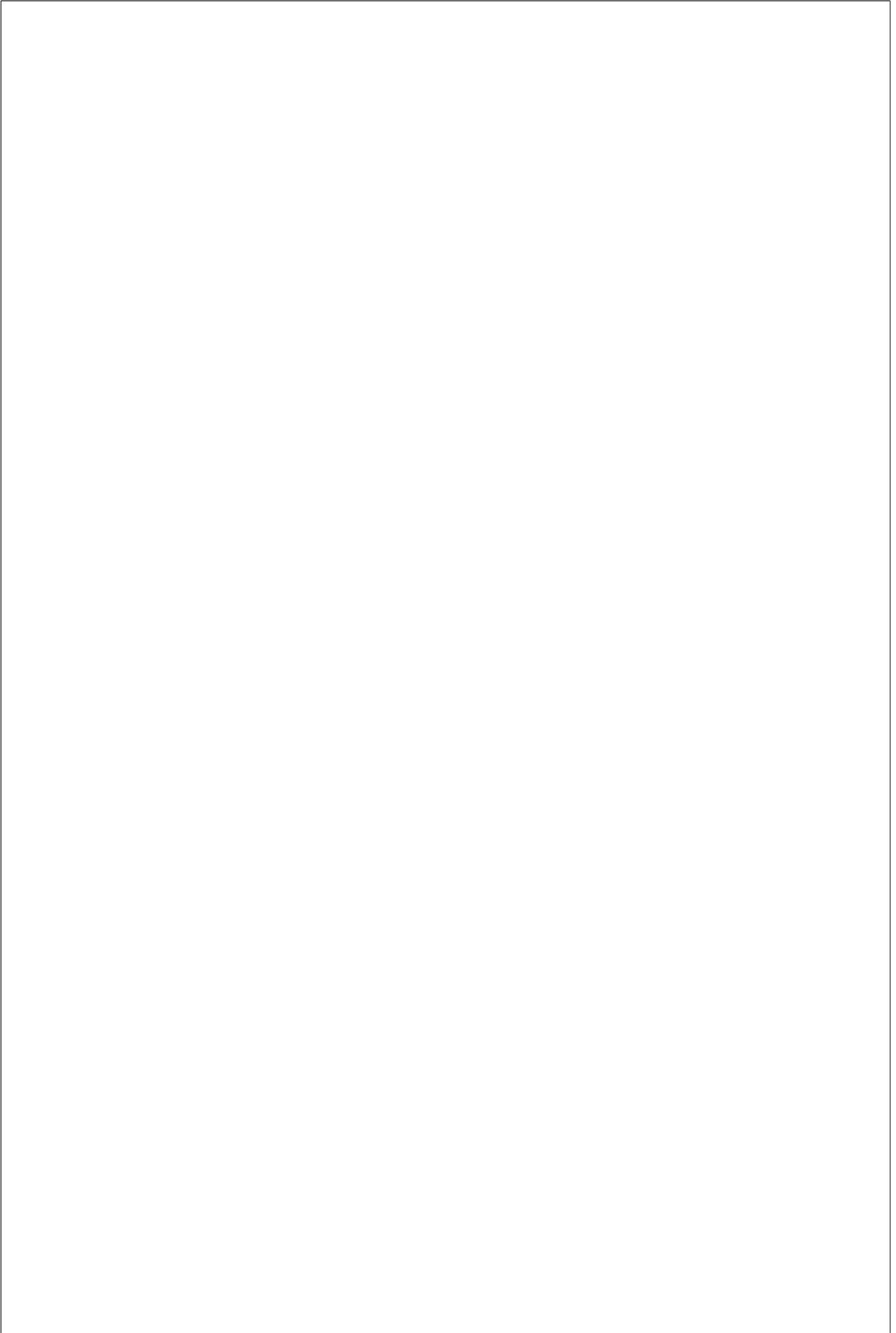
Catherine Hugonet, déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité

Isabelle Le Dréau, collaboratrice de Madame Hugonet

Emilie Provensal, chargée de mission aux droits des femmes et à l'égalité pour le département de Haute-Garonne

Marie Prin, escorte en Midi-Pyrénées

Julie Sarrazin, sociologue et directrice de l'association Grisélidis



Remerciements

En premier lieu, je tiens à exprimer ma reconnaissance à toutes celles et ceux qui ont accepté de devenir sujets de recherche, interviewé-e-s et enquêté-e-s. Merci de m'avoir consacré plusieurs heures de votre temps et de vous être mis-e-s à nu-e-s en répondant à mes questions.

Je tiens également à remercier les professionnel-le-s des différentes structures sollicitées pour leur intérêt pour cette étude, leur disponibilité et bien sûr leur éclairage sur le sujet des échanges économique-sexuels via Internet.

Je remercie aussi chaleureusement mes collègues de Grisélidis, ainsi que l'ensemble des membres du comité d'évaluation de cette recherche. Merci pour vos critiques constructives, votre disponibilité et vos encouragements.

Enfin, un grand merci à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin à faire en sorte que ce travail arrive à son terme. Merci aux retranscriveurs-veuses, aux correctrices et à vous tout-e-s qui m'avez encouragée.

Eva Clouet - Mars 2014

PREAMBULE
DE LA DELEGATION REGIONALE AUX DROITS
DES FEMMES ET A L'EGALITE DE MIDI-PYRENEES

La délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) de Midi-Pyrénées, sollicitée en 2013 pour soutenir une étude présentée par l'association Grisélidis, a répondu favorablement à cette proposition, dans le but de mieux connaître les pratiques cyber-prostitutionnelles et de repérer les besoins des personnes prostituées via Internet résidant et/ou exerçant en Midi-Pyrénées. L'enjeu est d'affiner et compléter le diagnostic des situations prostitutionnelles alimenté par d'autres services (les services de l'État dont la police, la gendarmerie, la justice, l'éducation nationale, l'université, l'agence régionale de santé, les collectivités, les associations de lutte contre les violences faites aux femmes...), et de le partager avec l'ensemble des professionnel-le-s du territoire.

La DRDFE s'inscrit dans les priorités de l'État qui ont pour but de prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes dont la prostitution et la traite des êtres humains en constituent l'une des formes. Elle se réfère aux traités internationaux ratifiés par la France, notamment la convention de Genève de 1949 relative à la prostitution, le protocole de Palerme de décembre 2000 et la convention de Varsovie de mai 2005 relative à la traite des êtres humains. Elle s'inscrit dans les orientations du 4^{ème} plan de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016 élaboré par le ministère en charge des droits des femmes..

Dès le 30 novembre 2012, une structure de coordination nationale, la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (Miprof), rattachée à la ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports a été chargée de ces questions.

La Miprof a ainsi préparé le premier plan d'action national contre la traite des êtres humains. Ce travail a été conduit en lien permanent avec les associations impliquées sur ce sujet, notamment celles réunies dans le collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », qui a élaboré depuis plusieurs années une plate-forme de propositions à destination du gouvernement.

La traite des êtres humains ne se résume pas à la prostitution même si la majorité des victimes de la traite en France est exploitée dans le cadre de réseaux de proxénétisme, essentiellement en provenance d'Europe de l'Est, d'Afrique subsaharienne (en particulier du Nigéria), du Brésil, du Maghreb et de Chine.

On estime entre 20 000 et 40 000 le nombre de prostituées exerçant leur activité en France. 90 % d'entre elles seraient d'origine étrangère. Ainsi, l'essentiel des personnes en situation de prostitution sont victimes de proxénétisme et de traite des êtres humains à des fins de proxénétisme.

La proposition de loi en discussion contre le système prostitutionnel dont l'adoption est prévue avant la fin de l'année 2014 est aussi un vecteur pour renforcer la lutte contre toutes les formes de traite et protéger les victimes.

L'analyse de la cyber prostitution proposée par l'association Grisélidis est originale par le fait qu'elle s'appuie sur la contribution de personnes en situation de prostitution et d'utilisateurs de rapports sexuels tarifés pour sa réalisation, celle-ci étant conduite par une sociologue.

Certains apports de cette étude seront inclus dans un diagnostic plus global de la situation en Midi-Pyrénées mais les préconisations ne peuvent être validées par la DRDFE, l'association défendant d'autres approches et postures que celles de l'État en ce qui concerne la prostitution. Il en est de même de l'utilisation du vocabulaire. Grisélidis utilise en effet le terme « travailleuse du sexe » pour désigner les personnes en situation de prostitution, et « services sexuels tarifés » pour désigner des rapports sexuels tarifés.

Nous remercions l'association d'avoir pris en compte les remarques qui ont été formulées dans le cadre du comité de suivi de l'étude et de cette contribution à la politique publique de lutte contre le système prostitutionnel.

CATHERINE HUGONET

Préambule de l'Association Grisélidis

En matière de prostitution / travail du sexe / échanges économique-sexuels via internet le choix des mots pour désigner cette activité et les personnes concernées fait débat.

Tout au long du travail d'enquête, la sociologue - Eva Clouet - a pu constater la diversité des termes utilisés par les femmes rencontrées (sujets de l'enquête) pour se définir : « escortes », « masseuses », « travailleuses du sexe », « prostituées », « putes », « courtisanes », « libertines », « coquines », « femmes libres », « filles d'agences », « occasionnelles », « pros' », « indépendantes », « call-girls », « hôtesse », « femmes », « meufs », etc.

Par ailleurs, les professionnel-le-s, personnes ressources et représentant-e-s institutionnel-le-s rencontré-e-s utilisent également un vocabulaire varié pour définir les personnes : « travailleuses du sexe », « prostituées », « femmes prostituées », « femmes qui se prostituent », « femmes en situation de prostitution ».

Dans ce contexte, choisir une terminologie est délicat d'un point de vue éthique d'abord, et, au-delà de tout positionnement idéologique, le choix d'un seul terme ne permet pas de décrire la réalité plurielle et complexe des échanges économique-sexuels.

L'association Grisélidis et Eva Clouet ont l'habitude d'utiliser les expressions de « travailleuses du sexe via Internet » et celles de « femmes prestataires de services sexuels via Internet » en référence à l'usage international du terme de « sex-workers », mais également afin de reprendre des concepts utilisés par les personnes concernées et dans lesquels elles se reconnaissent.

Dans ce contexte, la notion de « travail » est entendue et appréhendée dans sa dimension sociologique c'est-à-dire comme une activité rémunératrice répondant à un besoin matériel et financier. Il s'agit également de comprendre que la division sexuelle du travail cantonne les femmes dans des travaux (rémunérés ou non) liés à la reproduction, à la sexualité et au care alors que les hommes ont plus facilement accès à des travaux (souvent rémunérés) de production.

Nous privilégions également les termes d'« échanges économique-sexuels »¹, puisqu'ils présentent l'avantage de « dé-stigmatiser » les femmes qui exercent la prostitution. En effet, ce concept replace la prostitution dans un contexte plus large d'inégalité femmes-hommes qui contraint des femmes à échanger leur sexualité de manière plus ou moins formalisée allant du mariage à la prostitution.

Dans ce présent rapport, à la demande d'un partenaire financeur, les termes « femmes qui se prostituent » et « rapports sexuels tarifés » seront utilisés pour décrire l'ensemble des échanges économique-sexuels formalisés et tarifés étudiés ici et les personnes qui les pratiquent. Il nous paraît important de parler de « femmes qui se prostituent » plutôt que de « femmes prostituées » afin de ne pas réduire l'identité des personnes concernées à l'activité de prostitution et d'éviter de présenter systématiquement les femmes comme des personnes « agies » et non agissantes, c'est-à-dire dénuées de volonté et de stratégies.

Le 17 juin 2014

Julie Sarrazin,

directrice de l'association Grisélidis

1 Paola Tabet, *La grande Arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, Paris, L'Harmattan, Bibliothèque du féminisme, 2004, 207 p.

Sommaire

Introduction	6
1. Présentation de la recherche-action	10
1.1 Cadre de la recherche.....	10
Les maîtres d'ouvrages	10
Les maîtres d'œuvre	10
1.2 Contexte de la recherche	
Sexualité tarifée via Internet : un sujet en questionnement.....	12
État des lieux des travaux scientifiques sur la cyber-prostitution.....	12
1.3 Finalité et objectifs de la recherche.....	16
1.4 Dates et lieux de réalisation de la recherche	18
1.5 Évaluation et validation de la recherche	19
2. Dispositif méthodologique	20
2.1 Méthode communautaire et posture des rapports sociaux de sexe.....	20
Co-réflexion avec les personnes concernées.....	20
Prisme des rapports sociaux de sexe, genre	21
2.2 Méthodologie socio-anthropologique.....	23
Entretiens individuels semi-directifs : au plus près de la réalité des personnes	23
Recrutement des enquêté-e-s.....	24
Déroulement des entretiens semi-directifs.....	26
Observation participante : de longues heures à surfer sur le Net.....	27
2.3 Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet et limites de l'enquête.....	29
Des difficultés à plusieurs niveaux.....	29
Au niveau de l'approche du public cible.....	29
Au niveau de l'accès aux données et de la coopération des personnes ressources.....	30
Au niveau financier et de la durée de la mission.....	31
Limites de la recherche.....	31
Biais instauré par le dispositif méthodologique choisi.....	31
Représentativité de l'échantillon	31

Entre position de chercheuse et salariée de l'association Grisélidis	32
3. Fonctionnement et organisation technique et commerciale des échanges économico-sexuels via Internet en Midi-Pyrénées.....	33
3.1 Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) et développement des échanges económico-sexuels	33
Constats généraux.....	33
Internet, un outil de plus pour les échanges económico-sexuels.....	33
Internet, un outil qui renverse de nombreux obstacles.....	37
3.2 Un espace organisé : une multitude de supports pour des réalités différentes	40
Sur les sites spécialisés : des prestations type « escorting », une pratique qui déborde de l'acte sexuel.....	40
Idéaux-types des escortes – filles d'agences et travailleuses indépendantes – qui annoncent en Midi-Pyrénées.....	43
Sur les sites de petites annonces (PA) : des prestations de « massage », une pratique à cheval entre travail dans la rue et escorting.....	48
Idéaux-types des masseuses qui annoncent en Midi-Pyrénées.....	50
Les blogs et sites individuels d'escortes et de masseuses.....	55
Sur les sites non dédiés au échanges económico-sexuels (a priori) : une prostitution plus invisible, moins « professionnelle » et irrégulière.....	56
Une spécificité des échanges económico-sexuels via Internet : une demande qui s'auto-organise – les forums de clients.....	57
4. Cartographie de la cyber-prostitution en Midi-Pyrénées	59
4.1 À l'échelle nationale : un territoire où la cyber-prostitution est bien visible	59
4.2 À l'échelle régionale : une répartition hétérogène de la cyber-prostitution	61
Présentation graphique du nombre d'annonces en ligne de femmes qui se prostituent sur le Net dans les 8 départements de la région Midi-Pyrénées	61
Données relevées sur les sites de PA	61
Données relevées sur les sites spécialisés	63
Données relevées sur une site de clients – site d'EV.....	65
Commentaires généraux des données relevées (diagrammes et tableaux ci-dessus)	66
États des lieux par départements de la cyber-postitution.....	67
Haute-Garonne (31) : Toulouse, ville macrocéphale.....	68
Focus sur la ville de Toulouse.....	68

Tarn (81) : environ 7 % des annonces de femmes qui se prostituent en Midi-Pyrénées.....	71
Tarn-et-Garonne (82) : une cyber-prostitution sous-estimée au profit de la métropole toulousaine.....	72
Hautes-Pyrénées (65) : une offre de rapports sexuels tarifés via Internet en augmentation.	73
Aveyron (12).....	75
Lot (46).....	76
Gers (32).....	76
Ariège (09) : moins de 1 % des annonces de femmes qui se prostituent de la région.....	77

4.3 Une prostitution en augmentation sur le territoire régional ?78

5. Principaux constats sur les violences dont sont victimes les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en Midi-Pyrénées.....80

5.1 De multiples violences.....80

Une stigmatisation et un mépris généralisé à l'égard des femmes qui se prostituent82

Traite en vue de la prostitution et faits de proxénétisme.....85

Faits de proxénétisme au regard du législateur, escroqueries et abus selon les femmes qui se prostituent sur le Net – Des situations de violences difficiles à définir.....91

Violences sexuelles.....95

Violences psychologiques exercées via les TIC et violences spécifiques aux échanges économico-sexuels via Internet.....100

Rupture d'anonymat et révélation de l'activité prostitutionnelle101

Insultes, calomnie et diffamation.....103

Violences via le système de notation des femmes qui se prostituent , les EV des clients ...104

Intrusions informatiques et usurpations d'identité numérique.....106

5.2 Des facteurs structurels aggravant les violences à l'encontre des femmes qui se prostituent : un contexte politique, économique et social défavorable aux femmes en général et aux femmes qui se prostituent en particulier109

Criminalisation et stigmatisation du travail du sexe.....109

Précarité et rapports de genre inégalitaires112

5.3 Des facteurs spécifiques aux échanges économico-sexuels via Internet.....116

Isolement des femmes et manque d'interlocuteurs adéquats.....116

Internet : un médium anonyme, isolant et qui favorise l'individualisme.....116

Internet, un médium faussement « protecteur ».....117

Focus sur les « occasionnelles » et les « débutantes ».....117

Manque d'interlocuteurs adéquats.....120

Les forumers et/ou les clients comme interlocuteurs privilégiés.....121

Des professionnel-le-s volontaires mais pas formés aux spécificités des échanges économico-sexuels via Internet.....	124
En Midi-Pyrénées : focus sur l'Action Internet de l'association Grisélidis.....	126
L'organisation des clients et l'influence du système des EV	127
Des prestations complètes et des implications plus à risques.....	127
Des rapports multiples et avec plusieurs partenaires.....	128
Des prestations longues et une consommation de produits psycho-actifs.....	128
Des prestations en outcall.....	132
Justifier le prix de la prestation - Prestations plus chères donc plus exigeantes	132
6. Les freins à l'accès aux droits sociaux et fondamentaux des femmes qui se prostituent sur le Net	134
6.1 Des freins à l'emploi formel dû aux rapports de genre inégaux	134
6.2 Des freins spécifiques du fait d'une expérience dans le travail du sexe.....	140
Des freins concernant la réorientation de carrière professionnelle.....	140
Des freins dans le domaine du logement et de l'hébergement.....	141
Des freins et des difficultés dans l'exercice des droits parentaux.....	142
7. Recommandations.....	144
7.1 Rompre l'isolement des femmes qui se prostituent sur le Net en région Midi-Pyrénées et favoriser la solidarité et l'empowerment individuel et collectif	144
Favoriser les actions intégrant les personnes concernées (méthodologie communautaire).....	144
Les équipes d'intervention doivent être paritaires.....	144
Les équipes d'intervention doivent être pluridisciplinaires.....	144
Les équipes d'intervention doivent être multiculturelles et multilingues	145
Favoriser des actions de proximité sur Internet	145
Promouvoir des espaces web communautaires (faits par et pour les femmes qui se prostituent sur le Net)	145
Identifier et travailler avec des personnes relais / travailleuses paires dans les 8 départements de la région Midi-Pyrénées.....	146
Mettre en place des stratégies pour que les associations de terrain soient présentes sur les différents terrains identifiés	146
Aller vers les femmes qui se prostituent sur Internet en effectuant des tournées « virtuelles » : outreach.....	147
Aller à la rencontre des femmes qui se prostituent sur le Net en région Midi-Pyrénées IRL	148
Diffuser des supports de communication et d'informations adaptés auprès des femmes qui se prostituent sur le Net.....	149
Sur Internet / supports numériques :.....	149

Supports papier :.....	149
Développer des partenariats locaux.....	150
7.2 Favoriser l'accès aux droits fondamentaux des femmes qui se prostituent sur le Net résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées.....	151
Prévenir des violences liées au travail du sexe.....	151
Prévenir des violences liées à l'usage des TIC.....	151
Développer des supports (autres que numériques) destinés aux femmes qui se prostituent sur le Net et/ou adapter les supports de communication et d'informations existants (affiches, flyers, cartes, vidéos, clip-vidéo, plaquettes, documents institutionnels, associatifs, etc) pour que les femmes qui se prostituent sur le Net puissent se sentir concernées, s'identifier. .	153
Mener des actions innovantes d'intervention adaptées aux spécificités du public : usage des TIC, rapidité des réponses, respect de l'anonymat.....	153
Proposer des accompagnements (en réel et à distance) aux femmes qui se prostituent victimes de violences	154
7.3 Lutter contre les facteurs aggravants les situations de violences à l'encontre des femmes qui se prostituent sur le Net.....	155
Lutter contre la stigmatisation et la criminalisation des personnes qui se prostituent - Favoriser leur accès aux droits	155
Un aménagement de certaines dispositions législatives actuelles permettrait sans doute d'améliorer les conditions de vie, de travail et de santé globale des femmes qui se prostituent	155
Pour une égalité d'accès aux droits des femmes qui se prostituent , l'association Grisélidis recommande de :	155
Lutter contre la précarité et les rapports de genre inégalitaires.....	156
Favoriser une meilleure répartition des richesses au niveau international, national et local	156
Favoriser l'égalité de genre (lois, éducation, etc.).....	156
Soutenir les actions des associations de santé communautaire adaptées aux nouvelles formes de prostitution sur Internet et favoriser la formation des intervenants à ces nouvelles modalités d'intervention.....	156
Favoriser l'accès aux droits	156
7.4 Favoriser un maillage territorial (régional et national), la formation des professionnel-le-s en lien avec les femmes qui se prostituent sur le Net et mieux connaître le public.....	157
Former et mettre en réseau les associations et structures sanitaire et social du territoire souhaitant travailler avec les femmes qui se prostituent sur le Net.....	157
Mettre en place des formations (sensibilisations) théoriques et méthodologiques	157

Coordonner et mettre en réseau les associations et structures sanitaire et social du territoire	158
Soutenir et favoriser des actions virtuelles et IRL (notamment en milieu rural) au niveau régional (ARS).....	159
7.5 Mieux connaître le public des femmes qui se prostituent sur le Net.....	159
Bibliographie.....	161
Annexe 1 : Calendrier de réalisation de la recherche.....	165
Annexe 2 : Présentation de la situation socio-démographique des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet interrogées.....	167
Annexe 3 : Présentation de la situation socio-démographique des clients interrogés.....	176
Annexe 4 : Tableau récapitulatif des personnes et structures ressources contactées et /ou rencontrées	179
Annexe 5 : Jargon et termes utilisés sur les forums de discussions en ligne.....	181
Annexe 6 : Jargon relatif aux échanges économique-sexuels via Internet.....	184

Liste des sigles

- **ADN** : Amicale du Nid
- **AES** : Accident d'Exposition Sexuelle ou Sanguine
- **BRP** : Brigade de Répression du Proxénétisme
- **BVP** : Brigade Voie Publique
- **CDAG** : Centre de Dépistage Anonyme et Gratuit
- **CDEF** : Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille
- **CHRS** : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
- **CIDDIST** : Centre d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles
- **DGS** : Direction Générale de la Santé
- **DIU** : Dispositif Intra-Utérin
- **DRDFE** : Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité
- **GRSP** : Groupement Régional de Santé Publique
- **IST** : Infection Sexuellement Transmissible
- **IVG** : Interruption Volontaire de Grossesse
- **LSI** : Loi de Sécurité Intérieure
- **MDM** : Médecins du Monde
- **OCLCTIC** : Office Central de Lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information et de la Communication
- **OCRTEH** : Office Central pour la Répression de la Traite des Êtres Humains
- **PA** (site de) : site de Petites Annonces
- **PF** : Planning Familial
- **RDR** : Réduction Des Risques
- **SRPJ** : Service Régional de Police Judiciaire
- **TGI** : Tribunal de Grande Instance
- **TIC** : Technologies de l'Information et de la Communication
- **TPE** : Traitement Prophylactique post-Exposition
- **TROD** : Test Rapide d'Orientation Diagnostique du VIH
- **VIH** : Virus d'Immunodéficience Humaine

- **VHB** : Virus de l'Hépatite B
- **VHC** : Virus de l'Hépatite C

Introduction

Depuis plusieurs années, la situation des personnes prostituées - qu'elles travaillent dans la rue, via Internet ou dans des lieux privés (appartements, bars, clubs, salons, etc) - s'inscrit dans un contexte sociétal de précarité économique croissante, de chômage et de pauvreté accrus - en particulier du côté des jeunes, des femmes et des mères de familles monoparentales - et de xénophobie. Depuis les lois sur la sécurité intérieure de 2002 et la pénalisation du racolage², les personnes prostituées sont stigmatisées en tant que délinquantes, et sont victimes de violences et d'arrestations répétées³. De même, depuis les années 2000, les politiques publiques vis-à-vis de la migration connaissent un certain nombre de transformations - restriction des régularisations, durcissement de la répression envers les étrangers dans un contexte xénophobe général - accentuant les discriminations à l'encontre des prostituées migrantes.

À l'heure où nous terminons ce rapport, l'Assemblée Nationale a adopté, le 4 décembre 2013, le projet de loi d'abolition de la prostitution incluant notamment l'abrogation du délit de racolage passif et prévoyant la mise en place du délit de recours à l'achat de rapports sexuels (ce projet de loi sera normalement examiné par la Sénat en 2014). Malgré le changement de statut légal projeté vis-à-vis du racolage, le travail du sexe demeure envisagé dans un cadre répressif, notamment par le maintien de la pénalisation du proxénétisme d'aide et de soutien qui pénalise majoritairement les femmes qui se prostituent et leur entourage⁴, et par les conséquences engendrées sur ces dernières du projet de loi de pénalisation des clients de rapports sexuels tarifés. À ce propos, les inquiétudes soulevées par les principales concernées – les personnes prostituées – et de nombreuses associations (de santé, de lutte contre le VIH-Sida, les IST et les violences, féministe, etc) quant aux conséquences de ce projet de loi sur leurs « *conditions de travail* » (disparition de l'espace public « visible » pour aller travailler dans des zones isolées et/ou lieux privés clandestins, éloignement des

2 Avec les lois sur la sécurité intérieure (LSI) mises en place par Nicolas Sarkozy en 2003, le racolage passif est devenu un délit passible de 2 mois d'emprisonnement et de 3750€ d'amende. Le délit de racolage passif a été abrogé le 28 mars 2013. Pour autant, selon les associations de terrain de la région et les dires des personnes prostituées de rue, la répression du racolage est encore effective dans les rues de l'agglomération toulousaine et celles des villes secondaires de la région Midi-Pyrénées (à Albi notamment).

3 Constats partagés par l'ensemble des associations de terrain qui travaillent avec ce public, et repris dans le récent rapport de l'Inspection générale des affaires sanitaires et sociale (IGAS) de décembre 2012 sur les enjeux sanitaires de la prostitution (références en bibliographie).

4 Cette loi pénalise principalement des femmes se prostituant et leur entourage : leurs enfants majeurs, leur conjoint-e, leurs parents, les personnes qui cohabitent avec elles/eux, leurs ami-e-s s'ils-elles bénéficient d'une invitation, leurs collègues s'ils-elles bénéficient d'une geste de solidarité matérielle. Elle empêche ainsi toute association et/ou acte de solidarité entre les femmes se prostituant et renforce ainsi leur isolement.

dispositifs de prévention santé, violences accrues et moindre dénonciations de ces situations, etc) restent peu écoutées.

En Midi-Pyrénées, si depuis quelques années, les principales associations de terrain – association Grisélidis et Amicale du Nid, toutes deux basées à Toulouse - constatent de moins en moins d'arrestations pour racolage, elles remarquent toutefois de « *nouvelles arrestations ou poursuites régulières* » pour des motifs divers : irrégularité de séjour, exhibitionnisme ou encore travail dissimulé. Par ailleurs, la répression de la prostitution sur le territoire régional passe également par des arrêtés municipaux réglementant « l'exercice de la prostitution », notamment sur la commune d'Albi. Le candidat UMP à la Marie de Toulouse pour les prochaines élections municipales, Jean-Luc Moudenc, a récemment annoncé dans un communiqué de presse, le souhait de mettre en place des dispositions similaires à ceux de la commune d'Albi s'il est élu⁵.

Concernant l'offre de prestations sexuelles tarifées via Internet plus particulièrement, l'émergence puis l'essor de cette « nouvelle forme de commerce sexuel⁶ est à mettre en lien avec l'avènement de la société de consommation et de services, le développement et la démocratisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et donc l'accès au « cybersexe »⁷, ainsi qu'à la précarisation des relations affectives⁸ ; le tout envisagé au regard de rapports de genre inégaux. C'est donc dans ce contexte que les échanges économique-sexuels sur Internet prennent corps.

Jusqu'à présent, trop peu de travaux scientifiques sur les échanges économique-sexuels via Internet ont été produits. Pour autant, ce sujet suscite un intérêt croissant, tant sur le territoire national qu'à l'échelle régionale, au sein notamment des associations de terrain, de la classe politique, auprès des Ministères et services déconcentrés (Affaires sociales et Santé ; Droits de Femmes ; Intérieur) et des professionnel-le-s du médico-social. En effet, nous savons que cette métamorphose de la prostitution a des conséquences sur les femmes qui l'exercent, ainsi que sur le travail de prévention et de réduction des risques engagé par les professionnel-le-s qui travaillent à leurs côtés (prévention santé et accès aux soins, lutte contre les violences et les discriminations dont les femmes qui se prostituent sur le Net sont victimes, accès aux droits, etc). Malgré cela, la sexualité tarifée des femmes via Internet demeure un sujet nouveau, « en chantier », dont les mécanismes et enjeux

5 Précisons que ces arrêtés ne concernent que la prostitution « visible » directement, à savoir la prostitution de rue.

6 BIGOT Sylvie. *L'escorting : approche sociologique d'une forme de prostitution*, Thèse de doctorat – Université de Caen, 2008, p.71

7 LELEU Pascal. *Sexualité et Internet*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1999 ; LARDELLIER Pascal. *Le cœur NET – Célibat et amour sur le Web*, Paris, Editions Belin, 2004.

8 BIGOT Sylvie (2008) *Op.cit.* p.71

restent globalement mal ou méconnus.

Depuis 2008, l'association Grisélidis est présente sur le terrain virtuel (Net) et a d'ores et déjà engagé une action expérimentale de prévention et de réduction des risques liés aux violences et aux enjeux de santé avec les personnes proposant des rapports sexuels tarifés via Internet (« escort-e-s », « escort-girls », « escort-boys », « indépendantes », « occasionnelles », « masseuses », « filles en appart' », « filles d'agence », etc). Après dix ans d'expérience de travail de terrain avec les personnes prostituées de rue, deux enquêtes préliminaires (non financées) ont été menées en 2008-2009 en Midi-Pyrénées afin de mieux connaître les pratiques cyber-prostitutionnelles et de repérer les besoins des personnes prostituées via Internet résidant et exerçant dans la région. Ces études conduites par Eva Clouet, sociologue, et Niki Chevron, escorte de la région, ont mis en évidence la forte exposition de ce public aux violences (traite en vue de la prostitution, proxénétisme de contrainte, viols, agressions, vols, harcèlement, etc) et aux risques sanitaires (IST, VIH). Cette situation est liée au genre (et à la position subalterne des femmes dans ces rapports sociaux) et est aggravée par leur isolement (notamment dû au médium Internet), par le manque d'actions d'information et de soutien et d'interlocuteurs-trices adéquats.

De plus, nous savons que la région Midi-Pyrénées et que sa capitale régionale – Toulouse - figure parmi les territoires de France où il y a le plus de prostituées et de clients visibles sur Internet.

Cette recherche-action, soutenue par la Délégation Régionales aux Droits des Femmes et à l'Egalité (DRDFE) et par la Région Midi-Pyrénées, donne aujourd'hui l'opportunité d'approfondir et d'affiner les connaissances sur les échanges économique-sexuels des femmes via Internet sur ce territoire.

- Comment fonctionnent et s'organisent les échanges économique-sexuels sur le web ?
- Quels sont les acteur-trices en présence et quels rapports de pouvoirs s'articulent dans ces dispositifs de sexualité ?
- Dans quelles conditions les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet exerçant et/ou résidant en Midi-Pyrénées travaillent-elles ?

Il s'agit également de mieux comprendre les mécanismes et enjeux de prévention autour de ces échanges, et d'en saisir toutes les subtilités afin de proposer une méthodologie efficace adaptée à la diversité de ce public.

- Qu'en est-il des pratiques à risques liées à ce type particulier d'échanges

économico-sexuels ?

- Quels moyens et stratégies les femmes utilisent-elles pour contourner ou limiter les risques ?
- Quels dispositifs attendent-elles des associations de terrains ?
- Quelles sont les violences subies par ces femmes en lien avec l'activité prostitutionnelle ?
- Quels sont leurs besoins en terme d'accès aux droits ? De prévention ? D'accès aux soins ? Concernant la réorientation de carrière professionnelle ?

Autant de questions auxquelles nous tentons de répondre dans ce rapport.

Après avoir exposé le contexte dans lequel s'inscrit cette recherche, ses objectifs et son déroulé (première partie), nous nous arrêterons sur le dispositif méthodologique et les conditions de recueil des données (seconde partie).

Dans une troisième partie nous verrons comment fonctionnent et s'organisent les échanges économico-sexuels via Internet en Midi-Pyrénées, et tâcherons de mieux comprendre comment s'articulent les rapports entre les différents acteurs.

Dans une quatrième partie nous présenterons une cartographie de la cyber-prostitution en Midi-Pyrénées (détails pour les 8 départements).

Dans la partie suivant (cinquième partie) nous exposerons les principaux constats sur les violences dont sont victimes les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en Midi-Pyrénées, en nous arrêtant sur les violences liées à l'activité identifiées ainsi que les attitudes et connaissances qu'a notre public pour s'en prémunir et pour lutter/ recours.

Dans une sixième partie, nous examinerons les principaux freins à l'accès aux droits sociaux et fondamentaux des femmes qui se prostituent sur le Net .

Enfin, dans une dernière partie (septième partie), nous proposerons des recommandations pour d'éventuelles actions avec et pour les femmes prestataires de rapports sexuels via Internet.

1. Présentation de la recherche-action

1.1 Cadre de la recherche

Les maîtres d'ouvrages

Cette recherche-action est soutenue par la **Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité de Midi-Pyrénées (DRDFE)** et la **Région Midi-Pyrénées**.

Les maîtres d'œuvre

Cette recherche est portée par l'**association Grisélidis** et réalisée par **Eva Clouet**.

Quelques mots sur l'association Grisélidis⁹

Grisélidis est une **association de santé communautaire** qui travaille avec les personnes qui se prostituent, femmes, hommes et trans. Elle tient son nom de Grisélidis Réal, marraine de l'association. Écrivaine et militante, « courtisane révolutionnaire » Grisélidis Réal s'est battue toute sa vie pour les droits des prostituées et contre leur répression.

Créée en 2000, grâce à l'**alliance de militantes féministes et de femmes qui se prostituent**, l'association Grisélidis a pour objectif de :

- favoriser l'**accès à la santé globale** et à la **prévention** du VIH, des hépatites et des IST avec les personnes qui se prostituent ;
- de **lutter contre l'exclusion** par l'accès à la réorientation de carrière professionnelle ;
- de **lutter contre les violences et les discriminations** liées au genre, à l'origine géographique ou à l'orientation sexuelle ;
- de **lutter contre la stigmatisation** des personnes qui exercent la prostitution.

L'association Grisélidis encourage l'**empowerment** (capacité d'agir et capacité d'autonomie) et l'**accès au droit commun** des personnes prostituées, notamment des femmes migrantes. Elle développe également une expertise par la production régulière de recherches-actions, toujours réalisées en partenariat avec des personnes concernées. L'association expérimente des actions innovantes avec et pour les femmes qui se prostituent. Elle a également pour objectif de sensibiliser le grand public et de former les professionnel-le-s aux problématiques du genre et du travail sexuel.

⁹ Pour de plus amples détails et informations, nous pouvons consulter le rapport d'activité 2013 de l'association Grisélidis.

L'équipe de terrain – qui comprend 11 salarié-e-s, dont la moitié est issue du travail du sexe et l'autre du secteur médico-social ou universitaire - intervient avec et auprès des femmes qui se prostituent dans la rue au volant d'un bus de prévention et à pied dans les rues de Toulouse et de l'agglomération toulousaine. L'équipe intervient également avec et pour les personnes qui se prostituent via Internet en France métropolitaine. Enfin, elle accueille, oriente, conseille et reçoit le public dans les locaux de l'association à Toulouse et/ou par téléphone (pour les personnes qui ne peuvent pas se déplacer ou qui habitent hors région).

Quelques mots sur la chercheuse

Eva Clouet est sociologue de formation, diplômée du Master Genre et politiques sociales de l'Université de Toulouse (2008). Elle commence à travailler sur les échanges économico-sexuels via Internet en 2006. À l'époque, elle se penche sur les étudiant-e-s qui proposent des rapports sexuels tarifés via Internet¹⁰. Par la suite, elle poursuit des recherches sur le sujet de la sexualité tarifée via Internet dans le cadre universitaire mais également au sein de l'**association Grisélidis**, où elle participe à la mise en place de l'**Action Internet** (action de prévention et de réduction des risques par et pour les travailleurs-euses du sexe sur le Net) en 2008-2009.

À partir de 2009, Eva Clouet devient **coordinatrice de l'équipe Internet** qui comprend une médiatrice (Véronique Boyer), et un médiateur de prévention (Marc Guesnel). Depuis 2013, la coordination de l'Action Internet est assurée par Flo Gil de Muro.

En 2012-2013, Eva Clouet conduit une recherche d'une durée de 16 mois, **commanditée par la Direction Générale de la Santé (DGS)**, sur les besoins, en terme de prévention santé et de réduction des risques (RDR) liés à l'activité prostitutionnelle, auprès des femmes qui se prostituent sur le Net¹¹. Cette recherche a été validée par la DGS en novembre 2013.

10 CLOUET Eva, « *La prostitution étudiante à l'heure des nouvelles technologies d'informations et de communications - Distinction, ambition et ruptures* », sous la direction de Karine Meslin, Mémoire de Master 1 de Sociologie, UCO Angers, 2007. Travail publié sous le titre « *La prostitution étudiante à l'heure des nouvelles de communication* », Editions Max-Milo, Paris, 2008. Ouvrage primé par l'O.V.E (Observatoire de la vie étudiante) en mai 2008.

11 CLOUET Eva. « *Réalités et besoins des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en France métropolitaine* », avec le soutien de la Direction Générale de la Santé, portée par l'Association Grisélidis (Toulouse), novembre 2013, 229 p.

1.2 Contexte de la recherche

Sexualité tarifée via Internet : un sujet en questionnement

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction de ce rapport, excepté quelques récits autobiographiques¹², peu de littérature sur les échanges économico-sexuels via Internet est aujourd'hui disponible. Le manque de recherches scientifiques et d'expertise publique sur l'organisation et le fonctionnement de la sexualité tarifée via Internet, mais aussi quant aux profils des personnes qui se prostituent par ce biais, leur mode d'exercice et leur situation sanitaire et sociale, est en effet criant. D'ailleurs, plusieurs récents rapports institutionnels rendent compte de la nécessité d'actualiser et de réaliser des études sur ce qu'ils appellent « *les nouvelles formes de prostitution* » ou encore « *la prostitution cachée* », ainsi que sur les publics concernés (personnes prostituées sur le Net – femmes, hommes, transidentitaires – et clients)¹³. Pour ces institutions, les recherches sur le sujet sont d'autant plus importantes que « *ce type de prostitution [prostitution via Internet] serait en fort développement* »¹⁴.

État des lieux des travaux scientifiques sur la cyber-prostitution

Les quelques recherches scientifiques sur les échanges économico-sexuels via Internet aujourd'hui disponibles se sont majoritairement intéressées à l'ensemble du territoire national (France métropolitaine), en focalisant toutefois sur les grandes aires urbaines (voir encadré ci-dessous).

Le premier travail à valeur scientifique sur la prostitution en ligne date de 2002 mais n'a été publié qu'en 2005. Il s'agit d'une recherche entreprise par **Fiammetta Venner**¹⁵ dans le cadre d'une enquête plus globale sur la prostitution à Paris – dirigée entre autres par Marie-Elisabeth Handman et Janine Mossuz-Lavau - commanditée par la Mairie de Paris¹⁶. Le travail de Fiammetta Venner repose essentiellement

12 À titre d'exemples, nous pouvons notamment citer : SABRINA. *Escort*, Éditions Grasset et Fasquelle, Paris, 2013 ; Belle de Jour. *Journal intime d'une call-girl*, Éditions First, Paris, 2013 ; MADAME LISA. *Portes ouvertes sur maison close*, Éditions Grasset et Fasquelle, Paris, 2012 ; BROWN Chester. *Vingt-trois prostituées*, Éditions Cornélius, Paris, 2012 ; Laura D. *Mes chères études. Étudiante, 19 ans, job alimentaire : prostituée*, Max Milo, Paris, 2008 ; HEFFNER Alysson. *Escort girl*, Média 100, Paris, 2007 ; SACHA LOVE. *Escort-girl, le récit d'une double vie*, Alban, Paris, 2006 ; KAND Alma. *Confession d'une call-girl*, Éditions de La Martinière, Paris, 2005.

13 Ministère de la santé et des sports - « *Plan national de lutte contre le VIH-SIDA et les IST 2010-2014* » ; GODEFROY Jean-Pierre et JOUANNO Chantal. « Rapport d'information – Situation sanitaire et sociale des personnes prostituées : inverser le regard », Commission des affaires sociales, n°46, 2013-2014.

14 « *Plan national de lutte contre le VIH-SIDA et les IST 2010-2014* » p.148 ; GODEFROY et JOUANNO (2013) p.107.

15 VENNER Fiammetta. « La prostitution sur Internet : visibilité ou clandestinité ? » (chap.7 – pp.235-248) IN : MOSSUZ-LAVAU Janine et HANDMAN Marie-Elisabeth. *La Prostitution à Paris*, Éditions de la Martinière, Paris, 2005.

16 Dans le contexte du projet de lois de sécurité intérieure, la Mairie de Paris a décidé en 2002 de faire établir un état

sur une observation des différents sites en ligne d'annonces d'escortes exerçant dans la région parisienne entre 2003 et 2004, ainsi que sur les témoignages de 5 escort-girls – dont 2 travaillaient auparavant dans la rue – et d'1 escort-boy.

Sa contribution a le mérite de poser les premiers jalons sur une pratique prostitutionnelle encore inconnue, et souligne les difficultés de travailler sur ce type de terrain (un terrain « virtuel »). Toutefois, les hypothèses et constats présentés sont à affiner et à réactualiser, ainsi qu'à adapter au contexte provincial. En effet, comme nous l'avons remarqué en travaillant sur le sujet, la réalité prostitutionnelle parisienne (qu'elle soit dans la rue ou sur le Net), est différente de celle des autres régions françaises, notamment des territoires plus ruraux (nous y reviendrons dans l'analyse).

Parmi les travaux universitaires, citons la thèse de **Sylvie Bigot** publiée en 2008¹⁷. La chercheuse s'est principalement penchée sur deux sites d'annonces d'escortes (qui n'existent plus aujourd'hui), et ce concernant la France entière. Entre avril 2003 et décembre 2006, elle a interviewé – de visu, par mail, ou par téléphone – 22 personnes escortes (dont 13 femmes et 9 hommes) et 25 clients. Ses enquêtés résidaient et travaillaient principalement en région parisienne et lyonnaise. Leurs témoignages lui ont servi à élaborer une typologie (« profils-types ») des escortes (femmes et hommes) et des clients¹⁸.

Si cette typologie offre des éléments intéressants pour comprendre les causes d'entrée des personnes dans la prostitution (ou dans le fait de devenir client), nous avons toutefois préféré adopter, pour notre recherche, une typologie liée à l'usage de l'outil (Internet) afin de rendre compte de pratiques sociales. Ce choix d'approche par les pratiques présente l'intérêt de faire émerger des besoins, et donc de penser des actions de terrain.

Toujours au niveau des travaux universitaires, nous pouvons mentionner la recherche conduite actuellement par **Laurent Mérito**. Nous l'avons rencontré en 2008 alors qu'il abandonnait un premier travail de réflexion sur les « *nouvelles formes de prostitution* » - dont la prostitution via Internet - initié par l'Amicale du Nid de Marseille où il était embauché en tant qu'éducateur. L'objectif de cette enquête exploratoire était de

des lieux de la prostitution dans la capitale et dans les communes limitrophes (Bois de Boulogne et Bois de Vincennes) par une équipe de chercheurs et chercheuses du CNRS, et leur a demandé de conclure leur enquête par des préconisations sur la politique à mener en la matière. En janvier 2004, l'équipe a remis son rapport (de 300 pages environ) au commanditaire. En 2005, ce rapport est devenu un livre et rend compte de l'enquête menée entre octobre 2002 et mars 2004. - MOSSUZ-LAVAU. et HANDMAN. *op.cit*, p.13

17 BIGOT Sylvie. *L'escorting : approche sociologique d'une forme de prostitution*, Thèse de doctorat – Université de Caen, 2008.

En juillet 2007, Eva Clouet, alors étudiante en Master 1 de sociologie et travaillant sur la sexualité tarifée via Internet des étudiant-e-s, a rencontré Sylvie Bigot pour échanger notamment sur la méthodologie de recherche et l'approche du terrain virtuel.

18 Sylvie Bigot développe sa typologie des escortes et des clients dans les chapitres 5 et 6 de sa thèse. Elle distingue 4 profils d'escortes : 1) les naufragées ; 2) les entrepreneurs ; 3) les amatrices ; 4) les séducteurs (ce dernier profil ne concerne que les escortes hommes) – et 6 profils de clients : 1) les comédiens ; 2) les laissés pour compte ; 3) les nostalgiques ; 4) les récréatifs relationnels ; 5) les récréatifs égoïstes ; 6) les dominateurs et les pervers.

« mieux appréhender, du point de vue d'un service spécialisé dans l'accueil des personnes prostituées, un « nouveau public » potentiel »¹⁹. Pour autant, cette recherche a rapidement été mise de côté par l'ADN-Marseille à cause, selon les dires de Laurent Mélito, de « résistances institutionnelles »²⁰. Par la suite, il décide de poursuivre seul sa recherche dans le cadre d'un doctorat en sciences sociales (à l'EHESS, Centre Norbert Elias de Marseille). Quelques articles du chercheur sont aujourd'hui consultables (voir dans notre bibliographie) mais les résultats de sa thèse ne sont pas encore disponibles.

L'étude réalisée en 2009 par **Françoise Guillemaut** pour le Groupement Régional de Santé Publique (GRSP) de Guadeloupe²¹ explore la sexualité tarifée via Internet à partir de cinq sites de rencontres sur lesquels la chercheuse a pu repérer des personnes offrant des rapports sexuels tarifés (des femmes principalement) et des personnes en sollicitant (hommes, femmes, couples).

Enfin, il y a également les différents travaux que nous, **Eva Clouet**, avons écrit depuis 2006. Notre premier travail de recherche – réalisé dans le cadre universitaire (mémoire de Master 1 de sociologie) – s'est intéressé aux étudiant-e-s résidant en France qui se prostituaient via Internet²². Pour ce faire, nous avons régulièrement échangé, via un forum de discussion et un *tchat*, avec une vingtaine de femmes qui se prostituent sur le Net (dont une dizaine d'étudiant-e-s) et une quinzaine de clients d'escortes (dont escortes-étudiantes). En 7 mois d'investigation, nous avons interviewé, en face-à-face, 7 étudiants qui se prostituaient via Internet (6 femmes et 1 homme) et 3 clients. Les enquêté-e-s résidaient tou-te-s en ville (région parisienne principalement, mais également à Nantes et Lille). En novembre 2007, (soit deux mois après avoir rendu et soutenu ce travail de recherche) un éditeur nous fait part de son intention de publier le témoignage de Laura D.²³ - étudiante qui s'est prostituée durant sa première année universitaire – et nous propose de rédiger la postface de son ouvrage. À cette occasion, ce dernier nous convainc d'éditer également notre étude. Les deux ouvrages sortent en librairie au début du mois de janvier 2008. Dès leur publication ils font l'objet d'une médiatisation importante²⁴ qui n'est pas sans nous poser question ; puisque rapidement les informations transmises sont déformées et instrumentalisées, et non envisagées dans une perspective de genre²⁵.

19 MELITO Laurent. Les pratiques de l'escorting : transactions marchandes et transactions intimes. *Contribution pour la journée d'étude « Rapports sexuels et transactions marchandes », Lyon – Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, 4 juin 2008.*

20 Extrait de l'entretien auprès de Laurent Mélito – Juillet 2008.

21 GUILLEMAUT Françoise. *La réduction des risques liés au VIH-SIDA et l'accès aux soins dans le contexte des rapports d'échanges économique-sexuels en Guadeloupe*, Direction Générale de la Santé, Paris, 2009, en partenariat avec Grisélidis.

22 CLOUET Eva (2006). *Op.Cit*

23 Laura D (2008). *Op.Cit.*

24 Entre le 7 janvier et le 11 février 2008, nous avons été sollicité par une soixantaine de journalistes – français mais aussi de la presse étrangère –, et répondu à une trentaine d'interviews. Par la suite, l'ouvrage de Laura D. a été adapté à la télévision par Emmanuelle Bercot (2012).

25 CLOUET Eva, « Prostitution étudiante via Internet : médiatisation d'une question de société – analyse critique »,

Parallèlement à notre travail sur les étudiant-e-s prostitué-e-s sur le Net, nous conduisons une seconde étude, commanditée par la délégation nantaise du Mouvement du Nid²⁶, sur la « prévention de la prostitution en milieu étudiant »²⁷. L'objectif de cette étude consistait à « trouver le moyen (fond et forme) le plus approprié pour parler du système prostitutionnel – dans un cadre préventif – aux étudiant-e-s ». À cet effet, nous avons diffusé 180 questionnaires, dont 138 ayant été exploités pour l'analyse. Ce travail a par la suite été envoyé à l'ensemble des MDN et des Amicale Du Nid (ADN) du territoire national, dont l'ADN-Montpellier qui a poursuivi les investigations sur le campus universitaire de sa ville. La principale critique de ce travail réside dans l'absence d'analyse de genre. L'objectif de cette recherche étant la prévention de la prostitution en vue de son abolition, sans pour autant le croiser avec celui de l'émancipation des femmes et de la lutte contre les inégalités hommes-femmes.

Enfin, citons également la recherche que nous venons d'achever sous la direction de la DGS²⁸. Celle-ci repose sur l'observation de 10 sites Internet où sont présents des femmes qui se prostituent sur le Net et/ou des clients, ainsi que sur 59 entretiens semi-directifs (dont 29 conduits auprès de femmes qui se prostituent, 10 auprès clients et 20 avec des personnes ressources). Les enquêté-e-s résidaient et travaillaient sur l'ensemble du territoire national, dont certain-e-s en Midi-Pyrénées²⁹. **À ce jour, cette recherche constitue le travail scientifique le plus récent sur les échanges économico-sexuels des femmes via Internet.**

Au niveau de la région Midi-Pyrénées, plusieurs écrits rendent compte des spécificités locales des échanges économico-sexuels via Internet. Ces travaux ont été conduits par Eva Clouet et portés par l'association Grisélidis.

La première enquête exploratoire date de 2008. Elle repose sur une enquête de terrain de 4 mois (observation et entretiens semi-directifs) et s'est principalement concentrée sur l'agglomération

master 2 « Genre et Politiques Sociales », sous la direction de Monique MEMBRADO et d'Hélène CETTOLO, université Toulouse le Mirail, 2008, 60 p.

26 Le Mouvement du Nid (MDN) est une association française présente dans 32 départements de « *prévention de la prostitution et d'aide aux personnes prostituées* ». Cette association – fondée en 1946 par l'Abbé André-Marie Talvas - incarne et s'appuie sur un certain nombre de convictions et de positionnements idéologiques. Pour ce mouvement, la prostitution est « *une atteinte directe aux droits de l'Homme* » et la « *seule réponse raisonnable* » face à cette réalité est « *le refus* » (Le Mouvement du Nid. « Prostitution – Des mots pour comprendre », p.6). Par ses diverses actions de plaidoyer, de sensibilisation et de prévention, notamment en milieu scolaire, le MDN – qui se revendique abolitionniste – travaille à faire avancer son projet idéologique : « *un monde sans prostitution* ».

27 CLOUET Eva, « Prostitution et prévention en milieu étudiant – Compte rendu de l'enquête menée sur le campus universitaire de Nantes, Analyse des résultats du questionnaire », UCO, Délégation nantaise du Mouvement du Nid, 2007, 75 p.

28 CLOUET Eva (2013). *Op.cit*

29 Pour rencontrer le public (femmes qui se prostituent sur le Net et clients), nous nous sommes déplacés : à Lille, Nice, Paris et agglomération, Montpellier, Toulouse et agglomération, Albi, Lyon, Nantes, Poitiers, Orléans, Bordeaux et agglomération, Bayonne, Tours et Genève (Suisse). Nous avons également réalisé des entretiens via Internet ou par téléphone avec des personnes résidant dans d'autres villes telles que : Strasbourg, Agen, Valence, Dijon et Rouen.

toulousaine (9 des 11 femmes qui se prostituent sur le Net interviewées résidaient à Toulouse ou dans les communes limitrophes). Ce travail a fait l'objet d'un rapport, validé par l'Université Toulouse le Mirail dans le cadre du Master Genre et Politiques Sociales³⁰. C'est notamment suite à ce travail que l'Action Internet³¹ voit le jour à Grisélidis.

Par la suite, les constats et analyses produits préalablement ont été affinés et enrichis par l'expérience du travail de terrain au sein de l'association Grisélidis. Chaque année (depuis 2008), des articles - co-écrits par la coordinatrice de l'Action Internet, les médiateurs de prévention Internet et des personnes prostituées sur le Net - sont édités dans les rapports d'activité de l'association Grisélidis³².

1.3 Finalité et objectifs de la recherche

La finalité de cette recherche est d'apporter des éléments permettant de **lutter contre les violences et discriminations dont sont victimes les femmes proposant des rapports sexuels tarifés via Internet résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées.**

Ainsi, cette recherche comporte un triple objectif ; il s'agit :

- d'une part d'**apporter un éclairage sur l'organisation technique et commerciale de la sexualité tarifée via Internet, sur le territoire régional** (Midi-Pyrénées) – afin de saisir la place de chaque acteur-trice et les rapports de pouvoirs qui s'articulent dans ces dispositifs de sexualité.
- d'autre part de **repérer et de quantifier les besoins du public** (femmes qui se prostituent

30 CLOUET Eva, « Réalités cyber-prostitutionnelles et besoins des femmes prostituées sur le Net de la région toulousaine », Rapport de stage - sous la direction de GUILLEMAUT Françoise, LAPEYRE Nathalie et de LE TALEC Jean-Yves, Université Toulouse le Mirail, 2008.

31 Retrouver le détail de l'Action Internet mise en place à l'association Grisélidis en pp. 126-127 de ce rapport

32 CLOUET Eva, « Sexualité tarifée via internet et besoins des femmes de la région toulousaine prestataires de rapports sexuels sur le Net », in Rapport d'Activité Grisélidis 2008.

- BOYER Véronique (médiatrice de prévention), CHEVRON Niki (escorte) et CLOUET Eva (sociologue), « Travail du sexe sur Internet et santé communautaire », in Rapport d'Activité Grisélidis 2009 – *Réflexion autour des méthodes d'intervention avec les personnes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet (femmes, hommes et trans) sur le territoire national.*

- Association GRISELIDIS, Équipe de l'Action Internet. « Compte-rendu de notre action sur Internet », in Rapport d'Activité Grisélidis 2010, pp. 67-77.

- Association GRISELIDIS, Équipe de l'Action Internet. « Lutte contre le VIH, les violences et pour l'accès aux droits avec les personnes qui se prostituent via Internet », in Rapport d'Activité Grisélidis, 2011, pp. 99-112

- Association GRISELIDIS, Équipe de l'Action Internet. « Lutte contre les IST dont le VIH, et l'exclusion des femmes et des minorisés sexuelles qui se prostituent via Internet », in Rapport d'Activité Grisélidis, 2012, pp. 85-93.

sur le Net résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées) dans les domaines de la prévention et de la lutte contre les violences et les discriminations, de la santé globale et de l'accès aux droits - afin de proposer des recommandations, notamment pour l'élaboration d'outils de réduction des risques et d'informations ciblés et adaptés.

- par ailleurs, cette recherche a également pour objectif d'**évaluer le niveau de formation** (lié à l'accueil et à l'accompagnement de ce public et des spécificités des échanges economico-sexuels via Internet) **des acteurs associatifs, sanitaires, sociaux, policiers et judiciaires** en contact avec les femmes qui se prostituent sur le Net en Midi-Pyrénées.

→ **Apporter un éclairage sur :**

- le territoire prostitutionnel virtuel régional : annonces en ligne, forums, blogs et sites web, etc. La communication en place : forme, nature, règles, codes, etc.
- les acteurs en présence : femmes prestataires de rapports sexuels tarifés résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées ; clients ; patrons d'agence d'escortes ; administrateurs de sites spécialisés, etc. Caractéristiques sociales, nombre, etc (pour les femmes qui se prostituent exclusivement).
- les rapports de pouvoirs en place entre ces différents acteurs.

Se référer aux parties 3 et 4 de ce rapport.

→ **Repérer et quantifier :**

- Les formes et la nature des violences dont sont victimes les femmes qui se prostituent sur le Net dans la région (traite, proxénétisme, agressions, vols, harcèlement, etc) et les moyens que ces dernières utilisent pour les identifier et les nommer. Les stratégies que les femmes qui se prostituent sur le Net dans la région mettent en place pour éviter ces violences, et les recours dont elles disposent (qu'elles utilisent ou non) en cas de violences.
- les pratiques à risque liées à la santé sexuelle et aux addictions (VIH/IST) : dans quelles conditions ? pour quelles raisons ? les moyens/stratégies utilisés par les femmes pour les contourner ou les limiter ? leurs outils de négociation ? les moyens pour renforcer les stratégies des femmes pour contourner ou limiter les pratiques à risques (*empowerment*) ? etc.
- Les besoins en terme d'accès aux droits sociaux et à la réorientation de carrière professionnelle : accès au logement, aux prestations familiales, à la garde d'enfants, à

l'emploi, à la formation, etc.

- Les formes de consommation de produits psychotropes ou de médicaments : comment ? dans quelles circonstances ? à quelle fréquence ? etc. Rechercher les outils pédagogiques et d'information pour la mise en lumière des risques associés à cette consommation.

- Les pratiques nuisibles à la santé : alimentation, troubles psychologiques, etc.

Se référer aux parties 5 et 6 de ce rapport.

→ Évaluer :

- Les carences et les besoins de formation des acteurs associatifs, sanitaires, sociaux et judiciaires en contact avec le public en Région Midi-Pyrénées, concernant notamment : les nouvelles formes de prostitution (via les TIC), les violences spécifiques et les rapports de genre, les risques spécifiques et les enjeux de la lutte contre le VIH-SIDA.

Se référer à la partie 5 de ce rapport.

1.4 Dates et lieux de réalisation de la recherche

Cette recherche s'étale sur 5 mois, de septembre 2013 à janvier 2014. Elle comprend 11 étapes ou phases de travail³³. L'étape la plus longue correspond à la production et au recueil de données scientifiques.

Cette action se déroule sur le **territoire régional** (région Midi-Pyrénées) **virtuel** (l'Internet). L'observation des pratiques et les prises de contacts avec les personnes concernées s'établissent principalement sur des **sites spécialisés** (annuaires d'escortes et blogs/sites d'escortes ou de masseuses), **sites de petites annonces** et **forums de discussions** dédiés aux pratiques sexuelles tarifées. Nous nous sommes concentrés sur le **web francophone** (pages en français même si certains sites peuvent être hébergés à l'étranger) et sur les sites hébergés en France.

Dans ce contexte, nos observations et prises de contacts avec les publics (femmes qui se prostituent sur le Net, clients et personnes ressources) ont balayé l'ensemble du territoire régional, zones rurales et villes secondaires comprises. Nous avons également été amené à nous déplacer physiquement pour des rencontres « en réel » - notamment pour la conduite d'entretiens sociologiques – dans plusieurs villes et villages de la région³⁴.

³³ Retrouver le détail de ces étapes en annexes – *Annexe 1* - dans le calendrier de la recherche (pp.165-166).

³⁴ Pour rencontrer le public (femmes qui se prostituent et clients), nous nous sommes déplacés : à Toulouse (différents

1.5 Évaluation et validation de la recherche

Nous avons constitué un comité d'évaluation communautaire et paritaire, comprenant :

- 1 femme de la communauté – escorte résidant et travaillant en Midi-Pyrénées : **Marie Prin**³⁵
- 1 chercheuse ayant travaillé sur des sujets afférents : **Julie Sarrazin**
- 2 personnels associatifs : **Flo Gil de Muro** (coordinatrice de l'Action Internet à l'association Grisélidis depuis 1 an) et **Julie Sarrazin** (directrice de l'association Grisélidis depuis 2009)
- 3 actrices institutionnelles : **Catherine Hugonet** (déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité), **Isabelle Le Dréau** (collaboratrice de Madame Hugonet) et **Emilie Provensal**, chargée de mission aux droits des femmes et à l'égalité pour le département de Haute-Garonne.

Nous nous sommes réunies deux fois au cours de la recherche (en novembre 2013 et en janvier 2014) et l'ensemble des membres du comité d'évaluation a participé au travail de relecture du présent dossier (février-mars 2014).

Maintenant que nous avons présenté le cadre de la recherche, intéressons-nous aux moyens mis en œuvre concrètement pour accéder au public et recueillir les données.

quartiers), dans deux villages du Tarn, dans une commune rurale des Hautes-Pyrénées, du Gers et de Haute-Garonne, à Montauban et dans un village du Tarn-et-Garonne. Les personnes ressources – professionnel-le-s du sanitaire et social notamment – ont principalement été interviewé-e-s par courriel et/ou par téléphone.

35 A sa demande, ses nom et prénom ont été changé afin de préserver son anonymat.

2. Dispositif méthodologique

Afin de répondre au mieux aux objectifs de la recherche, nous avons mis en œuvre un dispositif méthodologique original permettant de recueillir des données essentiellement qualitatives (discours et pratiques des personnes concernées). Ce dispositif s'appuie également sur la méthode communautaire et prend en compte la dimension des rapports sociaux de sexe dans l'ensemble du processus de la recherche (production, recueil et analyse des données).

2.1 *Méthode communautaire et posture des rapports sociaux de sexe*

Tout d'abord, cette recherche s'appuie sur une **méthodologie communautaire** pratiquée depuis plus de 10 ans à l'association Grisélidis. La méthodologie communautaire appliquée à la recherche signifie que l'ensemble du processus de recherche (de la production de données aux recommandations proposées) est enrichi par la complémentarité des membres de l'équipe de Grisélidis et l'appréciation des personnes concernées. Cette posture permet de garantir à la fois le respect des personnes enquêtées et l'adéquation entre les besoins et les mesures proposées. C'est notamment dans cette optique que nous avons constitué notre comité d'évaluation (voir p. 19)

Co-réflexion avec les personnes concernées

Deux escortes, Louise et Valérie³⁶, toutes deux rencontrées au cours de la recherche puisque sollicitées pour un entretien (et pour devenir enquêtées), se sont montrées fort intéressées par l'avancée et les résultats de ce projet. Aussi avons-nous régulièrement échangé avec elles sur les moyens de recueil des données, le fonctionnement des sites web où sont proposés les rapports sexuels tarifés (terrains de recherche) ainsi que sur les données statistiques produites. Nous communiquons principalement via Internet et nous nous sommes rencontrées trois fois avec Louise et à deux reprises avec Valérie pour des réunions de travail.

Outre l'apport des connaissances liées à l'expérience, le fait de travailler en collaboration avec des personnes issues du travail du sexe via Internet nous a donné accès à des aspects « cachés »

36 Ces deux femmes n'ont pas souhaité qu'apparaisse leur nom de famille et ont préféré l'usage d'un pseudonyme pour ce présent rapport.

de l'organisation et du fonctionnement de la cyber-prostitution. Citons l'exemple des « *blacklists*³⁷ » présentes sur certains sites, ou encore celui des tarifs demandés par ces mêmes sites pour le dépôt des annonces ; ces aspects n'étant évidemment visibles que par les usagères elles-mêmes (parties / services réservés aux seules personnes disposant d'un compte d'utilisateur « escorte »).

De même, deux clients enquêtés, Michel et Pierre³⁸, ont participé au travail de description des terrains-sites, offrant leurs expériences et connaissances de clients-usagers de ces mêmes sites.

Prisme des rapports sociaux de sexe, genre

Cette recherche est également appréhendée au travers du prisme des **rapports sociaux de sexe/genre**. Cette perspective est un fondement de l'association Grisélidis. Il s'agit de prendre en compte les inégalités hommes-femmes dans l'ensemble des champs et des relations sociales, et de concevoir ces interactions sociales comme des rapports de pouvoir et non comme des relations naturelles. De plus, la notion de « **stigmat de pute** »³⁹, toujours portée au féminin, est aussi au centre de nos analyses de situation.

En effet, les hommes et les femmes occupent des positions différenciées et hiérarchisées dans nos sociétés dites patriarcales. Les rôles différenciés - et apparemment complémentaires, considérés comme naturels - des hommes et des femmes prennent racine dans la **division sociale et sexuelle du travail**. Ainsi, les hommes occupent des positions sociales de production (économique notamment) alors que les femmes sont cantonnées dans la reproduction, c'est-à-dire le fait de faire des enfants mais aussi de prendre soin d'autrui (*care*), dans la famille comme dans la sphère professionnelle. De même, la sexualité est normée, définie comme « normale » et « acceptable » notamment quand elle est hétérosexuelle, non tarifée et basée sur « l'amour ». Dans la majorité des sociétés, la sexualité des femmes est un enjeu important. Les femmes ont de tout temps effectué des échanges economico-sexuels pour vivre et survivre⁴⁰, dans la mesure où elles étaient (et sont toujours) assez dépourvues de capital social et économique leur permettant de vivre en autonomie. Ces échanges se

37 Définition de « **blacklist** » (BL) : Liste de clients non recommandés - parce que violents, mauvais payeurs, non hygiéniques, discourtois, harceleurs, qui ne se présentent pas au rendez-vous fixé, en somme des clients qui ne respectent pas les termes négociés avec la travailleuse du sexe – diffusée sur les annuaires d'escortes ou que les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet s'échangent entre elles. Souvent, cette liste comprend le pseudonyme du client (comment il se présente sur les forums et/ou aux femmes), son numéro de téléphone portable et/ou son adresse mail (moyen qu'il utilise pour contacter les femmes), parfois une brève description physique, et bien sûr la raison pour laquelle il est *blacklisté*.

38 Les prénoms des clients ont été changé.

39 Concept élaboré par Gail Pheterson – PHETERSON Gail, *Le prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan, 2001, 211p.

40 Paola Tabet, *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échanges economico-sexuels*, Paris, L'Harmattan, Bibliothèque du féminisme, 2004.

font majoritairement de manière informelle au sein du mariage où les femmes sont entretenues tout au long de leur vie. Ils sont parfois plus formalisés, voire contractualisés, dans le cadre de la prostitution ou de mariages clairement monnayés.

Ainsi, la société patriarcale est maintenue en place à cause du **manque d'autonomie matérielle, idéelle⁴¹ mais aussi sexuelle des femmes**. De plus, la violence masculine physique et symbolique à l'encontre des femmes agit comme une sanction sociale⁴² permettant de maintenir le système de domination masculine. Ainsi, les **femmes qui faillissent à leur rôle de dominées, c'est-à-dire qui ont un comportement déviant par rapport à la norme, subissent des violences et une stigmatisation sociale forte**. Cette société oppressante reste aussi en place car les femmes sont souvent très isolées et divisées. C'est ainsi que s'opère une différenciation entre les femmes ; les bonnes et les mauvaises. L'un des découpages qui se fait peut être le suivant (car il y en a d'autres) : les putes, les épouses et les gouines⁴³. La division des femmes entre elles, l'instauration d'une hiérarchie et d'une concurrence au sein du groupe social des femmes - en rapport ici avec leur sexualité - **empêchent le développement d'une solidarité entre les femmes et d'une résistance à l'oppression patriarcale**. Les « prostituées » sont des femmes qui ont pris des initiatives sexuelles, économiques, qui peuvent être dans une dynamique d'autonomie ; elles ont donc des pratiques sociales qui subvertissent les rôles de sexe traditionnels qui consistent plutôt à effectuer des échanges economico-sexuels dans le cadre du mariage ou en tout cas de la relation hétérosexuelle exclusive sans échange d'argent formel. Ainsi, selon Gail Pheterson, la catégorie des « putes » ou « putains » est un stigmat, « un marquage social et légal de femmes soupçonnées d'être prostituées ou de se comporter comme telles⁴⁴ ». « Se faire traiter de pute » est une sanction qui pèse sur l'ensemble des femmes. Cette catégorisation est fondée sur des représentations symboliques (impureté et impudeur selon Pheterson) et légales plus que sur un véritable ensemble de caractéristiques propres à un groupe de personnes. Ainsi, **sur une échelle sociale de valeurs, les femmes prostituées sont en dessous des autres femmes, elles sont stigmatisées et victimes de violences de la part des hommes et des autres femmes, des passants dans la rue ou des internautes sur la Toile, des clients, des proxénètes et de l'ensemble des personnes de leur entourage social**.

La prise en compte des inégalités hommes-femmes est essentielle pour aborder le sujet qui

41 Maurice Godelier, *L'Idéal et le Matériel*, Paris, LGF/Livre de poche, 1992 (1^{re} édition : Fayard, 1984). J'évoque ici le manque d'indépendance tant financière que psychologique des femmes vis-à-vis des hommes.

42 Colette Guillaumin, *Sexe, Race et Pratique du pouvoir*, Paris, Côté-femmes, 1992.

43 Gail Pheterson, *Le Prisme de la prostitution*, 2005, Paris, L'Harmattan, 2001, annexe A.

44 *Idem*, p.46.

nous intéresse ici, afin d'en comprendre les mécanismes et enjeux ainsi que pour élaborer des recommandations adaptées au public des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet.

Dans le cadre de cette recherche, cette perspective est garantie par la chercheuse et par la présence dans le comité d'évaluation de femmes issues du mouvement féministe et diplômées en études genre : Eva Clouet et Julie Sarrazin, toutes deux diplômées du master professionnel « Genre et politiques sociales » de l'université de Toulouse ; Flo Gil de Muro détient un Master « Genre et Santé » (Université de Toulouse) ; Marie Prin est militante dans plusieurs associations et collectifs féministes en Midi-Pyrénées depuis plusieurs années ; enfin, Catherine Hugonet, Emilie Provensal et Isabelle Le Dréau toutes trois actrices institutionnelles aux Droits des femmes et à l'égalité.

2.2 Méthodologie socio-anthropologique

Plus concrètement, les méthodes utilisées dans cette recherche pour la production et le recueil des données sont celles de la **socio-anthropologie**.

Nous avons privilégié la **démarche qualitative** qui nous semble la plus adaptée à ce type de terrain. Effectivement, une démarche quantitative n'offre pas autant de subtilités quant à la description des pratiques et des systèmes de représentations et de croyances des enquêté-e-s. Pour ce faire, nous nous sommes appuyées sur deux outils phares : les entretiens semi-directifs et l'observation participante.

Entretiens individuels semi-directifs : au plus près de la réalité des personnes

Les entretiens semi-directifs constituent un élément essentiel de la recherche, puisqu'ils permettent la production de données originales sur les parcours, les discours et les pratiques des personnes concernées.

Nous souhaitons appréhender les échanges économique-sexuels dans leur globalité, sous l'angle à la fois de l'offre et de la demande. Aussi avons-nous réalisé des entretiens (**39 au total**) auprès de trois publics, à savoir :

- **des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet** résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées⁴⁵

45 Voir en annexe la présentation et le tableau récapitulatif des femmes interrogées (*Annexe 2 – pp. 167-175*)

- **des clients de personnes prostituées sur le Net** , (résidant en France dont en région Midi-Pyrénées)⁴⁶
- **des personnes ressources** (professionnel-le-s du sanitaire et social, autres associations partenaires, services de police, avocats au barreau de Toulouse, autres personnes susceptibles d’être en contact avec les femmes qui se prostituent sur le Net)⁴⁷.

Tableau du nombre d’entretiens initialement prévus et réalisés pour cette recherche

Personnes interviewées	Femmes	Clients	Autres personnes ressources
Nombre d’entretiens initialement prévus (septembre 2013)	15	10	7
Nombre d’entretiens réalisés (décembre 2013)	15	10	14

Nous pouvons constater que le nombre d’entretiens fixé au commencement de la recherche a été honoré, voire dépassé notamment pour les personnes ressources. D’ailleurs, nous sommes aujourd’hui en contact avec plusieurs nouvelles personnes : 5 femmes qui se prostituent sur le Net en Midi-Pyrénées, dont 2 résidant et travaillant dans les départements du Lot et d’Ariège ; 2 clients et 45 associations (basées en Midi-Pyrénées). Malheureusement, celles-ci n’ont pu être interviewées (et donc intégrées à l’analyse) du fait des contraintes de calendrier.

Recrutement des enquêté-e-s

Prendre contact avec les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet et leurs clients nécessite d’abord de les repérer sur la Toile. Le repérage (« observation participante » – voir point suivant pp. 27-28) et la prise de contact se sont effectués par différents moyens techniques et sur différents sites.

Les femmes qui se prostituent sur le Net ont été contacté :

- par courriel et/ou par téléphone via les annonces en ligne sur deux sites de petites annonces
- par courriel via les annonces / profils en ligne sur trois annuaires d’escortes
- par courriel (trilingue) via les « fiches hôtesse » de deux sites d’agences
- par courriel et/ou par téléphone via des sites ou blogs individuels d’escortes ou de masseuses trouvés grâce à différents moteurs de recherche avec les mots-clés suivants : « escort-e /

46 Voir en annexe la présentation et le tableau récapitulatif des clients interrogés (*Annexe 3 – pp. 176-178*)

47 Voir en annexe le tableau récapitulatif des personnes ressources interrogées (*Annexe 4 – pp. 179-180*)

escort-girl / masseuse + commune de la région Midi-Pyrénées

- via « mp » (message privé) sur un forum de discussions

Pour le premier contact, nous avons privilégié l'envoi de messages écrits (courriels et/ou mp) dans lesquels nous nous présentions et exposions les objectifs de notre recherche et les raisons de notre courriel. Dans la grande majorité des cas, les femmes n'ont pas donné suite. Une partie d'entre elles a répondu négativement, d'autres ont accepté mais les entretiens n'ont pas pu se réaliser (incompatibilité des agendas, annulation / rétractation des enquêtées, demandes de suivi santé et/ou juridique et non d'un entretien sociologique, etc). Finalement, 5 femmes ont accepté le principe de l'entretien.

Dans un second temps, nous avons laissé de côté l'écrit pour contacter les femmes directement par téléphone. Nous appréhendions cette démarche car elle nous semblait plus intrusive. Toutefois, le contact par téléphone s'est avéré nécessaire afin de toucher d'autres profils de femmes qui se prostituent sur le Net, notamment celles qui maîtrisent peu ou pas l'outil informatique et/ou la langue française écrite. Outre les nombreux numéros de téléphone « non attribués », le fait de tomber sur les messageries vocales ou encore les multiples appels transformés en suivi santé, 4 entretiens ont été réalisés auprès de femmes contactées par téléphone.

En parallèle, d'autres modes de recrutement se sont ajoutés. Certaines femmes qui se prostituent et clients préalablement interviewés nous ont introduit auprès d'autres femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet ; 2 femmes ont été ainsi recrutées. Enfin, 4 femmes qui se prostituent sur le Net nous ont été présentées par l'intermédiaire de l'association Grisélidis ; toutes les 4 étant accompagnées dans diverses démarches (santé globale et suivi juridique) par l'équipe de terrain.

La prise de contact avec les clients s'est avérée plus aisée. Nous nous sommes principalement concentrées sur trois sites (forums de discussions) sur lesquels des clients de femmes qui se prostituent s'expriment. Nous nous sommes donc inscrites gratuitement sur ces forums afin d'y ouvrir un *topic* dans lequel, comme pour les femmes de notre enquête, nous nous présentions ainsi que l'objet de la recherche et le but de notre présence sur ces forums. Nous invitons les clients intéressés par la démarche à nous contacter via « mp ». Au total, nous avons reçu près d'une cinquantaine de réponses et échangé avec plus d'une quinzaine de clients. Outre les multiples demandes de rapports sexuels (tarifés ou non), nous avons finalement concrétisé 8 entretiens de clients par ce biais.

Un autre entretien a été réalisé sur recommandations d'une femme femmes qui se prostituent préalablement interviewée (1) et par le biais de connaissances privées (un des clients enquêtés, Sébastien, est le beau-frère d'une amie de la chercheuse ; cette dernière n'ayant rencontré Sébastien qu'à l'occasion de l'entretien).

Déroulement des entretiens semi-directifs

Généralement, les entretiens que nous avons conduits durent plusieurs heures ; 3 heures en moyenne pour les femmes et 2 heures pour les clients. De ce fait, nous obtenons des **récits de vie** qui permettent une approche globale du public. Cette approche permet un approfondissement précieux des déterminants sociaux anthropologiques des comportements des personnes. Il nous est également arrivé de revoir les mêmes femmes plusieurs fois. Cette démarche s'est avérée fort intéressante car elle permet une inscription dans le temps où les discours et pratiques peuvent évoluer. Enfin, nous sommes restées en contact avec plusieurs enquêté-e-s (via Internet notamment) ce qui a parfois amené de nouveaux discours, nourrissant ainsi les données préalablement obtenues.

Dans la majorité des cas, les entretiens ont été réalisés « en réel », soit au domicile des enquêté-e-s, soit dans un lieu public (café généralement). Comme pour nos précédentes recherches, nous avons privilégié les entretiens en réel car le fait de rencontrer physiquement les personnes permet, d'une part de vérifier qu'il ne s'agit pas d'un *fake*⁴⁸ (risque lorsque l'on travaille sur le terrain Internet), et d'autre part d'offrir des éléments sociologiques supplémentaires sur les enquêté-e-s.

Le fait de nous rendre au domicile des enquêté-e-s constitue également un plus pour la recherche, puisque cela instaure un certain climat de confiance entre le chercheur et les enquêté-e-s. Cela contribue à les mettre à l'aise, et facilite le recueil de données « intimes ». De plus, aller au domicile des personnes permet au chercheur de faire le lien avec les modes de vie décrits par les personnes. À plusieurs reprises, il nous a également été donné d'assister à la préparation d'escortes pour un rendez-vous (séance d'habillage, maquillage, matériels emportés, etc), à la négociation par téléphone avec un client, ou encore de partager un certain nombre de tâches quotidiennes (aller chercher les enfants à la crèche ou à l'école, rencontrer le conjoint qui rentre du travail ou le/la colocataire, etc). Ces éléments ont participé à créer une proximité encore plus importante entre la chercheuse et les enquêtées.

48 Définition *fake* (de l'anglais : *faux*) Une fausse histoire et / ou un menteur. Dans le contexte de notre recherche, les *fake* se font souvent passer pour des femmes qui se prostituent. Retrouver une définition plus complète en annexe - Annexe 5 : Jargon et termes utilisés sur les forums de discussions en ligne (pp.181-183).

Certains entretiens se sont également déroulés par téléphone ou via Internet. Plusieurs raisons nous ont amenées à accepter les entretiens par téléphone ou via Internet : la distance (le territoire étant la région Midi-Pyrénées) ; la disponibilité des personnes (il paraissait plus aisé pour certaines femmes de les laisser répondre à leur rythme aux questions que de les mobiliser pour 3 heures d'entretien) ; mais également l'envie de rester anonyme. La quasi totalité des entretiens a été enregistrée sauf refus de l'interviewé-e. Ils ont été intégralement retranscrits avant d'être analysés.

Certains extraits d'entretien proviennent également de femmes qui se prostituent sur le Net interviewées dans le cadre de nos précédentes recherches. Ces dernières ne résident et/ou ne travaillent pas forcément en Midi-Pyrénées mais leurs témoignages sont utiles pour comprendre le fonctionnement et les mécanismes de la cyber-prostitution (utilisés principalement dans la troisième partie de ce rapport). Enfin, d'autres extraits d'entretien sont ceux de femmes - femmes qui se prostituent dans la rue qui travaillent aussi sur le Net depuis quelques temps, rencontrées à l'association Grisélidis pour laquelle nous travaillons depuis 3 ans. Leurs propos ont principalement été recueillis de manière informelle dans les locaux de l'association ou bien lors de suivis. Ces entretiens offrent des points de vues complémentaires à ceux réalisés exclusivement pour cette recherche.

Observation participante : de longues heures à surfer sur le Net

L'observation participante est l'un des outils majeurs **d'immersion** sur le terrain. Elle consiste à participer à des événements ou à leur organisation. Elle permet de réduire la distance entre le chercheur et son objet en développant un rapport d'empathie avec le terrain et avec les acteurs en présence. L'observation participante et l'immersion donnent lieu à la production d'un journal de terrain, lequel est ensuite retranscrit, et les données sont classées puis analysées.

Pendant près de 3 mois, nous avons observé quasi quotidiennement (à raison de plusieurs heures par semaine) les lieux, terrains où sont proposés des rapports sexuels tarifés (sites spécialisés, petites annonces, blogs et sites d'escortes, etc) et ceux où s'échangent des informations et conseils liés à l'activité (forums de discussion principalement).

Les sites où se trouvent des rapports sexuels tarifés sont extrêmement nombreux. Aussi avons-nous choisi de nous focaliser sur les sites les plus visibles du Web francophone et les plus souvent mentionnés et utilisés par nos enquêté-e-s. Outre les sites et blogs d'escortes, notre attention

et travail d'observation se sont donc portés sur⁴⁹ :

- **3 sites de petites annonces classiques comportant une rubrique spécialisée** : Novasquare.com (site 1), Monannonce.com (site 2) et Match-find.com (site 3)
- **4 sites spécialisés (annuaires)** : Topannonce.com (site 4), Sexyannonce.com (site 5), Topescort-en-france.com (site 6) et Sexysecrets.com (site 7)
- **2 forums de discussions, sites d'E.V⁵⁰** principalement alimentés par les clients : Houlala.com (site 8) et Fan-escortes.com (site 9)
- **1 forum de discussions** nourri à la fois par les femmes qui se prostituent, leurs clients et des « ni-ni »⁵¹ : forum prostitution de Questionsanté.fr (site 10)
- **2 sites d'agences** : Russian-bimbo.com (site 11) et Pussydolls.com (site 12)

Nos observations ont fait l'objet d'une prise de notes systématique afin d'identifier les acteurs en présence, de relever les rapports sociaux en place et les discours échangés entre les différents acteurs sur leurs pratiques, les tendances et changements liés à l'activité, etc. Cette observation nous a principalement aidé à comprendre le fonctionnement et l'organisation des échanges économique-sexuels via Internet.

Afin d'étayer notre analyse, les entretiens et l'observation participante ont été enrichi par d'autres outils tels que la **revue documentaire**, l'utilisation de **données statistiques**⁵² ainsi que le dispositif des **focus-group**⁵³ (via les forum de discussion notamment).

49 Pour des raisons de protection des données, les noms des sites ont été modifiés.

50 Définition E.V : « Expérience Vécue » : Évaluation (notation) de la prestation, des services des femmes se prostituant par les clients. Retrouver une définition plus complète en annexe – *Annexe 6 : Jargon relatif aux échanges économique-sexuels via Internet (pp.184-187)*

51 Les « ni-ni » : forumers qui ne sont ni femmes se prostituant, ni clients.

52 Pour cette recherche, nous disposons des données statistiques produites à Grisélidis depuis 2009 sur les suivis réalisés et en cours auprès des femmes prestataires de rapports sexuels via Internet résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées. Ces statistiques nous renseignent notamment sur un certain nombre de caractéristiques sociologiques des femmes se prostituant sur le Net, et nous permettent d'avoir une vision plus fine du public concerné.

53 La technique du focus-group n'est pas à proprement parler un outil de la sociologie ou de l'anthropologie ; elle vient du champ du marketing et de la publicité. Le focus-group est propice à récolter des stéréotypes, des idées reçues, et permet de ce fait de mieux comprendre les ressorts du sens commun. Les focus-groups permettent d'identifier les valeurs communes d'une société ou d'un groupe à un moment donné. Nous avons eu recours à cette technique de manière limitée et en fonction des circonstances, notamment par le biais des forums de discussions sur lesquels nous avons lancé plusieurs *topics* (voir définitions dans l'annexe 5 – pp.181-183) relatifs aux violences dont sont victimes le public concerné. Cet outil n'a toutefois pas eu l'écho escompté, et ce, pour plusieurs raisons : dilution des *topics* dans le flot de discussions quotidiennement créées par les autres forumers, *flood* et *trolling* des fils de discussions ayant pour conséquence de noyer les réponses « sérieuses » au sujet lancé au départ, réponses de *fake*, etc. En fait, les *focus-group* nous ont principalement permis d'identifier des personnes pour les entretiens individuels.

2.3 Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet et limites de l'enquête

Des difficultés à plusieurs niveaux

Au niveau de l'approche du public cible

La difficulté majeure rencontrée au cours de cette recherche est **l'accès aux publics cibles**, notamment les femmes.

Outre le caractère stigmatisant du travail du sexe en général qui engendre une certaine méfiance, distance des personnes concernées vis-à-vis des « autres » (celles et ceux qui ne sont pas « du milieu ») et du chercheur en particulier⁵⁴ ; nous n'avons **aucun accès direct** (physique) avec ces publics cibles (contrairement au travail dans la rue par exemple). Tout se fait par l'intermédiaire du médium Internet où les règles habituelles de communication en « face-à-face » ne s'appliquent pas : les échanges sont écrits et possèdent un jargon spécifique (voir l'annexe 5 – pp.181-183), ils sont indirects (temporalité modifiée), orchestrés par un intermédiaire (l'ordinateur), les sentiments et ressentis sont signalés par des *émoticons* (ou *smileys*) et les intervenant-e-s ne sont pas observables (invisibilité des protagonistes et donc possibilité de discuter avec une *fake*). En conséquence, nous sommes tenus de respecter, et de maîtriser ces codes propres à l'usage sur le Net pour pouvoir entrer en contact avec les personnes.

Lorsque le contact est effectué, il faut encore se faire accepter des personnes, c'est-à-dire trouver les mots et la manière appropriée afin de casser la distance induite par la position de chercheur et gagner la confiance des personnes, et ce, en vue de créer la possibilité d'une rencontre et décrocher un éventuel entretien. La concrétisation des entretiens auprès des femmes a donc nécessité un travail régulier de longue haleine pour que le lien de confiance soit suffisamment important pour qu'elles acceptent de rompre l'anonymat qui les entoure et devenir enquêtées.

Nous avons donc fait preuve de patience et de témérité pour gagner la confiance du public et obtenir des entretiens. Aussi avons-nous passé de nombreuses heures sur les forums dédiés à se visibiliser, à expliquer notre démarche, à se rendre « sympathique » et surtout digne de confiance.

Au total, nous avons contacté et/ou discuté avec plus de 170 femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via leurs annonces, forums, sites et blogs personnels ou encore par téléphone. Nous

54 Dans son ouvrage sur les travailleurs du sexe canadiens, Michel Dorais explique que la prostitution est « un milieu où règne la plus grande méfiance envers ceux ou celles qui posent des questions [chercheur-euses compris], in DORAIS Michel. *Les cowboys de la nuit – Travailleurs du sexe en Amérique du Nord*, H&O pour l'édition européenne, Montblanc, 2003. p.17

avons essuyé de nombreux refus et encore plus de non-réponses.

Pour autant, ce long travail de relation de confiance a porté ses fruits puisque nous avons honoré nos objectifs et que par la suite, plusieurs enquêtées ont fait fonctionner le bouche à oreille et nous ont recommandée auprès d'autres collègues, d'où l'importance de réaliser un travail de recherche sur plusieurs mois.

Précisons également que la prise de contact pour la réalisation d'entretiens sociologiques auprès des clients s'est avérée plus aisée. Cette meilleure accessibilité s'explique par deux raisons principales : un stigmate moins important sur les clients que sur les femmes qui se prostituent (et donc moins d'enjeux à sortir de l'anonymat) et une curiosité « amusée » qu'une chercheuse (femme) ne se prostituant pas souhaite les interroger sur leurs pratiques et expérience quant à leur sexualité tarifée.

Au niveau de l'accès aux données et de la coopération des personnes ressources

Concernant les chargées de mission départementales aux droits des femmes et à l'égalité, Emilie Provensal pour le département de la Haute-Garonne et Brigitte Lamouri pour le département du Tarn-et-Garonne nous ont fourni des éléments sur leurs territoires. En conséquence, l'analyse ne pourra être homogène sur l'ensemble des 8 départements de la région. De même, de nombreuses structures (associations, CHRS, etc) n'ont pas donné suite à nos sollicitations. Des structures des départements de Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn-et-Garonne et le Planning Familial de Rodez (Aveyron) nous ont répondu. Les analyses et constats produits concernant les autres départements de la région proviennent essentiellement de notre observation et des constats de l'équipe Internet de Grisélidis.

Par ailleurs, nous avons rencontré des difficultés pour rencontrer la Brigade Voie Publique (BVP) de Toulouse. Finalement, la rencontre a eu lieu grâce au soutien de Madame Provensal. Toutefois, les services de police rencontrés (BVP et BRP) sont restés assez évasifs sur leur travail auprès des femmes qui se prostituent sur le Net et muets quant à leurs données statistiques sur ce public.

Nous faisons l'hypothèse que ce manque de coopération institutionnelle et associative est dû à des problèmes d'ordre idéologique et politique, mais aussi à une forte méconnaissance et invisibilité des échanges économique-sexuels via Internet. Cette difficile coopération est dommageable pour la recherche et à terme pour le public cible.

Au niveau financier et de la durée de la mission

Les objectifs de cette recherche nécessitaient le recrutement d'une chercheuse à temps-plein. Cette recherche action a dans la réalité mobilisé la chercheuse à hauteur de 0,75 ETP alors que seulement 0,6 ETP ont été pris en charge. Ainsi, nous n'avons pas pu rencontrer l'ensemble des personnes ressources contactées, ni même pousser les investigations à égalité dans les 8 départements.

Toutes ces difficultés participent du fait que de nombreux éléments n'ont pu être abordés dans cette recherche. Par conséquent, les résultats présentés ne sont pas exhaustifs. Dans le prochain point, nous nous pencherons sur les limites de cette recherche, avant justement, d'exposer les résultats.

Limites de la recherche

Biais instauré par le dispositif méthodologique choisi

Toute méthode présente des avantages et des inconvénients, la démarche qualitative n'échappe pas à cette règle⁵⁵. Elle présente en effet un biais qu'il convient de ne pas négliger : celui de passer par la déclaration des acteurs pour appréhender leurs pratiques. Ce biais est toutefois inévitable pour toute enquête ayant trait à la sexualité – qui plus est concernant une sexualité stigmatisée - puisqu'il est difficilement envisageable de recourir à l'observation directe des pratiques à proprement parler. Le « déclaratif » s'avère alors incontournable. « Dans la mesure où l'on ne peut pas donner à voir ni à observer les actes sexuels, à moins de les transformer en spectacle, on ne peut « connaître » les pratiques physiques de la sexualité qu'à travers les déclarations et le langage »⁵⁶. De plus, comme nous l'avons expliqué dans le choix du dispositif méthodologique, la démarche qualitative demeure la plus adaptée à ce type de terrain. Effectivement, une démarche quantitative paraît difficilement applicable et ne permet pas d'accéder avec autant de finesse aux systèmes des représentations des enquêté-e-s.

Représentativité de l'échantillon

Dans cette recherche, nous disposons de peu d'éléments sur les femmes qui travaillent par le biais d'agences basées à l'étranger (« filles d'agences » ; « hôtesse »). En effet, nos enquêtées sont des femmes qui disent travailler de façon indépendante, c'est-à-dire que ce sont elles qui fixent leurs

55 BIGOT Sylvie. *L'escorting : approche sociologique d'une forme de prostitution*, Thèse de doctorat – Université de Caen, 2008, p.91.

56 BOZON Michel. « Les significations sociales des actes sexuels », in « Sur la sexualité », Actes de la Recherche, n°128, Paris Seuil, juin 2009, p.5.

conditions de travail et déterminent l'organisation de leurs rendez-vous tarifés (ce qui ne signifie pas systématiquement qu'elles jouissent seules et librement de leur revenu, au même titre que n'importe quel-le travailleur-euse indépendant-e).

Les éléments dont nous disposons sur les « filles d'agence » proviennent des dires des personnes ressources interrogées : policiers dans le cadre d'enquêtes (Brigade de Répression du Proxénétisme du SRPJ de Toulouse et Brigade Voie Publique – BVP de Haute-Garonne), clients qui en ont rencontré lors de rendez-vous tarifés, autres femmes qui se prostituent interrogées (leurs concurrentes) ; ainsi que ce que nous avons pu observer et lire sur les différents sites où les « filles d'agence » sont visibles.

Comme nous pouvons aisément le comprendre, il est extrêmement difficile d'accéder aux femmes qui travaillent en agence, puisque le contact passe forcément par un tiers. De plus, un obstacle n'allant jamais seul, la barrière de la langue constitue également un frein important. Nous avons pourtant longuement essayé : nous avons contacté plus d'une dizaine d'agences et envoyé un mail trilingue (français, anglais et bulgare) à plus d'une trentaine de « filles d'agence » visibles sur les sites spécialisés et en tournée en Midi-Pyrénées. À ce jour, nos messages sont restés sans réponse.

Les recherches restent donc à poursuivre en direction de ce public, mais cela nécessiterait des moyens humains et financiers importants.

Entre position de chercheuse et salariée de l'association Grisélidis

Si globalement le fait d'être salariée de l'association Grisélidis a favorisé la prise de contact avec notre public (les femmes principalement), notre double casquette – salariée de l'association Grisélidis et chercheuse – a parfois généré des réactions ambiguës de la part des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet. Effectivement, nombreuses sont celles qui à l'issue de la prise de contact (par mail et plus encore par téléphone) avaient des attentes vis-à-vis de nous (questions, conseils, aide, etc) et n'étaient absolument pas disponibles pour devenir enquêtées. Bien souvent, nous nous retrouvions au téléphone à faire un suivi plutôt qu'un entretien pour la recherche. D'ailleurs, plusieurs de ces femmes ont par la suite été orientées vers l'équipe de terrain de Grisélidis.

3. Fonctionnement et organisation technique et commerciale des échanges économique-sexuels via Internet en Midi-Pyrénées

3.1 Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) et développement des échanges économique-sexuels

Constats généraux

Au regard des centaines d'annonces d'escortes et de masseuses en ligne sur la Toile pour la région Midi-Pyrénées, nous savons qu'Internet est aujourd'hui un moyen utilisé pour les échanges économique-sexuels. Pour autant, l'utilisation d'un médium pour proposer des rapports sexuels tarifés n'est pas un phénomène nouveau. Avant Internet, les petites annonces des journaux papier⁵⁷ et plus encore le Minitel des années 1980 ouvraient déjà la voie à une forme particulière de prostitution. Les fameuses « messageries roses »⁵⁸ constituaient en effet « un excellent outil de racolage dont le milieu de la prostitution a tout de suite mesuré l'intérêt »⁵⁹

Bien que le phénomène ne soit pas précisément quantifiable, il apparaît toutefois évident que le développement des TIC et la démocratisation de leur usage (surtout depuis l'arrivée de l'ADSL et du Web 2.0⁶⁰ - dans les foyers et sur les lieux de travail) ont des conséquences certaines dans le développement des échanges économique-sexuels via Internet.

Internet, un outil de plus pour les échanges économique-sexuels

D'après notre recherche, il apparaît qu'Internet soit un outil de plus pour effectuer des échanges économique-sexuels, notamment pour les femmes ayant une expérience préalable dans le

57 Un des magazines les plus connus : *La Vie parisienne*, tiré à 45000 exemplaires chaque mois, est disponible en kiosque et rassemble – dans la rubrique « petites annonces libertines » - plusieurs centaines de petites annonces, et ce depuis 1984. Aujourd'hui, si les annonces sont souvent accompagnées de photographies suggestives (femmes dénudées, en lingerie, *et cetera*) le tarif des prestations n'est toutefois jamais mentionné.

58 CHAKER Saloua, « La Macdonadisation du travail du sexe », *Enjeux*, n°128, Mars 2002, pp. 176-196. - WELZER-LANG Daniel et CHAKER Saloua. *Quand le sexe travaille...*, Rapport européen inachevé sur les violences faites aux femmes dans les activités et métiers liés à la sexualité masculine, Université Toulouse-Le Mirail, Association Les Traboules, Octobre 2002, 293 pages.

59 CHALEIL Max. *Prostitution – Le désir mystifié*, Éditions l'Aventurine, Paris, 2002, p.242

À ce propos, le Capitaine Miette - chef de groupe de la BRP du Service Régional de Police Judiciaire (SRPJ) de Toulouse - ajoute : « Internet est un formidable outil de propagande et les délinquants [proxénètes – chefs de réseaux mafieux] l'ont rapidement utilisé [...] Ils maîtrisent l'outil [informatique] beaucoup mieux que la police et ont donc toujours un train d'avance sur nous... ».

60 Le Web 2.0 désigne l'ensemble des sites communautaires, des forums de discussions et autres réseaux sociaux qui permettent une libre interaction entre les individu-e-s. Dans la majorité des cas, il est impossible pour les hébergeurs de ces sites de surveiller l'intégralité du contenu des messages diffusés et échangés entre les personnes connectées.

travail du sexe (rue, établissements).

Une partie des femmes qui se prostituent de notre enquête a déjà eu une/des expérience-s dans le travail du sexe, notamment dans le travail de rue. Si certaines ont abandonné la rue pour le Net, beaucoup cumulent encore les deux moyens (Net et rue) pour proposer des rapports sexuels tarifés.

Généralement, les femmes qui se prostituent dans la rue qui optent pour ce nouveau médium le font davantage influencées par un contexte (politique, social, économique, etc) que motivées par une réelle envie de changement. En effet, parmi nos enquêtées, toutes déplorent la dégradation de leurs conditions de travail dans la rue liées à la criminalisation de l'activité, principalement depuis la LSI et accentuée par le projet de loi de pénalisation des clients.

Maria - 36 ans, prostituée dans la rue à Toulouse depuis 12 ans et sur le Net depuis 2 mois – explique les raisons qui l'ont fait changer de médium pour trouver ses clients :

« Alors Internet ça fait longtemps qu'on en parle... ça fait longtemps que je me dis de quitter la rue pour aller sur Internet, mais bon je savais pas trop comment faire... Et puis là dernièrement ce qui m'a décidé c'est les menaces !

– **Chercheuse : Les menaces ?**

– *Maria : Oui ! Les menaces sur mon métier ! Avec leur pénalisation des clients je vois bien, tout le monde flippe dans la rue ! Les flics aussi tournent beaucoup plus qu'avant, je le sens, ils sont à l'affût, ils repartent à la chasse ! [...] Bon moi ils [les policiers] me connaissent donc ils m'emmerdent pas, enfin ils m'emmerdent plus... [...] Ils m'ont emmerdée au début [en 2004] avec leur truc de racolage [...] je suis même allée au poste ! Ils m'ont fichée et puis bon, ils ont vu que... et puis je suis tranquille moi tu vois, j'emmerde personne, bon ! [...] Mais là avec leur pénalisation des clients, bah je sais que ça va recommencer tout leur cirque [...] Et puis tu sens une tension aussi entre les filles parce que ça va être la guerre pour avoir les clients ! [...] Donc voilà, là depuis septembre [2013] je suis sur Internet [...] Mais bon, c'est pas facile, j'aime bien mais faut que je m'habitue parce que moi j'aime bien travailler dans la rue ! Internet c'est un peu compliqué, c'est pas les mêmes trucs tu vois... Si y'avait pas eu ces menaces sur le métier, moi c'est clair que je resterai dans la rue !*

En plus du contexte répressif à l'encontre du travail de rue, les femmes étrangères de la région Midi-Pyrénées insistent également sur un contexte particulièrement xénophobe. À ce propos Anaïs – masseuse de 24 ans à Toulouse et née au Ghana – nous explique par téléphone :

« Je préfère sur le Net parce que dans la rue c'est pas possible, je vois bien, on [les autres femmes de sa communauté] me l'a dit [...] ils m'ont fait un titre de séjour pas pour toujours donc je dois faire attention à la police pour pas, voilà ! ».

Plusieurs de nos enquêtées constatent également une baisse significative de la clientèle dans la rue depuis ces dernières années. Certaines accusent la crise, d'autres le projet de pénalisation des clients qui ferait « *fuir le chaland* » ou encore la concurrence de celles qui travaillent via Internet.

Pour de nombreuses femmes, Internet est également vu comme un espace « plus sécurisant » et surtout « plus confortable », à l'image de Cora – 41 ans, femmes qui se prostituent dans la rue pendant 15 ans à Toulouse et masseuse depuis 3 mois sur le Net :

« [...] ça fait quelques temps déjà que je sors plus la nuit [pour travailler], trop dangereux... [...] Y'a des gens louches qui traînent la nuit, surtout ici [dans son quartier], j'ai peur... La journée je me sens plus en sécurité, y'a du monde [...] Quand il [un client régulier] m'a expliqué Internet bon d'abord je savais pas trop, j'ai pas l'habitude moi ! [...] Et puis cet automne, bon la pluie, la pluie, la pluie... pfff je faisais rien ! [...] Là [dans son studio] au moins je suis au chaud ! (rires) Je les attends [ses clients] en regardant un film ! (rires) ».

Toutefois, pour une majorité de femmes qui se prostituent – principalement celles qui ont préalablement travaillé dans la rue - « *il faut rester méfiante* » vis-à-vis de ce médium qu'elles ne maîtrisent pas vraiment. Certaines soulignent les **difficultés techniques** (maîtrise de l'outil informatique et de l'Internet), le fait de **ne pas avoir de carte bancaire** (car pour déposer une annonce il faut parfois payer, par carte bancaire exclusivement) ainsi que la **barrière de la langue**. Ces différents facteurs compliquent l'utilisation sur le Net pour trouver les clients.

Concernant la barrière linguistique, les femmes étrangères qui résident en France depuis longtemps maîtrisent souvent la langue française à l'oral mais plus rarement à l'écrit. En conséquence, ces femmes sont aidées d'une tierce personne (client, ami-e, conjoint) pour déposer et gérer leurs annonces sur Internet⁶¹. Pour les femmes qui ont des difficultés à utiliser le Net, cet outil n'est qu'un support et sert seulement à déposer l'annonce. D'ailleurs dans leur annonce, celles-ci refusent souvent toute communication écrite (par mails, *tchat* ou directement sur le site) et privilégient les contacts directement par téléphone.

De plus, le fait de trouver ses clients via Internet bouscule quelque peu les règles et manières de travailler. Beaucoup de femmes prostituées dans la rue insistent notamment sur les difficultés et malaises qu'elles rencontrent depuis qu'elles utilisent le Net pour contacter les clients. Le fait de communiquer via Internet (par mail et par téléphone) exige des changements dans les pratiques, dans la façon de sélectionner les clients et d'aborder son travail (au même titre que n'importe quelle autre

61 Précisons que selon la législation française, cette démarche qui consiste à aider une personne pour déposer une annonce de rapports sexuels tarifés correspond à du proxénétisme (proxénétisme aggravé car usage d'un médium).

personne qui changerait d'outil de travail).

Daniella – femme Nigériane prostituée dans la rue depuis 5 ans à Toulouse et masseuse depuis 7 mois – explique les difficultés qu'elle rencontre depuis qu'elle a mis une annonce de masseuse sur Internet :

« J'ai voulu essayer pour voir parce que même avec le nouveau travail [depuis 8 mois, Daniella est employée de bureau à mi-temps] c'est pas possible. Les enfants [Daniella a 3 enfants restés au Nigéria à qui elle envoie régulièrement de l'argent], le loyer, le téléphone, ça y est j'ai plus rien ! [...] La rue c'était trop dangereux pour moi maintenant [Daniella a été raflée par la police en 2010 et a été envoyée en centre de rétention] [...]. Une amie de la rue m'a parlée des annonces sur Internet. J'ai essayé pour voir, comme ça, je me disais que ça serait peut-être plus tranquille ! (rires) J'ai juste mis mon téléphone, comme ça... [...] Mais j'aime pas ! (rires) Le client il t'appelle, il parle je sais pas, il vient chez toi, il regarde tout, non j'aime pas ! C'est pas pareil ! (rires) [...] Maintenant j'ai fermé mon téléphone, je l'allume plus ! (rires) ».

Aujourd'hui, si Daniella a toujours son annonce sur la Toile, elle dit ne plus l'utiliser. Elle est retournée travailler dans la rue, car pour reprendre ses mots, *« ça [lui] convient mieux ! »*.

Il nous semble important de nuancer les discours - des médias et des politiques notamment - qui affirment que depuis la LSI, les prostituées dans la rue – les femmes étrangères principalement – se seraient « recyclées » dans la prostitution en ligne. Selon les constats du Capitaine Miette – chef de la Brigade de Répression du Proxénétisme (BRP) du Service Régional de Police Judiciaire (SRPJ) de Toulouse – la prostitution dans la rue à Toulouse et en Midi-Pyrénées ne baisse pas : *« la prostitution de rue, il y en a et il y aura toujours toujours ! Internet ne remplace pas, ça s'ajoute ! »*. Son service constate d'ailleurs *« une augmentation depuis 2 ans de la prostitution de rue, avec l'arrivée massive de jeunes femmes roumaines, sur Toulouse essentiellement mais aussi dans les plus petites villes comme Albi ou Montauban »*. Le Capitaine Miette souligne que hors de la capitale régionale *« les proxénètes se disent qu'ils sont plus tranquilles [...] ils savent qu'a priori ils seront moins embêtés par la police... C'est vrai que dans les autres villes [que Toulouse] on y va rarement... et alors dans les zones rurales, on n'y va jamais ! [...] Finalement, on sait pas à 100 % ce qu'il se passe là-bas ! On suppose... »*.

D'après notre recherche et ce que nous constatons dans notre travail à l'association Grisélidis, si certaines femmes ont effectivement quitté la rue et utilisent désormais le Net pour contacter les clients, nombre d'entre elles restent dans la rue, certaines étant même opposées à l'idée de proposer des rapports sexuels tarifés via Internet. Voici deux témoignages de femmes usagères de l'association

Griséolidis qui illustrent nos propos :

Nina – femme bulgare de 24 ans, prostituée dans la rue depuis 2 ans – donne son avis :

« Internet oui, je veux bien ! Mais comment je fais ? [...] Dans l'hôtel c'est pas possible Internet ! Je sais, y a Internet dans café... Mais c'est pas très bien, c'est trop dangereux ! [...] Et puis je parle pas bien français, comment je fais avec clients ?!! Si j'ai problème pour comprendre... Je sais pas ! [...] Non, ça me va pas, ici [dans la rue] c'est mieux, je suis libre ! [...] Y a des clients j'aime bien, je les connais, j'ai donné mon numéro de téléphone [...]. C'est bien, des fois je sors même pas la rue, [...] il m'appelle, on se retrouve vite fait et voilà ! J'ai pas besoin d'Internet moi ! (rires) ».

Marie – prostituée dans la rue depuis 27 ans – explique :

« Moi sur Internet ? Jamais ! [...] Et puis je comprends rien à Internet, et puis ça m'intéresse pas du tout ! Là [dans la rue] au moins je connais, j'ai toutes mes habitudes [...], hop ça va, ça vient, je connais tout le monde et c'est très bien ! [...] Internet c'est pas mon monde ! ».

Le changement de pratiques, la non maîtrise des TIC (complexité des supports) et de la langue française écrite, mais également le caractère isolant (individuel) du médium étant les principaux arguments avancés par les femmes qui se prostituent dans la rue réfractaires au travail du sexe via Internet. En revanche, ces mêmes femmes montrent toutes une forte inquiétude quant à l'application de la loi de pénalisation des clients, et réfléchissent – à l'image de Nina - « à une autre manière de travailler [se prostituer] plus discrète que la rue, avec le téléphone c'est bien par exemple ! ». D'ailleurs, Flo Gil de Muro – coordinatrice de l'Action Internet à l'association Griséolidis – remarque qu'elle « voi[t] de plus en plus de filles qui travaillent dans la rue qui mettent aussi des annonces sur le Net, surtout depuis quelques mois [...] J'ai l'impression que c'est aussi pour tester le Net et voir si éventuellement ça pourrait leur convenir comme manière de travailler [...] ». Il semblerait donc que beaucoup de femmes qui se prostituent dans la rue testeraient le Net avant d'abandonner – ou non - leurs habitudes de travail dans la rue.

Internet, un outil qui renverse de nombreux obstacles

D'après notre recherche, Internet constitue également un moyen permettant la prostitution pour des femmes qui ne se seraient vraisemblablement jamais prostituées sans, et qui ne le feraient sans doute pas (ou plus) autrement. En conséquence, nombre de femmes novices en matière de travail du sexe choisissent ce médium qui présente, à leurs yeux, de multiples avantages : anonymat, discrétion, espace jugé plus sécurisant, plus pratique et permettant la « libre-entreprise » (par rapport au travail dans la rue et/ou en établissements).

Force est de constater qu'Internet renverse de nombreux obstacles, facilitant ainsi le choix pour certaines d'exercer la prostitution. Le récit de Sacha Love en est d'ailleurs l'illustration. Cette femme, gérante d'un hôtel et momentanément en proie à des difficultés financières, trouve sur le Web « le job miracle qui [la] sauvera du naufrage annoncé » : « *le lendemain matin, je me branche sur Internet. Je tombe assez facilement sur des listes d'escorts, des sites spécialisés par dizaines [...] Les filles s'y affichent dans des poses lascives, sans rien laisser ignorer de leurs spécialités. [...] Je m'inscris, remplis mécaniquement des cases. On me demande un pseudonyme, je choisis Sacha. Je poursuis l'inscription. Age : trente-deux ans. Poids ? Je m'allège de deux kilos pour me mettre en valeur. Ville : Paris. Sport : Équitation. Fumeuse : Non. [...]. La page « Sacha » apparaît sur le site Internet « France-Escort » le samedi suivant. Je reçois instantanément une flopée d'appels et d'emails [...] »⁶².*

De plus, la rapidité et la simplicité du procédé, pour peu que l'on sache se servir d'un ordinateur et sur le Net, ont également convaincu plusieurs de nos enquêtées. À ce propos, Stéphanie - 36 ans, ex-responsable clientèle dans une grande entreprise et escorte depuis 3 ans et demi à Tarbes et à Toulouse - explique :

« Et puis un autre avantage [de l'Internet] c'est l'accès facile, c'est simple ! Enfin pour moi parce que je suis aussi habituée à manipuler l'outil, mais c'est quand même super simple. [...] Tu vas sur le site, tu rédiges ton annonce comme tu fais quand tu veux vendre ta voiture ou ta machine à laver ! (rires) Tu charges une photo et voilà, y'a plus qu'à ! [...] Et pareil, t'es plus dispo ou t'as plus envie ou que sais-je, bah tu supprimes ton annonce dans la foulée. Sur certains sites c'est plus long, surtout si t'as pris un abonnement, mais tu peux envoyer un mail au webmaster... Non mais généralement c'est rapide. »

Il s'agit principalement de femmes familières du Web et des TIC en général (que ce soit dans leur vie privée ou professionnelle), et usagères de la langue française (à l'écrit notamment). Plusieurs de nos enquêtées soulignent qu'Internet permet « *de conserver un anonymat précieux* » (Maëlys), « *d'exercer la prostitution en toute tranquillité* » (Laura), c'est-à-dire avec « *un risque minime d'être découverte par [ses] proches* » (Nadia). Derrière leur écran d'ordinateur, ces femmes ont le sentiment d'être « *protégées* » car non exposées directement – du moins physiquement – aux insultes ou regards jugeant et désapprobateurs des passants, aux clients « *ivres et agressifs qui rôdent en voiture* » ou encore aux contrôles de police, comme le sont leur consœurs qui travaillent dans la rue. Cette non-exposition directe leur permet, pour un temps, d'échapper au stigmate qui pèse sur l'activité et, pour reprendre les mots de Nolwenn, « *de vivre comme Madame tout le monde* ».

⁶² Sacha Love. *Escort Girl, le récit d'une double vie*, Alban Éditions, Paris, 2006, pp. 39-42.

Nolwenn – 24 ans et escorte à Montauban depuis 3 ans – explique :

« L'escort [prostitution via Internet] me permet de vivre comme Madame tout le monde ! [...] Seul mon conjoint est au courant, sinon ni ma famille ni mes amis ne me soupçonnent ! [...] Et heureusement, parce que sinon je finirai toute seule [...] Si on découvre que t'es pute, t'es vite considérée comme une paria, c'est un déshonneur tu vois... Tes parents te rejettent, tes amis s'éloignent, tu peux perdre ton boulot, ton logement même... J'ai une amie [escorte] à qui s'est arrivé [...] Du coup, je me protège [...] Avec Internet je gère comme je veux [...] Je mets jamais de photos dans mes annonces, je suis incognito et comme ça, je reste Madame tout le monde !... Sauf que j'ai de l'argent en plus et que j'ai le temps pour poursuivre ma formation [de comptabilité] sans galérer [...] ».

De même, avec les TIC, la prostitution n'est plus seulement cantonnée aux espaces urbanisés puisqu'elle peut s'organiser, et même se dérouler, au domicile des personnes (femmes et clients), et ce dans les zones les plus isolées. Parmi nos enquêtées, si la plupart réside en milieu urbain (8 à Toulouse, et 1 à Montauban), 2 femmes vivent toutefois en périphérie urbaine (commune proche de Toulouse pour Fanny et commune proche d'Albi concernant Béatrice), et 4 vivent à la campagne (Valérie, Stéphanie, Laura et Nadia). Les femmes qui vivent en milieu rural nous ont cependant confié qu'elles travaillaient peu proche de leur domicile « *par choix personnel* » et afin de « *ne pas éveiller les soupçons du voisinage* » (poids du stigmaté). Pour autant, elles assurent se déplacer fréquemment dans d'autres communes, au domicile des clients notamment.

Nadia – 40 ans et masseuse depuis 6 ans et demi dans une commune du Tarn-et-Garonne – explique :

« Moi j'ai mon p'tit secteur, ma p'tite tournée ! (rires) Je suis un peu comme le facteur ! [...] Je me déplace à une cinquantaine de kilomètres à la ronde de mon chez moi, et y'a de la demande, je t'assure ! [...] Y'a de tout [clients], des agriculteurs, des vieux garçons qui habitent encore chez leur maman, des gars sympas mariés mais avec qui ça se passe pas très bien avec leur femme, tout ça... y'a des mecs jeunes aussi ! Ça je comprends pas ! Ils pourraient aller draguer des filles, des jeunes... mais bon, ils me disent qu'ils aiment pas sortir... Bon je pense qu'ils sont timides surtout, qu'ils... Mais oui, des jeunes comme ça j'en ai pas mal ! [...] Je vais chez eux [les clients], c'est marrant, tu vois leurs habitudes de vie... J'aime bien, ça en dit long sur la personne comment est sa maison ! [...] Tu vois, moi j'ai pas besoin de faire ma pub à Toulouse ou Cahors, y'a tout ce qu'il faut à côté de chez moi... Je m'en sors très bien ! [...] ». Nadia réalise au moins deux rendez-vous tarifés par semaine.

Valérie – 40 ans et escorte depuis 4 ans – se déplace à l'hôtel à Toulouse et dans les départements du Tarn et du Tarn-et-Garonne. Elle reçoit également régulièrement des clients chez elle dans une commune rurale du Tarn. Elle explique :

« J'aime bien recevoir [des clients] chez moi ! Je suis plus à l'aise que d'aller à

l'hôtel où c'est impersonnel et froid. Là au mois je suis dans mon élément, j'ai tous mes repères, je suis sur mon terrain ! [...] Je sais que pour plein de nanas [femmes qui se prostituent] c'est impensable de recevoir chez soi les clients, pour des raisons de sécurité ou je sais pas... de discrétion aussi ! Mais bon, faut pas être parano non plus ! [...] Et puis les clients aiment bien, ils ont l'impression d'aller chez une femme qu'ils auraient rencontré par hasard [...] ça participe à rendre le rendez-vous plus convivial [...] Une fois ça m'est arrivé de recroiser un client au supermarché du coin, on s'est souri, il était avec sa femme, moi avec mes gamins, basta ! On a fait comme si de rien n'était ! ».

Nous reviendrons sur la prostitution en milieu rural quand nous présenterons la cartographie régionale de la cyber-prostitution. Mais avant, penchons-nous sur le fonctionnement et l'organisation technique et commerciale des échanges économique-sexuels via Internet.

3.2 Un espace organisé : une multitude de supports pour des réalités différentes

Sur le Net, il existe plusieurs manières de proposer des rapports sexuels contre rémunération, plusieurs lieux, plusieurs supports. Chaque support possède ses propres codes, ses propres règles de fonctionnement et d'organisation. À chaque choix de support correspond un idéal-type de femmes qui se prostituent, des prestations et pratiques spécifiques, des manières de se présenter et de proposer des rapports sexuels tarifés, ainsi qu'une clientèle différente. Par ailleurs, chaque support requiert des compétences techniques différentes ainsi qu'un budget propre.

Sur les sites spécialisés : des prestations type « escorting », une pratique qui déborde de l'acte sexuel

Sur le Net, les offres de rapports sexuels tarifés les plus visibles sont celles des « escortes » (ou « escort » ; « escort(e)-girl ») et se rassemblent principalement sur des sites spécialisés : annuaires d'escortes (catalogues)⁶³, sites d'agences d'escortes⁶⁴, blogs et sites personnels d'escortes. Ces espaces sont (quasi) exclusivement hébergés à l'étranger et mentionnent explicitement l'offre (et

63 Depuis que nous travaillons sur le sujet, nous avons répertorié 21 annuaires d'escortes proposant des échanges économique-sexuels en France métropolitaine, dont région Midi-Pyrénées. Précisons que ce chiffre est non exhaustif puisque plusieurs sites ont à ce jour disparu, de nouveaux sont apparus et d'autres restent à explorer.

64 Pour notre recherche, nous avons distingué près d'une cinquantaine de sites d'agences différents (chiffre non exhaustif), sachant qu'une même structure peut avoir plusieurs sites et noms, augmentant ainsi sa visibilité sur la Toile. D'après nos observations, ces agences disposent de femmes, étrangères exclusivement (provenant de Russie et des pays de l'est de l'Europe et d'Amérique du Sud principalement), qui viennent travailler en tant qu'escortes en tournée sur le territoire national, dont Midi-Pyrénées (à Toulouse majoritairement) (« Filles d'agences » ; « Hôtesse / escortes on tour »).

parfois la demande) de rapports sexuels tarifés.

Les offres correspondent à des prestations type « *escorting* ». En plus des prestations sexuelles, les escortes – qu'elles travaillent régulièrement ou occasionnellement, en « indépendante » ou par l'intermédiaire d'un individu et/ou d'une agence⁶⁵ - proposent un service d'accompagnement, le *social time*, correspondant à un temps pour discuter, pour aller au restaurant ou boire un verre, etc (notons toutefois que ce service n'est pas toujours attendu des clients). Dans l'*escorting*, les clients payent un forfait à l'heure. Ils *bookent* l'escorte pour un nombre d'heures définies, allant d'une heure à plusieurs jours (en moyenne, un rendez-vous d'une heure coûte autour de 200 - 250 euros). Un rendez-vous type *escorting* englobe en général un panel plus large de pratiques sexuelles (*full package* ou *FS = Full Services*) que celui proposé dans le travail de rue. Le service *escorting* « basique » comprend souvent des baisers (*french kiss* ou *FK*), des caresses (jeux avec la poitrine, doigtage, etc), des rapports oraux (fellation, cunnilingus, anulingus), et la pénétration vaginale (avec parfois l'utilisation de *sex-toys*). Certaines escortes / agences demandent souvent un supplément financier pour des pratiques comme la sodomie, l'urologie, la pénétration anale du client (*domination soft*), ou encore les rapports à plusieurs partenaires (couple, duos avec une autre escorte) ou multi-rapports (*extra-ball*). Certaines escortes acceptent également la mise en scène de scénarios et jeux de rôles lors du rendez-vous tarifé ou encore d'être filmées (*sex-tape*). Dans ce contexte, les degrés d'implication et d'engagement des escortes-girls vis-à-vis de leurs clients et les attentes de ces derniers vis-à-vis d'elles sont importants (la durée du rendez-vous et le prix de la prestation sont là pour le souligner). Les clients attendent notamment des escortes un savoir-être (tant sur leur comportement - être accueillante, souriante, « *pas chrono* » - que sur leur allure - être propre, classe du moins élégante, sexy) ; un savoir-faire, au niveau des pratiques sexuelles évidemment (label PSE « *Porn Star Experience* ») mais également concernant le *social time* et donc la qualité de leur conversation et le fait de les mettre à l'aise (label GFE « *Girl Friend Experience* »), enfin, des

65 Dans l'organisation et le fonctionnement des échanges economico-sexuels via Internet, les acteurs en présence (les femmes se prostituant, clients, administrateurs de sites) distinguent les escortes « indépendantes » des « filles d'agence ». Cette distinction – empreinte de jugements de valeurs et de rapports de dominations – est avant tout un concept marketing. Cette distinction induit qu'il existerait deux catégories de femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet : « les femmes libres » d'un côté et « les femmes forcées / contraintes » de l'autre. Or d'après nos observations et analyses, nous pensons qu'il existe un continuum entre ces deux situations idéal-type. Effectivement, Les femmes qui se prostituent sur le Net (tout comme les autres femmes se prostituant d'ailleurs) peuvent se situer à différents moments de leur vie dans des situations plutôt de libre-choix et/ou/puis plutôt de contrainte. Par exemple, des femmes qui se disent indépendantes peuvent dans la réalité travailler sous la contrainte – formalisée ou non - d'un conjoint et/ou de leur entourage. De même, des femmes travaillant pour des agences - intermédiaires considérés comme proxénètes par le droit français – peuvent consentir à cette situation et l'utiliser comme stratégie d'émancipation individuelle (migration, quitter un contexte familial / social défavorable, etc). Ces constats nous semblent essentiels afin d'éviter de tomber dans l'angélisme ou bien dans la victimisation. Par la critique de cette bi-catégorisation, nous tentons d'avoir une vision des mécanismes et des acteurs-trices en place dans ces dispositifs de sexualité la plus objective possible.

attentes vis-à-vis de l'investissement – lié à la notion de plaisirs partagés et/ou de prise d'initiative - des escortes dans l'acte sexuel à proprement parlé (être « *coquine* », « *chaude* », « *gourmande* »). Dans ce contexte, l'escorting – en tant que prestation complète – suppose des implications et des manières de travailler plus à risques.

Sur les annuaires d'escortes et sites d'agence, l'offre de rapports sexuels tarifés se présente sous la forme d'un catalogue de fiches / profils d'escortes. Dès leur page d'accueil, des dizaines de fiches d'escortes s'alignent les unes à côté des autres. Chaque fiche se présente de la même façon. Les escortes ou les agences dont elles dépendent répondent à un questionnaire type prévu par le *webmaster* du site en question. À cela, s'ajoute souvent un paragraphe plus personnalisé (rédigé par l'escorte elle-même ou par l'agence) ainsi qu'une série de photographies. Viennent ensuite le détail des rapports sexuels pratiqués, les tarifs et les disponibilités de l'escorte (jours et heures de travail). Généralement, de multiples outils et options de recherche (filtres) sont mis à la disposition des clients pour faciliter leur recherche parmi les centaines de fiches escortes en ligne (tri par régions, villes, nationalités, langues parlées, services proposés, disponibilités, prix, etc). De plus, une rubrique « évaluations » / « commentaires » est prévue pour que ces derniers commentent et évaluent les prestations des escortes qu'ils ont rencontrées. Des stratégies commerciales pour visibiliser les annonces sont mises en place par les administrateurs de ces sites. Moyennant finances (de 50 à plusieurs centaines d'euros par mois), les escortes et/ou agences souscrivent des options marketing pour attirer les clients.

Les contacts entre les clients et les escortes s'établissent sur le Net (par mails, sur un *tchat*, par téléphone ou SMS) et fixent notamment les conditions du rendez-vous tarifé (date, lieu, durée, prix, pratiques sexuelles, tenue vestimentaire, accessoires, etc). Les échanges économique-sexuels se déroulent ensuite dans des lieux privés : certaines escortes disposent d'un lieu – temporaire ou permanent - pour recevoir leurs clients (*incall*), d'autres se déplacent (*outcall*) laissant aux clients le choix et la charge du lieu de la rencontre (domicile du client, chambre d'hôtel, etc). Concernant la transaction financière, les clients paient généralement directement les escortes au moment du rendez-vous, même si certaines – notamment pour les déplacements éloignés de leur ville de base et/ou pour les rendez-vous de longue durée - exigent un acompte (transaction via un compte *paypal*). Pour les escortes qui travaillent en agence, ce sont les agences qui correspondent avec les clients – mail et/ou SMS - et qui arrangent les *booking*. Ce sont elles également qui organisent les « tournées » (déplacements) de leurs employées et la logistique qui en découle : visas, billets d'avions, chambres

d'hôtel, nombre de clients, etc. Les agences prélèvent un pourcentage sur les sommes remises à leurs employées – escortes – par les clients (ce pourcentage diffère d'une agence à l'autre) le jour du rendez-vous ou bien se font payer préalablement (acompte).

Idéaux-types des escortes – filles d'agences et travailleuses indépendantes – qui annoncent en Midi-Pyrénées

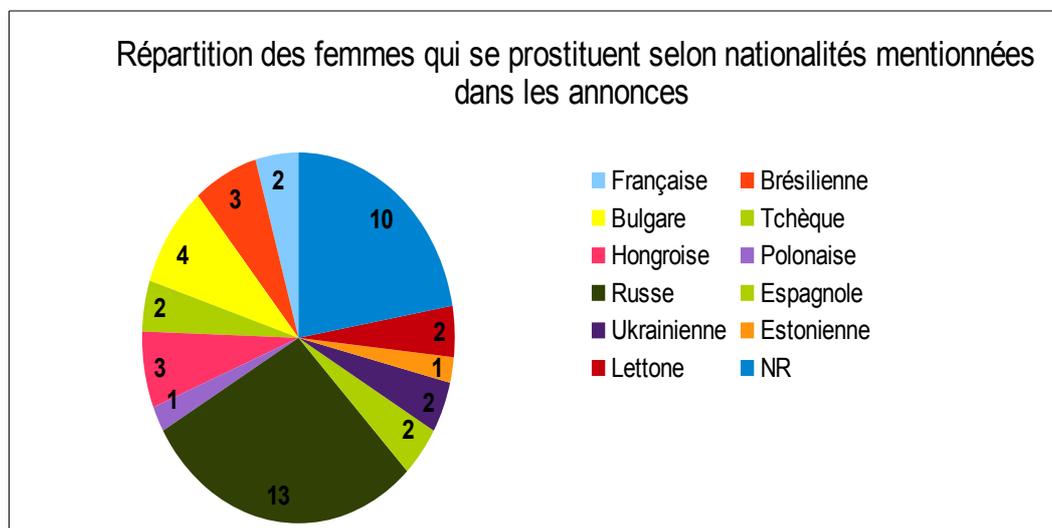
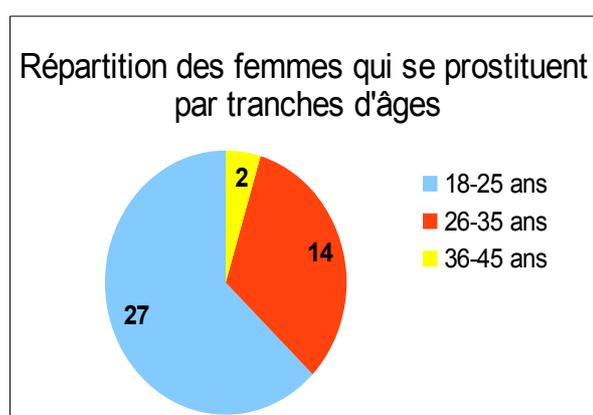
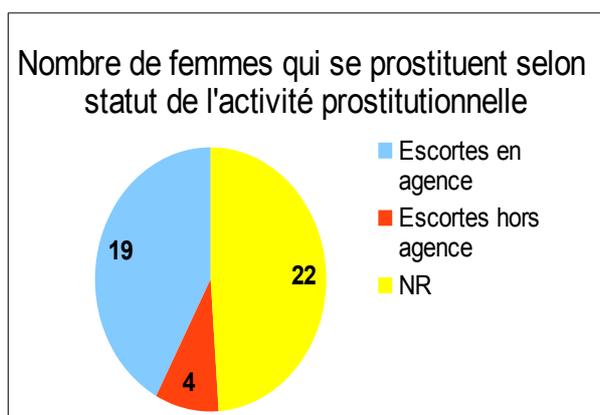
D'après nos observations sur les différents sites où « les filles d'agence » sont visibles, il s'agit de femmes non françaises. Pour le web francophone centré sur la région Midi-Pyrénées (ville de Toulouse principalement), ces femmes proviennent principalement des pays de l'est de l'Europe (Russie, République Tchèque, Ukraine, Pologne, Hongrie, Biélorussie, etc) et d'Amérique du Sud (Brésil, Argentine et Vénézuéla essentiellement). Les « filles d'agence » sont assez jeunes (âgées d'une vingtaine d'années en moyenne) et font écho, au regard des photographies exposées dans les annonces et profils, à l'imagerie pornographique. Certaines mentionnent qu'elles parlent et/ou comprennent l'anglais, l'espagnol ou le français, mais beaucoup écrivent ne maîtriser que leur langue maternelle (la possibilité de *social time* est ainsi limitée).

Selon le chef de groupe de la BRP du Service Régional de Police Judiciaire (SRPJ) de Toulouse - les femmes qui travaillent pour des agences basées dans les pays de l'ex-bloc soviétique, « *proviennent souvent de la classe moyenne de leur pays [...] beaucoup sont étudiantes et se prostituent pour payer leurs études et avoir un avenir meilleur, mais aussi pour subvenir aux besoins de leur famille [...] Elles sont souvent très belles et recrutées sur casting [...] Elles savent donc bien ce pour quoi elles sont là, elles savent qu'elles partent pour se prostituer dans les grandes villes d'Europe de l'Ouest [...] Dans ces agences elles sont sous contrats officieux et dépendent de leur patron. C'est l'agence qui organise et gère les sex-tours, les rendez-vous, les contacts avec les clients. De ce que j'ai vu, généralement les agences prennent 70 % des gains et il reste 30 % à la fille... Mais même avec ça, malheureusement, c'est bien plus que ce qu'elles peuvent espérer gagner avec un autre travail dans leur pays ! [...] La principale contrainte de ces femmes, c'est la misère économique de leur pays* ».

À ces constats, le chef de la Brigade Voie Publique (BVP) de la police nationale de Toulouse ajoute : « *Les filles d'agence on les rencontre quand on fait des contrôles dans les hôtels connus [de la région Midi-Pyrénées]. Lorsque des hôteliers ont des suspicions [d'activité prostitutionnelle au sein de leur établissement] ils nous appellent et on arrive pour contrôler l'identité des filles. On leur demande si elles ont un proxénète mais elles travaillent pour des agences donc bon... [...] On prend leur identité, on discute, et on fait un rappel à la loi. On sait qu'elles font passer les clients par la*

porte de service [de l'hôtel] et que c'est problématique pour les hôteliers, ça trouble l'ordre public... et voilà, c'est tout ! Elles s'en vont... dans une autre ville, repartent en tournée et reviennent quelques mois plus tard à Toulouse [...] Les seules avec qui c'est plus difficile c'est avec les agences VIP [de luxe] russes [...] Là c'est verrouillé, on a aucune informations ! ».

Présentation graphique du profil des escortes – des femmes se prostituant qui travaillent en agence principalement - annonçant en Midi-Pyrénées sur un site spécialisé (Topannonce.com – Site 4)



Précisions sur les données des diagrammes ci-dessus : chiffres bruts (total de 45 fiches pour Midi-Pyrénées)

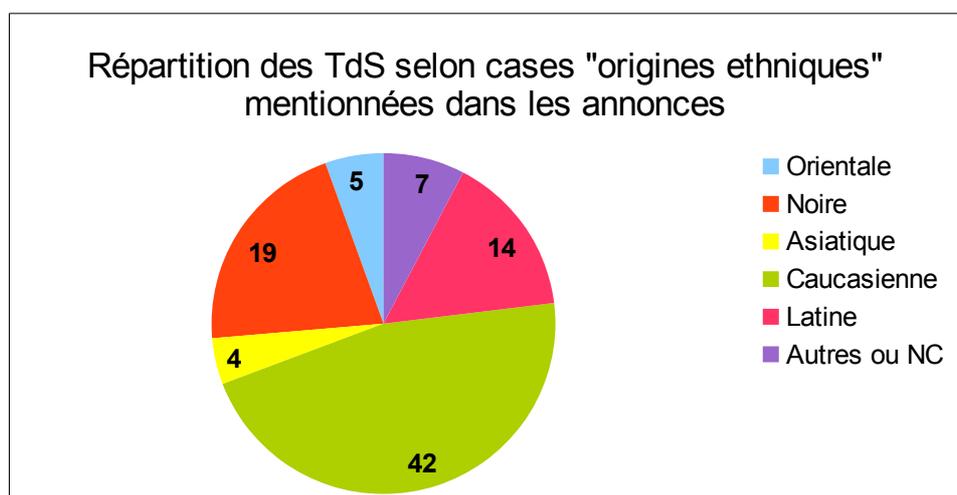
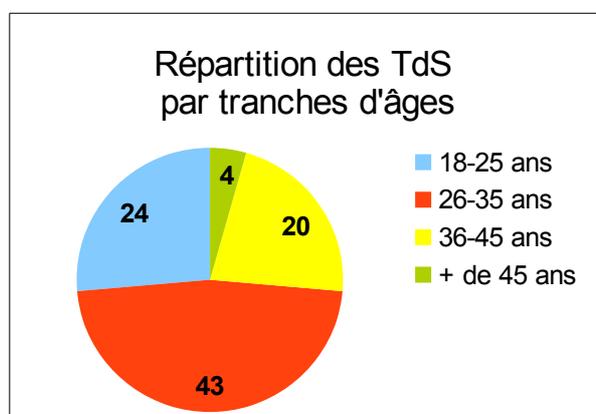
Options de recherche (critères) : région (« Midi-Pyrénées ») + sexe (« femmes »)

Date du relevé des données : Mardi 19 novembre 2013

Parmi les escortes dites « indépendantes » travaillant et / ou résidant en Midi-Pyrénées, nous retrouvons des femmes françaises (occasionnelles ou régulières) et des femmes étrangères (même pays que cités précédemment, et femmes nées dans les pays de l'UE). Ces femmes sont âgées de 18 à 60 ans et plus (majorité entre 24 et 35 ans), certaines d'entre elles ont une activité salariée par ailleurs ou sont en recherche d'emploi, étudiantes ou en formation professionnelle, en couple ou non, mères de famille, etc. Globalement, les escortes dites « indépendantes » ont une bonne maîtrise des TIC et de la langue française écrite *a minima*.

D'après les services de police interviewés, « *la majorité des femmes prostituées sur le Net qu'on voit dans la région [Midi-Pyrénées] sont indépendantes [...] On voit surtout des françaises mais y'a aussi des étrangères, espagnoles, tchèques, polonaises... Il suffit qu'elles sachent se servir d'Internet et voilà* ». À ces propos, les policiers interrogés précisent que ces femmes ne les « *intéressent pas* » puisqu'elles « *travaillent en indépendantes* », c'est-à-dire sans proxénètes.

Présentation graphique du profil des escortes – qui travaillent en « indépendante » / hors agence principalement - annonçant en Midi-Pyrénées sur un site spécialisé (Sexyannonce.com – Site 5)



→ **Attention !** Les catégories ci-dessus (cases « origines ethniques ») ne correspondent pas à l'origine géographique ni à la nationalité du public concerné. Elles correspondent aux qualificatifs présents dans les annonces des femmes qui se prostituent sur le Net (cases cochées par les femmes qui se prostituent ou termes mentionnés dans leurs annonces). Ces catégories font écho aux attentes du marché (critères physiques) et renvoient aux normes sexistes et racistes du système prostitutionnel et de notre société d'une manière générale.

D'après nos observations, cette catégorisation sert davantage à donner des précisions sur le physique des personnes, notamment la couleur de la peau, des cheveux, des yeux, etc et dans une moindre mesure sur la langue parlée (intérêt pour le *social time*). Ainsi, selon les objectifs des femmes qui se prostituent (ce qu'elles veulent mettre en avant) elles peuvent tantôt s'inscrire dans une catégorie, tantôt dans une autre.

À ce propos, Maëlys – escorte Franco-camerounaise depuis 2 ans à Toulouse – explique :

- *Maëlys* : « Moi tu vois je mets jamais que j'ai des origines camerounaises dans mes annonces [...] Des fois sur certains sites je mets « Noir » [case « origine ethnique »] parce que c'est vrai, j'ai la peau noire et puis je fais ça quand je vois que ça va être un atout [...] Par exemple y'a pas beaucoup de [femmes] noires sur le site donc je vais me démarquer ! [...] Mais la plupart du temps je dis que je suis « des îles » parce que comme ça c'est moins connoté...

- **Chercheuse** : **C'est moins connoté c'est-à-dire ?**

- Bah pour plein de gens « noir » ça veut dire Afrique, ça veut dire pauvre, pas éduquée, malade du SIDA, manque d'hygiène, tout ça quoi ! [...] C'est pas très vendeur !

- Et « des îles » ?

- Bah ça fait rêver ! Ça fait plus rêver, t'imagines tout de suite la vahiné ! (rires) ».

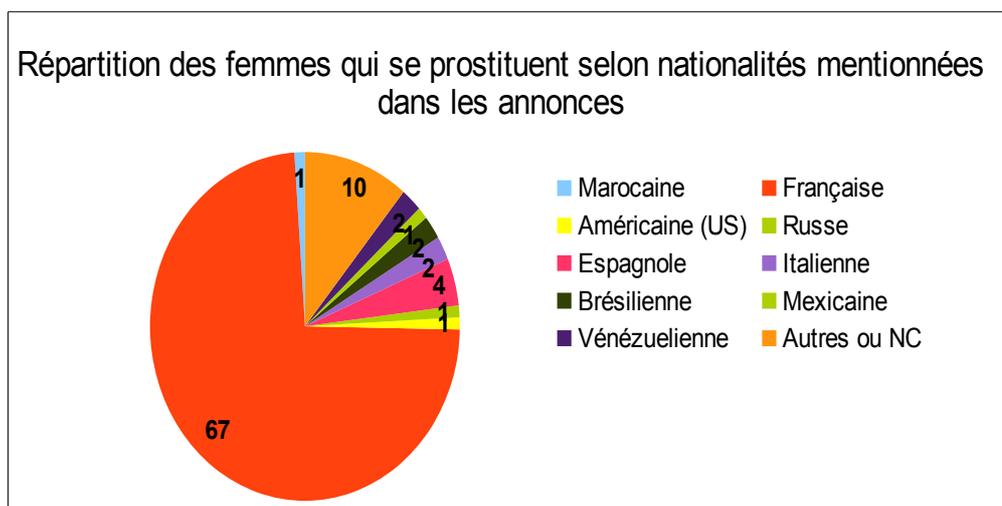
Le **Capitaine Olivier Babin** – chef de la Brigade Voie Publique de Haute-Garonne - ajoute :

« Y'a beaucoup de filles sur le Net, les roumaines principalement, qui mentent sur leur origines [nationalités]. [Dans leurs annonces] Elles disent qu'elles sont espagnoles ou italiennes parce qu'elles sont passées par ces pays mais pas du tout, elles sont roumaines mais elles le disent pas parce que ça fait pas chic ! ».

À travers ces extraits d'entretien, nous comprenons que certaines femmes taisent délibérément dans leurs annonces leur véritable nationalité (ou en choisissent une autre) pour échapper au stigmate qui pèse sur celle-ci⁶⁶. Il s'agit principalement des femmes bulgares, roumaines et celles nées dans les pays d'Afrique Subsaharienne ; pays envers qui leurs ressortissant-e-s sont victimes, dans notre

66 *A contrario*, les femmes françaises se prostituant et celles issues des pays les plus riches sur le plan économique de l'Union Européenne mettent toujours en avant leur nationalité. À l'image des croyances populaires, le fait d'être « française » ou « britannique » revêt une connotation positive (un certain « standing » tant physique, que social ou encore par rapport à des normes d'hygiène) dans l'espace des échanges economico-sexuels via Internet.

société, de racisme et de fortes discriminations. Ces stratégies témoignent à nouveau du caractère peu fiable de ce type de catégorisation.



→ Précisions sur les « nationalités mentionnées » :

Parmi les 4 femmes qui se prostituent ayant coché la case « asiatique » : 3 se disent de nationalité française, et 1 de nationalité américaine (US).

Parmi les 19 ayant coché la case « noire » : 16 se disent de nationalité française, et 3 ne précisent pas leur nationalité.

Parmi les 42 ayant coché la case « caucasienne » : 40 se disent de nationalité française, 1 de nationalité russe, et 1 de nationalité italienne.

Parmi les 14 ayant coché la case « latine » : 4 se disent de nationalité française, 4 de nationalité espagnole, 2 vénézuelienne, 2 brésilienne, 1 italienne, et 1 mexicaine.

Parmi les 5 ayant coché la case « orientale » : 4 se disent de nationalité française, et 1 de nationalité marocaine.

Précisions sur les données des diagrammes ci-dessus : chiffres bruts (total de 91 fiches pour Midi-Pyrénées)

Options de recherche (critères) : « Toulouse et environs » + sexe (« femmes »)

Date du relevé des données : Mardi 19 novembre 2013

Sur les sites de petites annonces (PA) : des prestations de « massage », une pratique à cheval entre travail dans la rue et escorting

D'une manière générale, les sites de petites annonces sont investis par les femmes qui se prostituent sur le Net qui se définissent comme « masseuses ». Ces dernières déposent leurs annonces dans les rubriques « réservées au + de 18 ans » *a priori* réservées aux échanges érotiques gratuits (dialogues à caractère sexuel, rendez-vous libertins, etc) puisque sur ces sites – hébergés en France – le racolage (explicite) est interdit⁶⁷.

Les femmes qui se présentent comme masseuses ne se reconnaissent pas sous la terminologie « escorte ». Elles utilisent le terme de « masseuse » pour éviter notamment le service d'accompagnement et donc se différencier des services proposés par leurs consœurs escortes. La prestation « massage » (« massage avec finition », « massage de détente » ou encore « massage complet ») correspond à une prestation que l'on peut qualifier d'intermédiaire entre la prostitution traditionnelle dans la rue et la prostitution type « escorting ». Les pratiques se croisent et forment une prestation spécifique. La plupart des masseuses sont *incall*, c'est-à-dire qu'elles disposent d'un lieu pour recevoir leurs clients. Certaines possèdent leur propre « *appartement de travail* », d'autres louent des studios/appartements ou des chambres d'hôtel à la semaine ou au mois. Ce procédé ressemble assez à la prostitution dite « d'appartement » où les moyens pour trouver les clients sont la rue et/ou les petites annonces sur papiers (*prostitution indoors*). La durée du rendez-vous est plus ou moins courte (20 minutes, demi-heure ou heure) et excède rarement 1 heure. Contrairement aux prestations de type escorting, il y a souvent des restrictions dans les rapports sexuels proposés : « pas de baisers », pas de « doigtage », et le panel des pratiques proposées est ainsi plus restreint (fellation et pénétration vaginale principalement). Le rendez-vous se limite souvent à un seul rapport sexuel ou une seule éjaculation (*one shoot*). Un second rapport (*extra-ball*) sera facturé en plus, ou parfois inclus dans la prestation initiale sous certaines conditions. D'autres pratiques sexuelles ou « spécialités » – comme la sodomie, l'urologie, les pratiques fétichistes, etc – seront elles aussi très souvent facturées en plus. Ainsi, les tarifs prennent en compte la durée du rendez-vous et la/les pratique-s sexuelles choisie-s ; c'est pourquoi les pratiques sont souvent

67 Novasquare.com et Monannonce.com, tout deux hébergés en France, sont les sites de petites annonces les plus utilisés par les masseuses. Notons que sur ces sites, une sous-rubrique spéciale – sous-couvert d'utilisation de termes suffisamment ambigus – est réservée aux échanges économique-sexuels : « Erotic » pour Novasquare et « Rencontres majeurs hétéros » pour Monannonce. Précisons également que le dépôt d'annonces dans ces sous-rubriques est payant (50 euros en moyenne par mois), contrairement aux autres types d'annonces sur ces sites.

proposées « à la carte » (seulement une fellation par exemple), tout comme dans la rue. En moyenne, un rendez-vous d'une demi-heure sera facturé entre 80 et 150 euros, celui d'une heure entre 120 et 200 euros. Par ailleurs, puisque les masseuses privilégient les rendez-vous courts et ne proposent pas de service d'accompagnement, le *social time* n'a pas autant d'importance que dans l'escorting. Ici, c'est l'acte sexuel qui est mis en avant (proposé par les femmes prostituées et attendu par les clients). Dans ce contexte, les prestations de « massage » sont moins engageantes que dans l'escorting. C'est d'ailleurs cette « moindre implication » que recherchent les masseuses. De même, si la notion de « *travail bien fait* » est souvent évoquée par ces femmes, la notion de « plaisir sexuel » l'est beaucoup moins car celui-ci n'est pas forcément recherché. Dans l'espace des échanges economico-sexuels via Internet, les masseuses se démarquent des escortes et se reconnaissent davantage sous la terminologie de « prostituée ».

Sur les sites de PA, les annonces de rapports sexuels tarifés sont souvent brèves (quelques lignes) et ne mentionnent pas explicitement ni les pratiques sexuelles proposées ni les tarifs (car risque d'être radiées/non publiées par l'administrateur des sites). Les annonceuses utilisent plus volontiers des termes comme « massage érotique » ; « détente complète » ; « moment intense » ; « reçoit dans un cadre discret » ; « moment très complice » ; « parenthèse sensuelle » ; « reçoit hommes généreux » ; *et cetera*. Certaines précisent également leurs disponibilités (jours et heures de travail) et le(s) moyen(s) de contact (téléphone, sms, mail) qu'elles privilégient. Les annonces mentionnent toujours la ville (région, département) d'activité, le sexe (femme ; transidentitaire ; homme), et l'âge des annonceuses. Parfois, un onglet « informations complémentaires » offre des détails physiques (poids, taille, couleurs des cheveux, etc), si la masseuse reçoit ou se déplace ainsi que son « origine »⁶⁸. Les annonces sont généralement dotées d'une ou plusieurs photographies amateurs du corps des masseuses. Les photographies les montrent souvent en lingerie mais dévoilent rarement le visage des personnes. Les contacts pour la prise de rendez-vous avec les clients se font essentiellement par téléphone (plus rarement par le biais sur le Net – mails ou *tchat*), le jour même (parfois quelques dizaines de minutes avant la rencontre, suivant leurs disponibilités), et c'est par téléphone que les masseuses détaillent leurs pratiques et leurs tarifs. Finalement, le net ne représente qu'un support pour leur annonce, et non un outil de communication pour trouver leurs

68 Concernant « l'origine » il convient de préciser que les catégories proposées (Black ; Européenne ou Caucasiennes ; Est ; Asiatique ; Latino ; Beurette) ne correspondent ni à l'origine géographique, ni à la nationalité des personnes. Elles correspondent aux qualificatifs présents dans les annonces et/ou sur les sites (cases cochées par la personne). Ces catégories font écho aux attentes des clients (critères physiques) et sont généralement basées sur les normes sexistes et racistes de notre société.

clients.

Idéaux-types des masseuses qui annoncent en Midi-Pyrénées

Parmi les masseuses travaillant et / ou résidant en Midi-Pyrénées, nous trouvons des femmes françaises (occasionnelles ou régulières) et surtout des femmes étrangères.

L'idéal-type des masseuses françaises fait écho à celui de leurs consœurs « escortes françaises indépendantes » (âge et situation familiale). Nous notons toutefois quelques nuances : globalement, les « masseuses » sont moins diplômées et semblent plus loin de l'emploi formel que leurs consœurs « escortes » ; même si certaines ont par ailleurs une activité salariée (souvent en contrat précaire). D'une manière générale, les masseuses françaises sont issues des classes moyennes et populaires, et un certain nombre – à l'image d'une partie nos enquêtées – a des parents nés à l'étranger. Au cours de leur vie, elles ont connu et connaissent de multiples freins à l'accès à l'emploi formel. L'espace des échanges économico-sexuels via Internet reproduit l'organisation et la hiérarchisation des rapports de classes en place dans notre société.

Ces femmes organisent et gèrent elles-mêmes leur activité prostitutionnelle mais ont souvent une maîtrise relative de TIC. Dans certains cas, elles font appel à leur conjoint, à un-e ami-e ou encore à un « *client de confiance* » familier-ère des TIC pour gérer leurs annonces.

Parmi les masseuses étrangères, nous comptons des femmes nées en Afrique (dont Maghreb), nées dans les pays d'Europe de l'Est (des femmes Roumaines majoritairement), nées en Amérique Latine (Brésil principalement) et des femmes nées dans les pays d'Europe du Sud (Espagne et Portugal). Plusieurs d'entre elles ont déjà travaillé dans la rue ou dans des établissements au préalable (en Espagne principalement). Ces femmes sont âgées de 18 à 60 ans et plus (majorité entre 24 et 35 ans), peu d'entre elles ont une activité salariée par ailleurs.

Selon Sonia Gonzalès – infirmière à l'association Grisélidis – une partie des femmes hispanophones contactées lors des tournées téléphoniques de l'association expliquent qu'elles « *viennent désormais travailler [se prostituer] en France [Midi-Pyrénées et Toulouse principalement] car le travail formel et informel [prostitution] est plus difficile en Espagne, notamment du fait de la crise économique* ». Dans ce contexte, ces femmes – souvent mères de famille et sans emploi ou occupant un emploi précaire en Espagne – déposent ponctuellement mais régulièrement des annonces de massages à Toulouse. « *Elles traversent la frontière, louent une chambre d'hôtel et viennent travailler pendant une semaine à Toulouse avant de repartir en Espagne*

[...] et de revenir plus tard... ». Ces femmes organisent elles-mêmes leur activité prostitutionnelle, ou bien avec l'aide de leur conjoint ou d'un-e ami-e familier-ère des TIC et/ou de la langue française écrite pour gérer leurs annonces.

Selon les services de police interrogés, si les masseuses non françaises qui annoncent sur les sites de PA sont « majoritairement indépendantes [...] une partie d'entre elles travaillent pour des proxénètes ». D'après nos observations, les masseuses qui travaillent avec / pour un intermédiaire, correspondent à des femmes qui ne parlent pas la langue et/ou qui ne maîtrisent pas l'outil informatique. D'une manière générale, ces femmes sont « de passage » dans la région et leurs annonces ne restent que deux ou trois semaines en ligne. Nous remarquons également que généralement, derrière une annonce (un profil) se trouvent en fait plusieurs femmes. En effet, il est possible de joindre plusieurs photographies à une même annonce. Aussi l'auteur profite-t-il de l'annonce de Sophia pour y déposer celles de Marthe et d'Angèle. Ce procédé permet (entre autres) de limiter les coûts : une seule annonce, un seul numéro de portable, un seul lieu pour recevoir les clients. D'ailleurs, sur les sites d'EV, plusieurs clients se plaignent de cette manœuvre (voir EV ci-dessous). Ils expliquent que la masseuse qu'ils ont rencontrée n'est pas celle qu'ils ont eu au bout du fil (ou bien vue en photographie sur l'annonce) lors de la prise de rendez-vous. Dans ce cas, ils parlent d'« arnaque » et s'estiment « trompés sur la marchandise ».

Exemple d'une EV de client sur le site Houlala.com (site 8)

 **Rodez : Angela SEXY (latina - de passage)**

Bonjour,
Voici mon ev sur Angela à Rodez, ça ne servira sans doute pas à grand chose car elle quitte aujourd'hui Rodez.
http://escort.novasquare.com/escort-...londe/6*****
Bien évidemment ce n'est pas elle sur la photo (elle lui ressemble un peu de très loin par temps de brouillard) 😊. Quand je suis arrivé à l'adresse, un autre gars en sortait et une fois dans l'appart une autre chambre porte close (sans doute la demoiselle des photos ? Ou celle que j'ai eu au tel car celle-ci ne parlait pas très bien français...)

Bref, celle ci rencontrée n'est pas au top niveau hygiène (odeurs), ce qui fait que tout a été couvert à ma demande), et je n'ai pas risqué quoi que ce soit.
Elle n'est pas méchante, mais c'est juste une arnaque de brésilienne comme tant d'autres (je m'étais dit pourtant que je n'irais plus) 😊
Passez votre chemin ! vous en aurez pour votre argent !
Tchuss !

Comme nous l'avons mentionné lorsque nous avons abordé les limites de cette recherche, les femmes étrangères qui travaillent avec / pour un intermédiaire sont difficilement accessibles et nous

n'avons malheureusement que peu d'éléments sur ces dernières pour étayer notre propos.

Cependant, d'après les services de police interrogés, pour la région Midi-Pyrénées, cela concerne principalement les femmes roumaines : « *les réseaux roumains fonctionnent un peu comme des entreprises familiales [...] Y'a un type qui s'occupe de plusieurs filles et souvent ils se connaissent d'avant [...] Ils viennent du même village ou de la même petite ville, certains ont été à l'école ensemble, ils se connaissent depuis l'enfance, certains sont en couple aussi ! [...] Le gars gère toutes les questions logistiques, les annonces, les réservations des chambres d'hôtel, les déplacements, etc. [...] Ces filles ont besoin de ces hommes pour l'aspect logistique de la prostitution, elles sont incapables de gérer seules leurs annonces donc elles ont besoin d'eux pour gagner de l'argent et faire vivre leur famille [...] Le problème c'est que le gars empoche une partie de l'argent mais pour plein de filles elles ne voient pas le problème !* ».

Toutefois, toujours d'après la police, une partie de ces femmes travaille par la suite de façon indépendante : « *Généralement les filles restent quelques temps avec ces mecs-là [proxénètes], de quelques semaines à quelques mois et lorsqu'elles commencent à comprendre comment le pays [la France] fonctionne, elles viennent travailler seules par la suite ou en tout cas sans proxénète. Parfois elles se regroupent à deux ou trois copines et s'arrangent. S'il y en a une qui maîtrise mieux la langue et l'Internet... La plus débrouillarde du groupe gère les annonces des autres... ça, ça marche aussi pour les Africaines et les Dominicaines, les filles s'arrangent entres elles* ».

C'est d'ailleurs avec une amie que Carolina – roumaine de 27 ans – a déposé son annonce de masseuse :

« [...] Quand j'étais avec lui [son ex-compagnon], j'ai pas travaillé, mais on s'est séparé, j'ai repris un peu le travail boulevard XXXX [dans la rue] et après dès que j'ai bien vu les choses, dès que j'ai compris la France, j'ai commencé sur Internet aussi...

– **Chercheuse : Ok. Alors comment t'as commencé sur Internet ?**

– Sur Internet... Ma copine, que j'habitais avec elle, ma copine de la maison close, me dit : « ouais j'ai trouvé un truc, on peut travailler sur Internet, il faut faire des photos... ». On a commencé à s'habiller, tu vois, faire des photos... au début on a mis des photos, ils étaient trop grandes, on savait pas qu'il y a une taille et tout ça... les annonces, elles sont voilà. Il nous faut une carte bancaire, aussi, et voilà... et puis heum...

– **T'étais sur quel site ? Sur Novasquare ? [sites de petites annonces]**

– Oui. On a trouvé une carte bancaire, chez un ami à elle, elle avait un client qui était devenu plus qu'un client, on a fait avec sa carte à lui, et puis voilà, on a mis les photos, on mis les photos, et voilà c'était bon ! (sourire)

– **Toi tu savais, tu sais utiliser un ordinateur ?**

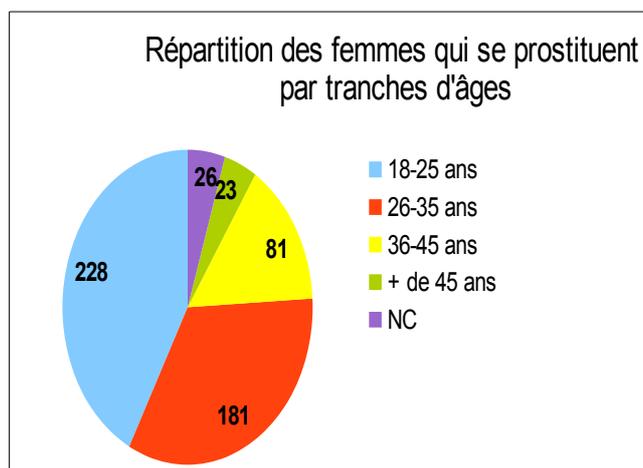
– Oui. Et ma copine aussi ! On utilise les portables depuis longtemps, l'ordinateur pour Facebook tout ça, ça va, on peut faire seule.

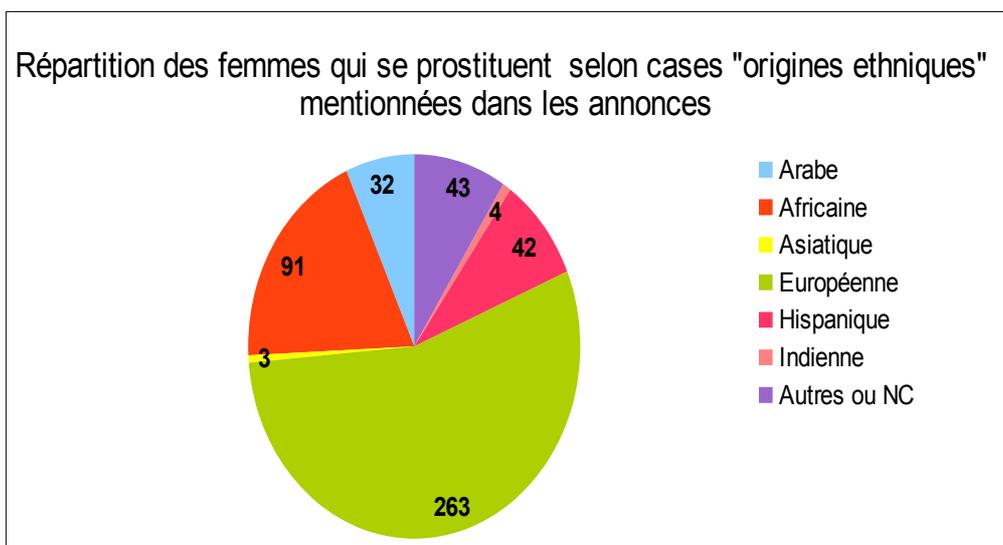
- **Tu sais lire et écrire le français aussi ?**
- *Oui. Je comprends tout ! Presque tous les mots !*
- **Et ton annonce, tu l'as écrite... ?**
- *En français oui ! J'ai fait des fautes, l'orthographe tout ça je sais pas, mais j'ai écrit oui !*
- **Et ta copine ?**
- *Oui, elle comprend aussi et elle écrit un peu aussi, elle sait.*
- **Donc c'était... vous vous êtes débrouillées toutes seules ?**
- *Oui ! De toute façon on a écrit d'abord sur un... comment s'appelle ? Sur la plaquette, là... Iphone, on écrit et la plaquette elle corrigeait aussi, tu vois, les fautes. Voilà, on a écrit notre phrase, sur la plaquette, la plaquette elle corrigeait, et puis on a écrit sur le site. On a mis au début, il a pas accepté les photos, on a galéré, on a remis des autres photos, puis encore on a galéré, on savait pas modifier et puis tout ça, maintenant c'est facile, j'y vais les yeux fermés. Parfois j'envoie des mails parce qu'il y a des problèmes des fois, des fois ils sont des connards en fait, Novasquare, tu mets des photos, ils sont biens, ils sont la taille parfaite, et là ils t'envoient : « désolé, votre photo n'a pas été acceptée. ». Mais attends, tu joues avec qui ? Alors je leur ai envoyé plein de mails, des fois je les ai insulté, et tout, j'en pouvais plus... Comment ça, je mets une annonce, avec trois photos je les ai mis déjà, tu m'as mis les photos et après je remets avec les mêmes photos, tu mets pas les photos, tu me dis non. Me dis pas des conneries, y'a des femmes qui sont presque à poil, moi je mets avec une robe et tu me la mets pas. Et des fois il fallait les insulter pour qu'ils te mettent les photos ! Mais ça va, ça marche bien quand même ! »*

Quelques escortes utilisent également les sites de PA, les occasionnelles notamment du fait de la configuration des annonces (photographie à visage caché) qui préserve leur anonymat ainsi que la facilité et la rapidité de publication des annonces (« facile à déposer, rapide à enlever »), mais aussi du fait d'un investissement financier (prix du dépôt des annonces et « budget pub ») moins important que sur les sites spécialisés.

Présentation graphique du profil des femmes qui se prostituent – qui se définissent comme « masseuse » principalement - annonçant en Midi-Pyrénées sur deux site de PA

(Monannonce.com et Novasquare.com)

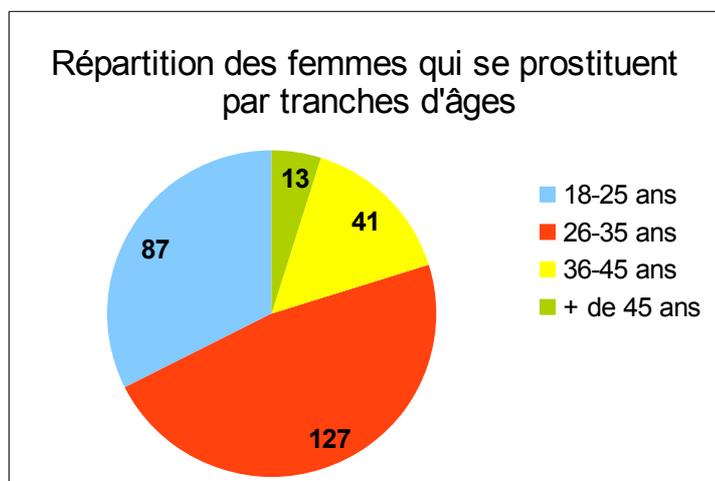


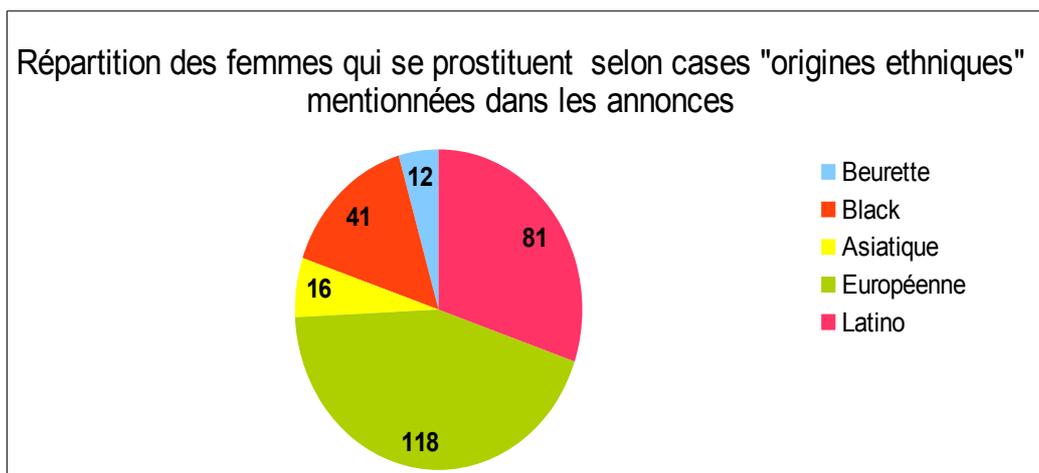


Précisions sur les données des diagrammes ci-dessus : chiffres bruts (total de 546 fiches pour Midi-Pyrénées)

Options de recherche (critères) : région (« Midi-Pyrénées ») + sexe (« femmes ») + « offres »

Date du relevé des données : Mardi 29 août 2013





Précisions sur les données des deux diagrammes précédents (p.54) : chiffres bruts (total de 268 fiches pour Midi-Pyrénées)

Options de recherche (critères) : région (« Midi-Pyrénées ») + sexe (« femmes »)

Date du relevé des données : Mardi 29 août 2013

Les blogs et sites individuels d'escortes et de masseuses

Certaines femmes qui se prostituent sur le Net possèdent également leur propre site ou blog. Les **blogs**, généralement gratuits et basiques dans leur design et interface, sont plébiscités par les masseuses et davantage encore par les escortes dites occasionnelles (françaises principalement) qui peuvent se le faire elles-mêmes, rapidement et simplement (à condition de maîtriser *a minima* la langue française écrite et l'outil informatique). Les **sites web**, quant à eux, sont davantage utilisés par les escortes désignées comme « professionnelles ». En effet, la création d'un site exige des compétences techniques (design et interface plus élaborés que les blogs) ainsi qu'un certain investissement financier, notamment pour l'achat du nom de domaine (hébergement à l'étranger), ainsi que pour le référencement.

Pour les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet, le but de ces supports est double. D'une part, il leur permet de détailler avec précision leurs conditions de rencontre, ainsi que de se mettre en scène via un nombre plus ou moins conséquent de photographies et susciter ainsi « *l'envie, le fantasme* » des visiteurs (clients potentiels) de leur site (stratégie commerciale – outil marketing). Si beaucoup d'escortes créent elles-mêmes leur site, plusieurs d'entre elles font appel à un *webmaster*.

Certains *webmasters* déposent des annonces sur les sites spécialisés où ils proposent leurs compétences informatiques. Certains démarchent également directement auprès des escortes, via des courriels publicitaires. Généralement, la création d'un site (achat du nom de domaine et construction de l'interface) coûte quelques centaines d'euros. Les *webmasters* se font ensuite payer « à la carte », une centaine d'euros pour l'ajout d'une page par exemple, « 50 [euros] si c'est juste un problème technique ou un p'tit détail à changer »⁶⁹. Certains *webmasters* demandent une rémunération en argent (généralement non déclarée), d'autres préfèrent des rapports sexuels .

Autre élément essentiel des blogs et sites individuels d'escortes et de masseuses, les photographies (ou « *book* ») de celles-ci. Comme nous le comprenons, l'image de soi et donc les photographies que diffusent les escortes sur le Net ont un impact sur leur activité. Toutes nos enquêtées évoquent l'importance de disposer de « *jolies photos* » sur leurs annonces ou sur leur site puisque celles-ci constituent « *la première accroche* » des clients. D'ailleurs, plusieurs clients racontent en quoi la qualité et l'esthétisme des photographies peuvent orienter leur choix sur le marché des échanges économico-sexuels. Michel – 50 ans et client depuis une vingtaine d'années - explique :

« Je suis très attentif aux photos des femmes, car ça en dit souvent long sur elles et sur leurs prestations [...]. Y'en a qui sont agencées avec goût, qui donnent une ambiance érotique... C'est pas pareil que celle qui écarte les jambes sur sa table de cuisine et où tu vois la vaisselle à sécher dans le fond ! (rires) [...] C'est aussi grâce aux photos que je repère si c'est une occasionnelle ou une plus professionnelle ».

Les blogs et sites individuels d'escortes et de masseuses constituent leur « vitrine ». Ces vitrines exigent un savoir-faire, un budget et du temps. Ces paramètres ne sont évidemment pas investis de façon homogène par l'ensemble des femmes qui se prostituent sur le Net . Aussi – dans un espace fortement concurrentiel comme celui des échanges économico-sexuels - sont-ils l'enjeu de stratégies commerciales, de distinctions, mais aussi de rapports de domination et de profits par certains acteurs (administrateurs, *webmasters*, photographes).

Sur les sites non dédiés au échanges économico-sexuels (*a priori*) : une prostitution plus invisible, moins « professionnelle » et irrégulière

Plusieurs autres terrains sur le Net, dont l'objectif principal n'est pas l'offre de rapports sexuels tarifés, sont utilisés par certains clients et femmes pour contractualiser des échanges économico-sexuels. Il s'agit notamment de forums de discussion liés aux sujet de sexualité (le forum

⁶⁹ Propos extrait de l'entretien de Bruno, *webmaster* de sites d'escortes (entre autres).

Versionfemmes.com ou encore le site Questionsanté.fr), les réseaux sociaux (Facebook, Badoo, etc), les sites de rencontres (type *Meetic*) ou de « plans gratuits » (type *Adopteunmec.com*) et enfin les *tchats* classiques (type *yahoo messenger* ou *msm messenger*). Ces lieux sont notamment privilégiés des femmes qui se prostituent dites occasionnelles, souvent jeunes et/ou débutantes dans l'activité prostitutionnelle. La grande majorité de ces femmes sont françaises et/ou francophones⁷⁰.

Sur ce type de sites (forums, réseaux sociaux et tchat), il est toutefois difficile d'avoir un angle de recherche régionale. En conséquence, nous n'avons pas privilégié ces sites pour cette présente recherche.

Une spécificité des échanges économique-sexuels via Internet : une demande qui s'auto-organise – les forums de clients

Sur le Net, les clients de femmes qui se prostituent se parlent et parfois se rencontrent. Ils se regroupent en sites communautaires et autogérés puisque ces sites sont souvent créés ou administrés par des hommes eux-mêmes clients (ce sont d'ailleurs parfois les mêmes qui administrent les annuaires d'escortes). Sur ces espaces, les clients échangent entre eux des informations sur les femmes qui se prostituent sur le Net, et dans une moindre mesure, sur celles qui travaillent dans la rue ou *indoors*. Certaines femmes – les escortes principalement - interviennent sur ces sites, bien souvent pour user d'un droit de réponse lorsqu'elles sont attaquées et dénigrées par certains clients. Certaines femmes qui se prostituent, « appréciées » par les clients (« les favorites ») en profitent également pour « faire leur pub ». Il existe plusieurs sites francophones rassemblant plusieurs milliers d'inscrits⁷¹, ainsi qu'une multitude de sites privés, de moindre importance, créés par des clients qui souhaitent se retrouver par affinité, par région, etc.

Les sites de clients sont basés sur le principe du retour des EV ou « expériences vécues », mais ce terme un peu galvaudé est couramment assimilé à « évaluation ». L'EV est un commentaire laissé par un client, suite à une rencontre avec une femmes qui se prostituent. Ce système de notation subjectif se base sur l'appréciation et le ressenti des clients. Généralement, les clients mentionnent la durée du rendez-vous, les pratiques sexuelles réalisées et refusées et leur « qualité », commentent

70 La langue d'usage pour communiquer étant le français, il est essentiel de le maîtriser à l'écrit *a minima* pour comprendre et se faire comprendre.

71 A titre d'exemple, le forum Houlala.com comptabilise 29697 discussions, 602887 messages et 146620 inscrits (le 30/09/2013). Le forum Fan-escortes.com quand à lui totalise 657574 messages et 53021 membres (le 30/09/2013). Sur ces forums d'EV, la section « Midi-Pyrénées » est une des plus actives avec une vingtaine de messages de clients par jour en moyenne.

l'enthousiasme (ou non) de la femme qui se prostitue rencontrée, son apparence physique en précisant si celle-ci est conforme aux photographies présentes sur l'annonce, l'intérêt du *social time*. Souvent, les clients complètent leur EV en mettant le lien de l'annonce ou du site de la femme qui se prostitue concernée. Ce système de notation détient un réel poids dans l'offre de rapports sexuels tarifés via Internet puisqu'il influence le choix des clients. De plus, ce système a tendance à homogénéiser la demande, les exigences des clients – en terme de pratiques et de prix – et donc, par ricochet harmonise l'offre de rapports sexuels tarifés. La banalisation de la pratique de la « fellation nature » (sans préservatif) est un exemple révélateur.

D'une manière générale les femmes qui se prostituent ne remettent pas en question le système des EV⁷². De leur point de vue, les échanges économico-sexuels sont considérés comme n'importe quel services marchands. En conséquence, les rapports sexuels tarifés – au même titre que les autres services marchands – sont évalués par les consommateurs (clients). En revanche, ce qu'elles déplorent sont les abus de langage présents dans certaines EV (mensonges, vulgarité, etc), et surtout le fait que leurs réclamations aboutissent rarement. Effectivement, lorsqu'une femmes qui se prostituent se juge « *diffamée* », « *abusée* » par une EV, elle peut, soit répondre directement sur le site et prendre le risque de s'attirer les foudres de certains clients (ou bien d'être défendue par d'autres), soit faire une demande auprès de l'administrateur du site pour faire enlever (censurer) l'EV en question. Toutefois, cette seconde démarche est vaine puisque les administrateurs demeurent la plupart du temps du côté des clients. Dans ce contexte, ces espaces peuvent être source de violences pour les femmes qui se prostituent puisque leurs intérêts et réclamations ne sont pas défendus ni entendus à égalité avec ceux des clients. Sur ces terrains – qui sont leurs - les clients sont en position de force. Or, il n'existe, à notre connaissance, pas d'équivalent du côté de la communauté des femmes qui se prostituent sur le Net . Bien sûr il y a des *blacklists*⁷³ présentes sur les annuaires d'escortes mais celles-ci restent administrées par les responsables des sites en question. De même, il existe bien quelques initiatives d'escortes mais celles-ci ne sont en rien comparables aux sites d'EV. Sur Internet (comme ailleurs), les solidarités des femmes qui se prostituent sont entravées et leurs voix demeurent inaudibles et invisibles.

72 Par ailleurs, un certain nombre de femmes se prostituant sur le Net – celles qui ont une maîtrise plus fragile de la langue et de l'Internet - ne connaissent même pas l'existence des EV.

73 Définition de « *blacklist* » (BL) : Liste de clients non recommandés - parce que violents, mauvais payeurs, non hygiéniques, discourtois, harceleurs, qui ne se présentent pas au rendez-vous fixé, en somme des clients qui ne respectent pas les termes négociés avec la femme qui se prostitue – diffusée sur les annuaires d'escortes ou que les femmes se prostituant sur le net s'échangent entre elles. Souvent, cette liste comprend le pseudonyme du client (comment il se présente sur les forums et/ou aux femmes), son numéro de téléphone portable et/ou son adresse mail (moyen qu'il utilise pour contacter les femmes), parfois une brève description physique, et bien sûr la raison pour laquelle il est *blacklisté*.

4. Cartographie de la cyber-prostitution en Midi-Pyrénées

4.1 À l'échelle nationale : un territoire où la cyber-prostitution est bien visible

La région Midi-Pyrénées et sa capitale régionale – Toulouse - figure parmi les territoires de France où il y a le plus d'annonces femmes qui se prostituent et de clients visibles sur Internet. C'est notamment ce que constate Flo Gil de Muro – coordinatrice de l'Action Internet à Grisélidis depuis janvier 2013 – dans son travail auprès du public concerné :

« Les personnes [prostituées sur le Net] qui nous contactent, lorsqu'elles nous disent où elles habitent évidemment [...], viennent principalement de la région parisienne, de Midi-Pyrénées et d'Aix-Marseille... En gros, voilà les trois grands pôles... La région lyonnaise aussi est assez bien représentée [...] C'est assez logique finalement parce que c'est là aussi [sur ces territoires] qu'il y a le plus d'annonces, le plus de population et donc le plus de demandes ! [...] ».

En effet, au regard du nombre d'annonces en ligne de femmes qui se prostituent que nous avons relevées pendant nos 4 mois d'enquête (d'août à décembre 2013), la région Midi-Pyrénées oscille entre la quatrième et la septième place (selon les sites) ; toujours derrière les régions Île-de-France, Rhône-Alpes et PACA, mais tantôt devant ou derrière les régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Nord-Pas-de-Calais (cf : tableau n°1).

Tableau 1 : Comparaison inter-régionale du nombre d'annonces en ligne de femmes qui se prostituent sur le Net relevées sur un site de petites-annonces (PA) et un site spécialisé (annuaire)

	Match-find (PA)	Sexysecrets (annuaire)
Région Île de France	6552	12163
Rhône-Alpes	534	737
PACA	679	1299
Midi-Pyrénées	263	312
Aquitaine	282	283
Languedoc-Roussillon	236	303
Nord-Pas-de-Calais	333	224

Précisions sur les données : chiffres bruts

Options de recherche (critères) : région + sexe (« femmes ») + rubrique « escort » pour le site Match-find.

Date du relevé des données : 29 août 2013 pour le site Sexysecrets; 8 octobre 2013 pour le site Match-find.

→ Commentaire du tableau ci-dessus :

À l'échelle nationale, la présence de la prostitution via Internet fait écho à celle de la prostitution dite traditionnelle (travail du sexe de rue). De même, celle-ci se développe et s'installe principalement autour des grandes aires urbaines, c'est-à-dire sur les territoires où la concentration de population est importante, ainsi que là où il y a de l'activité économique (pôles attractifs, territoires dynamiques). La région Midi-Pyrénées est la plus vaste des régions françaises (elle couvre 8,3 % du territoire national) et c'est une des plus dynamiques, en terme d'activité économique mais également du point de vue de la croissance de sa population.⁷⁴

De même, sur les divers forum de discussion où se retrouvent des clients de femmes qui se prostituent sur le Net, la section « Midi-Pyrénées » est une des plus actives avec une vingtaine de messages par jour en moyenne.

Pour autant, la prostitution via Internet ne se répartie pas de manière homogène sur l'ensemble des départements de la région Midi-Pyrénées. C'est ce à quoi nous allons nous attacher dans les points suivants.

74 La population de la région Midi-Pyrénées croît à un rythme soutenu : entre 1999 et 2006, elle progresse de 1,2 % par an en moyenne, contre 0,7 % dans l'ensemble de la métropole. Source INSEE : http://www.insee.fr/fr/regions/midi-pyrenees/default.asp?page=faitsetchiffres/presentation/essentiel_mp.htm

4.2 À l'échelle régionale : une répartition hétérogène de la cyber-prostitution

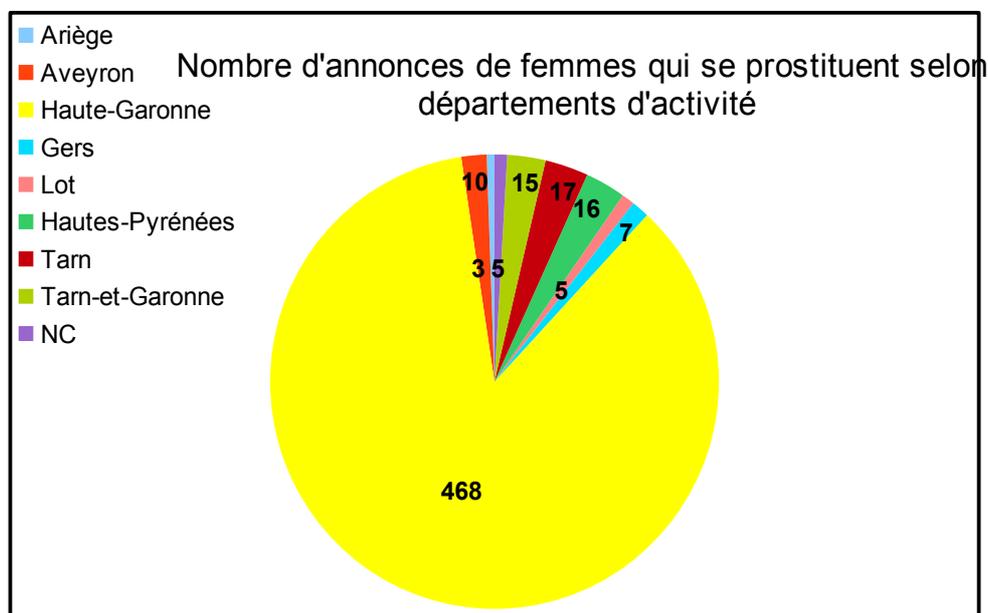
Présentation graphique du nombre d'annonces en ligne de femmes qui se prostituent sur le Net dans les 8 départements de la région Midi-Pyrénées

Dans ce point, nous vous proposons plusieurs diagrammes qui rendent compte du nombre d'annonces de femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en ligne sur divers sites (sites de PA, sites spécialisés et sites d'EV) et ce, au sein des 8 départements de la région Midi-Pyrénées.

Précisons que les données présentées ci-après sont des données absolues (meilleure pertinence). Dans les tableaux, nous avons ajouté des pourcentages afin de faciliter la lecture des données.

Données relevées sur les sites de PA

Diagramme 1 - Sur Monannonce.com



Précisions sur les données : chiffres bruts

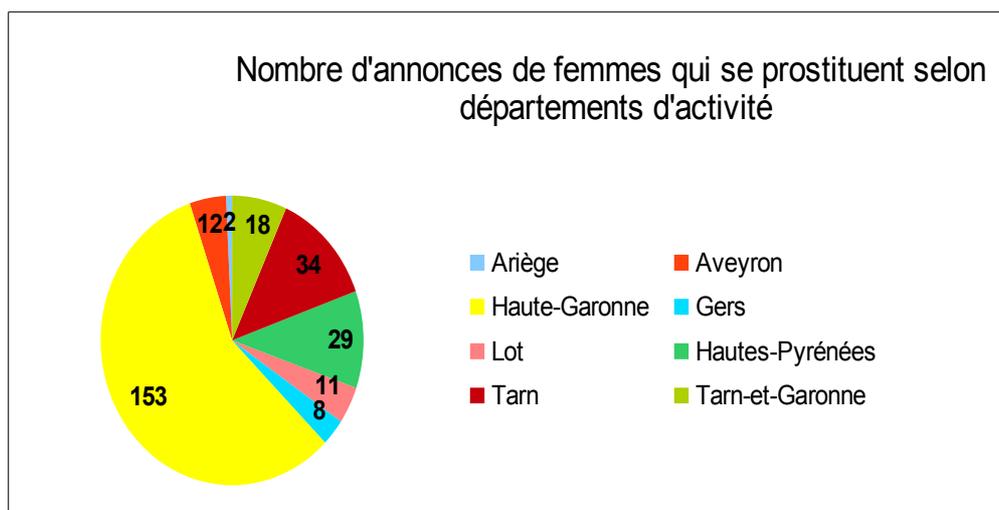
Options de recherche (critères) : région + sexe (« femmes ») + « offre »

Date du relevé des données : 29 août 2013 ; Date de l'annonce la plus ancienne : 11 avril 2011

Date de l'annonce la plus récente : 29 août 2013 (jour du relevé des données)

Classement des départements selon nombre d'annonces sur Monannonce.com :

Rang	Départements	Chiffres bruts
1	Haute-Garonne	468 (86%)
2	Tarn	17 (3%)
3	Hautes-Pyrénées	16 (3%)
4	Tarn-et-Garonne	15 (2,5%)
5	Aveyron	10 (1,8%)
6	Gers	7 (1,2%)
7	Lot	5 (1,1%)
8	Ariège	3 (0,5%)
Total Midi-Pyrénées		546

Diagramme 2 – Novasquare.com

Précisions sur les données : chiffres bruts

Options de recherche (critères) : région + sexe (« femmes »)

Date du relevé des données : 29 août 2013

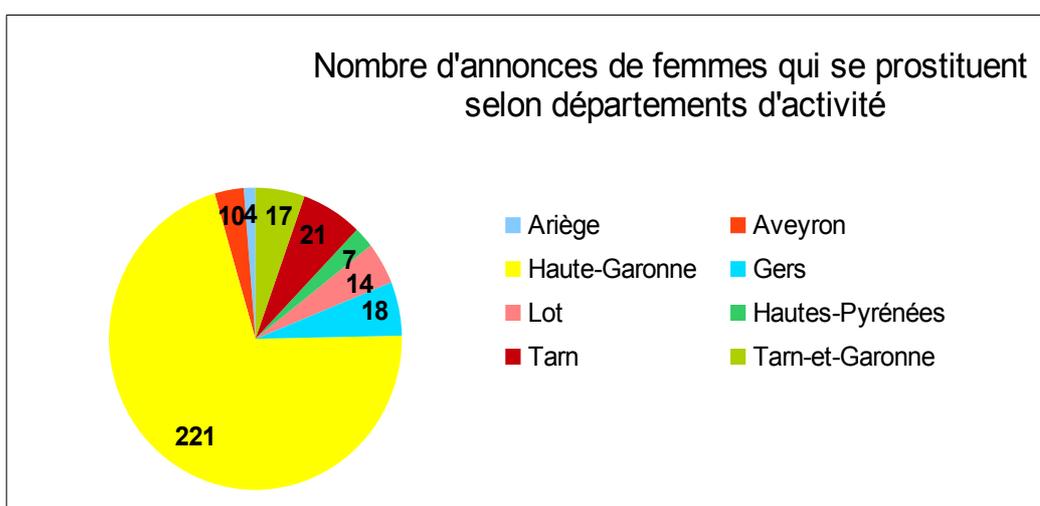
Date de l'annonce la plus ancienne : 21 avril 2013

Date de l'annonce la plus récente : 29 août 2013 (jour du relevé des données)

Classement des départements selon nombre d'annonces sur Novasquare.com :

Rang	Départements	Chiffres bruts
1	Haute-Garonne	153 (57%)
2	Tarn	34 (13%)
3	Hautes-Pyrénées	29 (11%)
4	Tarn-et-Garonne	18 (7%)
5	Aveyron	12 (4,5%)
6	Lot	11 (4,5%)
7	Gers	8 (2,9%)
8	Ariège	2 (0,7%)
Total Midi-Pyrénées		268

→ Remarque : Sur ce site, nous trouvons davantage d'annonces de femmes qui se prostituent dans les départements autres que Haute-Garonne. La configuration du site explique en partie ce constat. En effet, contrairement aux autres sites, celui-ci permet d'inscrire facilement les villes secondaires et les petites communes dans les annonces (contrairement aux autres sites qui focalisent essentiellement sur la/les grandes villes régionales).

Données relevées sur les sites spécialisés*Diagramme 3 – Sexysecrets.com*

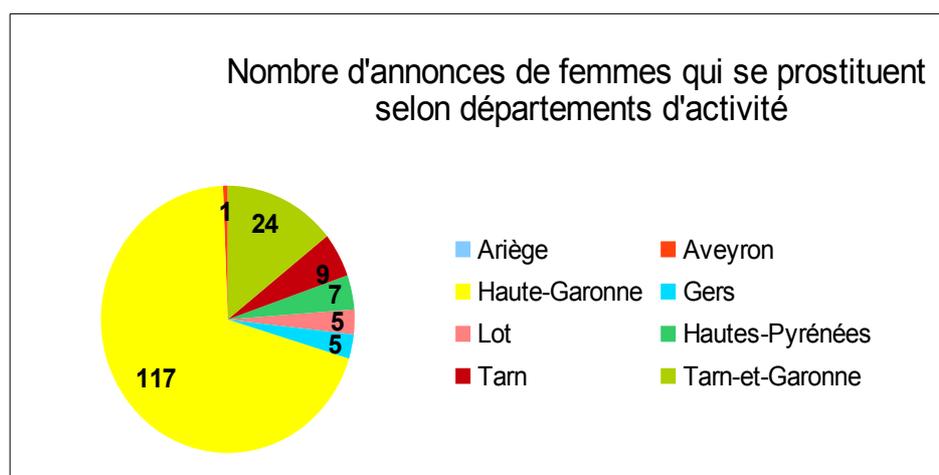
Précisions sur les données : chiffres bruts

Options de recherche (critères) : région + sexe (« femmes »)

Date du relevé des données : 29 août 2013

Classement des départements selon nombre d'annonces sur Sexysecrets.com :

Rang	Départements	Chiffres bruts
1	Haute-Garonne	221 (71%)
2	Tarn	21 (7 %)
3	Gers	18 (6 %)
4	Tarn-et-Garonne	17 (5,4 %)
5	Lot	14 (4,5%)
6	Aveyron	10 (3,2%)
7	Hautes-Pyrénées	7 (2,2%)
8	Ariège	4 (1,2%)
Total Midi-Pyrénées		312

Diagramme 4 – Topescort-en-france.com

Précisions sur les données : chiffres bruts

Options de recherche (critères) : région + sexe (« femmes »)

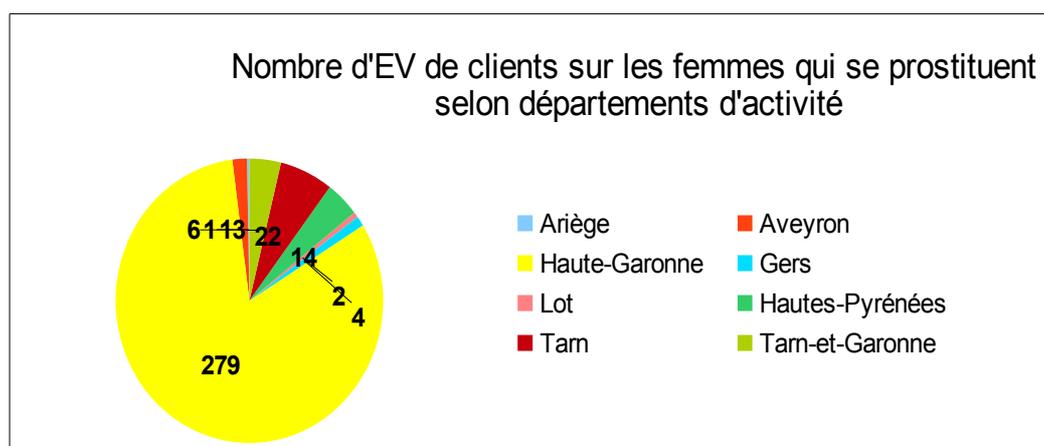
Date du relevé des données : 29 août 2013

Classement des départements selon nombre d'annonces sur Topescort-en-france.com :

Rang	Départements	Chiffres bruts
1	Haute-Garonne	117 (71%)
2	Tarn-et-Garonne	24 (14 %)
3	Tarn	9 (5 %)
4	Hautes-Pyrénées	7 (4 %)
5	Lot et Gers	5 et 5 (2,9%)
6	Aveyron	1 (0,5%)
7	Ariège	0
Total Midi-Pyrénées		168

Données relevées sur une site de clients – site d'EV

Diagramme 5 – Houlala.com



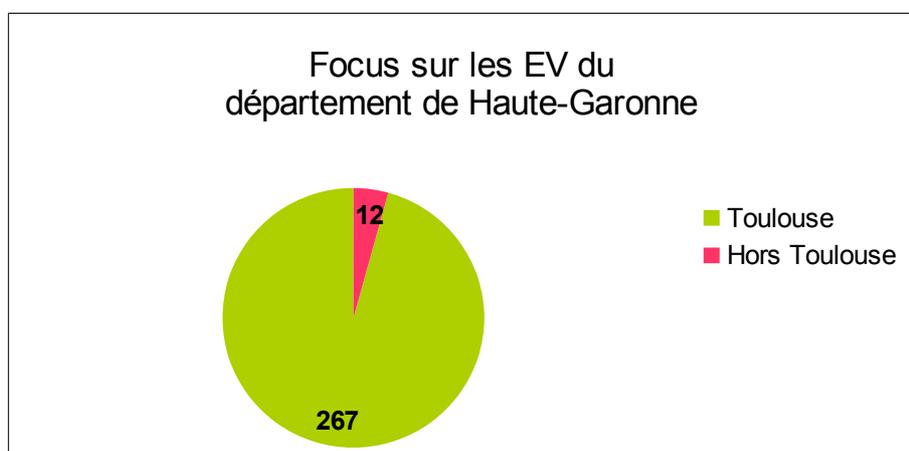
Précisions sur les données : chiffres bruts

Options de recherche (critères) : « forum de la prostitution » ; « France » ; « Région Midi-Pyrénées »

Date du relevé des données : 5 novembre 2013

Classement des départements selon nombre d'annonces sur Houlala.com

Rang	Départements	Chiffres bruts
1	Haute-Garonne	279 (82 %)
2	Tarn	22 (6 %)
3	Hautes-Pyrénées	14 (4 %)
4	Tarn-et-Garonne	13 (4 %)
5	Aveyron	6 (1,8%)
6	Gers	4 (1,2%)
7	Lot	2 (0,5%)
8	Ariège	1 (0,2%)
Total Midi-Pyrénées		339

**Commentaires généraux des données relevées (diagrammes et tableaux ci-dessus)**

Sur l'ensemble des sites, la grande majorité des annonces de femmes qui se prostituent sur le Net concerne des territoires urbains (villes principales et secondaires) et la ville de Toulouse englobe la quasi-totalité de ces annonces (près des $\frac{3}{4}$ de la totalité des annonces de la région Midi-Pyrénées). C'est notamment pour cette raison que le département de la Haute-Garonne arrive en tête des départements comptant le plus d'annonces de femmes qui se prostituent en ligne ; suivi par les départements du Tarn, des Hautes-Pyrénées et du Tarn-et-Garonne (entre 2,5 % et 14 % chacun du total des annonces de la région). Les départements de l'Aveyron, du Gers, et du Lot se disputent les places suivantes (autour de 2 % chacun de l'ensemble des annonces). Sur l'ensemble des sites,

l'Ariège est toujours le département qui compte le moins d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net (moins de 1 % de la totalité des annonces de la région).

À la lecture de ces diagrammes, 3 grands constats émergent quant à l'implantation de la cyber-prostitution dans la région Midi-Pyrénées:

- À l'image de la prostitution dite « traditionnelle » (travail du sexe de rue), la prostitution via Internet est un phénomène urbain.
- Qui plus est, la cyber-prostitution se concentre dans la ville principale de la région (sa capitale régionale), à savoir Toulouse.
- Malgré tout, nous notons une offre (et une demande) de rapports sexuels tarifés sur l'ensemble du territoire, même dans les zones où il n'y a pas de prostitution dans la rue connue (notamment par les associations et les services de police interrogés) et dans les territoires ruraux.

États des lieux par départements de la cyber-postitution

D'après nos constats et les données recueillies auprès des personnes ressources (services de police, institutionnelles et personnel associatif), l'implantation de la cyber-prostitution ferait écho à celles de la prostitution dite « traditionnelle » (travail du sexe de rue). Toutes deux prennent place dans les zones urbanisées dans des proportions quasi similaires.

Concernant la prostitution de rue, le Capitaine Miette résume : « *Toulouse concentre la quasi-totalité de la prostitution dans la rue [...] Après on trouve quelques prostituées dans la rue dans d'autres villes [de la région] comme Albi, Montauban... Et puis à une époque y'en a eu à Cahors, Foix, Pamiers, Tarbes mais là, je crois que c'est plus d'actualité... Rodez aussi, mais y'en n'a plus à ma connaissance ! À Albi, il y en aurait une vingtaine, à Montauban un quinzaine... mais non, le gros c'est Toulouse !* ».

Les villes citées par le chef de la BRP et les proportions de femmes prostituées associées à ces territoires correspondent à ceux de la prostitution en ligne. Toutefois, nous avons également repéré une offre (et une demande) de rapports sexuels tarifés dans les zones où il n'y a pas de prostitution dans la rue connue, dans des territoires ruraux notamment. Du fait de l'immatérialité du médium, celui-ci permet en effet d'organiser, de diffuser et de rendre visible et accessibles des échanges economico-sexuels partout.

Dans les points suivants, nous nous pencherons en détails sur l'offre de rapports sexuels

tarifés via Internet présente dans l'ensemble des départements de la région, et nous pointerons leurs spécificités. Précisons que dans cette partie, nous avons répertorié de manière exhaustive les communes pour lesquelles nous avons trouvé des offres de rapports sexuels tarifés.

Haute-Garonne (31) : Toulouse, ville macrocéphale

Le département de la Haute-Garonne concentre la majorité des annonces de femmes qui se prostituent de Midi-Pyrénées. Nous notons toutefois une forte disparité entre l'agglomération toulousaine et le reste du département.

En effet, Toulouse métropole rassemble à elle seule plus des $\frac{3}{4}$ (environ 85%) des annonces du département. En tête des communes, nous retrouvons bien entendu la ville de Toulouse, puis les communes de Blagnac, Colomiers, Tournefeuille, Cugnaux, et dans une moindre mesure celles de L'Union, Cornebarrieu et d'Aucamville.

Nous trouvons également plusieurs annonces (environ une dizaine au total) sur les communes de Muret, de Portet-sur-Garonne et dans une moindre mesure sur celles de Saint-Lys, de Pins Justaret, de Plaisance du Touch et de Labarthe sur Lèze.

Parmi les communes plus éloignées de l'agglomération toulousaine, Saint-Gaudens et dans une moindre mesure Martres Tolosane comptabilisent quelques annonces (moins d'une dizaine au total).

Focus sur la ville de Toulouse

À l'échelle nationale, la ville de Toulouse figure parmi les villes françaises qui concentrent le plus d'annonces de femmes prostituées sur le Net . Effectivement, elle se situe entre la deuxième et la quatrième place (selon les sites) ; toujours derrière la ville de Paris, mais tantôt devant ou derrière Lyon et Marseille.

À l'échelle du sud-ouest de la France, si le nombre d'annonces en ligne de femmes qui se prostituent sur le Net correspondant à la région Midi-Pyrénées équivaut à celui de ses régions voisines, la ville de Toulouse est incontestablement l'agglomération qui rassemble le plus d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net (cf : tableaux 2 et 3, page suivante).

Tableau 2 : Comparaison du nombre d'annonces en ligne de femmes qui se prostituent sur le Net relevées sur deux sites de PA pour les 3 régions du sud-ouest de la France

	Novasquare	Monannonce	Total
Région Midi-Pyrénées	312	590	902
Département Haute-Garonne	165	500	665
Ville de Toulouse	158	473	631
Aquitaine	383	674	1057
Gironde	180	491	671
Bordeaux	139	410	549
Languedoc-Roussillon	300	691	991
Hérault	150	461	661
Montpellier	102	352	454

Précisions sur les données : chiffres bruts

Options de recherche (critères) : région / département / ville + sexe (« femmes »)

Date du relevé des données : 5 novembre 2013

Tableau 3 : Comparaison du nombre d'annonces en ligne de femmes qui se prostituent sur le Net relevées sur deux annuaires d'escortes pour les 3 capitales régionales du sud-ouest de la France

	Sexyannonce	Topannonce	Total	Nb Habitants (aire urbaine 2009-2010)
Toulouse	91	35	126	1 218 166
Bordeaux	59	19	78	1 127 776
Montpellier	43	18	61	542 867

Précisions sur les données : chiffres bruts

Options de recherche (critères) : ville + sexe (« femmes »)

Date du relevé des données : 5 novembre 2013

Ces constats font écho aux dires des personnes interrogées.

Flo Gil de Muro - coordinatrice de l'action Internet à l'association Grisélidis - souligne que « la majorité des femmes qui se prostituent de Midi-Pyrénées [contactées et suivies à l'association]

travaille à Toulouse ou aux alentours, c'est-à-dire des communes toutes proches, parfois desservies par le métro, où bien à ¼ d'heure, 20 minutes de voiture [...] Quand nous faisons des tournées régionales, nous contactons [les femmes qui se prostituent] qui annoncent sur l'ensemble de la région [Midi-Pyrénées] [...] La grosse majorité annonce sur Toulouse ».

Pour autant, si celles-ci annoncent sur Toulouse et se déplacent pour travailler dans la métropole, cela ne signifie pas forcément qu'elles y résident. Parmi les femmes qui se prostituent sur le Net de notre enquête, 7 résident hors de Toulouse (dont communes de Haute-Garonne et des départements voisins). Parmi elles, 2 viennent exceptionnellement travailler à Toulouse (Laura qui réside dans le Gers et Nadia dans le Tarn-et-Garonne), 2 s'y déplacent ponctuellement (Valérie et Béatrice qui vivent toutes deux dans le Tarn) et 3 s'y rendent régulièrement (Stéphanie qui habite les Hautes-Pyrénées, Nolwenn à Montauban et Fanny dans une commune proche de la métropole). Selon nos enquêtées, la ville de Toulouse est logiquement le territoire de Midi-Pyrénées où il y a « *le plus de demande* » (la population la plus importante donc le nombre de clients le plus élevé). En conséquence, même si elles résident à l'extérieur de la capitale régionale (et parfois à plus de 100 km pour certaines) elles précisent dans leurs annonces qu'elles « *peuvent se déplacer à Toulouse* » (souvent avec un supplément financier en guise de défraiement).

Pour elles, le territoire toulousain est également un espace qui leur confère un « *anonymat* » plus certain que si elles annonçaient directement dans leur commune de résidence. À ce propos, Fanny – 48 ans, mère au foyer habitant à une trentaine de kilomètres de Toulouse, et escorte à Toulouse depuis 5 ans – explique :

« C'est vrai que des fois j'aimerais travailler plus proche de chez moi [...] ça serait moins fatigant et c'est sûr que des fois je courrais moins pour aller récupérer les enfants à l'école ou au centre de loisirs [...] ça serait moins la panique parce que tu sais jamais avec les embouteillages sur le périph' [de Toulouse] c'est parfois la course [...] Mais je fais exprès aussi de travailler à Toulouse ou dans d'autres grandes villes [Fanny part tous les 2 mois en tournée à Bordeaux, Paris ou Lyon] parce que justement, y'a l'anonymat de la ville ! [...] Bon moi je suis déclarée et tout tu vois donc j'ai pas de crainte là-dessus, mais c'est pour mes gosses quoi ! Je peux pas prendre le risque de mettre sur mon blog que je reçois à domicile, dans telle commune, c'est mort ! C'est impossible ! T'imagines, tout le monde, à l'école, les voisins, les... Tous les gens vont leur tomber dessus ! [...] À Toulouse au moins je suis peinard, y'a tellement de filles que je suis pas identifiable ! [...] Je protège mes enfants, et puis j'ai pas non plus forcément envie de tomber sur un client à la boulangerie de mon village quand je vais acheter mon pain le dimanche ! [...] Faut être prudente dans ce métier parce que les gens ne te font pas de cadeau ».

Enfin, certains sites (notamment les sites spécialisés) ne mettent en évidence que les grandes villes et ne permettent pas d'inscrire les communes plus petites. C'est pourquoi sur les sites

spécialisés, nous trouvons exclusivement des femmes qui se prostituent travaillant (se déplaçant) dans la/les grandes villes de leur région, alors que sur les sites de PA, nous trouvons davantage d'annonces dans des villes secondaires et petites communes, ainsi que dans des territoires ruraux.

Tarn (81) : environ 7 % des annonces de femmes qui se prostituent de Midi-Pyrénées

Le Tarn est le second département comptant le plus d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net en Midi-Pyrénées.

La ville d'Albi concentre la majorité des annonces de femmes qui se prostituent du Tarn (près des 2/3) et Castres en rassemble un peu moins du tiers. Les communes de Peyrole, Carmaux, Lavaur, Rabastens et Lacabarède totalisent une dizaine d'annonces. D'une manière générale, les femmes qui se prostituent qui résident dans le Tarn mettent souvent dans leurs annonces la ville d'Albi comme « *ville de référence* », même si celles-ci « *se déplacent* » dans ou hors du département et/ou reçoivent des clients à domicile (communes rurales).

Depuis que Flo Gil de Muro travaille à l'association Grisélidis (avril 2012), elle observe « *une augmentation régulière d'annonces [de femmes qui se prostituent sur le Net] sur la ville d'Albi* ».

Par ailleurs, plusieurs femmes qui se prostituent toulousaines (qui résident à Toulouse), se déplacent ponctuellement dans la ville d'Albi principalement pour rencontrer des clients.

Certaines, les masseuses notamment, organisent des « *séjours de travail* » dans la préfecture du Tarn. Elles y louent une chambre d'hôtel pour 2 à 4 jours et reçoivent plusieurs clients par jour. Cet aspect leur permet d'attirer de nouveaux clients (résidant ou en déplacement dans le département), de se visibiliser parmi les offres de rapports sexuels tarifés (moins d'offres donc une meilleure visibilité sur la Toile), mais également d'échapper aux contrôles policiers qui visiblement sont moins présents dans cette ville qu'à Toulouse. À ce propos, Carolina – jeune femme de 27 ans née en Roumanie et masseuse sur le net depuis 2 ans – raconte :

« Moi je travaille que une semaine dans le mois [...] Je fais deux fois Toulouse et une fois Albi, je change comme ça ! [...] Albi c'est plus tranquille, les clients sont gentils, il y a pas beaucoup de filles comme à Toulouse alors ils [les clients] t'attendent quand tu viens ! (rires) [...] Je reste comme ça 2-3 jours dans l'hôtel, j'attends d'avoir assez d'argent pour tous les frais, et je travaille bien quand je suis à Albi. [...] Et puis c'est tranquille aussi parce que là-bas y'a pas la police, tu te fais pas emmerder pour oui on non, tu travailles, tu gagnes de l'argent et voilà après je rentre à la maison [Carolina habite à Toulouse] et voilà, c'est fini ! (sourire) ».

Bernard – 64 ans, retraité de la fonction publique à Castres et client de femmes qui se prostituent depuis une quarantaine d'années environ – ajoute :

« La plupart des escortes du Tarn je les connais [pour les avoir rencontrées lors de rendez-vous tarifés] [...] Y'en n'a pas beaucoup alors... Pour les rendez-vous avec ces dames, on va souvent à Albi à l'hôtel, ou parfois je vais chez elles quand c'est pas trop loin... c'est arrivé deux-trois fois de me retrouver dans des coins cocasses ! [...] Une fois, y'en a une qui est venue chez moi [à Castres] mais elle venait de Toulouse [...] Y'a beaucoup de filles de Toulouse qui se déplacent à Albi ou dans le Tarn chez le client [...] Pour elles, c'est une seconde manne de clients et puis comme y'a moins de monde [d'annonces de femmes qui se prostituent dans ce département] elles sont plus visibles [...] J'avoue moi je regarde celles qui viennent dans la région [Tarn], y'en a qui me plaisent à qui je propose de venir aussi [...] C'est l'attrait de la nouveauté c'est vrai, quand y'en a une qui met [dans son annonce] « nouvelle dans la région » je regarde toujours ! [...] Celles qui viennent de loin, je paie souvent un supplément, un forfait... C'est normal je trouve » .

Tarn-et-Garonne (82) : une cyber-prostitution sous-estimée au profit de la métropole toulousaine

Le Tarn-et-Garonne est le troisième département qui compte le plus d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net en Midi-Pyrénées.

La ville de Montauban concentre la quasi-totalité des annonces. Nous trouvons également des annonces sur les communes de Castelsarrasin, Verdun-sur-Garonne, Bressols et Negrepelisse.

D'après nos observations, nous notons une augmentation constante des annonces sur le département (à Montauban principalement) sur l'ensemble des sites, et ce depuis le mois de septembre, avec une intensification en fin d'année 2013.

Selon Brigitte Lamouri - chargée de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité du Tarn-et-Garonne -, la prostitution via Internet est « certainement la forme la plus répandue de prostitution sur le territoire [du Tarn-et-Garonne] [...] Elle est pointée depuis de nombreuses années à partir des annonces de presse écrite renvoyant à des sites ». Brigitte Lamouri fait état de « nombreuses suspicions d'activité prostitutionnelles de la part d'acteurs sociaux qui pour autant, sont totalement incapables de les justifier... Je me demande quelle est la part de mythe ou de réalité ? ». Effectivement, selon Madame Portman - cheffe de service au CDEF (Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille) de Montauban depuis 7 ans -, il n'y a, à sa connaissance, « pas eu de cas de femmes qui se prostituent ou qui se sont prostituées accueillies dans [son] service ». Elle ajoute que l'équipe encadrante du CDEF a toutefois connu « quelques rares suspicions

pour quelques femmes suivies, notamment liées à un besoin d'argent » mais se garde de toute affirmation. Elle précise d'ailleurs que le sujet de la prostitution n'est « jamais abordé » ni avec les femmes suivies, ni au sein de l'équipe encadrante. Ghislaine Laviale – psychologue au CHRS Espace et Vie à Moissac – précise quant à elle que « les femmes accueillies au sein du CHRS ne viennent pas du Tarn-et-Garonne [et] n'ont même pas été exploitées [victimes de proxénétisme] en Midi-Pyrénées ».

D'après Flo Gil de Muro, « une partie des annonces concernant Toulouse concerne en fait des personnes se prostituant sur Montauban ». Comme nous l'avons déjà expliqué, certains sites ne permettent pas d'inscrire d'autres villes que la capitale de région.

De même, le fait d'annoncer sur Toulouse plutôt que sur Montauban (ou autres communes) constitue également, pour certaines femmes qui se prostituent, une stratégie commerciale afin de toucher une clientèle plus importante. C'est notamment ce qu'a fait Nolwenn – 24 ans, résidant à Montauban et escorte depuis 3 ans – lorsqu'elle a débuté dans le travail du sexe via Internet :

« Au début [dans sa première annonce d'offre de rapports sexuels tarifés] j'avais mis que j'étais de Toulouse [...] Déjà parce que j'avais pas envie qu'on me reconnaisse à Montauban, et puis surtout vu que c'est quand même plus petit [que Toulouse], je voulais être sûre d'avoir des réponses [de clients], c'était une façon pour moi de maximiser les chances de rendez-vous [...] ».

Ainsi, le nombre d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net sur le département du Tarn-et-Garonne serait sous-représenté au profit de celui de Haute-Garonne (et de la ville de Toulouse principalement). Cette remarque est valable pour l'ensemble des départements de la région Midi-Pyrénées, Toulouse phagocytant l'offre (et la demande) de prestations sexuelles tarifées.

Hautes-Pyrénées (65) : une offre de rapports sexuels tarifés via Internet en augmentation

Les Hautes-Pyrénées est le quatrième département qui rassemble le plus d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net en Midi-Pyrénées.

Pour ce département, seules les villes de Tarbes et de Lourdes comptent des annonces de femmes qui se prostituent (Tarbes concentre la quasi totalité des annonces).

Sur les derniers mois de l'année 2013 (d'octobre à décembre), nous notons une augmentation des annonces de femmes qui se prostituent dans ce département.

Par ailleurs, plusieurs femmes qui se prostituent sur le Net précisent dans leur annonce qu'elles travaillent à la fois à Tarbes, mais aussi à Pau. Or ces annonces correspondent à la région

Aquitaine, et au département des Pyrénées-Atlantiques. C'est le cas notamment de Stéphanie – 36 ans, habitant dans une commune rurale des Hautes-Pyrénées et escorte depuis 3 ans et demi. Elle explique :

« Dans mon annonce j'ai mis Tarbes comme ville de base et Toulouse comme ville secondaire. Avant j'avais mis Pau comme ville secondaire parce que je m'y rendais régulièrement pour des raisons perso... [...] J'ai gardé quelques clients fidèles de Pau que je vois régulièrement, donc en fait maintenant j'ai plus besoin d'en chercher de nouveaux [...] De toutes façons, les clients de Tarbes tu les retrouves à Pau et vice versa donc c'est pas la peine de mettre les deux villes je trouve [...] Y'a des filles [femmes qui se prostituent] qui jouent de ça justement, elles habitent à Tarbes mais s'inscrivent sur Pau pour un peu brouiller les pistes [...] parce qu'à la finale, c'est les mêmes bonhommes [clients] ! ».

La proximité avec d'autres territoires peuplés et attractifs, et où la demande de rapports sexuels tarifés est par conséquent importante, joue également sur l'offre, et donc sur le nombre d'annonces de femmes qui se prostituent en ligne pour tel ou tel territoire. Pour illustrer ce propos, référez-vous au tableau ci-après (tableau n°4).

Tableau 4 : Comparaison du nombre d'annonces en ligne de femmes qui se prostituent sur le Net relevées sur deux sites de PA selon les agglomérations les plus importantes de Midi-Pyrénées et des régions voisines

	Novasquare	Monannonce	Total	Nb d'habitants (aire urbaine – 2009- 2010)
Toulouse (31)	158	473	631	
Tarbes (65)	49	19	68	117 788
Albi (81)	22	19	41	96 892
Montauban (82)	26	11	37	102 325
Rodez (12)	16	4	20	83 268
Cahors (46)	14	3	17	42 107
Auch (32)	7	5	12	N.R
Foix (09)	1	2	3	18 477
Pau (64)	47	58	105	240 696
Béziers (34)	32	52	84	158 970
Périgieux (24)	30	29	59	101 287
Agen (47)	34	18	52	108 860
Carcassonne (11)	14	18	32	96 420

Précisions sur les données : chiffres bruts

Options de recherche (critères) : région / département / ville + sexe (« femmes »)

Date du relevé des données : 5 novembre 2013

Ainsi, l'offre de rapports sexuels tarifés des Hautes-Pyrénées est influencée par celle des Pyrénées-Atlantiques (ville de Pau principalement) ; celle du Tarn par celle de l'Hérault (ville de Béziers notamment) et de l'Aude (ville de Carcassonne) ; celle de l'Ariège par le département de l'Aude et plus encore par l'Espagne et la proximité avec les clubs de la Jonquera (nous y reviendrons) ; celle du Gers par celle du Lot-et-Garonne (ville d'Agen) et celle de l'Aveyron par celle de l'Hérault (ville de Montpellier principalement).

Aveyron (12)

Globalement, le département de l'Aveyron compte peu d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net . Au total, nous en avons répertorié une dizaine qui se concentrent

majoritairement sur la ville de Rodez. Vient ensuite la ville Millau ; puis les communes de Compregnac et de Decazeville.

Cela correspond aux dires du Capitaine Miette pour qui la prostitution en ligne dans ce département ne concerne que « *quelques femmes* ». Il souligne toutefois que son service « *a démantelé un réseau [de prostitution en ligne] de femmes dominicaines l'an dernier à Rodez* » et ajoute que depuis « *c'est calme* ». Il précise également que la ville de Millau est gérée par le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Montpellier et qu'elle n'est donc pas du ressort du SRPJ de Toulouse (les données sur ce département sont donc biaisées).

Au niveau du personnel associatif, seule l'antenne du Planning Familial de Rodez a répondu à notre enquête. D'après Marie-Françoise – bénévole depuis plusieurs années au PF de Rodez - jusqu'à récemment, « *jamais [leur] structure n'avait reçu de femmes qui se prostituent sur le Net* ». C'est en janvier de cette année (2014) qu'une femme française d'une cinquantaine d'années s'est présentée au PF de Rodez « *pour une question d'ordre juridique* ». Cette dernière se prostituerait depuis plusieurs années via Internet à Rodez et à Montpellier principalement (elle dispose d'un appartement de travail à Rodez). Elle confie ne déclarer qu'une partie de ses revenus issus du travail du sexe et explique que « *des policiers qui se seraient fait passer pour des clients [l'] auraient dénoncée au fisc* ». Seule et isolée avec ses craintes et ses questions, elle s'est donc tournée via le PF de Rodez sur les conseils du Centre de Dépistage Anonyme et Gratuit (CDAG) de la même ville chez qui elle s'était rendue pour un test de dépistage. C'est donc suite à la rencontre de cette femme que Marie-Françoise nous contacte. Elle nous signale par ailleurs que sa structure souhaite mettre en place un « *travail de réflexion sur la prostitution et sur la prise en charge du public des prostituées au sein du département de l'Aveyron* » puisque les bénévoles et intervenants sociaux ne sont pas formés aux spécificités de ce public.

Lot (46)

Le département du Lot compte très peu d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net . Au total, nous en avons répertorié une petite dizaine qui se concentrent majoritairement sur la ville de Cahors. Nous avons également trouvé des annonces uniques sur les communes de Gourdon, Figeac et Gramat.

Nous disposons malheureusement de peu d'éléments concernant ce département car les personnes ressources sollicités (institutionnelles et personnel associatif) n'ont pas répondu à nos courriels. De plus, les services de police interrogés ne disposent d'aucunes données propres au territoire Lotois.

À l'issue de cette recherche, nous étions toutefois parvenues à nouer un contact avec Nathalie Bordes-Prévoist – escorte depuis 3 ans dans le département – qui a créé en 2012 l'« Association pour les droits, la reconnaissance et la protection des prostitué(e)s ». Cette femme milite notamment pour « la révision ou l'abrogation des textes législatifs ou réglementaires qui affectent négativement l'exercice de la prostitution, la promotion de toute avancée du droit national et international de ce même exercice et également toutes les actions qui déstigmatisent la prostitution ou le recours à celle-ci »⁷⁵. Malheureusement, le temps nous a manqué pour la rencontrer et l'interroger sur les échanges economico-sexuels via Internet dans le Lot.

Gers (32)

Le département du Gers compte très peu d'annonces de femmes qui se prostituent sur le Net. Au total, nous en avons répertorié une petite dizaine qui se concentrent majoritairement sur la ville de Auch. Nous avons également trouvé des annonces sur les communes de Nogaro, Condom, Pavie, et L'Isle-Jourdain.

D'après nos constats, les femmes résidant dans le sud du département se déplacent plus volontiers dans la métropole toulousaine, alors que celles vivant dans la partie nord du Gers travaillent principalement sur la ville d'Agen, voire la ville de Bordeaux (région Aquitaine). C'est notamment le cas de Laura - 22 ans et masseuse depuis 1 an et demi – qui habite dans une commune rurale du nord du Gers et qui se déplace souvent en Aquitaine pour des rendez-vous tarifés. Elle explique :

« Je travaille soit au domicile des clients soit à l'hôtel, jamais chez moi ! [...] J'évite maintenant les p'tits hôtels de campagne parce que j'ai pas envie de me faire remarquer. J'ai jamais eu de problème mais je vois bien à l'accueil, une femme jeune habillée quand même sexy on va dire qui monte avec un homme plus âgé, bon, ça attire les regards... [...] Donc j'évite le plus possible ce genre de lieu même si ça m'arrive encore d'y... Y'en a de très biens et pas chers, mais je peux pas me permettre d'y aller toutes les semaines parce que là c'est sûr, tu débarques avec un nouveau gars à chaque fois, t'es grillée ! Donc bon c'est plus simple je trouve d'aller dans les grandes chaînes [d'hôtel] c'est plus discret [...] et puis maintenant j'ai mes habitudes. Je vais souvent à Agen, je connais bien, c'est pratique pour moi ! [...] Des fois quand on discute avec le client on se rend compte qu'on habite à ¼ d'heure l'un de l'autre, dans le village presque à côté et que là on vient de se taper une heure de route aller pour se retrouver à l'hôtel ! C'est bête mais ça nous fait rire ! [...] ».

75 Extrait d'entretien de Nathalie Bordes-Prévoist issu de l'article : « Gourdon. Nathalie, prostituée, crée une association pour peser dans le débat présidentiel » du quotidien La Dépêche du Midi du 28/02/2012. <http://www.ladepeche.fr/article/2012/02/28/1293776-gourdon-nathalie-prostituee-cree-une-association-pour-peser-dans-le-debat-presidentiel.html> (article consulté de 14 octobre 2013)

Le fait de résider près d'une frontière départementale / régionale permet à Laura de « trouver une clientèle plus large », puisque qu'elle dépose des annonces à la fois pour la région Midi-Pyrénées et pour la région Aquitaine.

« Au début je trouvais ça chiant sur les sites de mettre absolument ta région ou ton département parce que moi bon, ça dépassait quoi [...] Alors j'alternais au début, pour voir ce qui était... Je me mettais Midi-Pyrénées une fois, Aquitaine le mois d'après et je me faisais mes p'tites comparaisons des réponses [des clients] [...] Et puis après j'ai trouvé le truc, je suis partout [sur les deux régions] comme ça j'ai encore plus le choix [...] Et puis y'a des clients qui n'ont pas forcément le réflexe de regarder dans la ville d'à côté, mais moi ils me voient donc voilà, ça marche bien je trouve ! ».

Ariège (09) : moins de 1 % des annonces de femmes qui se prostituent de la région

Le département de l'Ariège compte quelques rares annonces. Celles-ci (moins d'une dizaine) se concentrent essentiellement sur la ville de Foix, mais aussi sur les communes de Saverdun, Saint-Girons et Ferrière-sur-Ariège.

Aucune des personnes ressources sollicitées n'a répondu à nos questions au sujet des échanges économique-sexuels via Internet au sein de ce département. Nous pouvons toutefois supposer que l'offre et la demande de prestations sexuelles tarifées de ce secteur sont influencées par la proximité avec des territoires comme la métropole toulousaine, la frontière espagnole (avec les clubs, notamment ceux de la Jonquera) et dans une moindre mesure la ville de Carcassonne (Aude).

Avant de passer à la partie suivante concernant les violences dont sont victimes les femmes qui se prostituent sur le Net de la région, nous souhaitons apporter quelques précisions quant à l'évolution de la cyber-prostitution sur le territoire régional.

4.3 Une prostitution en augmentation sur le territoire régional ?

Selon Julie Sarrazin – directrice de l'association Grisélidis depuis 2008 – et le Capitaine Christophe Miette, la cyber-prostitution augmenterait de façon régulière en Midi-Pyrénées. Ils expliquent :

*« L'action Internet [en place à l'association Grisélidis] est financée par des institutions nationales et a donc une portée nationale, c'est-à-dire que nous contactons et répondons aux demandes des personnes [prostituées] qui travaillent via Internet sur la France entière [...] Régulièrement, [les salarié-e-s de] l'équipe Internet réalise des tournées ciblées sur les sites et par téléphone dans les différentes régions de France [...] Évidemment, nous portons une attention particulière à la région Midi-Pyrénées vu que nous [l'association] sommes basées ici [dans cette région], mais d'après ce qu'on constate et depuis que l'action Internet existe [depuis 2009], **la région Midi-Pyrénées est parmi celles où il y a le plus d'annonces** [de femmes qui se prostituent sur le Net] **sur les différents sites** [...] **On note même une augmentation régulière** [du nombre d'annonces en ligne] **chaque année** ». (Julie Sarrazin).*

*« Depuis que je suis à la tête de la SRPJ [depuis 14 mois], on constate une **explosion de la prostitution via Internet** [...] Toulouse est une grande métropole, dynamique, avec une population qui augmente donc forcément, là où il y a des gens et de l'argent, la prostitution s'installe ! [...] ». (Capitaine Christophe Miette).*

Toutefois, il convient d'être prudent avec les affirmations hâtives concernant le nombre des femmes qui se prostituent sur le Net travaillant en Midi-Pyrénées. Si les personnes ressources interrogées et nos observations montrent qu'effectivement le nombre d'annonces en ligne d'offres de rapports sexuels en Midi-Pyrénées croît, cela ne signifie pas forcément que le nombre de femmes qui se prostituent augmente également, ou en tout de façon similaires. En effet, ce serait une grossière erreur que d'assimiler le nombre d'annonces publiées au nombre effectif de femmes prostituées, puisque derrière chaque annonce ne se trouve pas forcément une personne.

→ Explications :

- Une femme qui se prostitue sur le Net compte généralement plusieurs annonces à son actif

En postant plusieurs annonces sur les multiples sites qu'il existe, les femmes qui se prostituent augmentent leur visibilité sur la Toile et donc leurs chances d'être contactées par des clients (stratégie commerciale / marketing). De même, certaines femmes disposent de plusieurs annonces sur un même site (réactualisation de leur annonce, être en première page pour plus de visibilité, etc). Certaines utilisent également des pseudonymes, des photographies et même parfois des numéros de téléphone

différents pour multiplier les chances d'être contactées.

- Les annonces inactives ou obsolètes

Sur plusieurs sites – notamment les sites de petites annonces (PA) – de nombreuses annonces sont obsolètes. Elles correspondent à des annonces de femmes qui se prostituent qui ne se prostituent plus aujourd'hui. Pour autant, les annonces qu'elles ont publiées (certaines datant de 2009 !) restent visibles sur la Toile.

- La publication de fausses annonces (les « fake »)

Les administrateurs de sites spécialisés dans l'offre de rapports sexuels tarifés (annuaires d'escortes) mettent en ligne, de façon délibérée, de « fausses annonces » de femmes qui se prostituent . Deux raisons principales à ce procédé : d'une part cela génère une concurrence dans l'offre de rapports sexuels tarifé, et force les « vraies » femmes qui se prostituent à contractualiser des encarts commerciaux payants pour se visibilitéer ; d'autres part cela entraîne du flux (augmentation du nombre de visiteurs / clients) sur le site en question et donc génère de l'argent (notamment par le biais des encarts publicitaires présents sur ces sites).

A *contrario*, derrière certaines annonces, plusieurs femmes qui se prostituent sont rassemblées. Généralement, le texte de ces annonces est court et écrit dans un français approximatif, et seules les photographies qui l'accompagne, en dévoilant des profils de femmes différentes, permettent de comprendre qu'une même annonce concerne en réalité plusieurs femmes qui se prostituent . Souvent, les pseudonymes et un numéro de téléphone correspondant sont directement insérés sur la photographie / image. Ce procédé permet de réduire les coûts de publication : paiement d'une annonce pour trois femmes qui se prostituent en activité par exemple. D'après nos observations, ce procédé est principalement adopté par des femmes non françaises, maîtrisant peu ou pas les TIC et/ou la langue française à l'écrit, et également par les femmes qui travaillent duo.

Ces divers éléments soulignent qu'il est très difficile de quantifier la cyber-prostitution et qu'il faut rester critique quant aux modes de recueil et à l'interprétation des divers chiffres avancés sur le sujet.

5. Principaux constats sur les violences dont sont victimes les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en Midi-Pyrénées

5.1 De multiples violences⁷⁶

Les entretiens conduits auprès des femmes qui se prostituent sur le Net de la région révèlent qu'elles subissent de nombreuses violences et discriminations – sexistes et/ou xénophobes – liées à l'exercice de la prostitution. Ces violences prennent différentes formes : vol, viol, harcèlement, insultes, jugements, suspicions, chantage, menaces, pressions psychologiques, ruptures d'anonymat, usurpation d'identité numérique, proxénétisme de contrainte, traite en vue de la prostitution, abus de faiblesse, refus de logement, refus de dépôt de plainte, classement sans suite des plaintes, requalifications des délits, menace sur la garde des enfants, isolement, contrôles CAF, redressement fiscal, répression... La liste est longue ! Les auteur-e-s de ces violences sont multiples : clients, proches (conjoint ou ex-conjoint, parents, etc), proxénètes, « personnes anonymes » (Internauts, voisins, « grand public »), policiers, magistrats, professionnel-le-s du médico-social (travailleurs sociaux, médecins, etc), institutions (CAF, services de impôts, fisc, etc), propriétaires de logements et bailleurs sociaux, prescripteurs d'opinions (journalistes, chercheur-euses, militant-e-s associatifs, décideurs politiques, etc).

Malgré nos demandes, les services de police interrogés ne nous ont transmis aucune statistique sur les violences subies par les femmes qui se prostituent sur le Net de la région. Nous ne savons pas le motif de leur refus (protection de leurs chiffres / ressources ? Non-envie de coopérer ? Absence de données ?). En revanche, nous avons eu accès aux « suivis violences » réalisés par les salarié-e-s de Grisélidis. Parmi ces suivis, nous nous sommes focalisés sur les violences subies par les femmes qui se prostituent sur le Net de la région Midi-Pyrénées entre 2010 et 2013 dans le cadre de leur activité prostitutionnelle, ce qui signifie que nous n'avons pas pris en compte les violences conjugales⁷⁷. Nous les avons ensuite classées dans un tableau (voir tableau ci-dessous). Ces données sont illustrées par des extraits d'entretiens et témoignages de femmes qui se prostituent sur le Net et

76 Pour l'année 2013, les violences et les discriminations sont les problématiques les plus souvent abordées par les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet lors des entretiens menés par l'association Grisélidis (65,5 % des entretiens abordent la question des violences - RA Association Grisélidis 2013 – p.119).

77 À Grisélidis, l'équipe de terrain accompagne régulièrement des femmes victimes de violences conjugales. En 2012, l'équipe a ainsi accompagné 7 femmes. Elle travaille en partenariat avec d'autres structures de la région telles que : Olympe de Gouge, l'APIAF, etc.

des personnes ressources que nous avons interrogées, offrant ainsi une vision plus globale – bien que non exhaustive - des violences dont sont victimes les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en Midi-Pyrénées.

Type de violences subies par les femmes qui se prostituent sur le Net de la région Midi-Pyrénées entre 2010 et 2013 dans le cadre de leur activité prostitutionnelle, par les salarié-e-s de Grisélidis (« suivis violences »)
Exploitation et faits de proxénétisme
Traite en vue de la prostitution
Confiscation des papiers d'identité (par proxénète)
Escroquerie / vol d'argent et/ou de biens (par clients, ex-conjoint, colocataire)
Escroquerie / abus des administrateurs et <i>webmasters</i> de sites d'annonces de prestations sexuelles tarifées (tarifs exorbitants, retrait ou non publication des annonces malgré paiement, fausses EV, etc)
Escroquerie / abus de professionnel-le-s de santé (augmentation du prix de la consultation médicale)
Escroquerie / abus de personnels hôteliers (augmentation du prix de location de la chambre d'hôtel) et/ou des propriétaires de logements privés (augmentation du prix du loyer)
Violences sexuelles
Viols (clients)
Conditions de la prestation non respectées - rapports non-protégés (clients, webmasters/administrateurs de site d'annonces, photographes, etc)
Chantage pour des rapports gratuits
Chantage pour des rapports non-protégés
Violences institutionnelles et/ou exercées par une personne d'autorité
Violences policières (xénophobie, jugements, propos dégradants, refus de plainte)
Violences des magistrats (propos dégradants, requalification des délits)
Violences des professionnel-le-s de santé (jugements, propos dégradants)
Violences des travailleurs sociaux (jugements, propos dégradants)
Violences des propriétaires de logement, bailleurs sociaux (menaces / perte de logement, expulsion)
Violences psychologiques (exercées principalement via les TIC)
Harcèlement moral (clients, ex-conjoints)
Jugements / insultes (clients, ex-conjoints, internautes, autres femmes qui se prostituent)
Rupture anonymat / révélation de l'activité prostitutionnelle à l'entourage - chantage
Rupture anonymat / révélation de l'activité prostitutionnelle à diverses institutions (CAF, Pôle Emploi, fisc, etc) - chantage
Rupture anonymat / révélation de l'activité prostitutionnelle au milieu professionnel (employeur d'une activité salariée déclarée) - chantage
Usurpation d'identité numérique (cracking de la boîte mails, compte « escorte » ou « masseuse, vol de photographies, fausses E.V, etc)
Autres violences / discriminations
Situation irrégulière sur le territoire nationale

Une stigmatisation et un mépris généralisé à l'égard des femmes qui se prostituent

Dans les témoignages des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet que nous avons interrogées, la violence qui revient le plus souvent est le **mépris** et la **stigmatisation** que les « autres » personnes (proches, institutions, professionnel-le-s du médico-social, policiers, magistrats, société d'une manière générale, etc), leur renvoient lorsque celles-ci apprennent (ou soupçonnent) leur activité prostitutionnelle. « Avec le temps » et « l'habitude », un certain nombre de nos enquêtées et femmes suivies à l'association Grisélidis avouent, pour reprendre les mots de l'une d'entre elles, « s'être blindée[s] pour encaisser les phrases assassines ». Beaucoup ont intériorisé le « stigmaté de pute »⁷⁸ et les violences qui en découlent. Ainsi, Maria – 36 ans, prostituée dans la rue depuis 12 ans et masseuse depuis 2 mois à Toulouse – explique :

« [...] Les regards insistants, les p'tites phrases de rien ou les grosses blagues sur ton corps, sur comment je suis habillée, comment je marche, comment je suis... Même quand je travaille pas hein ! Là je te parle de comment ça se passe dans la vie de tous les jours, pas quand je suis dans la rue ou... [...] Bon, je suis habituée maintenant ! Ça me fait plus rien ! [...] **Dès que les gens savent que tu es prostituée ils se permettent des choses ! Voilà, c'est comme ça... T'y peux rien...** Je sais pas, c'est comme si tu devenais, comme si t'étais pas une femme comme... [...] Alors ça dépend, pour certains tu deviens une merde ! Si j'te jure, avec ma famille ça a été ça ! Le déshonneur total... (sourire) [...] Pour d'autres gens tu deviens la grosse salope de service, la fille à qui tu peux tout faire, une fille facile en fait ! Donc ils se permettent des trucs... [...] Pour les femmes c'est drôle, j'ai remarqué que souvent tu deviens une rivale pour elles, comme une ennemie ! Elles pensent que dès qu'elles ont le dos tourné tu vas sauter leur mari ! (rire) J'te jure c'est ça ! Moi y'a plusieurs amies femmes que je vois plus à cause de ça ! Elles craignent pour leur mari [...] Mais oui c'est bien connu je suis la salope de service, on peut pas me faire confiance ! [...] Ah oui, y'a ça aussi, tu deviens quelqu'un de pas fiable, de pas réglo, de pas de confiance tu vois... Y'en a aussi qui pensent que tu te drogues, ça y'a le gros délire avec la drogue ! Bah oui, tu peux pas faire ça [se prostituer] comme ça ! [à jeun, sans être droguée] [...] Le pire je crois c'est quand tu vas voir une AS [assistante sociale] ou un truc comme ça, que t'as une question qui te prends la tête pour je sais pas, ton appart', ton gosse, ou n'importe quoi et que... Et que le nana en face [travailleur-euses sociales] te fait bien comprendre que si t'en es là c'est bien de ta faute, parce que ouais, tu mérites pas d'aide parce que t'es sale ! **Oui c'est ça, quand t'es une pute, t'es sale... et ça oh là là, j'te jure, on me l'a fait comprendre plus d'une fois ! Mais bon, c'est comme ça... ».**

Malgré sa désinvolture et le fait de « s'être habituée », Maria demeure affectée par les multiples attitudes et jugements liés à son activité prostitutionnelle. À terme, ces violences ont un

⁷⁸ PHETERSON Gail, *Le prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan, 2001.

impact sur l'estime de soi et donc sur la santé de ces femmes. Plusieurs d'entre elles nous rapportent également que le fait d'exercer une pratique stigmatisée favorise leur isolement et les rend plus « vulnérables » face aux institutions, services sociaux et potentiels agresseurs. À ce propos, le témoignage de Nadia – 40 ans, masseuse depuis 6 ans et demi dans le Tarn-et-Garonne – est éloquent :

*« Très peu de personnes sont au courant de mon activité [de masseuse] [...] Au début, je tenais vraiment à tout prix que ça reste secret parce qu'il fallait pas... Parce que, comme je t'ai expliqué tout à l'heure, je faisais ça en attendant de divorcer, il me fallait un minimum d'argent, une sécurité pour quitter mon mari et pouvoir m'occuper bien de mes enfants et de mon père [ce-dernier habite chez elle et est à sa charge]... Parce que je voulais absolument la garde de mes petits, lui [son mari] s'en occupait jamais mais avec son avocat ils ont tout fait pour me mettre des bâtons, m'empêcher... Donc pour moi c'était la solution [...]. **J'étais pas très fière de mentir, tout ça, ça me demandait beaucoup, beaucoup d'énergie, je dormais pas bien, j'avais peur qu'il [son mari] découvre, que... Ou qu'on me dénonce !** Tu sais jamais, un voisin, un client, je sais pas... ça c'était ce qui me coûtait le plus à cette époque ! Mais il fallait absolument que je tienne bon sinon il s'en serait servi contre moi pour le divorce, c'est sûr, il m'aurait pas loupée... déjà qu'il a essayé les pires choses, bon... et puis c'est sûr, **je suis sûre que la juge aurait suivi parce que ça c'est clair pour tout le monde, on peut pas être une bonne mère et se prostituer !** [...] Après [le divorce] je l'ai dit à quelques amies, enfin pas comme ça directement parce que je sais que personne, personne dans mes amies n'allait comprendre pourquoi... [...] Un jour on a parlé de la prostitution par hasard, je sais plus vraiment comment ni pourquoi, avec elles [ses amies] et j'ai vu leurs réactions, c'était pas joli, joli... [...] Y'en a deux qui savent, et depuis y'en a une qui me parle plus... Je ne suis plus fréquentable sans doute ! (rires) Non, je sais pas, enfin... elle ne me parle plus depuis ce jour-là... L'avantage c'est que **ça permet de faire le tri dans les amitiés ! (rires) Mais moi aussi maintenant je suis plus sauvage**, je suis plus... Comme on dit, j'ai pas envie qu'on me poignarde dans le dos alors **je suis prudente** [...] L'autre [amie] bon, elle est assez occupée avec ses enfants mais elle sait, mais on n'en parle pas, c'est... On parle d'autre chose mais là-dessus c'est silence radio ! (sourire) Bon... je lui en veux pas même si parfois **j'aimerais bien pouvoir en parler librement, simplement comme ça, sans jugement avec quelqu'un** [...] Sinon y'a mon aîné qui est au courant [...] Je lui ai dit y'a pas très longtemps parce qu'il se doutait de quelque chose [...] Il sait bien que c'est pas avec ma paie de nounou que je peux entretenir comme ça la maison et que je paye son appart' [son fils est parti faire des études supérieures à Lyon] [...] Et puis j'ai pas envie de mentir à mes enfants... Il m'a posé des questions, j'ai répondu. Je crois qu'il a compris que... Il est très mature [...] Il se sentait un peu coupable, il m'a dit que c'était à cause d'eux [lui et ses frères et sœurs] mais je lui ai dit non ! [...] Pour l'instant je lui ai dit qu'à lui, mes autres enfants sont trop petits [...] Je sais qu'il va garder le secret, ça me gêne de lui imposer ça aussi, mais **j'ai pas envie qu'on me prenne mes gosses ! Tu sais jamais avec les services sociaux !** [...] Une fois, j'ai été suivi par une **assistante sociale du collège** de ma troisième [fille] pour une histoire d'aide pour payer la cantine, et là, bon... Je te passe les détails mais la dame a été très, très, je sais pas comment dire... Elle m'a*

*carrément dit que si je galérais financièrement j'avais qu'à pas dépenser à acheter un camping-car ! [...] Que si je galérais vraiment à payer la cantine, bah j'avais qu'à pas partir en vacances et du coup c'était un peu louche mon train de vie... [...] **Quand tu fais une activité illégale**, enfin pas illégale pour la loi, parce que moi je suis réglo [...], mais c'est illégale **pour les gens, ça te rend vulnérable, tu sais qu'on peut t'attaquer là-dessus, t'es une proie pour les jaloux, les malveillants... alors moi je reste tranquille et voilà... ».***

Dans ce contexte, beaucoup de femmes préfèrent « garder le secret » sur leur activité prostitutionnelle de crainte d'être « mises au ban », rejetées par leurs proches et « soupçonnées [de mauvaises actions] » par les institutions et services sociaux. Or, cette « obligation » de taire une partie de leur vie les encombre d'une charge mentale supplémentaire et a des conséquences sur l'exercice de leurs droits – en cas de violences notamment – ainsi que sur leur santé. Effectivement, en cas de violences (menaces, insultes, harcèlement, agressions, coups, vol, viol, etc) peu de femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet osent porter plainte contre leurs agresseurs⁷⁹. Elles sont condamnées à rester muettes et à intérioriser ces violences comme « des risques du métier ». D'ailleurs, si plusieurs de nos enquêtées ont été victimes de violences dans le cadre de leur activité prostitutionnelle, aucune ne s'est tournée vers les services de police et/ou de justice. Cette omerta participe à créer chez les agresseurs (clients, ex-conjoint, etc) un sentiment d'impunité et de toute-puissance sur ces femmes. Pour illustration, voici l'extrait d'un témoignage, envoyé à l'association Grisélidis, d'une escorte toulousaine victime d'un viol :

*« J'ai été violé il y a trois jours par un client habitué [...] Je me suis nettoyée, rhabillée et j'ai quitté la chambre [d'hôtel] avant lui qui fumait comme si de rien n'était à la fenêtre. Je me suis réfugiée dans ma voiture, choquée, et je suis restée deux heures à attendre sans voir le temps passer. J'ai beaucoup pleuré (même si je sais que certains souriront) mais il fallait que j'évacue. J'ai ensuite repris mes esprits et j'ai été à la pharmacie acheter une pilule d'urgence. [...] Je ne sais pas quoi faire maintenant, j'arrête pas de penser à ça, je me demande où j'ai fait l'erreur d'accepter ce client parce que je pensais bien le connaître (c'était la 4ème fois qu'on se voyait). **Je n'ai pas porter plainte, je me suis dit que le mec dirait que je suis une pute et qu'on me prendrait pas au sérieux et qu'au final j'aurais plus d'ennuis que mon violeur.** C'est là que j'ai compris que c'est facile pour eux, s'ils veulent violer une femme en toute impunité, nous [les femmes qui se prostituent] sommes toutes désignées ! [...] Les gens disent très facilement de porter plainte mais personne ne se met deux secondes à ma place. **Dire à des gens qui me jugeront que je suis prostituée, le risque que les services sociaux soient avertis (on ne sait jamais un fonctionnaire bien pensant qui fait du zèle), on me prendrait mes enfants et on pourrait inquiéter mon mari qui n'a***

79 Ce constat est partagé par l'équipe de Grisélidis, Maître Anne-Marie Ville le Capitaine Miette de la BRP de Toulouse. L'ensemble de ces acteurs déplorent le manque de confiance – justifié selon les salarié-e-s de Grisélidis et Maître Anne-Marie Villa - qu'ont les femmes se prostituant dans le système pénal et judiciaire.

rien à voir dans l'histoire ! Ce qui signifie que ce connard m'aura violée, et que par ricochet il aura en plus foutu tout ma vie en l'air ! [...] Je suis écœurée. Je sais que je vais m'en remettre (je suis entourée), mais au fond de moi c'est difficile à digérer. Je me sens pas super bien... Si vous avez des idées de recours... »

Précisons que ces situations de violences sont renforcées et alimentées par la criminalisation du travail du sexe, qui loin de protéger les victimes, les pousse davantage à la clandestinité et à l'isolement. Nous reviendrons sur ce dernier dans le paragraphe intitulé « criminalisation et stigmatisation du travail du sexe » pp. 109-111.

Traite en vue de la prostitution et faits de proxénétisme

Avant d'entrer dans le détail des constats sur la traite en vue de la prostitution, il convient de souligner que, contrairement aux autres violences, nous n'avons pas de témoignages de victimes.

Le premier constat qui nous a frappé lorsque nous avons abordé la notion de **traite en vue de la prostitution** avec les personnes ressources interrogées, est que celle-ci est extrêmement difficile à cerner. En effet, chacun-e semble lui accorder une interprétation propre, et finalement peu maîtrisent ses implications juridiques. D'ailleurs, une majorité de personnes parle plutôt de « *traite des êtres humains* », expression qui selon Johanne Vernier – juriste spécialisée dans la défense des droits de l'Homme - « n'a de sens, ni en droit international, ni en droit français »⁸⁰. Aussi, faut-il être attentif aux réalités que renvoie cette notion de « traite » dans la bouche de nos interlocuteur-trices (police, magistrats, personnels associatifs, féministes abolitionnistes, etc).

Selon l'article 225-4-1 du Code Pénal, la traite en vue de la prostitution correspond au fait « de quelque manière que ce soit », « d'embaucher, de transporter, d'héberger ou d'accueillir une personne en vue de prostitution ». Contrairement au sens commun, la notion juridique de la traite en vue de la prostitution n'implique donc pas forcément :

- la contrainte / le non-consentement des personnes⁸¹
- le recours à des violences physiques et/ou psychologiques
- des déplacements (migrations) transnationales⁸²
- une organisation (réseau) de grande ampleur⁸³

80 VERNIER Johanne. *La traite et l'exploitation des êtres humains en France*. Études de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, La documentation française, Paris, 2010, p.19

81 En effet, la notion de « contrainte » est totalement absente de la définition juridique de la traite en vue de la prostitution.

82 La traite en vue de la prostitution peut prendre place sur un territoire plus restreint : déplacement / migration inter-régionales par exemple.

83 Les situations de traite en vue de la prostitution ne peuvent se passer qu'entre 2 personnes.

En revanche, celle-ci implique un certain nombre de droits (que n'implique pas le proxénétisme de contrainte) tel que l'accès au dispositif « Ac.Sé » – (Cf : article 316.1 du Code Pénal). Les droits pour les victimes de la traite en vue de la prostitution sont toutefois restreints et leur application demeure discrétionnaire.

D'après les services de police interrogés, les situations de traite en vue de la prostitution seraient « rares » concernant la prostitution en ligne présente en Midi-Pyrénées. Selon la BVP de Toulouse « *mis à part les roumaines, la majorité des prostituées sur le Net qu'on voit en Midi-Py[rénées] sont indépendantes [...]* ». Toujours selon la police, les prostituées dans la rue travaillant dans les principales agglomérations de la région seraient en revanche « *davantage victimes de réseaux [de prostitution] que les prostituées sur le Net* », c'est pourquoi la BVP et la BRP concentrent leurs enquêtes et effectifs principalement sur ces femmes. De plus, le Capitaine Miette pointe du doigt les multiples difficultés que son équipe rencontre à travailler sur la cyber-prostitution. Il explique :

« *[la prostitution via Internet] c'est une **prostitution très mobile**, très rapide, et **les moyens de la police sont insuffisants**. Les dispositifs pour lutter contre les délinquants et donc pour protéger les victimes sont lourds et bureaucratiques [...] à cause de ça, y'a sans doute beaucoup d'affaires qui nous échappent ! [...] **Les réseaux amateurs**, les entreprises familiales dont je vous parlais tout à l'heure [(ndlr) un homme, citoyen roumain qui gère les annonces de 2 ou 3 femmes roumaines également], **sans grande ampleur sont les plus faciles à repérer donc c'est souvent sur eux qu'on tombe [...]**. La prostitution via Internet s'organise sur **un territoire qui dépasse les frontières nationales**. Or dès que l'on sort du territoire national, **la législation et les manières de travailler de la police sont différentes**. Il n'y a **pas d'harmonisation des législations**. Certains pays coopèrent plus que d'autres. Les pays de l'est de l'Europe sont très très coopératifs... Avec la Roumanie, la Bulgarie, on peut travailler main dans la main avec eux. [...] De leur côté, ils [Roumanie et Bulgarie] ont envie vraiment de rentrer dans l'Union Européenne et ont des subventions pour lutter contre la traite donc s'il y a une affaire, ils sautent dessus ! [...] L'Espagne ou l'Angleterre par exemple, c'est très compliqué de travailler ensemble, c'est quasiment verrouillé [...] Et puis je vous parle même pas des pays africains, parce qu'alors là, c'est le chaos total ! [...] Au niveau des moyens... bon... Il existe les cyber-policiers qui sont spécialement formés aux TIC, mais principalement pour les réseaux de pédophilie. Ici [dans son service – BRP - SRPJ de Toulouse] **on n'a pas de cyber-policiers !** On est que 4 pour tout le territoire ! **Nos moyens sont plus que réduits !** [...] Les gouvernements, de droite comme de gauche font des annonces sur la prostitution, sur la traite, sur les réseaux, mais c'est l'effet d'annonce ! Concrètement ils ne mettent pas de moyens réels pour intervenir ».*

À travers cet extrait d'entretien, nous comprenons que pour les services de police interrogés,

la définition de la traite en vue de la prostitution se confond avec celle du sens commun et non avec sa définition juridique. Pour la BVP et la BRP de Toulouse, la traite en vue de la prostitution concernerait principalement (pour ne pas dire exclusivement) des femmes qui se prostituent de rue, non françaises, principalement roumaines, bulgares et africaines et contraintes par la force – violences physiques sinon psychologiques – de se prostituer.

Cet entretien souligne également les difficultés que rencontrent les services de police pour lutter contre la traite en vue de la prostitution (arrêter les exploités) en place sur la Toile et protéger les femmes victimes :

- moyens et effectifs insuffisants
- manque de formation des effectifs, notamment sur les TIC
- prostitution très mobile et invisible (réalités virtuelles, médium Internet)
- pas harmonisation des législations en matière de prostitution à l'échelle internationale
- difficile coopération avec les services de police étrangers

Nous nous posons alors la question de la réelle volonté des pouvoirs publics à lutter contre ce qu'ils appellent pourtant « un véritable fléau ». Mettent-ils les moyens suffisants ? Adoptent-ils les stratégies et méthodes les plus adaptées ? etc

De son côté, Maître Anne-Marie Villa nous confit que les dispositions relatives au proxénétisme demeurent davantage appliquées que celles relatives à la traite en vue de la prostitution, car les premières seraient « moins exigeantes en matière de preuve » et permettraient de « clore les enquêtes plus rapidement ». À ce propos, la magistrate critique « la politique du chiffre » qui selon elle empêcherait l'application « d'une justice de qualité, au service des citoyens et citoyennes ». Elle précise que la notion de traite implique un certain nombre de droits pour les victimes (régularisation notamment). Or, le système judiciaire et pénal semble peu disposer à favoriser ces situations, comme le souligne par exemple cet extrait d'entretien auprès du chef de groupe de la BRP du SRPJ de Toulouse :

- Capitaine Miette : « Mon travail c'est aussi déceler parfois la vraie plainte de la fausse plainte.
- Chercheuse : *C'est quoi une fausse plainte ?*
- *La fausse plainte, c'est lorsque que les femmes [prostituées] arrivent en fin de droits, elles dénoncent un mac' [proxénète] et espèrent que cela va régulariser leur situation administrative ».*

Concernant **les interpellations et condamnations de proxénétisme**, ceux-ci semblent plus

fréquents, d'une part parce qu'ils exigent moins de preuves (*ndlr* Maître Anne-Marie Villa), et d'autre part parce que les dispositions relatives à cette notion permettent de sanctionner, non seulement l'exploitation de la prostitution d'autrui, mais aussi tout autre comportement qui aurait pour résultat de faciliter ou d'encourager la prostitution⁸⁴.

La notion juridique du proxénétisme recouvre en effet diverses réalités. C'est pourquoi Johanne Vernier précise qu'il serait plus juste de parler « des proxénétismes »⁸⁵. Elle explique : « La répression du proxénétisme couvre une grande variété de comportements liés à l'exercice de la prostitution (Code pénal, article 225-5 et suivants) :

- le « proxénète-complice » aide autrui à se prostituer, même sans en tirer profit ;
- le « proxénète-receleur » tire un profit quelconque de la prostitution d'autrui ;
- et le « proxénète-exploiteur » contraint autrui à se prostituer ou à continuer de le faire, qu'il en tire profit ou pas.

Il ne s'agit donc pas seulement de punir les atteintes portées à la liberté sexuelle, mais aussi d'entraver l'exercice de la prostitution, quitte à sanctionner les personnes prostituées elles-mêmes (aidant par exemple leurs pairs) ou leurs proches (sans ressources) ».

Au regard de cette définition (et contrairement à celle relayée par le sens commun ; définition largement fantasmée et éloignée de ses implications juridiques) nous comprenons que les faits de proxénétisme n'impliquent pas forcément :

- la contrainte / le non-consentement des personnes (excepté le proxénétisme de contrainte)
- le recours à des violences physiques et/ou psychologiques⁸⁶.

D'ailleurs, comme nous l'explique Maître Anne-Marie Villa, c'est principalement dans le cas de situations qui « facilitent ou encouragent la prostitution » (proxénétisme d'aide et de soutien et proxénétisme hôtelier) que le proxénétisme est appréhendé (bien plus que dans l'optique qui vise à sanctionner l'exploitation de la prostitution d'autrui – proxénétisme de contrainte) . Elle explique :

*« Le proxénétisme c'est quoi ? C'est d'une part l'exploitation, mais ça, bon c'est compliqué et les policiers et magistrats, tout professionnels qu'ils sont, veulent pas se casser trop la tête... Non, les affaires de proxénétisme aujourd'hui c'est principalement porter assistance ou profiter de la prostitution d'autrui. **Dans ce contexte, la plupart des personnes en contact avec une personne se prostituant ou en passe de le faire, ou bien toute personne qui facilite l'entrée ou le déroulement de l'activité prostitutionnelle, peut être inquiétée [considérée comme proxénète]. Ça veut dire que même des membres de la famille de la personne prostituée, son***

84 VERNIER Johanne (2010). p.67

85 VERNIER Johanne (2010). p.67

86 En effet, les contraintes et violences ont lieu dans les situations de « proxénétisme de contrainte », et également dans les cas où le « proxénète-receleur » escroque les femmes qui se prostituent (extorsion d'argent), mais pas pour l'ensemble des interpellations et condamnations pour des faits de proxénétisme.

*mari, ses enfants majeurs, ses parents, du moment que les revenus de la prostitution aident à payer le loyer ou la baguette de pain, c'est du proxénétisme. Le propriétaire du logement où habite la prostituée aussi peut être inquiété... **En fait, toutes les personnes de l'entourage de la personne prostituée, même si celle-ci n'est pas victime, au sens qu'elle n'est pas forcée de se prostituer, que c'est elle qui organise son activité, qu'elle n'a pas été recrutée, déplacée, battue ou que sais-je, et bien ils peuvent être considérés comme proxénète** ».*

La magistrate complète son argumentaire en nous exposant une récente affaire de proxénétisme concernant deux femmes brésiliennes et pour laquelle elle était l'avocate de l'accusée :

*« Donc c'était deux brésiliennes, deux copines. Une avait acheté deux [téléphones] portables et un ordinateur et c'est elle aussi qui avait écrit leurs annonces sur un site de petites annonces. Elles travaillaient toutes les deux dans un appart' loué au nom de cette même fille, toujours la même. **Et comme dans nos affaires il faut une victime et un proxénète, et bien c'est celle qui parlait pas bien français qui a été considérée comme victime, et celle qui parlait bien français qui était le proxénète de l'autre [...]** Celle qui parlait bien français c'est évidemment elle qui s'est chargée de l'achat des portables, du dépôt des annonces, tout ça, et oui ! C'est normal puisqu'elle parlait français et pas l'autre ! **Et donc elle est devenue, aux yeux de la loi, proxénète de l'autre** puisqu'elle l'avait aidée dans les démarches, donc proxénétisme d'aide et d'assistantat ! **Alors qu'elle ne lui avait jamais pris d'argent, qu'elle n'a pas tiré profit de la prostitution de l'autre et que sa copine disait qu'elle n'était pas victime ! C'est le monde à l'envers ! [...]** Pour moi, cette femme est victime de l'hypocrisie de la législation ».*

Notre enquête démontre que les femmes qui se prostituent vivent comme une violence le fait que cette législation spécifique entraîne des discriminations dans leur vie quotidienne et peut favoriser les situations de violence à leur égard. Pour illustrer ces propos, voici deux extraits de témoignages et un extrait de suivi de femmes qui se prostituent de la région (témoignages – mail, mp et appel téléphonique – reçus à l'association Grisélidis) :

Marielle – escorte toulousaine :

*« Je suis propriétaire de mon appartement (celui dans lequel je bosse [activité prostitutionnelle]) et je me suis déclarée depuis peu [profession libérale] pour avoir un statut qui me permette d'être « tranquille » [...]. Avec une copine, escorte déclarée elle-aussi, on voudrait passer en co-propriété pour ne pas bosser seule, partager les frais (EDF, eau, etc) et se sentir plus en sécurité (en effet, je bosse avec la boule au ventre suite à mon agression de l'an dernier... On s'est dit qu'à deux, on a moins de chance de se faire agresser, ou en tout cas que ça dissuade plus les gars de nous voler, de négocier, de se prendre pour les rois du monde ;-)). Bref, l'idée serait que cette collègue rachète la moitié de mon appartement, devant notaire bien sûr et qu'ensuite ça soit notre lieu de travail à toutes les deux. **Or si j'ai bien tout compris à ce qu'il y a d'écrit sur votre site [site Internet de l'association Grisélidis, onglet « droit et législation »] c'est illégal de s'associer avec une collègue ? C'est bien ça ? Mais qu'est-ce qu'on risque concrètement ? Parce que je ne comprends***

pas trop, la prostitution n'est pas interdite en France, et dans notre cas il ne s'agit pas de s'associer pour se prostituer, mais d'acheter un bien en commun pour travailler chacune de notre côté en toute tranquillité ? Merci de votre réponse [...] ».

Lauréna - masseuse tarnaise :

« Bonjour, il m'arrive un souci avec le syndic de mon immeuble. Je suis masseuse et je loue un petit appartement depuis 4 ans au même endroit. Mon propriétaire m'a informé qu'il a reçu un RAR [lettre recommandée avec accusé de réception] du syndic disant qu'il y a des plaintes car je reçois « différents messieurs, de jour comme de nuit » ce qui est faux car je ne reçois [des clients] qu'en journée ! Et le soir je ne reçois que rarement des amis, je suis plutôt casanière donc je ne dérange absolument pas les voisins ! Il [son propriétaire] me dit que si je ne cesse pas immédiatement mes activités [prostitutionnelles] **il serait contraint de porter plainte au commissariat, et donc que je serais expulsée de mon logement (qui est aussi mon logement d'habitation)**. Je me suis heureusement déclarée depuis peu et je n'ai rien à me reprocher mais cela m'ennuie et depuis quelques jours je n'ai pas osé travailler... La prostitution c'est mon travail, je n'ai pas d'autres revenus et si ça continue comme ça je ne pourrai plus payer mon loyer, ni même manger, **je vais me retrouver à la rue...** Je voulais savoir : ont-ils le droit de m'empêcher de recevoir qui je veux en journée ? Merci de m'avoir lue. »

V* – masseuse toulousaine :

« Appel téléphonique - Contexte : V* (masseuse non déclarée, annonce explicite) nous contacte suite à une interpellation et GAV [garde-à-vue] suite à une dénonciation de son activité de masseuse par lettre anonyme (elle soupçonne son ex-mari). Lors de la GAV : saisie de l'ordinateur + perquisition + empreintes (remise PV [procès-verbal] ?). Date de la GAV : X/X/2011.

Sa demande : depuis sa GAV (il y a une semaine) V* est très angoissée. Les policiers lui ont dit « qu'ils la recontacteraient très prochainement » mais V* n'a pas de nouvelles. **Elle est inquiète : 1) pour son conjoint** (union libre, vivent ensemble) qui est actuellement en recherche d'emploi et qui vit principalement des revenus issus de la prostitution. Elle nous dit **qu'elle craint qu'il ne soit inquieté pour proxénétisme « alors qu'il n'y est pour rien »**. Il est au courant de son activité de masseuse, n'est « pas vraiment d'accord » mais V* nous dit que c'est « son choix à elle et qu'il accepte ». V* se prostituait avant d'être en couple avec lui.

2) pour son fils (5 ans, vit avec elle et son conjoint actuel). Le père de l'enfant est son ex-mari. **Elle craint que son fils ne lui soit retiré suite à cette GAV**. Elle craint que son ex-mari ait envoyé une lettre de dénonciation aux services sociaux.

3) V* n'est pas déclarée. Ne sait pas si elle peut être inquiétée.

[...]

Faits de proxénétisme au regard du législateur, escroqueries et abus selon les femmes qui se prostituent sur le Net – Des situations de violences difficiles à définir

Plusieurs femmes qui se prostituent sur le Net de la région nous rapportent que certains administrateurs de sites d'annonces, webmasters et photographes chargés de réaliser leur book

« *abusent* » régulièrement d'elles. Selon la législation française, ces acteurs sont à la fois :

- « proxénètes-complices » puisqu'ils aident la prostitution d'autrui (création d'espaces web – sites d'annonces, blogs/sites personnels, etc – pour rendre visible l'offre et la demande de rapports sexuels tarifés ; réalisation de photographies (*book*) des femmes qui se prostituent pour compléter les annonces - « vitrine des femmes qui se prostituent »),
- et « proxénètes-receleurs » puisqu'ils en tirent profit (tous les services proposés – dépôt des annonces, création de site/blog, réalisation du *book*, etc - sont payants).

Pour autant, ces acteurs sont rarement inquiétés par la justice (voir en encadré ci-après l'article de presse à propos du site « Escort-annonce.com »). La plupart des administrateurs de sites d'annonces hébergent en effet leur site à l'étranger, dans des pays où la législation est favorable à de telles entreprises. Avec Internet, nous comprenons qu'il est relativement aisé de contourner les lois en matière de proxénétisme.

L'affaire « Escort-annonce.com » - Annuaire d'annonces d'escortes dont le gérant a été condamné par le Tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand pour proxénétisme aggravé le 12 octobre 2011

« Internet, le nouveau terrain de chasse des call-girls »

Par Laurent Chabrun, publié le 11/02/2012 à 19:00

Source : http://www.lexpress.fr/actualite/societe/internet-le-nouveau-terrain-de-chasse-des-call-girls_1080322.html

C'est en 2009 que débutent modestement les investigations, après la plainte déposée à Clermont-Ferrand par une organisation auvergnate de défense de la famille, outrée qu'en quelques clics de souris on puisse accéder au commerce du sexe aussi crûment exposé. En surfant à leur tour, les policiers découvrent rapidement que plusieurs centaines de jeunes femmes, mais aussi des hommes et des transsexuels (transidentitaires), proposent en ligne leurs services intimes contre rémunération.

Certaines ont déjà un métier, mais se prostituent pour résoudre leurs difficultés financières

La plupart des "escort girls" sont des Françaises. Bon nombre de ces dernières ne sont d'ailleurs pas des "professionnelles", remarquent les hommes de la PJ. Certaines des filles identifiées ont déjà un métier, mais ont choisi de se prostituer pour résoudre leurs difficultés financières. Le site affiche également des offres d'étrangères, roumaines ou brésiliennes, annonçant leur passage en France pour quelques semaines ou quelques mois à l'occasion d'un "sex tour" - la nouvelle vogue en matière de prostitution de luxe - qui va les conduire à travers toute l'Europe.

Comment ces "escort girls" s'inscrivaient-elles sur ce catalogue du sexe?

Le contact, répandu par le bouche-à-oreille, s'établissait grâce à un jeune Parisien, domicilié dans le très chic XVI^e arrondissement. Jordan N..., passionné d'informatique, proposait, en échange d'espèces

sonnantes et trébuchantes, de créer les pages personnelles qui pouvaient, ensuite, être présentées sur le site. Un photographe avec lequel il était en relation organisait, contre rétribution, des séances photo destinées à "enrichir" le contenu de l'offre. "Alessia", l'une des filles entendues par la police, a ainsi versé 1200 euros aux deux compères. L'investissement ne s'arrêtait pas là, car les postulantes devaient alors régler des frais d'inscription dont le montant était variable selon l'emplacement choisi sur le site. Les filles qui désiraient simplement s'afficher devaient régler une cotisation de 250 euros mensuels. Pour 270 euros, et l'abonnement dit "privilège", les patrons du réseau garantissaient, en outre, le blocage des éventuels commentaires défavorables laissés en ligne par les clients. Enfin, pour 350 euros, les plus motivées pouvaient apparaître comme "la copine du mois" et figurer en tête de liste des annonces. Les amateurs devaient s'acquitter d'une sorte de droit d'entrée, un petit 10 euros. Pas question d'effrayer le chaland.

Les filles testées pour prouver leurs compétences

Pour régler leurs redevances, les candidates contactaient une adresse Internet appartenant à un certain "Karl". De son vrai nom Aldo I..., ce trentenaire était officiellement employé par une entreprise de transports de la banlieue parisienne, mais, plus officieusement, homme à tout faire et quelquefois homme de main du site Escort-annonce.com. Il lui arrivait de tester lui-même les filles afin de s'assurer - conscience professionnelle oblige - de la véracité des performances annoncées. Mikaela B..., qui s'était fait une spécialité des pratiques sado-maso, a ainsi dû démontrer ses compétences en ce domaine lors d'un rendez-vous que lui avait imposé l'intermédiaire... Celles qui avaient l'air de plaire à Aldo étaient dispensées de droits d'inscription et systématiquement placées dans le "top 10" du site. Les autres, les rebelles ou les mauvaises payeuses, voyaient disparaître leurs annonces.

Ce qu'ignoraient les cyber-prostituées c'est qu'Aldo, leur interlocuteur, n'était pas le véritable patron de ce business. Car, au-dessus de lui, dans la hiérarchie de cette entreprise de sexe en ligne, se trouvait Marek M..., un Slovaque dont les talents de programmeur avaient été mis à contribution pour créer le site Internet. L'homme avait configuré les différents logiciels permettant de faire fonctionner le portail et surveillait le serveur informatique caché à Bratislava, hors de portée de la police française. Lors de ses interrogatoires, ce "webmaster" a affirmé qu'il ignorait le caractère illégal de son activité. D'autant qu'il avait auparavant effectué ce même travail, disait-il, pour un site en Italie, où la police ne lui avait jamais causé d'ennuis...

Les comptes d'une Web-escort

Prix de la prestation: de 250 à 500 euros l'heure. 1 500 euros pour la soirée et la nuit.

Recettes mensuelles: de 5 000 à 10 000 euros.

Coût de la création d'un site avec photos réalisées par un professionnel: autour de 1 200 euros.

Cotisation mensuelle au site : de 300 à 800 euros (estimation effectuée à partir des témoignages recueillis).

C'est aussi ce qu'a soutenu, le cœur sur la main, David A..., suisse de nationalité et gérant de sociétés, spécialisé dans le commerce du sexe. Ce quadra est suspecté d'être la véritable tête pensante du réseau sur

Internet. Il dirige, par ailleurs, deux établissements "coquins", dont le bien nommé "Décadent", à Zurich, où des prostituées triées sur le volet donnent rendez-vous à des clients en mal de sensations. Mais la police genevoise le soupçonne d'être, en réalité, le relais d'une organisation criminelle internationale...

Si certaines des filles d'Escort-annonce.com, en situation irrégulière, ont été expulsées de France, l'immense majorité n'a pas eu à s'en expliquer devant la justice. Seuls comparaissent, désormais, les organisateurs de ce cyber-réseau; tous poursuivis pour proxénétisme. En revanche, les pages sur lesquelles les call-girls new look se dévoilaient ont été bannies du Web. En France, du moins. Car le site fonctionne encore dans 47 autres pays, dont la majorité européens. En toute légalité...

Ce que dénoncent les femmes qui se prostituent interrogées n'est pas le fait que ces acteurs (administrateurs, *webmasters* et photographes) organisent et tirent profit de leur prostitution, mais le fait que certains d'entre eux exigent des « *tarifs exorbitants* » pour le dépôt, le retrait ou la modification d'une annonce ou d'une EV sur un site d'annonces ; ou bien pour la création d'un site ou blog personnel d'escorte ou de masseuse⁸⁷ ; ou encore surfacturent des modifications / ajouts liés au site. Ces femmes ne considèrent pas ces acteurs comme des proxénètes, mais comme des escrocs. Selon elles, ces-derniers profitent de leur incompétence et surtout de leur méconnaissance en matière d'informatique pour les escroquer et exercer des violences (pressions financières et psychologiques). À ce propos, une escorte bordelaise rencontrée lors d'une précédente enquête explique :

« Y'a beaucoup, beaucoup de webmasters qui profitent des filles, en France surtout ! Moi je l'ai rencontré quand j'étais en Belgique, c'était un étudiant en informatique très sympa [...]. Pour 300 euros il m'a construit mon site et il m'a fait une partie administration donc j'ai accès à tout mon contenu et donc je peux changer comme je veux [...]. Je suis pas coincée parce qu'il y a beaucoup de filles, d'escortes, elles n'ont pas de partie administration, elles peuvent pas changer comme ça [...] Elles sont obligées de payer encore et encore pour des petits changements de n'importe quoi. Mais ça c'est typique des webmasters de la France de toute façon ! [...] Ils en profitent un maximum, te demandent un maximum pour un minimum de travail. Tu vois moi j'ai plusieurs copines [escortes] qui me disent « ah ben oui, j'aimerais bien changer mes prix, j'peux pas... Le webmaster il m'a demandé trop pour faire deux petits changements. Pourquoi tu lui demandes pas qu'il te fasse une partie administration ? Ben il m'a demandé 1000 euros ». Donc tu vois ici ils profitent... Y'en a aussi qui demandent un rendez-vous, que tu les payes en rendez-vous... Des fois ça peut être pratique mais je crois que y'en a qui abusent ».

Stéphanie - 36 ans, escorte depuis 3 ans et demi et résidant dans une commune des Hautes-Pyrénées - nous rapporte par exemple que son *webmaster* l'a menacée de fermer son site si

⁸⁷ Généralement, la création d'un site - achat du nom de domaine et construction de l'interface - coûte quelques centaines d'euros (celle d'un blog est moins chère).

elle refusait de le payer ou de lui offrir deux heures de rapports sexuels. Cette pratique, « être payé en nature », semble relativement fréquente du côté des *webmasters*, administrateurs de sites d'annonces et photographes désignés par ces mêmes sites ou « improvisés » (apprentis photographes, souvent clients). Plusieurs femmes qui se prostituent de la région confient que des photographes les ont menacées de diffuser leurs photographies et/ou de les utiliser à mauvais escient si elles n'accédaient pas à leurs exigences (rapports sexuels gratuits, non-protégés, argent, etc).

**Autres exemples rapportés par des femmes qui se prostituent sur le Net de Midi-Pyrénées
« d'abus » d'administrateurs de site d'annonces et de *webmasters***

Extrait d'un témoignage (mail) qu'une masseuse a envoyé à l'association Grisélidis : « *Bonjour, suite à une déconnexion brutale du site « Sex4ever » [site de PA], alors que le règlement de 450 euros de mon annonce pour 4 mois « a été effectué le 24 décembre » (j'ai le mail de confirmation), j'ai été déconnecté le 9 janvier sans aucune raison, ni réponse à mes nombreux messages, et aussi appels téléphoniques à l'administration [du site en question]. Je me tourne vers vous pour faire valoir mes droits ! Je veux récupérer mon argent ou re-publier mon annonce... Je ne sais pas vers qui me tourner. Merci ».*

Extrait d'un suivi d'une escorte de Haute-Garonne réalisé par l'association Grisélidis : « *Appel téléphonique - Contexte : A* (escorte déclarée, annonce + site explicite) nous contacte car elle a un problème avec la boîte de référencement (pays hébergeur ?) de son site Internet pro. Litige sur la date de résiliation du contrat : elle a souscrit le contrat avec un numéro de SIREN-APE qui n'est plus valable. La boîte n'a pas voulu annuler le contrat (débit de 1470 euros) et la menace de dénoncer son activité d'escorte à Pôle Emploi si elle ne leur verse pas 5000 euros [...]* »

Les femmes qui se prostituent sur le Net vivent comme une violence supplémentaire le fait qu'il n'y ait, selon elles, « pas de réponses satisfaisantes » à leurs requêtes. À nouveau, nombreuses sont celles qui se disent victimes de « l'absurdité des réponses juridiques » proposées en France.

Violences sexuelles

Sur les 94 « suivis violences » réalisés par l'association Grisélidis auprès des femmes qui se prostituent sur le Net de la région Midi-Pyrénées, 4 concernaient des viols. Ces 4 femmes ont été accompagnées par les salarié-e-s de l'association et toutes ont rencontré l'avocate de l'association. Pour autant, aucune d'entre elles n'a souhaité déposer plainte contre leurs agresseurs.

Selon Julie Sarrazin – directrice de l'association Grisélidis - « les violences sexuelles et les violences d'une manière générale à l'encontre des femmes qui se prostituent sont largement sous-estimées. Très, très peu déposent plainte ! [...] **Cela s'explique en partie par les difficultés rencontrées par celles qui en ont fait l'expérience** [du dépôt de plainte]. [...] Lorsque l'équipe propose un accompagnement pour un dépôt de plainte, il est fréquent que la personne nous réponde que « vu comme cela s'est passé pour une autre », bon, **elle ne croit pas avoir droit à la justice en France** [...] Nous regrettons aussi que les services qui mènent les poursuites en cas de violences soient les mêmes que ceux qui prennent en charge les délits de racolage. Je pense que si les interlocuteurs étaient distincts dans les cas de répression et dans les cas d'assistance, les dépôts de plainte en seraient facilités ».

L'association Grisélidis explique les blocages auxquels peuvent faire face les femmes qui veulent porter plainte pour violences – dont violences sexuelles - par⁸⁸ :

- Le manque d'entrain des services de police pour traiter ce type de délits/crimes et les pressions statistiques (objectifs - « rentabilité »)⁸⁹
- L'absence de récépissé et de copie de plainte, qui rend difficile l'accès au dossier pour les avocats et la possibilité de connaître l'avancement de l'enquête
- Les incompréhensions liées à la maîtrise de la langue et la méconnaissance du système judiciaire (frein linguistique et culturel)
- L'absence de consultation du fichier CANONGE
- Les confrontations (difficulté pour les victimes d'être assistées d'un avocat « commis d'office » alors que l'agresseur présumé en bénéficie systématiquement)
- Le classement sans suite des plaintes
- La requalification des délits (viol en agression sexuelle, tentative de meurtre en coups et blessures, comparution immédiate au lieu du procès d'assise, banalisation des violences au niveau de la justice – ex : médiation pénale, pas de mention sur le casier judiciaire de l'agresseur)
- L'acquittement d'agresseur (même quand il existait des éléments matériels)

À ces constats, nous pouvons ajouter :

88 Association GRISELIDIS. Rapport d'activité 2012 (p.74-75)

89 « Un frein important [dans le dépôt de plainte] vient des policiers, notamment à cause des statistiques qu'on leur demande [...] Il faut savoir que chaque plainte déposée rentre dans leurs statistiques, et ça donne, tant d'affaires enregistrées, tant d'affaires élucidées. Or il est souvent très difficile de retrouver les auteurs de violences contre les prostituées, parce que souvent, ce sont des anonymes. Donc quelque part on décourage les femmes de déposer plainte, qui plus est si elles sont étrangères ! Parce que sinon, les policiers risquent de ne pas rentrer dans leurs objectifs ». Extrait de l'entretien conduit auprès de Maître Anne-Marie Villa.

- L'intériorisation des violences par les femmes qui se prostituent (considérées comme « des risques du métier »)
- La peur de ne pas être crue (poids du stigmate de femme et de prostituée)
- La crainte de sortir de l'anonymat (dès lors qu'il y a dépôt de plainte, les femmes doivent donner leur véritable identité, et beaucoup craignent que leur activité prostitutionnelle, jusqu'alors secrète, ne soit découverte par leurs proches, etc)
- La crainte, pour les femmes qui sont en situation administratives irrégulières, d'être expulsées du territoire
- La craintes des représailles (par les amis/proches de l'agresseur ou de l'agresseur lui-même)
- L'absence de confiance dans le système pénal et judiciaire (sentiment d'être des « *citoyennes de seconde zone* », « *de ne pas être des femmes comme les autres* », etc)
- L'appréhension des démarches à entreprendre (« *parcours de la combattante : aller chez le légiste, subir des interrogatoires à répétition* », etc) et le temps / disponibilité que cela exige.

Parmi les violences sexuelles, nous avons également souhaité mettre en avant les **demandes de rapports sexuels gratuits** (ou réduction/remise sur le prix des prestations sexuelles) **et/ou non protégés ainsi que les demandes de pratiques sexuelles dites « taboues »** (non proposées dans le cadre de leur activité prostitutionnelle par les femmes qui se prostituent). D'après les dires de nos enquêtées, la répétition de ces demandes, tournant parfois à des situations de harcèlement, mais aussi le chantage et les menaces qui peuvent les accompagner sont relativement fréquentes.

D'après nos observations, si dans le cadre des échanges économique-sexuels tarifés via Internet les rapports oraux (fellations) sont loin d'être systématiquement protégés (non-usage du préservatif)⁹⁰, les pénétrations le sont quant à elles majoritairement. Pourtant, plusieurs femmes qui se prostituent sur le Net rapportent que, régulièrement, des clients leur demandent « d'oublier » le préservatif pour ce type de prestation sexuelle.

Dans la plupart des cas, les clients insistent pour avoir des pénétrations non protégées, « *quitte à payer plus cher* ». Dans ce contexte, où le rapport de domination par l'argent est exacerbé, nous pouvons penser que les femmes qui se prostituent qui se trouvent dans une situation financière précaire, difficile, seraient plus disposées à accéder à ces demandes (il en est de même pour les

90 Pour plus de détails, se référer aux résultats de notre précédente recherche : « Les rapports oraux non protégées, une norme dans les échanges économique-sexuels via Internet » - chap. 4, pp.141-145 In CLOUET Eva (2013), « Réalités et besoins des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en France métropolitaine », *Op.cit.*

pratiques sexuelles dites « taboues »).

Une autre situation, elle aussi relativement fréquente aux dires de nos enquêtées, est celle où les clients arrivent au rendez-vous tarifé munis de leurs résultats négatifs à un test de dépistage. À ce propos, Sylvie – 37 ans et escorte depuis 5 ans à Nice – raconte :

*« ça m'est arrivé oui d'avoir des propositions quand même... Pas souvent, mais oui, plusieurs fois des demandes de rapports [pénétrations] nature [sans préservatif]... avec, enfin les mecs [clients] ils m'amenaient un test quand même ! **Donc eux m'amenaient leur test, leur feuille avec tout écrit, ils me disaient t'as rien à craindre je suis négatif, je suis propre, je suis machin.** Mais moi je leur disais, j'amène pas de test moi ! Généralement bon, ça en reste là... [...] **Y'en a qui ont insisté, je te donne de l'argent en plus, et je disais, non mais non ! Même avec un billet. Pour leur faire peur je finissais par dire, mais qu'est-ce que tu crois, tu sais pas si moi je suis safe ? C'est dingue quand même ce que t'es obligé de dire pour que y'en a qui comprennent ! (soupir) Mais je suis sûre que des mecs comme ça ils essaient jusqu'à ce qu'une fille cède...** ».*

Cette situation révèle que les clients ne savent pas – ou feignent de ne pas savoir – que les résultats des tests de dépistage renseignent sur le statut sérologique des personnes aux alentours de 3 mois avant la date du test.

Toujours dans le même registre, certains clients justifient leur demande de pénétration non protégée auprès des femmes qui se prostituent par un statut particulier – profession, père de famille, etc – qui selon eux les protège, les immunise des IST et du VIH. Ainsi, Stéphanie – escorte en Midi-Pyrénées - nous confie qu'un client – médecin par ailleurs – a exigé une pénétration sans préservatif sous prétexte qu' « il ne [pouvait] pas être malade vu sa profession ».

De même, deux femmes qui se prostituent interviewées lors d'une précédente recherche et qui avaient continué de travailler pendant leur grossesse (jusqu'au huitième mois de grossesse) nous racontent qu'à cette période, certains clients leur ont demandé de réaliser des pénétrations vaginales sans préservatif, prétextant un risque de grossesse « nul ».

L'attitude désinvolte (et d'une certaine manière, violente) de certains clients vis-à-vis de l'usage du préservatif prouve que les croyances et préjugés sur les modes de transmissions des IST et du VIH sont encore fortement ancrés chez un certain nombre. Beaucoup ont en effet le sentiment d'être « protégé » et/ou « pas concerné » par ces maladies⁹¹.

91 Béatrice – 35 ans, escorte en duo avec son époux depuis 7 ans et ayant par ailleurs plusieurs partenaires sexuels (hors cadre de la prostitution – rapports sexuels gratuits) – confie : « De mon expérience, je trouve qu'il est quand même moins difficile d'imposer le préservatif dans la prostitution que dans les rapports non tarifés, surtout aux hommes plus âgés que moi [...] Tout de suite ils te suspectent d'être « une marie couche toi-là », une pute en fait ! C'est fou ! Ou bien d'être malade... Et pour la pipe, n'en parlons-pas ! [...] Dans la pross[prostitution] le préservatif pour la pénétration est plus admis que dans mes relations avec des hommes d'un soir... Par contre pour la pipe, c'est pas du tout systématique, mais quand même plus que dans mes rapports libertins où là, faut même pas leur en parler ! ».

Si, malgré les demandes de rapports sexuels non-protégés (ou gratuits, ou pratiques sexuelles refusées), les femmes qui se prostituent sur le Net arrivent globalement à imposer leur conditions en recadrant les clients récalcitrants (ou en refusant de donner suite à leurs appels si la demande se fait par téléphone), certains d'entre eux se lancent dans l'escalade des violences : menaces, chantage ou imposition par la force, tous les moyens sont bons pour arriver à leurs fins. Pour illustration, voici les témoignages de deux de nos enquêtées suivi d'un extrait d'un suivi avec une escorte de Montauban réalisé par l'association Grisélidis :

Stéphanie – 36 ans, escorte depuis 3 ans et demi principalement à Tarbes et Toulouse – nous explique que malgré un accord avant l'acte sexuel, un client a volontairement retiré le préservatif au moment de la pénétration :

*« Après j'ai eu un client comme ça, un photographe, donc il m'avait fait des photos, et donc lui c'était photos contre rapport, et alors lui carrément **il a enlevé la capote et il est re-rentre sans rien !** Youpie, je fais comme chez moi ! [...] Heureusement je m'en suis rendue compte presque aussitôt et alors là, je l'ai repoussé, j'ai freiné des quatre fers et je lui ai dit mais ça va pas, je l'ai pourri ! Et là il me répond inquiet, mais pourquoi, pourquoi, pourquoi, t'es malade ? Et là je l'ai laissé mariner deux bonnes minutes avant de lui dire que non... et là, il me répond, bah alors ? Genre c'est quoi le problème ? Pfff, pauvre type ! ».*

Alicia – 27 ans, escorte toulousaine depuis 2 ans - revient sur une situation de chantage/menaces qu'un client lui a fait subir afin qu'elle accepte des pratiques sexuelles qu'elle ne souhaitait pas réaliser. Ce client-agresseur l'a ensuite harcelée pendant 2 mois :

« Au début tu sais pas trop, t'es un peu naïve et puis tu sais pas trop bien comment t'y prendre pour faire une annonce... donc moi j'avais mis dans mon annonce « jeune fille joviale, pleine de vie, coquine et ouverte à toutes propositions ! ». Avec le recul je me dit que c'est sûr, avec une annonce comme ça ! C'était complètement débile ! (sourire) [...] J'ai commencé à tchater avec un mec, il avait l'air bien et tout, et donc on s'est vu chez lui mais le problème c'est que j'avais pas trop discuter des prestations, les tarifs oui, c'était à l'heure mais ce qu'on allait faire exactement bon, c'était flou [...] C'était pas mon premier client, je devais en avoir vus 7 ou 8 avant, mais c'est vrai qu'avec lui, ça c'était fait [la prise de rendez-vous] rapidement [...] Et donc arrivée chez lui, voilà, on boit un verre, il me met bien à l'aise, il m'avait payée dès l'entrée donc ça déjà, c'était un bon point pour lui ! Et puis il était sympa... Bon, et puis hop, je te fais pas un dessin, on va dans sa chambre ! [...] Et là il me sort tout l'arsenal sado-maso, des godes gros comme ça, un fouet, il voulait m'attacher [...] ça m'a fait peur, j'étais pas... Lui il essayait de me rassurer, de me dire... Mais non, c'était pas possible pour moi et donc j'ai commencé à négocier, et lui il insistait, il insistait et moi je disais non, pas ça, non, non... [...] Et il a commencé à s'énerver, à m'insulter, me dire que j'étais une p'tite allumeuse, que j'étais pas professionnelle, qu'il allait pourrir ma vie, qu'il allait trouver comment je m'appelle, savoir où

j'habitais et m'attendre... pour... Il m'a dit aussi qu'il allait me dénoncer aux flics, au fisc... bref, à tout le monde quoi ! [...] J'ai eu super peur, je savais pas comment faire, il criait... Donc j'ai sorti l'argent de mon sac, je lui ai rendu, j'essayais d'être calme et je suis partie en courant ! [...]. Ah oui, il m'a crachée dessus en partant... [...]. **Et après, pendant presque 2 mois, il m'a envoyé des mails et des textos d'insultes, des trucs, des menaces, des... j'avais des messages sur mon répondeur aussi... [...]** Du coup j'ai tout coupé, j'ai dû changer de pseudo, de mails, de portable [...]. Je me suis calmée sur les rendez-vous [tarifés] un p'tit moment et puis j'ai repris tranquille, mais après ça, je suis devenue carrément vigilante ! [...]. Aujourd'hui, j'ai un carnet où je note systématiquement tous les clients qui me contactent, leur mail, leur portable, le pseudo, la voix, tout ! [...]. Et quand je vais à un rendez-vous, je marque sur ce carnet avec qui, l'adresse exacte, et je le laisse sur mon bureau, comme ça s'il m'arrive un truc, on pourra retrouver mon agresseur [...].

Extrait du suivi de R* reçue au local de l'association Grisélidis :

« Contexte : Ce week-end (il y a 3 jours) R* retrouve un client pour un rendez-vous préalable dans un café du centre-ville de Toulouse. Ils discutent puis se mettent d'accord sur un prochain rendez-vous tarifé (conditions, prestations, tarif, date et lieu = ok). À ce moment-là, le monsieur lui dit « maintenant je vais te dire qui je suis réellement » et montre à R* un écusson de police sur sa veste et une carte professionnelle (police nationale? Vraie carte ?). Il lui explique que la police l'a dans le collimateur depuis pas mal de temps (R* a une annonce et un site d'escorte – explicite - depuis 2 ans et demi), que la police détient un dossier sur elle (activité d'escorte et identité hors cadre prostitution) et qu'elle va bientôt avoir des problèmes (pas de précision?). Il lui explique qu'il a les moyens de faire passer ce dossier « à la trappe », qu'il est gentil et qu'il ne pas l'arrêter tout de suite. **Immédiatement après ce rendez-vous, ce monsieur envoie à R* plusieurs SMS allusifs « si tu es sympa, je peux t'aider » ; « réfléchis-bien », demandes de rapports [sexuels] gratuits, etc).** Pendant deux jours, ce monsieur poursuit les SMS. R* doit revoir ce monsieur demain après-midi. Elle est extrêmement angoissée [...]. »

Ces clients-agresseurs ne prêtent guère attention aux conditions exigées par les femmes qui se prostituent lors du rendez-vous sexuel tarifé, quitte à mettre en danger leur santé et celle de leur(s) partenaire(s). Ces hommes agissent comme si leurs partenaires sexuelles (femmes d'une manière générale dont femmes qui se prostituent) n'avaient pas leur mot à dire en matière de sexualité ; ce sont eux qui décident des conditions des rapports sexuels, tarifés ou non. Pour ces hommes, la sexualité (tarifée ou non) est évidemment le théâtre où ils imposent leur domination.

Les témoignages ci-dessus renvoient à un type de violence – les violences psychologiques - relativement présent dans les échanges économico-sexuels via Internet. Bien souvent, ces violences s'exercent via les TIC (mails, téléphone portable, web 2.0, réseaux sociaux, etc).

Violences psychologiques exercées via les TIC et violences spécifiques aux échanges économico-sexuels via Internet

Avant de détailler les violences dont sont victimes les femmes qui se prostituent sur le Net via les TIC, il est important de souligner que l'usage de ces média (appareils informatiques, Internet, téléphones portables, etc) est genré. « Les différences associées aux stéréotypes de genre [en place dans notre société] réapparaissent »⁹² concernant les TIC. La majorité des personnes qui créent (*webmasters*) et gèrent (administrateurs) les différents supports proposant des rapports sexuels tarifés sont des hommes. De même, si la plupart des femmes qui se prostituent sur le Net (femmes) ne sont que de simples utilisatrices de l'ordinateur et sur le Net, beaucoup de clients (hommes) sont quant à eux des utilisateurs avertis et maîtrisent l'aspect technique des TIC. Cette différence a un impact évident dans le fonctionnement et l'organisation des échanges économico-sexuels via Internet, notamment dans la défense des intérêts propres à chaque partie (la communauté des femmes qui se prostituent (offre) ; la communauté des clients (demande))⁹³, mais surtout, cette différence peut conduire à des situations de danger (violences) pour les femmes.

Comme nous l'avons expliqué, beaucoup de femmes qui se prostituent sur le Net privilégient le support Internet pour proposer des prestations sexuelles tarifées, notamment parce que ce moyen leur permet de conserver un certain anonymat (pas d'exposition physique directe)⁹⁴. De plus, nombre d'entre elles usent de stratégies diverses pour renfoncer cet anonymat : pas de photographies montrant leur visage (ou autres signes distinctifs tels que les tatouages par exemple) dans leurs annonces, utilisation d'une ligne téléphonique et d'une adresse mail réservées exclusivement pour cette activité, les femmes qui s'expriment sur les forums dédiées font attention au style et à l'orthographe qu'elles emploient (une expression usuelle est facilement reconnaissable par un proche), etc. Dans ce contexte, les agresseurs chercheront à rompre ces protections afin de trouver l'identité réelle (état-civil) de la femme qui se prostitue visée et d'exercer sur elle tout un panel de violences (harcèlement, chantage, menaces, calomnie, diffamation, etc). Les TIC sont des moyens de nuisances importants. De plus, comme nous l'explique Maître Anne-marie Villa, il n'existe « *pour le moment pas de protection juridique pour les personnes au travers d'Internet [...] Il y a aujourd'hui un vide juridique sur les questions de harcèlement ou autres perpétrées via les nouvelles technologies [...]* ».

92 BERNIER Christiane et LAFLAMME Simon, « Usages d'internet selon le genre et l'âge : une double différenciation », in Canadian Review of Sociology, Vol. 42 – Issue 3, pp. 301–323, août 2005

93 Cf pp. 57-58 de ce rapport : « Une demande qui s'auto-organise ».

94 Cf pp. 37-39 de ce rapport : « Internet, un outil qui renverse de nombreux obstacles ».

Rupture d'anonymat et révélation de l'activité prostitutionnelle

Plusieurs de nos enquêtées ainsi que de nombreuses femmes qui se prostituent sur le Net suivies à l'association Grisélidis rapportent que la rupture d'anonymat, c'est-à-dire la révélation de leur activité prostitutionnelle à l'entourage, aux institutions, à l'environnement professionnel, etc constitue une violence très fréquente dans l'espace des échanges economico-sexuels via Internet. Cette révélation, s'accompagnent souvent de menaces, de chantage et de situations de harcèlement perpétrées via les TIC notamment. Voici plusieurs extraits qui témoignent de ces violences :

Extrait d'un témoignage (mail) d'une jeune escorte toulousaine envoyé à l'association Grisélidis :

« Bonjour, une personne m'a dirigée sur votre mail, peut-être pourriez-vous m'aider... Voilà, je suis escorte occasionnelle depuis peu (5 mois). J'ai reçu il y a deux semaines un coup de fil en numéro privé et un homme me demande mes tarifs + mes prestas [rapports sexuels], il est normal de prime abord. Puis il finit pas dire « c'est d'accord B N* [nom et prénom réel de cette femme], domiciliée à tel endroit + ma date de naissance ! ». Bref cette personne se fait passer pour un flic en me disant qu'un soit-disant client a porter plainte contre moi pour vol ! (je n'ai jamais rien volé à qui que ce soit!). Depuis, quasi tous les deux jours je reçois un coup de fil de sa part (toujours en numéro privé). J'ai fini par coupé mon portable depuis une semaine car je n'en peux plus ! Je compte arrêter l'escorting car j'ai trop peur de tomber sur cet homme. Mais depuis trois jours, cette personne m'envoie désormais des mails (enfin pour l'instant je n'en suis qu'à deux, mais je n'ose plus regarder ma boîte mail). **Son chantage : si je ne couche pas avec lui, il ira me dénoncer [dénoncer son activité d'escorte] auprès de mes parents et m'a effectivement indiqué l'endroit où ils habitent ! Cet homme connaît beaucoup de chose sur moi ! Je suis désespérée... [...] Je tiens à préciser que je suis en couple depuis 3 ans avec un homme que j'adore et que si mes parents l'apprennent il est évident que mon homme le découvrira aussitôt ! Bref, je ne dors plus, je ne mange plus et je n'ose pas aller porter plainte de peur que tout ça se retourne contre moi. Je ne sais vraiment pas quoi faire, j'ai vraiment besoin de votre aide [...] ».***

Extrait d'un témoignage (mp) d'une escorte habitant dans l'Aveyron envoyé à l'association Grisélidis :

*« J'ai eu le malheur de vire une histoire d'amour avec un client (pendant 6 mois environ pendant lesquels j'avais quasiment arrêté la prostitution par fidélité). Il y a 3 semaines, j'ai voulu arrêté notre histoire mais lui le prend très mal. Il a le numéro [de téléphone] de ma mère, les adresses de plusieurs membres de ma famille, il sait où je travaille [cette femme est employée de commerce à temps-partiel], et donc depuis la rupture **il me fait des menaces : il me demande 5000 euros ou bien il raconte tout [activité prostitutionnelle] à tout le monde !** Que faire !? [...] Je n'ai pas cette somme même si j'ai repris l'escorting de façon plus intense. Mais là je suis fatiguée, j'ai peur qu'il ne tienne pas sa promesse*

malgré tout, je ne sais pas quoi faire ni comment me sortir de là ! [...] »

Sur le Web, la protection des données personnelles est limitée. Il est en effet relativement aisé de retrouver la véritable identité (état-civil) des personnes (dont femmes qui se prostituent), notamment celles qui délivrent des éléments via les réseaux sociaux et/ou forums de discussion. À ce propos, Michel, client depuis 20 ans environ, explique qu'il lui est arrivé plusieurs fois de chercher l'identité réelle des escortes qu'il rencontrait, « *par simple jeu* » :

« Généralement, elles [les escortes que Michel rencontre] ont une certaine réticence à donner des éléments qui pourraient permettre de les identifier complètement [...] Moi ça m'arrive de chercher qui elles sont ! (rires) Sur Internet on peut quasiment tout trouver sans trop se casser la tête ! C'est facile... Y'en a une avec qui j'avais une relation très proche mais qui refusait de me donner son vrai prénom. Mais qui par contre à force de discuter avec elle, elle m'a donné plein d'éléments qui font que j'ai fini par trouver où elle travaillait (sourire). Et à partir de là quasiment trouver qui elle était... Le jour où je lui ai dit ça elle était sidérée ! Et puis je pense qu'elle a encaissé le choc et qu'elle l'a accepté... ».

Le fait de pouvoir retrouver aussi facilement l'identité des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés alors que celles-ci croient être protégées, offre aux personnes malveillantes (clients, ex-compagnon, concurrente, etc) un moyen de pression (violence) important. Beaucoup de femmes qui se prostituent sur le Net suivies à l'association Grisélidis ont fait les frais de cette illusion et ont été victimes de violences (chantages pour avoir des rapports gratuits ou non protégés principalement) et de discriminations⁹⁵. Malheureusement, dans la majorité des cas, ces violences sont passées sous silence.

Une autre situation de danger pour les femmes qui se prostituent nous a été révélé par un client interviewé pour cette enquête. Ce dernier nous explique que « *grâce à quelques gadgets*

95 Pour illustration, voici le témoignage d'A*, escorte occasionnelle depuis 2 ans et demi et également salariée à mi-temps dans une PME, rencontrée dans les locaux de Grisélidis. Elle raconte :

« Un truc de ouf qui m'est arrivé la dernière fois, j'ai pas compris... et encore maintenant, je sais pas comment ils ont fait ! [...] Donc ça fait à peu près 1 mois que je me suis décidée à changer de logement, du coup j'épluche les p'tites annonces et tout [...] et puis je me suis aussi inscrite dans une agence d'appart' pour aller plus vite. Et là, je me pointe après le boulot au rendez-vous avec l'agence [immobilière], la bouche en cœur avec mon dossier avec tous les papiers qu'il faut ! Et là, le mec de l'agence me dit : non madame, désolée mais ça va pas être possible, on sait ce que vous faites, que vous êtes prostituée et tout, et on veut pas vous louer d'appart' ! [...] J'ai eu un choc, j'ai pas compris comment ils ont su, surtout qu'en plus je reçois jamais dans mon appart' ! Moi je vais toujours à l'hôtel ! [...] J'ai pas su quoi répondre, je suis partie trop choquée... ».

Dans ce cas, A* est victime d'une discrimination, faisant les frais du « stigmatisme de pute ». Nous pensons qu'elle a été compromise par son numéro de téléphone. En effet, le numéro qu'elle inscrit dans ses annonces d'escorte est le même que celui qu'elle utilise dans sa vie au quotidien et donc pour sa recherche de logement. En quelques clics sur la Toile, il est très facile de retrouver à qui appartient un numéro de téléphone, ainsi que d'autres éléments.

informatiques » il est possible de « localiser une femme [femmes qui se prostituent] » (adresse du lieu où elle se trouve) notamment par le biais de fichiers cachés qui accompagnent des photographies prises d'un *Ipod* par exemple. Nous n'avons pas vérifié sur le terrain cette information, mais cela renforce le constat la majorité des utilisateurs-trics des TIC (dont femmes qui se prostituent sur le Net) n'a pas la mesure des risques de ces outils.

Insultes, calomnie et diffamation

D'après nos observations, les forums de discussion sur lesquels des Internauts (clients, femmes qui se prostituent, et « ni-ni ») viennent échanger sur le sujet des échanges économico-sexuels (Cf p.56) représentent à la fois des espaces de convivialité, mais également des espaces où s'exercent un certain nombres de violences (insultes, calomnie et diffamation), principalement à l'encontre des femmes qui se prostituent. Sur certains forums, des femmes qui se prostituent ont par exemple été désignées par d'autres forumers (clients, femmes qui se prostituent concurrentes, autres) comme pratiquant « des prix cassés » sur leurs prestations sexuelles, ou encore comme acceptant des pratiques sexuelles dites « hard » (scatologie, *gang-bang*, etc). D'autres ont été stigmatisées comme étant des femmes qui se prostituent « non hygiéniques » (donc peu recommandables), « droguées » ou « alcooliques » ou encore « malades du Sida ». La modération de ces forums n'est pas toujours très réactive pour supprimer les *posts* concernés. D'après les dires de nos enquêtées, ces attaques, parfois quotidiennes, atteignent leur moral (santé psychologique) et les fragilisent dans leur travail, mais aussi dans leur quotidien. Évidemment, peu de femmes qui se prostituent dénoncent ces violences, préférant – pour reprendre les mots d'Alicia - « encaisser les coups » plutôt que se battre pour « une cause » qu'elles estiment « perdue d'avance ».

Parmi les suivis de femmes qui se prostituent sur le Net de la région réalisés à l'association Grisélidis, nous avons retrouvé un mail d'Ingrid – escorte depuis une dizaine d'années - qui illustre assez bien les violences exercées via les forums en ligne :

« Bonjour, j'ai actuellement beaucoup de mal à supporter les pressions dans mon activité [d'escorte], même si je me rends compte que comparées à d'autres [femmes qui se prostituent], je ferai figure à vos yeux de privilégiée... Il n'empêche que, je suis à deux doigts de péter les plombs. Harcèlement continu d'un côté de la part d'un client que j'ai éconduit en septembre 2010, insultes à répétitions sur divers forums et sur mon mail de l'autre, EV diffamatoires qui recommencent... Bref, je sens qu'après 1 an et demi de repos [suspension de son activité d'escorte] le cauchemar va recommencer ! Mais cette fois-ci, je ne suis pas sûre de pouvoir le supporter seule... Je sens que j'ai besoin d'un exutoire ! J'ai vu que vous aviez une psy à laquelle je pourrais éventuellement me confier sur ces situations de violences, ces insultes et mensonges à mon encontre qui m'épuisent... cela

*m'aiderait je pense. En prévision des commentaires calomnieux sur les forum et EV diffamatoires qui risquent de pleuvoir cette année (je voudrais bien me tromper, mais bon, crise oblige je n'y crois pas trop...), j'ai lu sur votre site [site Internet de Grisélidis] un article dans lequel vous incitez les filles [femmes qui se prostituent] diffamées sur les forums à porter plainte pour diffamation. **Je ne vous cache pas que j'avais déjà saisi les autorités [modération et administration des forum en question] et porter plainte [auprès des services de police] avant mon arrêt de l'activité en 20****, mais cela n'a rien donné. Cela a notamment contribué à me **désemparer davantage...** Si dans l'absolu je devais à nouveau porter plainte pour diffamation, est-ce que vous m'épauleriez dans ma démarche ? [...] Merci de votre réponse. Ingrid ».*

Violences via le système de notation des femmes qui se prostituent , les EV des clients

Une des spécificités des échanges économique-sexuels via Internet est indéniablement la présence et la visibilité des clients (contrairement à la prostitution de rue). Par le biais de forums de discussion ou sites d'EV (Cf : pp. 56-59 de ce rapport), les clients se regroupent et échangent des informations sur les femmes qui se prostituent sur le Net , et dans une moindre mesure sur celles qui travaillent dans la rue. Cette organisation des clients présente de réelles atteintes aux conditions de travail des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés. En effet, par l'intermédiaire de ces forums/sites, les clients exercent de réelles pressions et situation de violences sur ces femmes : le système de notation (par les biais des E.V), et la mise en concurrence accrue des femmes qui en découle, ont des conséquences directes et indirectes sur leur santé physique et mentale. La pression exercée par les clients pousse certaines femmes à accepter des pratiques risquées (rapports non protégés notamment) afin de maintenir une côte élevée auprès de la communauté des clients, et donc de garantir/maintenir leurs revenus. Voici quelques extraits d'entretiens de clients et de femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet qui illustrent nos propos :

*« Pour les escortes sur le Net, la Toile est devenue une véritable vitrine de leur fonds de commerce. **Autant une succession d'EV positives vont amener un surplus de chiffre d'affaire aux filles et une activité surmultipliée, autant une seule mauvaise EV peut tout foutre en l'air au niveau du business des filles.** Je pense, et j'en étais, qu'une forte majorité de clients potentiels faisant leur sélection sur les sites connus et reconnus sont très très sensibles aux EV et cet aspect est l'un des critères de choix les plus importants pour les indécis ». (Martial – 48 ans et client depuis 7 ans)*

*« Les EV oh là là, c'est tout un truc ! [...] Le truc positif c'est que j'ai remarqué que dès que j'ai une bonne EV, ça me booste les visites sur mon site [...]. Des fois j'ai eu des pics à 250 visites par jour ! Et donc c'est sûr qu'après mon téléphone n'arrête pas de sonner... [...] **Les EV ça t'oblige à être plus pro aussi, je veux***

dire, tu fais gaffe aux remarques des gars et t'essaies de... Voilà, de satisfaire leurs demandes ! [...] La fell'[ation] nature clairement ça te fait avoir des bonnes EV, y'a pas que ça, mais ça joue quoi ! » (Jasmine – 23 ans et escorte depuis 3 ans)

« Au début je faisais pas attention aux EV, ça me passait au-dessus [...]. Un jour y'a un client, un que je connaissais pas, qui me dit pendant le rendez-vous, bah en fait t'es pas si passive que ça patati patata, je te passe les détails [...]. **En fait, un client que j'avais même pas eu en RV [rendez-vous] m'avait fait une sale EV ! J'étais dégoûtée ! [...]** Je crois qu'il s'était vengé parce que je lui avais dit que je faisais les sodo[mies] que au feeling et donc voilà, il avait écrit que j'étais une allumeuse, que j'assumais pas patati patata [...]. Maintenant je suis ce qu'on [les clients] dit sur moi, je veux pas paraître pour une nana qui fait pas ce qu'elle annonce ! [...] **T'as beau être la plus sympa, la plus douée ou... à la finale, c'est les clients qui jugent si t'es GFE, donc oui, c'est important d'avoir que des bonnes EV** ». (Aurélié – 19 ans et escorte depuis 1 an)

Pour de nombreuses femmes qui se prostituent sur le Net, le fait d'être jugées, détaillées et parfois spoliées est vécu comme une forte violence psychologique. D'ailleurs, le « **chantage à l'EV** » est une violence régulièrement présente dans les échanges economico-sexuels via Internet. Contre une bonne EV ou par la menace de déposer une mauvaise EV, des clients influent et orientent les conditions du rendez-vous tarifé établies préalablement. Leurs demandes tournent principalement autour des pratiques sexuelles (rapports non protégés, sodomie, *extra-ball*, etc) et de la tarification (rapport gratuit ou quasi, dépassement de la durée du rendez-vous, etc).

De même, certaines personnes (une concurrente mal intentionnée, un client éconduit, etc) écrivent de **fausses évaluations** sur des femmes qui se prostituent ciblées afin de « *casser leur marché* ». À ce propos Béatrice – 35 ans et escorte depuis 7 ans dans le Tarn – explique :

«**Certaines mauvaises EV proviennent directement ou indirectement de concurrentes jalouses [...]. J'ai déjà vécu ça [...]. Une femme de ma ville et de mon âge, donc une concurrente directe quoi ! Elle a demandé à un de ses clients, un espèce de toutou fidèle et prêt à tout pour lui lécher les bottes... à moins qu'elle le suçait gratos, enfin bref... Figure-toi que ce mec a pollué mes annonces de commentaires infâmes à sa demande [...]** ça se passe comme ça sur Internet, hors circuit, boum **on poste ces petites bombes à retardement [...]** C'est loin du monde des bisounours sur le Net ».

Les femmes qui se prostituent ont peu de recours face à ces attaques. Bien souvent elles encaissent, tentent de faire « oublier » une mauvaise EV en essayant d'en obtenir des positives, ou encore se vengent auprès des femmes qui se prostituent concurrentes suspectées d'être à l'origine des diffamations dont elles sont victimes.

Intrusions informatiques et usurpations d'identité numérique

Les intrusions informatiques et usurpations d'identité numérique vont souvent de pair. Dans l'espace des échanges économico-sexuels via Internet, le pirate informatique (un client, un ex-conjoint, autres) s'intéresse particulièrement aux données professionnelles⁹⁶ mais aussi personnelles⁹⁷ des femmes qui se prostituent. Ces données lui serviront de moyens de pression (diverses violences déjà évoquées : harcèlement, chantage, menaces, diffamations, etc) afin d'obtenir des « faveurs » dans le cadre de rapports sexuels (gratuité, rapports non protégés, pratiques taboues), de l'argent ou encore la satisfaction de manipuler, d'effrayer, d'exercer une domination sur quelqu'un.

Pour illustration, voici le témoignage de Suzanne – escorte depuis 6 ans – extrait d'un livret réalisé par des femmes qui se prostituent sur le Net (France métropolitaine) et par l'équipe de Grisélidis à l'automne 2009⁹⁸

« J'ai eu un coup de flip' tout à l'heure. Je vais dans « mes documents » [sur son ordinateur] et là, j'ai un message qui s'affiche sur mon écran comme quoi un autre ordinateur se sert déjà de ces documents, donc un autre ordinateur a accès à mes documents perso, et donc tous ceux qui concernent ma prostitution ! Impossible de lire, de fermer, de faire quoi que ce soit... J'ai déconnecté in extremis après 20 minutes d'intenses réflexions... Mais qu'est ce que c'est que ce message ???? J'ai lancé l'antivirus mais il n'y avait pas de virus. Je ne comprends pas... Personne ne connaît le code d'accès de mon ordi et tous les ordis de la maison étaient off. Je comprends pas, ça me fait peur ! Il y a tous mes trucs d'escorte mais aussi plein de choses hyper persos dans mon ordi. Toutes les conneries que j'écris, les photos de ma famille, etc. Première fois que ça m'arrive, un truc pareil ! Je sais pas quoi faire !!! Je me demande : si mon ordi est protégé par un code d'accès, j'ai aussi le contrôle parental et un nom d'utilisateur pour les enfants, on peut pas rentrer dedans, si ?

En fait, le message d'intrusion est apparu alors que mon ordi était allumé, j'étais en train de refaire mes annonces. J'avais mon dossier de document ouvert mais les fichiers dedans n'étaient pas ouverts. Quand j'ai voulu ouvrir ce document, j'ai eu un message comme quoi un autre ordinateur utilisait déjà ces documents et qu'il était impossible d'y accéder. J'ai deux comptes sur mon ordi : celui des enfants et le mien qui ont des mots de passes différents. Sur le compte des enfants, il n'y a rien : juste MSN et google. Par contre sur mon compte il y a tout le reste : MSN aussi, des photos, des musiques, des écrits, etc ».

« Bon, depuis aujourd'hui je n'ai plus mon ordi. Je l'ai emmené chez le réparateur. Pour lui, c'est une histoire très étrange : avec un code Freebox et mon anti-virus acheté chez eux, il est difficile de rentrer par hasard sur mon ordi. Pour le

96 Photographies à caractère sexuel, codes d'accès aux boîtes mail et comptes sur les sites d'annonces de rapports sexuels tarifés, carnet d'adresses des clients, *templates* (fichiers qui contiennent le code de création d'un site informatique, dont site/blog de femmes se prostituant), etc.

97 État-civil principalement, adresse du domicile, coordonnées de l'employeur éventuellement si la femme qui se prostitue visée possède un emploi déclaré par ailleurs, état-civil du conjoint et des proches, etc.

98 Ce recueil de témoignages a été réalisé à l'occasion du 25 novembre 2009 et présenté au collectif d'association d'Espace Femmes à Angers lors d'une soirée autour des violences faites aux femmes sur le Net. Vous pouvez retrouver l'intégralité de ce livret dans le Rapport d'activité 2009 de l'association Grisélidis (pp. 124-137).

réparateur, une seule possibilité très probable : c'est quelqu'un câblé sur notre réseau qui est entré dans mon ordi. Le PC de mon mari étant éteint, et ça, j'en suis sûre et certaine puisque son ordi était dans le bureau, où moi j'étais connectée avec mon ordi perso. Il ne reste qu'une possibilité très envisageable et la plus probable : ça serait un des copains de mon fils à qui il avait donné notre mot de passe de connexion... Mais bon pour le moment j'en sais rien... Et comme me l'a expliqué le réparateur (en admettant que ce soit bien le copain de mon fils en question), il n'est pas entré au hasard dans mon ordi, il a forcé le chemin. Bref, c'est pas un miracle : il sait faire ou bien s'est aidé de ses connaissances pour ce faire. Le réparateur m'a dit que la personne qui était entrée dans mon ordi avait forcément laissé une trace. Bon mais pour l'instant, je peux pas l'accuser hein puisque je n'ai pas de preuves ! Et que c'est peut-être juste une hypothèse infondée... Du coup, vu que mon ordi est chez le réparateur, j'utilise l'ordi de mon mari... Il faut que j'efface cookies et historique à chaque fois, galère !!! »

« J'ai récupéré mon ordi pour le week-end. L'analyse de mon ordi n'était pas terminée mais il n'y a a priori pas de virus. Je le ramène lundi. Même si ça doit me coûter une fortune, je veux savoir si possible qui est entré ! »

« **A y est ! Je viens de résoudre l'énigme et sans le vouloir !** Le magasin de réparation a installé windows defender. Bref je passe sur les détails. Entre midi et 14h, je me connecte vite fait puis je vais m'occuper des enfants, des courses, etc. Mon ordi est éteint, sous clef dans le bureau. **Et ce soir je me connecte, je traîne un peu sur Internet et pense à aller me coucher quand tout à coup un truc apparaît : "SEB PC est dans votre ordinateur", ou un truc dans le genre, à deux mots près c'est ça, j'ai pas bloqué sur les mots mais sur le prénom. Vous savez qui est Seb ? Ce connard de pote de mon fils : - (!!!!! J'ai couru dans la maison, je suis montée débrancher la box. J'ai reconnecté. Mais je l'ai perdu... J'ai fouillé dans mon ordinateur voir s'il y était encore : j'ai donc atterri dans panneau de configuration et là, j'ai découvert que mes fichiers étaient partagés avec toutes les personnes ayant accès au réseau.... Ok, je sais je suis conne mais je ne le savais pas. J'ai désactivé cette option. Je n'y connais rien en informatique, je veux dire en technique !** Je ne sais que penser et j'ai peur d'accuser à tort le copain de mon fils... alors que son acte n'est peut-être pas volontaire ? Tout à l'heure quand j'ai vu s'afficher « Seb pc est sur votre ordinateur » j'ai couru comme une cinglée pour que mon mari vienne voir. Il m'a dit « au lieu de parler, va couper la box, fonce ! ». Ce que j'ai fait. Après vu que j'étais toujours excitée mon mari m'a dit « reste tranquille, tes documents ne sont pas à ton prénom ni à ton nom, c'est juste ton pseudo d'escorte, ça prouve rien ! ». Alors je lui ai dit « **tu te rends compte, ce Seb sait tout, tout, tout, tout !! Tu imagines si ses parents sont flics ou qu'ils bossent dans la petite enfance ??? Qu'est ce qu'il va se passer ?** ». Et puis je lui ai dit : « **et toi tu bosses pas, tu peux tomber pour proxénétisme s'il ouvre sa gueule !** ». **Comment on va faire s'il parle ?** J'ai dit alors à mon mari que je voulais aller parler à ce Seb et lui dire que je l'ai vu dans mon ordi. Et lui m'a dit « ne fais pas ça maintenant, les enfants dorment, ça va monter en pression, tu vas t'énerver, ça va rien donner... ». Mais en fait moi j'ai peur de ce Seb, bon ok je suis trouillard et parano mais il mesure facile 1m80 et le poids ben c'est un 30 tonnes ! **Le truc c'est que maintenant ce mec sait forcément que je suis une pute. C'est une évidence. L'idée me dégoûte. Il sait tout de mon activité. Mon vrai prénom n'est jamais mentionné. C'est toujours mon pseudo d'escorte, et dans le fichier qu'il a ouvert il**

y a toutes mes photos de putes, certaines à visage découvert car non recadrées. Il y a aussi les tarifs, ce que je fais, bref c'est très explicite ! Et donc ça me fait peur car il sait tout de moi ! Il peut le dire à tout le monde, le dire à mon fils ou me faire du chantage... Je ne sais pas quoi faire ni comment réagir ! Pareil, il a eu accès à toutes mes écritures, tout ce que j'écris quand je me parle. Il sait ce que je pense au plus profond de moi, comment je vais, mes problèmes avec la bouffe. Tout est écrit. Il sait plus de chose sur moi que mon mari ! Il sait aussi pour les clients que je vois, même si les prénoms des clients sont changés en initiales bateaux, genre je mets toujours X. **Mais il sait par exemple combien j'ai perçu et quel jour... Il pourrait me balancer au fisc ! ou je sais pas... Je suis dans la merde (souponner) Et là, je rêve de lui péter sa machine (sourire).** J'ai l'impression que mon mari ne se rend pas compte, on se prend la tête depuis des heures pour ça, il me dit « qu'est ce que tu veux qu'il prouve ou fasse? ». Pour lui il n'y a aucune preuve, je suis juste une fille qui s'invente une vie... **J'ai honte de mes erreurs, je me suis fichue dans la merde toute seule ! Je suis épuisée par ces conneries. J'en ai ras le bol. Jamais tranquille... »**

« A y est, j'ai récupéré mon ordi, il est tout beau, tout propre (sourire). Le compte rendu de cette histoire c'est que **ce salaud avait installé des logiciels espions.** Finalement il n'y avait pas de virus. Cet espèce de p'tit con m'a balancé un espèce de truc où quand j'allais dans un fichier, il apparaissait un message avec « attention documents infectés : 4 virus de détectés », avec des variantes, des fois c'était 9 ou 13 ou 2. Mais en vrai c'était pas des virus mais des conneries. **Après toute cette histoire, je me sens conne, bête mais surtout trahie. Le pire, voilà, c'est le sentiment de trahison !** De savoir que quelqu'un qui habite tout près de chez nous se foutait de nous ! Il me reste une question : pourquoi ? Pourquoi a-t-il fait ça ? Pourquoi ? Que lui ai-je fait ? Une chose est sûre c'est qu'il a bien dû se marrer en me voyant mener ma double vie ! Je m'en veux de ma naïveté, ma stupidité... Mon mari doit aussi porter son ordi chez le réparateur, pour vérification et l'ordi d'en haut aussi, celui des enfants aussi. Ces conneries nous coûtent cher ! »

Dans les points précédents, nous vous avons présenté la multitude de violences dont sont victimes les femmes qui se prostituent sur le Net de la région. Dans les points suivants, nous insisterons sur les facteurs et mécanismes qui aggravent et qui créent ces violences.

5.2 Des facteurs structurels aggravant les violences à l'encontre des femmes qui se prostituent : un contexte politique, économique et social défavorable aux femmes en général et aux femmes qui se prostituent en particulier

Criminalisation et stigmatisation du travail du sexe

Aujourd'hui en France, le contexte légal qui encadre la prostitution, loin de protéger les personnes, les pousse à la clandestinité et à l'isolement.

En effet, si la prostitution n'est pas illégale en France, depuis 2003 (Loi sur la Sécurité Intérieure - LSI) le délit de racolage et la lutte contre le proxénétisme d'aide et de soutien ont aggravé les conditions de vie et de travail des femmes qui se prostituent qui deviennent des délinquantes du seul fait de leur activité. De plus, toute démarche de solidarité entre et avec les prostituées peut être considérée comme du proxénétisme d'aide et de soutien. De même, il est très difficile pour les femmes qui se prostituent pour qui les revenus issus de la prostitution constituent leur principale (unique) source de revenus d'accéder à un logement du fait de la loi sur le proxénétisme hôtelier. Ainsi toute suspicion de prostitution entrave l'accès au logement ou cantonne les personnes dans le secteur informel, cher et précaire. En parallèle, la lutte contre le proxénétisme de contrainte et la traite en vue de la prostitution reste peu efficace.

Les deux principales associations de terrain de la région Midi-Pyrénées qui travaillent auprès des femmes qui se prostituent de la région – l'Amicale du Nid et l'association Grisélidis, toutes deux basées à Toulouse – s'accordent à dire que la LSI a clairement contribué à incriminer les femmes qui se prostituent elles-mêmes en faisant peser sur elles une forte pression policière et pénale. Alors que depuis 2008 les arrestations pour racolage sur le Web se sont multipliées, aucun chiffre n'est disponible sur le nombre de femmes qui se prostituent sur le Net ayant bénéficié d'un dispositif de mise à l'abri, ou ayant obtenu un titre de séjour en tant que victimes de la traite en vue de la prostitution. Les services de police interviewés sont restés muets face à nos interrogations à ce sujet.

Le 4 décembre dernier, le projet de loi de pénalisation des clients a été adopté à l'Assemblée Nationale et sera examiné par le Sénat en 2014. Au niveau régional - que ce soit parmi les acteurs-trices institutionnel-le-s, les professionnel-le-s du sanitaire et social, et des services de police et de la justice - il n'existe pas de consensus sur les tenants et aboutissants de ce projet de loi. Si une partie des acteur-trices locaux se réjouit de ce texte qu'ils considèrent comme « *une avancée pour le*

droit de la femme », une majorité se montre sceptique et/ou dénonce les effets négatifs de ce projet de loi, ou encore son « *inefficacité à éradiquer la prostitution* ».

Selon nous, il s'agit à nouveau d'une mesure répressive et sécuritaire indirecte contre les femmes qui se prostituent. Nous craignons en effet que ce dispositif ne les repousse encore davantage dans la clandestinité, ce qui aura pour effet d'augmenter les risques de violences et d'abus et contribuera à dégrader toujours plus les conditions de vie et de travail de ces femmes. De plus, une telle mesure ne fera pas disparaître la prostitution mais contribuera seulement à invisibiliser le phénomène. Si les échanges economico-sexuels s'exercent de plus en plus dans des lieux privés et/ou via Internet, les associations de terrain auront de grandes difficultés à rentrer en contact avec les personnes, et elles, à connaître leurs droits et à les faire valoir.

Enfin, l'ADN-Toulouse et l'association Grisélidis s'accordent sur le fait que les lois de restriction de l'immigration ont largement contribué à la fragilisation des personnes contraintes à la clandestinité et vivant dans la peur.

Dans ce contexte de criminalisation et de traitement juridique très spécifique, les femmes qui se prostituent sont rendues illégitimes dans l'espace public, et toujours plus stigmatisées et sans droit. Les conséquences sur l'exercice de leurs droits et sur leur santé sont réelles : les violences dont les femmes qui se prostituent sont victimes sont généralement tues car trop souvent non reconnues, l'accès au matériel de réduction des risques est plus difficile et leur santé globale se dégrade (voir encadré ci-dessous). La répression permet de maintenir un contrôle policier sur cette population, les personnes sont plus que jamais exposées aux violences et aux injustices.

- Santé psychique, estime de soi et consommation de produits psycho-actifs -

NB : Une partie des observations suivantes sont issues de notre recherche sur « la santé globale des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en France métropolitaine » commanditée par la DGS.

Les femmes que nous avons rencontrées ne présentent pas de maladies psychologiques particulières. Par ailleurs, nous avons pu constater un défaut d'estime de soi, un réel malaise très clairement lié à la stigmatisation de leur activité et de leur sexualité. En effet, les femmes interrogées témoignent d'angoisses et d'une forte charge mentale liée à l'isolement, au secret autour de leur activité. Elles se sentent seules, elles se sentent jugées au regard de leur sexualité multi-partenariale et tarifée. Beaucoup estiment qu'elles iraient beaucoup mieux si elles pouvaient en parler sans être jugées. À ce propos, Manon – 24 ans, escorte depuis 4

ans et membre du STRASS⁹⁹ - nous confie combien les liens de solidarité tissés avec d'autres femmes qui se prostituent l'ont aidée à consolider son estime de soi et à se sentir plus forte dans sa pratique prostitutionnelle mais également dans sa vie privée :

« En fait personnellement, j'ai découvert [l'association] Grisélidis et le STRASS en même temps et c'est vraiment à ce moment là, grâce à ces deux structures que j'ai pu être heu... comment dire... être fière de ce que j'étais. Tu vois pour moi j'avais plus à me trouver d'excuses... Parce qu'en fait avant de rencontrer d'autres femmes [femmes qui se prostituent] moi fallait que je me trouve des excuses, **je pouvais pas faire ce boulot juste parce que j'aimais ça, non, c'était pas entendable !** Alors je disais j'ai besoin d'argent, je suis étudiante, tu vois tu trouves des excuses, et heu... **Parce que on [la société] te dit non, c'est pas normal, c'est machin, alors tu te poses des questions...** Tu vois à la télé, ils te montrent que des filles [prostituées] qui sont étudiantes, qui sont dans la misère, ou prostituées sur les trottoirs avec des macs, ou escortes de luxe qui veulent s'acheter des sacs Chanel, et quand toi tu dis : « non, j'aime juste ça », c'est très difficile ! Et là c'était la première fois, quand je suis venue à Grisélidis, c'est pour ça moi le fait d'être écoutée, pas jugée, que personne ne me critiquait ou me... **Je me suis dit : « ah ouais, c'est possible de le vivre mieux ! », j'ai relevé la tête quoi !** (sourire). [...] Et maintenant je connais Grisélidis et le STRASS, **je connais plein d'autres filles et garçons dans mon cas, et ça donne de la force... Tu vois, je me dis « en fait je peux être fière de ce que je suis ! » et je peux être enfin, je peux me battre pour mes droits, je peux assumer ce que je fais, je peux être féministe, je peux ...** En fait il y a des gens qui pensent comme moi ! Parce tu vois, ça m'a quand même pas mal questionné ce boulot, en fait à force que les gens te questionnent, bah tu te questionnes ! Et moi, j'avais mon ressenti mais j'avais pas d'argumentaire... Et chaque fois on me disait : « mais non, c'est pas normal, t'es sous le patriarcat, t'es sous domination patriarcale, t'as été violée dans ton enfance mais tu l'as refoulé, t'es machin, t'es truc... ». **Et en fait au bout d'un moment toutes ces attaques, au bout d'un moment tu te dis : « bah je suis pas normale en fait ! ».** Vu qu'au bout d'un moment tu dois être soit droguée, soit violée soit machin, tu te dis je suis pas normale en fait, y'a dû y avoir une faille quelque part dans ma vie, c'est pas normal... Alors tu cogites sur tout, mais est-ce que c'est les relations avec ma mère, est-ce que j'ai eu un mauvais trip avec un mec et je le fais payer aux hommes, est-ce que j'aime trop l'argent, enfin tu vois, tu te cherches des problèmes ! Parce que les gens attendent que tu t'expliques... Parce que personne n'accepte qu'une fille puisse dire qu'elle aime ce boulot... [...] Et moi je me suis ni faite violer dans mon enfance, je suis ni droguée, j'ai pas de sac Chanel ou je sais pas quoi, j'ai des amis, j'ai une famille... et je fais ce boulot ! **Et tu vois, c'est depuis que j'ai pu en parler avec d'autres que maintenant je me sens plus sûre de moi ! Même dans mon boulot, je suis plus intransigeante avec mes clients, oui je suis beaucoup plus sûre de moi devant les clients maintenant.** Parce que j'ai inversé ce... j'ai plus ce rapport du mec qui paye parce que t'es mignonne, parce que t'es une pauvre petite étudiante, j'ai plus d'excuses à leur donner [aux clients] pour me justifier ! Là c'est : « tu fais ça parce que t'es étudiante ? », « non, je fais ça parce que j'aime ça », voilà. Et en fait je trouve que ça a inversé le rapport, plutôt que être la petite fille en demande d'argent, s'il te plaît monsieur, je serais gentille avec toi, s'il te plaît, donne moi de l'argent, machin... non ! J'ai plus besoin de jouer ce rôle-là, plus le rôle de l'étudiante, non. À partir de maintenant c'est moi qui dicte mes règles ! [...] »

Concernant la **consommation de produits psycho-actifs** nous n'avons pas remarqué de surconsommation : à l'instar de la population générale, les plus âgées sont consommatrices de tabac et ponctuellement d'alcool, les plus jeunes ont essayé des drogues illicites ponctuellement. Ces consommations sont principalement effectuées dans le cadre privé, hors activité prostitutionnelle. Concernant la **consommation de médicaments type antidépresseur**, nous n'avons pas remarqué de surconsommation. Les femmes qui en ont consommé l'ont fait suite à une agression (par un client) ou à une rupture de vie affective et/ou professionnelle (vie privée).

99 STRASS : Syndicat du TRAvail Sexuel qui existe en France depuis 2009.

Pour conclure, ces problématiques de santé liées au corps, à l'estime de soi et à la consommation de produits nous paraissent trouver racine dans le positionnement inférieur des femmes dans les rapports de genre. Selon nous, ces réalités sont liées à leur vécu social de femmes et non au fait qu'elles soient des femmes qui se prostituent . Par contre, la stigmatisation sociale de la prostitution et la criminalisation sont clairement vécues et conscientisées comme des facteurs qui dégradent leur santé et leur bien-être social et psychologique.

Précarité et rapports de genre inégalitaires

Aujourd'hui, si dans notre société une majorité de femmes travaille, elles demeurent toutefois souvent dépendantes des revenus d'un conjoint ou d'un tiers (institution, etc). Les habitantes de la région Midi-Pyrénées n'échappent pas à ce constat général. En effet, les difficultés économiques continuent de les toucher plus fortement que les hommes. Ces diverses inégalités – salaire inférieur, chômage plus fréquent, postes moins rémunérateurs, contrats précaires, travail à temps partiel, etc - s'expliquent par la division sexuelle du travail qui, selon l'analyse de Christine Delphy, « s'incarne dans le système patriarcal et économique en place »¹⁰⁰. Effectivement, d'après notre recherche et les dires de nos enquêtées, nous constatons que le choix de proposer des rapports sexuels tarifés est souvent motivé par un besoin d'argent dû à une situation économique plus ou moins difficile (cf : encadré ci-dessous).

- Focus sur la situation économique (revenus) et familiale des femmes qui se prostituent de notre enquête -

Parmi les femmes qui se prostituent de notre enquête, 4 sur 15 ont une activité salariée en parallèle de leur activité prostitutionnelle ; leurs revenus correspondant à leur emploi formel sont inférieurs ou égaux aux SMIC et servent aux frais globaux de leur foyer. 3 femmes sur 15 sont mères au foyer (celles-ci disposent, en partie, des revenus de leur conjoint), et plusieurs (divorcées et/ou séparées) reçoivent une pension alimentaire de leur ex-conjoint. 2 femmes sont en recherche d'emploi depuis plus de 1 an mais seule Alicia – 27 ans et française - perçoit des indemnités chômage (Carolina – 27 ans et roumaine - n'y ayant pas droit). 2 femmes sont étudiantes ou en formation qualifiante (Élise, 32 ans et Nolwenn, 24 ans). Une majorité des femmes de notre enquête dépend également des prestations sociales auxquelles elles ont droit (PAJE, Allocations familiales, Allocation logement, RSA principalement).

La prostitution est l'activité principale pour 4 de nos enquêtées (en terme de temps de consacré à l'activité prostitutionnelle et aux démarches engagées et/ou réalisées pour lui concéder un statut

100 DELPHY Christine, *L'Ennemi principal (tome 1)*, Editions Syllepses, Paris, 1998, p.118

professionnel). Toutefois, excepté Béatrice – 35 ans et employé de bureau à mi-temps en C.D.I -, les rapports sexuels tarifés via Internet constitue la principale source de revenu pour la totalité de nos enquêtées.

Moins de la moitié des femmes interrogées vit en couple (7 sur 15), maritalement ou non, et certaines disposent en partie des revenus de leur conjoint (lorsque celui-ci travaille et participe réellement aux frais globaux du ménage). De plus, la quasi-totalité est mère de famille (12 sur 15) et 11 d'entre elles ont leurs enfants à charge. 4 femmes de notre enquête ne vivent pas avec leurs enfants : les enfants de Daniella – 35 ans et nigériane – et celui de Carolina vivent avec des proches dans leur pays d'origine ; l'enfant d'Alicia habite chez ses grands-parents maternels et celui de Maria – 36 ans et française - est placé en foyer. De même, 4 femmes subviennent aux besoins de leur famille élargie (ascendants et fratrie notamment).

Enfin, la majorité des femmes interviewées est locataire de leur logement (12 sur 15) et seule Laura - 22 ans, française et mère de 1 enfant - dispose d'un logement social ; les 3 autres étant propriétaires (avec leur conjoint).

Nous notons également que le besoin urgent d'argent – qui plus est lorsque les femmes ont des personnes à leur charge - peut tout à fait faire que les femmes qui se prostituent sur le Net cèdent plus facilement aux demandes de pratiques à risques des clients.

De plus, aujourd'hui encore, l'éducation des enfants et la charge mentale que cette tâche exige demeure largement supportée par les femmes. En effet, les femmes de notre enquête qui sont par ailleurs mères de famille expliquent les difficultés qu'elles rencontrent à concilier leur vie familiale (éducation des enfants) avec leur vie professionnelle. Dans ce contexte, plusieurs ont choisi de proposer des rapports sexuels tarifés afin d'avoir le temps et l'argent suffisant pour éduquer leur(s) enfant(s).

- Focus sur les parcours de Daniella et de Laura -

Extrait de l'entretien de Daniella – 35 ans, nigériane, prostituée dans la rue pendant 5 ans et masseuse depuis 7 mois :

« Je suis venue en France avec un passeur, en 2003 [...] Je suis d'abord allée à Paris, j'avais des connaissances là-bas, des femmes de mon village, j'en connaissais beaucoup et c'était bien de se retrouver [...] Puis j'ai décidé de partir à Toulouse avec ma sœur et une cousine [...] À Paris, le travail [prostitution] était devenu trop difficile [...] il y avait trop de femmes, pas assez de clients et beaucoup de police, c'était pas facile ! Et puis on ne gagnait pas assez d'argent parce qu'on avait peur de sortir dans la rue [...] Je suis venue à Toulouse en 2007 et tout de suite ça a mieux été [...] Il fallait faire attention à la police, mais on savait de l'habitude [...] Ici [à Toulouse], je gagne bien ma vie mais j'ai besoin de beaucoup d'argent car je dois m'occuper de ma famille au pays [...] Je donne de l'argent tous les mois, c'est normal, à ma mère, mes

enfants, surtout que maintenant ils grandissent et ils ont plus besoin [...] J'ai aussi beaucoup de frères au village qui ont besoin d'argent [...] Mon mari est décédé, c'est moi qui doit m'occuper d'eux tous maintenant, c'est comme ça. [...] Oui des fois j'ai envie de rentrer au pays, je me dis un jour peut-être quand je serai plus vieille ! (rires) [...] Je voudrais ouvrir un restaurant là-bas... Mais pour le moment, je sais que la France est mieux pour moi [...] J'aimerais que mes enfants viennent ici [en France] parce qu'en Afrique il n'y a pas d'avenir, c'est la misère [...] Ici [en France] j'ai appris la liberté ! »

Le parcours de Laura – 22 ans et masseuse depuis 1 an et demi - illustre assez bien les situations évoquées dans notre argumentaire. Le voici (résumé) :

Laura, française de 22 ans, habite actuellement avec son enfant dans un logement social d'une commune rurale du Gers. Elle a arrêté ses études en classe de Terminale « pour élever [son] enfant », le père de celui-ci « ayant disparu de la circulation » peu après l'accouchement de Laura. D'ailleurs, aujourd'hui Laura n'a plus de nouvelles du père de son enfant, mais la mère de ce-dernier lui envoie parfois « des cadeaux ou un petit billet pour le petit ». Suite à des conflits familiaux, Laura quitte le domicile de sa mère (chez qui elle vivait avec son enfant) et part vivre chez une amie avec son fils « le temps de trouver un truc [appartement] ». À cette époque, Laura enchaîne les « petits boulots » (gardes d'animaux, baby-sitting, distribution de publicité papier, etc) et explique que « sans diplôme et sans expérience [professionnelle] et en plus avec un enfant, y'a rien [pas d'emploi] pour [elle] ! ». Quelques mois plus tard, Laura emménage dans un logement social et confie la garde de son enfant – alors âgé de 2 ans - « à une voisine un peu dans la même situation [qu'elle] ». Elle dispose alors de plus de temps pour exercer une activité professionnelle et commence « à faire des ménages chez des gens ». Pour autant, ses revenus restent peu élevés et sa situation précaire : « tous les mois c'était la galère [...] dès le 10 [du mois] j'étais à découvert ! [...] Fallait toujours compter pour tout et puis surtout je voulais que mon petit ne manque de rien ! ». Il y a un an et demi, Laura dépose une annonce de « masseuse » sur la Toile : « c'est une amie qui m'en a parlé [...] Elle l'a fait [se prostituer] un moment et m'a dit qu'avec ça je pourrais me sortir la tête de l'eau et avoir du temps pour mon petit ». Aujourd'hui, l'enfant de Laura est entré à l'école. Cette dernière travaille environ 15 heures par semaine en tant que femme de ménage à domicile (activité déclarée) et poursuit les rendez-vous tarifés (activité non déclarée), à hauteur d'environ 3 rendez-vous par semaine (soit environ 5 heures). Même si Laura aimerait « trouver un vrai boulot [autre que la prostitution] » elle explique qu'aujourd'hui la prostitution est l'activité « qui [lui] permet de vivre et d'élever [son] fils ». « En un mois de ménage [environ 60 heures] je gagne à peine 400 euros alors qu'avec les massages je me fais plus du triple en trois fois moins de temps ! [...] Je mets de l'argent de côté, grâce à ça j'ai pu me payer mon permis et là j'économise pour une nouvelle voiture comme ça je pourrais me déplacer sans problème ».

Enfin, parmi nos enquêtées, toutes n'évoquent pas le manque d'argent comme motivation

principale pour proposer des rapports sexuels tarifés. Pour certaines, la prostitution relève plutôt d'une volonté de rompre avec les valeurs traditionnelles familiales et d'assouvir « un fantasme interdit ». Aujourd'hui, même si la sexualité n'est pas « libre » puisqu'elle s'inscrit - comme toute interaction sociale – dans un certain nombre de rapports (rapports de genre, de classes, de générations, culturels...), elle est perçue comme étant, *a priori*, de moins en moins codifiée¹⁰¹. À ce propos, Michel Bozon souligne qu'un des grands changements dans les rapports de générations entre les années 1960 et les années 2000, est que « la génération des parents a désormais renoncé à fixer des normes restrictives aux jeunes »¹⁰². La possibilité de vivre « une vraie jeunesse » s'est peu à peu généralisée, et « l'autonomie privée » de ces derniers est globalement acceptée. Dans ce contexte, les parents ne condamnent plus le fait que leurs enfants aient une vie amoureuse active – celle-ci pouvant même se dérouler parfois sous leur toit. Évidemment, ce constat n'est pas valable pour l'ensemble des familles contemporaines. Certaines conservent des valeurs traditionnelles – liées à la morale religieuse – et marquent un contrôle plus exacerbé de la sexualité de leurs enfants.

Dans ces familles conservatrices, l'entrée des jeunes dans la sexualité se fait sous le regard attentif et sous le contrôle de la parenté (et des aînés éventuellement). Les parents fixent les règles selon lesquelles leurs enfants – notamment les filles - peuvent accéder à cette activité statutaire de la maturité¹⁰³. Dans ce contexte, les fréquentations et les sorties des enfants – à l'adolescence principalement – sont souvent fortement contrôlées par les parents. De même, le thème de la sexualité demeure tabou et est rarement mis en avant dans les discussions familiales.

Pour les femmes ayant grandi dans ce type de famille, la sexualité tarifée est envisagée comme un moyen de s'émanciper des valeurs et des normes familiales. En se prostituant, ces femmes se démarquent du modèle parental, marquant ainsi leur désir d'autonomie vis-à-vis des leurs. Dans cette perspective, elles veulent être actrices de leur vie – leur vie intime en tout cas – et participer à la construction de leur identité personnelle. À ce sujet, le témoignage d'Anne-Sophie - 21 ans et escorte depuis 4 mois en région parisienne - est éloquent :

« [...] Mes parents sont carrément décalés par rapport à ma vie... enfin par rapport à la vie des jeunes ! Ils sont vieux, ils ont 62 et 65 ans et ma mère a été élevée chez les sœurs ! Donc ça explique un peu... [...] Ils sont hyper croyants tous les deux, ma mère surtout... [...] Le sexe pour eux, je sais pas, c'est sale ou je sais pas... on n'en parle jamais ! [...] J'ai pas le droit de sortir alors je te parle même

101 LAQUEUR Thomas, La fabrique du sexe – Essai sur le corps et le genre en Occident, Editions Gallimard, Paris, 1992

102 Les parents gardent toutefois un regard sur les pratiques sexuelles de leurs enfants, notamment par rapport aux risques d'infections sexuellement transmissibles ou de grossesse non prévue. - BOZON Michel. *Sociologie de la sexualité*, Armand Colin, 2005, p.54

103 BOZON Michel. *Ibid.* p.16

pas d'avoir un copain ! Même juste comme ça, sans... Pour eux c'est pas possible, je suis trop jeune ! [...] Je fais tout en cachette, je sors, je... Les deux copains que j'ai eu avant aussi, ils [ses parents] étaient pas au courant [...] C'était pas facile à gérer, j'avais du mal parce que je devais tout cacher, tout le temps inventer des mythos ou des trucs, ça me pesait, c'était chiant... et puis ouais, je me sentais pas à l'aise du coup avec lui [son dernier petit ami]. [...] Les rendez-vous [tarifés] c'est mon p'tit secret, c'est mon jardin secret, mon... ça me donne de l'air, je rencontre des gens, c'est intéressant... j'apprends des trucs sur eux [les clients / hommes], sur la vie, je... ça me donne de la liberté ! J'ai l'impression d'être plus libre depuis que je fais ça, je me sens moins... j'étouffe moins [...]. »

5.3 Des facteurs spécifiques aux échanges économique-sexuels via Internet

Isolement des femmes et manque d'interlocuteurs adéquats

Le fait de travailler par l'intermédiaire du Web engendre, pour les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet, un isolement particulier sans doute plus important que pour celles qui travaillent dans la rue. Ces dernières, outre les contacts réguliers avec les associations de terrain (en tout cas dans les villes où il existe de telles structures), ont des interactions avec « les copines », « les collègues », puisqu'elles travaillent rarement seules dans la rue. Sur Internet, la démarche est différente. Bien souvent, les femmes qui se prostituent sur le Net sont seules derrière leur écran d'ordinateur. Contre l'avantage de préserver l'anonymat des personnes (ce qui est recherché par bon nombre de femmes qui se prostituent sur le Net), Internet présente en retour l'inconvénient de les isoler, les exposant ainsi à des conséquences plus graves en cas de situations difficiles (violences notamment).

Internet : un médium anonyme, isolant et qui favorise l'individualisme

Contrairement au travail du sexe dans la rue ou en établissements où les collègues travaillent souvent à proximité les unes des autres et sont généralement attentives les unes envers les autres¹⁰⁴, les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet sont seules dans les négociations avec les clients, et seules pendant les rendez-vous tarifés. Dans ce contexte, la sécurité des femmes qui se prostituent sur le Net semble plus fragile que celle des personnes travaillant à plusieurs (dans la rue ou en établissements). Toutefois, les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet

104 À l'association Grisélidis, durant les tournées réalisées à Toulouse, nous observons diverses stratégies mises en place par les femmes pour limiter leur insécurité : être plusieurs, rester proche des collègues durant la passe de façon à être entendue en cas de problème, ne pas partir avec des clients en même temps afin d'avoir toujours au moins une femme qui surveille, relever les plaques d'immatriculation des clients, refuser les clients ivres, etc.

mettent elles aussi en place des stratégies pour assurer une certaine sécurité. À ce sujet, Élise – 32 ans et masseuse depuis 4 ans à Toulouse – explique :

« Bon je vois la prostitution sur le Net aussi c'est dangereux parce les nanas... Moi dès que je pars en rendez-vous, j'envoie un sms à une copine [non escortée]. Tu vois pour lui dire dans deux heures appelle-moi, et t'insistes, t'insistes si ça répond pas tu harcèles au téléphone comme ça les mecs [clients] ça les fait flipper tu vois ! Et puis si vraiment dans une heure je réponds pas, t'appelles les flics et tu les envoies à l'adresse ! C'est même pas la peine de débarquer toi parce que ça se trouve c'est trop tard, tu envoies les flics. Et donc quand même y'a cette peur du danger... ».

Ces stratégies impliquent souvent que les femmes qui se prostituent mettent au courant une tierce personne (ami-e, conjoint, colocataire, etc) de confiance de leur activité prostitutionnelle. Si toutes ne le souhaitent pas par crainte du jugement d'autrui (stigmaté), beaucoup aussi s'y refusent par crainte de voir cette tierce personnes accusée de proxénétisme d'aide et de soutien (criminalisation). À nouveau, nous comprenons combien la stigmatisation et la criminalisation du travail du sexe contribue à renforcer l'isolement des femmes et donc à les rendre plus vulnérables.

Internet, un médium faussement « protecteur »

Par ailleurs, nombreuses sont les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet qui ont le sentiment d'être protégées (du stigmaté, des discriminations et des violences) derrière leur écran d'ordinateur. Or, nous savons que ce sentiment de sécurité n'est qu'une illusion et qu'il est vain de croire qu'Internet conserve de façon hermétique l'anonymat des personnes et qu'il protège du stigmaté et des violences (Cf pp. 100-108 de ce rapport)

Focus sur les « occasionnelles » et les « débutantes »

Certaines femmes qui se prostituent sur le Net sont moins visibles que d'autres, et donc encore moins facilement accessibles (repérables) par les associations de terrain. Il s'agit principalement des femmes qui proposent des rapports sexuels tarifés de façon (très) épisodique et irrégulière. Dans ce paragraphe, nous souhaitons également faire un focus sur celles qui débutent dans l'activité prostitutionnelle car, d'après nos observations, ce moment est souvent propice aux situations de violences et de pratiques à risques.

Pour les femmes qui proposent des rapports sexuels de façon occasionnelle (voire très occasionnelle) via Internet, le cloisonnement entre leur vie privée et leur sexualité tarifée est un souci majeur. La plupart s'attache à mener une réelle « double vie », ce qui nécessite beaucoup d'organisation et d'énergie (charge mentale) pour conserver ce « secret ». L'essentiel pour ces

femmes – à l'image de Bénédicte (voir encadré ci-dessous) est donc de conserver « à tout prix » leur anonymat dans l'espace de la prostitution, ce qui constitue un moyen de pression important pour des personnes (conjoint, ex-conjoint, clients, concurrentes, etc) malveillantes.

- Bénédicte, escorte occasionnelle -

Lorsque Bénédicte rencontre son premier client, elle a 35 ans et est en instance de divorce. Par ailleurs, elle travaille comme employée de bureau à temps plein dans une grande entreprise, mais son salaire lui est, à ce moment-là, insuffisant. Elle décide de répondre à des annonces « d'hommes généreux » et espère rassembler assez d'argent pour pouvoir « [se] prendre un appartement plus grand ». Elle est convaincue que cet élément l'aidera à obtenir la garde de ses trois enfants et qu'elle pourra « [se] débarrasser définitivement de l'emprise de [son] ex-conjoint » ; conjoint qui l'a violentée pendant plusieurs années. Après « presque une année de rendez-vous sans souci », Bénédicte répond à un client qui va exercer sur elle menaces, chantages et harcèlement pendant plusieurs semaines. Elle raconte :

« Moi je discutais longuement avant de me décider pour un rendez-vous [tarifé] [...]. Je rencontrais que sur Paris ou région parisienne, je ne voulais pas qu'on me voit avec quelqu'un dans ma ville [Bénédicte habite à Orléans]. Ma plus grosse crainte était que mon ex-mari ou son avocat l'apprennent et qu'ils s'en servent contre moi... [...] Je n'avais aucune annonce, pas de site, pas de... rien... j'étais invisible ! Je répondais aux annonces de clients sur M***** [site fermé en 2009] surtout [...] Au début, avec les premiers hommes que j'ai rencontré, tout s'est bien passé [...]. J'étais très méfiante, je ne disais rien sur moi, sur ma vraie vie ! [...] Un jour je suis tombée sur Maxime [...]. On a discuté peut-être pendant deux mois sur msn avant que j'accepte de le voir... J'avais besoin d'argent et on avait bien discuté, je le trouvais sympa. [...] On s'est vu une première fois et c'était bien, un bel homme, CSP+++ , gentleman, il m'avait amené du parfum ! (sourire) On était d'abord allé manger dans un bon restau où j'étais jamais allée. Tu vois, un type bien quoi ! Je lui ai dit ok pour un deuxième rendez-vous la semaine d'après, c'est lui qui payait le train, l'hôtel et tout ! Il m'avait même payé de la lingerie pour que je m'habille avec la prochaine fois [...] C'était la première fois que je voyais un homme [client] deux fois et on a commencé à discuter de nos vies, j'ai baissé la garde si tu veux [...]. Le mois d'après, on devait se voir encore mais j'ai eu le malheur d'annuler [...] et là ça été menace par mail, sur mon msn dès que je me connectais, des sms aussi... Il me téléphonait plusieurs fois par jour pour m'insulter, me dire que je n'étais qu'une pute et qu'il allait me balancer à mon employeur et que mon mari avait bien fait de me quitter, que j'étais minable, enfin... des trucs comme ça ! [...] Il savait rien de mon boulot, juste le secteur mais je sais pas, il me disait qu'il savait des trucs et qu'il allait tout balancer [...]. Il me faisait hyper peur, je savais pas à qui le dire parce que personne ne savait... [...] Je dormais plus ! Je prenais des trucs, comme des somnifères pour dormir, j'étais crevée et... Et puis il a dit qu'il allait faire des recherches et trouver mon ex-mari et lui dire que sa femme fait la pute... Là je savais... En fait il n'avait pas apprécié que j'annule au dernier moment et voulait que l'on se revoie, mais vu qu'il m'insultait je lui ai dit

que je ne voulais plus le voir, et ça empirait ! [...] Après il m'a dit qu'il voulait juste me voir une fois pour qu'on s'explique et après qu'on ferait nos vies chacun de notre côté [...] J'ai changé de numéro de portable, de mail, de... tout, je me suis refais à neuf ! Et j'ai stoppé les rencontres pendant plusieurs mois, je me suis fait oublier si tu veux [...]. J'avais trop peur... ».

Aujourd'hui, Bénédicte a repris les échanges économique-sexuels via Internet depuis quelques mois et s'est créée un blog. Désormais, elle informe un « ami », client régulier, en qui elle a confiance, de chacun de ses rendez-vous tarifés. Suite à notre entretien (réalisé dans le cadre notre précédente recherche, en mars 2012), Bénédicte a contacté l'association Grisélidis pour un suivi juridique notamment, ainsi que pour des temps conviviaux.

Pour rester anonyme, plusieurs femmes choisissent de ne laisser aucune trace sur le web (ou en tout cas de les limiter). Aussi préfèrent-elles répondre à des annonces passées par des clients et engager avec eux des échanges par mail, par messagerie instantanée (MSN, Yahoo, etc.) ou directement par téléphone, puis lors d'une rencontre préalable. Cette façon de fonctionner, qui leur convient, présente toutefois l'inconvénient de répondre aux conditions des clients et non pas aux leurs. Dans cette optique, le rapport de force est dès le départ en défaveur des femmes, et peut engendrer des négociations sévères, des violences (insultes principalement mais aussi du chantage, pour avoir des rapports gratuits ou non protégés) si elles refusent une pratique non annoncée par exemple. De plus, ces femmes peuvent changer souvent de pseudonyme et de numéro de téléphone pour « disparaître » quand bon leur semble. Beaucoup ne travaillent que quelques heures par mois, s'arrêtent parfois pendant de longues périodes avant de revenir sur le marché. Elles cherchent à « brouiller les pistes » pour ne pas être « traçables ». L'utilisation de « chemins détournés » pour proposer des rapports sexuels tarifés empêche ces femmes d'avoir accès aux informations diffusées par les associations de terrain. En effet, ces dernières – à l'image de Grisélidis - passent à côté de ces femmes qui se prostituent sur le Net, puisqu'elles interviennent essentiellement sur les sites (terrains) dédiés aux échanges économique-sexuels via Internet.

Bien souvent, ces femmes n'ont comme unique interlocuteur que les clients qu'elles rencontrent. Si certains peuvent être de bons conseils, d'autres abusent de cette situation puisqu'ils sont en position de force. Pour Véronique Boyer, médiatrice de prévention sur Internet à l'association Grisélidis jusqu'à l'automne 2012, « les débutantes et les très occasionnelles [dans les échanges économique-sexuels via Internet] sont des proies faciles pour les punters¹⁰⁵ qui savent aisément les repérer ». Effectivement, des clients mal intentionnés savent que lorsque les femmes qui se

105 Cf Définition en annexe – Annexe 6 (pp.184-187).

prostitués débutent – à l'image de toute personne novice dans une activité – elles sont moins rigides sur leurs conditions de travail (pratiques sexuelles notamment) et sont plus facilement influençables. De plus, ils savent qu'elles n'ont pas encore profité des conseils des plus anciennes. D'après ce que nous pouvons lire sur les sites d'EV, certains clients seraient friands des « novices » et se feraient un jeu de « pousser leurs limites » (pratiques sexuelles, rapports protégés, etc). D'ailleurs, beaucoup de nos enquêtées ont connu des situations de violences dans les premiers temps de leur activité.

Sandrine¹⁰⁶ - 22 ans et escorte depuis 8 mois à Lille – raconte son premier rendez-vous tarifé :

« Donc je lui avais expliqué [au client] que c'était la première fois et je pense qu'il en a un peu profité tu vois... ça a été... Bon il était pas méchant c'est pas ça, mais en fait je suis restée 4 heures avec lui et il m'en a payé que 2 ! Donc voilà... Et puis j'osais pas trop partir, tu vois, enfin je savais pas trop comment... Et bon je sais pas comment te dire ça bien mais... (sourire) bon ça a vraiment été 4 heures de baise intensive tu vois ! Et puis quand je suis repartie je me suis sentie vraiment mal [...]. »

Toujours selon Véronique Boyer, « le moment et la façon dont les femmes organisent leur activité [prostitutionnelle] a des conséquences sur leur pratiques » et par ricochet sur la prise de risques et donc sur leur santé globale (physique et mentale). C'est pourquoi elle ajoute qu'il « est important d'être présente sur des forums de discussions non spécialisés car c'est là que toutes les p'tites jeunes viennent chercher les infos pour débiter [...]. Les associations, comme Grisélidis le fait depuis 2008, se doivent d'être là ! ».

Manque d'interlocuteurs adéquats

D'après notre recherche, les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet manquent cruellement d'interlocuteurs adéquats. Dans la rue, les femmes qui se prostituent échangent directement sur leurs savoirs et savoirs-faire liés à l'activité, sur leurs pratiques de prévention santé, sur les clients violents. Le Net empêche la spontanéité des rencontres et des échanges entre pairs. De plus, les associations de terrains sont encore trop peu nombreuses / invisibles sur le Web. En Midi-Pyrénées, l'association Grisélidis est la seule structure à avoir mis en place une action spécifique (accueil et accompagnement) à destination des personnes prostituées sur le Net. C'est également la seule structure à disposer de personnel formé à l'usage des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), à la spécificité des échanges

¹⁰⁶ Femme interviewée dans le cadre de notre précédente recherche, en novembre 2011.

économico-sexuels via Internet et formé aux questions des rapports sociaux de sexe.

Plusieurs de nos enquêtées nous confient qu'à leur début, elles ont cherché à entrer en contact avec des « collègues ». Elles attendent de leurs pairs des conseils pour leurs annonces, pour les prix, les pratiques, les clients à éviter, etc. Toutefois, les « anciennes » ne sont pas toujours réceptives, car comme nous l'explique Dolorès – 51 ans et escorte à Nantes depuis 5 ans -, elles craignent « *d'être accusée[s] de mère[s] maquerelle[s]* » et ne savent pas à qui elles ont affaire puisque la communication passe par l'intermédiaire sur le Net . Aussi se montrent-elles « prudentes » et « méfiantes » dans l'échange d'informations et dans la création de solidarité.

Les forumers et/ou les clients comme interlocuteurs privilégiés

À défaut de contact IRL (= *In Real Life* ; en réel) avec des pairs, les femmes qui se prostituent sur le Net trouvent des conseils et des informations sur le Web ; soit via des forums (dont les sites de clients), soit en regardant les annonces de leurs concurrentes / collègues. Bien que cette démarche puisse avoir des avantages, elle soulève également plusieurs problèmes :

- cela exige une maîtrise de la langue française écrite et des TIC *a minima*, excluant de ce fait une partie des femmes qui se prostituent
- ce qui est écrit sur les forums offre une réalité / vision subjective des échanges économique-sexuels, puisqu'elle correspond à celle des forumers-euses qui interviennent sur ces sites.

Parmi nos enquêtées, beaucoup ont l'habitude de se renseigner sur leur santé sexuelle par elles-mêmes, notamment sur les forums de discussion ou bien sur les sites d'EV. Dans cette optique, elles ont globalement le sentiment d'être « bien informées ». Or nous savons que toutes les informations qui circulent sur la Toile ne se valent pas et qu'encre trop peu d'associations de terrain ont investi ce terrain. De même, nous savons que beaucoup de *fake* circulent sur la Toile et qu'il n'est pas toujours évident de faire la part des choses entre ce qui est dit/écrit et la réalité des pratiques (qui plus est lorsqu'il s'agit de forums investis par des clients).

Pour autant, si nous ne nions pas l'importance et le rôle de ce type d'espaces dans la création et le développement d'une certaine solidarité au sein de la communauté de femmes qui se prostituent , nous remarquons que ces terrains peuvent être le théâtre de violences importantes, qui plus est lorsque des clients sont mêlés (Cf : pp. 101-105 de ce rapport). À l'instar d'être des lieux d'échanges d'informations, ces forums deviennent des espaces de concurrence où chacun-e essaye de se distinguer les un-e-s des autres. De même, rappelons-le, certains de ces sites sont gérés par des

hommes eux-mêmes clients. Ainsi, nous pouvons mettre en doute l'objectivité des informations - notamment celles relatives à la santé - mises en ligne.

Les interlocuteurs des femmes qui se prostituent sur le Net restent principalement « virtuels » (par le biais des *tchats*, des forums de discussions, et même par téléphone). Or, comme nous l'avons déjà mentionné, sur la Toile les règles de communication sont brouillées. La communication sur le Net annule un certain nombre de barrières habituellement présentes dans les discussions en tête-à-tête (présentation et interaction physique, timidité, commencement / arrêt de la discussion quand on le souhaite, etc) et peut donner ainsi l'impression d'une meilleure maîtrise des échanges. En conséquence, certaines femmes qui discutent sur la Toile (qui plus est lorsqu'elles sont demandeuses) sont peut-être moins vigilantes face à des personnes mal intentionnées, ce qui renforce leur vulnérabilité. Si le Net facilite parfois les contacts, il peut également – pour reprendre les mots d'Elise – « *se retourner contre [l'utilisateur-trice]* ». Elise, qui a pratiqué l'escorting pendant 2 ans, explique ce qui lui a fait prendre conscience des « *dangers sur le Net* » :

*« Donc j'ai déposé mon pseudo sur « E***** » [un annuaire d'escortes], voilà. Parce que quand tu tapes "escorte" c'est un des premiers sites sur lequel tu tombes. Donc je l'ai déposé là et puis ça me plaisait aussi ce truc de discussion aussi ! [...] Y'avait surtout des clients, quelques filles aussi [...] Mais c'est un outil qui se retourne très souvent contre toi aussi, en tant qu'escorte, y'en a beaucoup qui s'en servent contre toi aussi, même beaucoup plus tard [...] La violence elle est aussi, je te le disais, de façon indirecte sur la prostitution d'escort, sur le Net. Tu subis la violence de tes camarades mais c'est une violence plus vicieuse, plus implicite [...]. Parce que y'a des choses que tu vois pas sur Internet, mais que tu vois quand tu rencontres la personne en vrai. [...] Sur le Net c'est pas des dangers physiques, c'est des dangers moraux, psychologiques... [...] Alors que les nanas de la rue elles viennent te dégommer, c'est physique, mais je vais te dire une fois qu'elles ont fini de te dégommer, une fois que t'as fini le bizutage, c'est fini, t'as la paix, t'as fait ta place ! C'est pas permanent... Sur Internet, c'est long, ça ronge, c'est vicieux... ».*

Selon nous, il est primordial de favoriser des espaces virtuels et IRL entre pairs. Certaines femmes qui se prostituent sur le Net n'ont pas attendu les associations de terrain pour développer des formes de solidarités intra-communautaires, mettant ainsi en application l'expression qui dit que « l'union fait la force ».

Dans le cadre de notre précédente recherche, nous avons eu vent - par l'intermédiaire des escortes rencontrées – d'une forme d'auto-organisation de celles-ci. Certaines escortes ont en effet monté des forums de discussions privés où elles échangent avec plusieurs de leurs consœurs (qu'elles

ont eu, pour la plupart, l'occasion de rencontrer de visu) des informations pratiques liées à l'activité (tarifs, services proposés, précautions, conseils...). Sur ces forums, une « *black-list* » est également diffusée. Cette liste – issue des expériences professionnelles des escortes - répertorie les « mauvais clients », c'est-à-dire les clients violents, mauvais payeurs, non hygiéniques, discourtois... À ce propos, Valérie – 40 ans, escorte depuis 4 ans dans le Tarn et initiatrice du « *Forum des filles* » - explique :

*« En fait cette idée m'est venue parce qu'à l'origine y'avait déjà des black-lists sur E***** [annuaire d'escortes] par exemple, sauf que ça, c'était public ! ça vaut dire que tout le monde, les clients, le webmaster qui à mon avis est peut-être un mac', enfin je sais pas [...] Bref, ça me paraissait anormal que tout le monde puisse lire ce que disent les filles, enfin c'est fou ! Et puis même, on pouvait rien se dire en fait ! [...] Et petit à petit l'idée a fait son chemin [...] Et voilà, le « Forum des filles » est né ! (rires) Enfin c'est pour toutes les escortes, filles ou garçons... Et pas que sur Toulouse. On a aussi des liens, enfin y'a des filles de Paris aussi [...] et Strasbourg je crois aussi... ».*

Ce dispositif, qui démontre une réelle forme de solidarité intra-communautaire (au-delà des frontières locales), n'est pas seulement un espace d'entraide professionnelle entre femmes qui se prostituent . Il sert également à échanger sur divers sujets tels que, toujours selon les dires de Valérie, « *des problèmes de filles ! Les règles, des problèmes de santé ou gynéco... On se donne des conseils, des astuces* ». De même, ce forum privé permet de créer des amitiés et donc du lien social au sein d'un groupe dont l'activité génère de l'isolement social du fait de sa stigmatisation.

Cependant, toutes les femmes qui se prostituent sur le Net n'ont pas accès à ce type de dispositif d'entraide. À ce propos, Valérie précise :

« Pour qu'une fille [escorte] soit admise sur le Forum des filles, il faut au moins que deux d'entre nous [celles qui ont monté le forum] l'ai rencontrée en vrai [...], après on [les membres du forum] vote et si c'est bon, elle pourra avoir accès aux infos. [...] En fait, c'est souvent des nanas qui sont sur le même annuaire que nous et puis qui sont de la région parce que c'est quand même plus pratique pour se voir ».

D'ailleurs, ce type de dispositif requiert de maîtriser à minima l'outil informatique ainsi que le fonctionnement de cette forme particulière d'échanges. Or, nous l'avons vu, un certain nombre de femmes qui se prostituent sur le Net ne sont absolument pas familières (ni même réceptives) de ce genre d'outil. C'est notamment ce à quoi les associations de terrain devront s'attacher. Si des initiatives comme celle du « *Forum des filles* » pourraient probablement gagner à être renforcées et soutenues, d'autres actions devront être mises en place afin de toucher plus largement le public des

femmes prestataires de rapports sexuels via Internet.

Des professionnel-le-s volontaires mais pas formés aux spécificités des échanges économico-sexuels via Internet

D'après les professionnel-le-s du sanitaire et social de la région interviewé-e-s, à l'exception du Planning Familial de Rodez qui a récemment (janvier 2014) accueilli une femme qui se prostitue sur le Net et qui par la suite a mutualisé ce suivi avec l'association Grisélidis, aucun-e autre n'a encore accueilli et/ou accompagné une femme qui se prostitue sur le Net (en tout cas aucune femme n'a explicitement mentionné son activité prostitutionnelle via Internet auprès de ces derniers). D'ailleurs, pour reprendre les mots de Madame Portman - cheffe de service au Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) de Montauban -, la question de la prostitution, qu'elle s'exerce dans la rue, via Internet ou ailleurs, est « *rarement, pour ne pas dire jamais abordée lors des entretiens avec les femmes reçues [dans les structures]* »¹⁰⁷. À l'exception de l'Amicale du Nid de Toulouse avec qui l'activité prostitutionnelle s'exprime régulièrement, mais qui toutefois n'accompagne qu'« *exclusivement des femmes prostituées dans la rue à Toulouse* »¹⁰⁸, le constat du tabou (silence) autour de la prostitution est partagé par l'ensemble des professionnel-le-s du sanitaire et social interrogé-e-s.

C'est d'ailleurs ce que constate Flo Gil de Muro, coordinatrice de l'Action Internet à Grisélidis et chargée du lien avec les professionnel-le-s du sanitaire et social. Elle explique :

« Dans le cadre de notre travail de mise en réseau local et national engagé depuis 2008 auprès des structures et associations partenaires [Projet Agora] il y a encore trop peu d'associations et de structures d'accueil des prostituées et de lutte contre le VIH-SIDA et les violences dont elles sont victimes qui sont en lien avec ce public ou de façon très ponctuelle ».

Flo Gil de Muro ajoute toutefois que :

« Beaucoup de professionnel-le-s que l'on contacte ou qui nous contactent se posent des questions le sujet [de la cyber-prostitution] [...] Il y a un fort intérêt c'est clair mais la plupart ne sait pas comment l'aborder, n'y pas quel bout prendre le public... Pour beaucoup aussi le sujet de la prostitution dérange parce qu'ils ne sont pas à l'aise avec les questions liées à la sexualité, et ça devient un tabou ! [...] L'écueil aussi c'est que peu l'abordent d'un point de vue féministe mais plutôt d'un point de vue misérabiliste qui est loin d'être approprié à une intervention sociale, ou de santé, ou d'autre chose d'ailleurs ! ».

107 Propos recueillis par téléphone auprès de **Madame Portman**, cheffe de service au CDEF de Montauban, Tarn-et-Garonne (novembre 2013).

108 Propos recueillis auprès de **Jean-Luc Arnaud**, directeur de l'ADN-Toulouse (décembre 2013).

Cela corrobore avec les propos de Julie Vaudois – coordinatrice et animatrice de prévention au Planning Familial du Tarn :

« Nous au Planning [Familial] on est habitué à parler sexualité avec les femmes qu'on reçoit, c'est notre rôle, on est formée pour ça [...] mais je vois bien que ça va pas de soi pour tout le monde ! [...] Je vois bien avec les autres partenaires avec qui on travaille, ils sont complètement coincés avec ces questions [...] Pour plein d'intervenants sociaux, la sexualité c'est un sujet tabou et y'a une réelle gêne à aborder ces questions avec les femmes [accueillies], et c'est problématique dans le travail de prise en charge [...] La prostitution, c'est encore plus taboue ! Personne n'a envie de s'y confronter dans sa pratique professionnelle [...] Nous, au Planning, nous envisageons la pratique de la prostitution en terme féministe, ça aussi c'est essentiel, mais on manque d'éléments concrets [...] On souhaite organiser prochainement une soirée de réflexion autour de la prostitution à destination des adhérentes [du Planning Familial] parce qu'on voit bien qu'il y a plein de clichés et de méconnaissances autour de ce sujet [...] C'est sûr, on aurait besoin de formation sur cette question-là [prostitution] ».

En effet, une approche de genre est primordiale pour appréhender les enjeux sociaux et structurels du public qui se prostitue, puisque celui-ci concerne principalement les femmes et les minorisés sexuels (gays, personnes transidentitaires et HSH = hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes). À ce propos justement, les différents Plannings Familiaux de la région nous ont parlé du travail réalisé par l'ADN-Toulouse sur le « risque pré-prostitutionnel chez les jeunes » et critiquent la démarche qu'elles jugent « clichée » et peu adaptée aux réalités de terrain. Julie Vaudois s'exprime à ce sujet : « le questionnaire que nous a envoyé l'Amicale du Nid est hyper essentialiste, la vision des jeunes est super clichée et ne permet pas d'y voir une quelconque réalité sociologique ! [...] La position régionale des PF c'est qu'on trouve le questionnaire critiquable donc aucun Planning n'y a répondu ! [...] Pour l'anecdote, si on avait répondu à leurs questions, 99% du public qu'on reçoit au Planning rentraient dans les cadres du questionnaire et donc étaient en risque pré-prostitutionnel ! Ça prouve à quel point il [le questionnaire] est orienté... ».

Le manque de formation des acteurs associatifs, sanitaires, sociaux et judiciaires en contact avec les femmes qui se prostituent sur le Net est évident : concernant les spécificités du travail du sexe sur Internet et l'usage des TIC, mais également concernant le genre, les nouvelles trajectoires migratoires et les pratiques à risques sanitaires spécifiques.

Malgré tout, la région Midi-Pyrénées dispose d'un atout de taille puisque c'est une des seules régions françaises¹⁰⁹ à disposer d'une action de terrain spécifique par et pour les femmes qui se

¹⁰⁹ Au niveau national, plusieurs associations hors Midi-Pyrénées – principalement des associations de santé communautaire - ont amorcé un travail en direction des personnes prestataires de rapports sexuels via Internet.

prostitués sur le Net, et d'une équipe de professionnels formés à l'usage des TIC, aux questions relatives aux rapports sociaux de sexe et aux spécificités des échanges économico-sexuels via Internet. Il s'agit de l'Action Internet en place à l'association Grisélidis (voir détail en encadré).

En Midi-Pyrénées : focus sur l'Action Internet de l'association Grisélidis

À ce jour, l'Action Internet de l'association Grisélidis est la seule action de prévention et de réduction des risques liés à la santé et aux violences par et pour les femmes qui se prostituent sur le Net en Midi-Pyrénées.

Depuis 2008, l'association Grisélidis est présente sur le terrain virtuel (Net) et a engagé une action de prévention et de réduction des risques liés aux VIH, IST, Hépatites, à la santé et aux violences avec les personnes proposant des rapports sexuels tarifés via Internet (femmes, hommes et transidentitaires), et ce, sans financement spécifique au départ.

Concrètement, l'équipe Internet de Grisélidis est présente sur le territoire prostitutionnel virtuel (*outreach*). Elle réalise des tournées hebdomadaires (via Internet et par téléphone) auprès du public concerné et intervient sur des questions relatives à la santé globale, aux violences, et/ou au droit commun sur des sites (forums) spécialisés (approche collective). Depuis 2009, l'équipe a également mis en place une ligne d'urgence réservée aux femmes qui se prostituent sur le Net. De

Citons tout d'abord le **Projet Indoor**, financé par le programme européen DAPHNE et coordonné par l'association **Autres Regards de Marseille**. Ce projet s'intéresse à la prostitution qui a lieu dans des appartements ou des lieux privés tels que les saunas, bars, etc, et dont certaines annonces sont publiées dans les journaux locaux ou encore sur Internet. Le premier volet du projet (INDOORS I) a été mis en œuvre en 2009 et 2010. Le deuxième volet (INDOORS II) a commencé en janvier 2011 et s'est achevé en décembre 2012. Ce projet a notamment donné lieu à l'édition de plusieurs documents.

La **Mission Prostitution de Médecins du Monde à Nantes** a également fait partie de ce projet mais s'est retirée en 2010, « *faute de retours [de la part des femmes qui se prostituent sur le Net de la région nantaise]* ». À ce propos, Irène Aboudaram – coordinatrice du programme d'assistance aux personnes proposant des rapports sexuels tarifés à MDM-Nantes – souligne l'importance du communautaire dans l'équipe de terrain : « *nous [MDM-Nantes] c'est ce qu'il nous manque ! Clairement, je pense qu'on aurait eu plus de retours [des femmes se prostituant sur le Net] si on avait une escorte ou quelqu'un qui s'y connaît au niveau de la prostitution sur le Net dans l'équipe ! [...] C'est un autre travail d'approche que celui de la rue [...] et là, on n'a pas su y faire ! Pourtant c'est pas faute d'avoir essayé ! (rires)* ».

L'association **Cabiria à Lyon**, avec son action **Prostboyz** (lancée fin 2010) travaille également en direction des travailleurs du sexe (hommes) dans la rue et sur le Net. Si Cabiria n'a aujourd'hui pas d'action spécifique avec et pour les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet, l'équipe reconnaît être sollicitée ponctuellement par ce public.

L'association **Arap-Rubis à Nîmes**, que nous avons rencontré à plusieurs reprises, a mené en 2009 une action expérimentale de quelques mois vers ce public. Malheureusement cette action n'a pas été reconduite par la suite.

À Paris, l'association des **Amis du Bus des Femmes** - avec qui l'équipe Internet de Grisélidis est souvent en contact pour des suivis de femmes se prostituant sur le Net travaillant en région parisienne - et l'association **Arcat** nous ont toutes deux confié avoir, parmi leur file active, de plus en plus de personnes qui travaillent via Internet.

Plus récemment, **Aides-64 à Bayonne** (été 2012), et le **Lotus-Bus à Paris** (début 2013) ont engagé un travail de réflexion en direction de ce public.

Enfin, l'**ADN-Montpellier** - en partenariat avec la Médecine Préventive et des syndicats étudiants de l'université de Montpellier - a également engagé un travail auprès des étudiant-e-s (prostitué-e-s ou non) du campus (Université Paul-Valéry Montpellier 3). Contrairement aux projets présentés ci-avant, celui de l'ADN-Montpellier ne se concentre pas sur les personnes concernées, mais sur un public plus large.

même, l'association Grisélidis dispose d'un site de ressources par et pour les travailleurs-euses du sexe, principal outil d'information sur les IST, le VIH, le dépistage, le Traitement Post-Exposition (TPE), les violences et les droits. Depuis 2010, l'équipe s'attache également à constituer un réseau local et national d'associations partenaires (projet Agora) afin d'améliorer l'accueil des femmes qui se prostituent sur le Net ¹¹⁰.

De plus, l'équipe de terrain dispose d'une bonne connaissance dans le domaine des échanges économico-sexuels via Internet ; connaissances et expérience acquises avant même la mise en place de l'Action Internet à l'association en juin 2009. Les actions que l'association a développé en direction des femmes qui se prostituent sur le Net font suite à plusieurs années d'immersion dans le milieu de la prostitution via Internet. Selon les principes et la méthode communautaire, les personnes intervenant sur cette action ont une expérience et des connaissances qui découlent du terrain : soit pour avoir pratiqué l'*escorting* plusieurs années et créé des espaces de solidarité entre pairs, soit pour avoir effectué plusieurs années de recherche sociologique sur le sujet. L'équipe est également formée à l'usage des TIC et les utilisent au quotidien dans le cadre de l'Action Internet. Enfin, l'ensemble du personnel de Grisélidis est formé aux questions relatives aux rapports sociaux de sexe ; approche fondamentale pour appréhender le sujet de la prostitution.

Pour autant, en conduisant cette recherche, nous avons perçu une certaine résistance de la part de plusieurs acteur-trices locaux à contacter l'association Grisélidis pour des questions relatives à la prostitution (demande de formation) ou encore pour des suivis de personnes qui se prostituent. Cette attitude constitue un frein pour établir des partenariats opérationnels locaux, dans l'intérêt des personnes concernées.

L'organisation des clients et l'influence du système des EV

Pour ce point, se rapporter aux pp. 104-106 de ce rapport.

Des prestations complètes et des implications plus à risques¹¹¹

Comme nous l'avons expliqué, les femmes qui pratiquent des prestations tarifées type *escorting* proposent un panel de rapports sexuels importants. De plus, l'*escorting* implique des manières de travailler fortement à risques sur un plan sanitaire et au niveau de l'exposition aux

110 Nous pouvons retrouver le détail du contenu de cette action dans le rapport d'activités 2012 de l'association Grisélidis - « Lutte contre les IST dont le VIH et l'exclusion des femmes et des minoriséEs sexuelLes qui se prostituent via internet » (chap.6) pp. 85-94.

111 Une partie des observations suivantes sont issues de notre précédente recherche sur « la santé globale des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en France métropolitaine » commanditée par la DGS.

violences (sécurité au travail).

Des rapports multiples et avec plusieurs partenaires

Dans l'*escorting*, la pratique de l'*extra-ball* (plusieurs rapports sexuels pendant le même rendez-vous) est très souvent de mise. Pour illustrer notre propos, nous avons réalisé un travail statistique sur la pratique de l'*extra-ball* mentionnée dans les annonces d'escortes. Pour ce faire, nous avons consulté 200 annonces (dont 100 annonces d'escortes dites indépendantes et 100 d'escortes travaillant en agence) sur 2 sites spécialisés (annuaires d'escortes). Voici les résultats en pourcentage :

Tableau n°5 : La pratique de l'*extra-ball* (sur *Sexysecrets.com* et *Fan-escortes.com*)

	Escortes travaillant en agence	Escortes en indépendantes
<i>Extra-ball possible</i>	79 %	88 %
<i>Pas d'extra-ball</i>	14 %	11 %
<i>Non précisé</i>	7 %	1 %

Échantillon : 200 annonces répertoriées ; 100 « filles d'agence » et 100 « indépendantes »

Date : de décembre 2012 à février 2013

De même, de nombreuses escortes pratiquent des « duos » ou « trios » avec d'autres femmes qui se prostituent principalement (rarement avec deux clients, mais cela arrive). Dans ce type de rendez-vous tarifé, les escortes de notre enquête soulignent qu'elles doivent s'accorder avec leur collègue escorte au niveau des pratiques sexuelles au risque, pour reprendre les mots de Dolorès, « *de déplaire aux clients si l'une fait les fellations sans préservatifs et l'autre avec* ». À ce propos, elle ajoute : « *généralement, on fait sans [préservatif] dans ces cas-là parce que sinon le client va rien comprendre... Et puis c'est qu'il attend !* ».

Des prestations longues et une consommation de produits psycho-actifs

Dans l'*escorting*, les rendez-vous durent plusieurs heures, voire plusieurs jours. Certaines escortes sont « *bookées* » pour un week-end ou pour un séjour avec un client. Par rapport aux EV que nous avons pu lire, plus la prestation serait longue, plus la vigilance des femmes qui se prostituent s'amenuiserait.

De même, c'est souvent lors de rendez-vous longs que les femmes qui se prostituent

consomment de l'alcool avec leurs clients.

Dans l'escorting, **la consommation d'alcool** avec les clients est relativement présente. À titre d'illustration, voici les résultats (en %) des annonces d'escortes mentionnant la possibilité de boire de l'alcool pendant les rendez-vous tarifés :

Tableau n°6 : Consommation d'alcool pendant le RDV tarifé (sur Sexysecrets.com et Fan-escortes.com)

	Escortes travaillant en agence	Escortes en indépendantes
Possibilité boire alcool pendant RDV	18 %	40 %
Pas alcool pendant RDV	0 %	3 %
Non précisé	82 %	57 %

Échantillon : 200 annonces répertoriées ; 100 « filles d'agence » et 100 « indépendantes »

Date : de décembre 2012 à février 2013

→ Commentaire : Si ces données nous montrent que la consommation d'alcool fait partie des prestations type *escorting*, les pourcentages obtenus exigent toutefois quelques précisions. En effet, sur les sites où le relevé statistique a été effectué, la consommation (ou non) d'alcool apparaît dans les annonces disposant d'un paragraphe plus personnel rédigé par l'escorte. Or nous savons que peu d'escortes travaillant pour le compte d'agence remplissent ce paragraphe. De même, certaines escortes ont pu oublier de le préciser dans leur présentation.

D'après nos entretiens et nos observations, il est fréquent que les clients apportent une bouteille d'alcool (de champagne ou de vin généralement) pour partager « *un verre ou deux* », ou plus, avec les escortes, lors de rendez-vous longs notamment (c'est-à-dire ceux d'une heure ou plus). Cette « coutume » qui relève du *social time*, sert à instaurer une certaine convivialité, une proximité entre les deux protagonistes. À ce propos, Dolorès explique :

« Alors moi très souvent ce qu'ils [les clients] font c'est qu'ils offrent le café, le champagne pendant le rendez-vous, c'est-à-dire quand t'arrives quoi. Ouais souvent quand même, je prends une coupe ou bien si c'est pour la soirée on prend une bouteille, ouais, c'est assez fréquent. Et puis moi j'aime bien le champagne, bon... Parce que moi tu vois, je suis quand même beaucoup dans l'échange et la convivialité [...]. Chez les jeunes ça va être le joint et chez les plus vieux ça va être le champagne, le... C'est marrant. Le but étant le même, la détente, la

convivialité... Voilà [...] Mais tu vois quand même, la conclusion c'est que la plupart des mecs ont quand même besoin d'un truc pour se détendre quelque soit l'âge et le produit ! ».

À travers cet extrait d'entretien, nous comprenons que l'alcool (et le cannabis pour certain-e-s) sert de désinhibeur pour « briser la glace », pour déstresser à la fois les clients et les escortes (principalement les occasionnelles et/ou débutantes). De même, le fait de partager un verre offre aux rendez-vous tarifés un caractère jugé plus « naturel », c'est-à-dire un contexte proche d'une relation amant/amante. C'est d'ailleurs ce que sous-entend le mention GFE (*Girl Friend Experience*) tant mise en avant dans ces dispositifs de sexualité.

Si la plupart de nos enquêtées assurent ne consommer en général qu'un verre ou deux pendant le rendez-vous et ajoutent qu'elles savent « très bien gérer l'alcool », plusieurs escortes ont connu l'ivresse avec des clients. C'est le cas notamment de Louise – 26 ans et escorte à Toulouse depuis 4 ans. Elle raconte :

- *Louise* : « C'est assez fréquent, que les clients qui m'invitent chez eux pour une soirée, ou que je les reçois, très souvent ils arrivent avec une bouteille de champagne, une bouteille de vin, quelque chose comme ça. Donc c'est vrai que...
- **Chercheuse** : *Et vous buvez tous les deux ?*
- *Ouais, mais on boit pas la bouteille par contre ! (rires) Après ça dépend de la durée du rendez-vous... [...] Après ça m'est déjà arrivé de me prendre des cuites avec des clients, (rires) oui, j'avoue, ça m'est déjà arrivée [...]. Quand j'ai des clients qui sont bons vivants et tout, et qu'ils m'offrent des bouteilles de champagne et tout, que tu passes la nuit avec lui... oui, je me suis pris des cuites ! Pour ça je ne suis pas aussi une grande heu... Quand je vois des filles qui disent : « non moi je prends jamais un verre de vin avec les mecs, machin tout ça... ». Après je finis jamais en black-out, je finis jamais à quatre pattes à vomir et tout ça, mais tu vois le truc où t'es un peu joyeuse ! (rires) [...] Mais bon ça c'est souvent pendant des rendez-vous longs, de plusieurs heures, avec un dîner souvent... Et puis oui, quand je fais des nuits souvent ».*

Outre les effets nocifs sur la santé en général, la consommation d'alcool peut également avoir des conséquences sur les prises de risques dans les relations sexuelles. En effet, l'alcool altère la vigilance des femmes qui se prostituent, ces dernières devenant plus vulnérables pour assurer leur sécurité (rapports non protégés, agressions, vol, viol, etc).

Concernant la **consommation de stupéfiants**, nous disposons malheureusement de peu d'éléments ; ce sujet provoquant souvent des réactions négatives lors des entretiens auprès de notre public (femmes et clients). Pour autant, certaines de nos enquêtées – les plus jeunes principalement –

nous ont dit être consommatrices « *plus ou moins régulières* » de cannabis (exclusivement) dans le cadre privé notamment. En effet, très peu assurent consommer des drogues avec leurs clients, même si cela, comme le souligne Jasmine - consommatrice régulière de cannabis depuis l'âge de 14 ans - « [...] *peut arriver... Avec mes clients réguliers. Quelques jeunes avec qui on partage les mêmes goûts [en matière de cannabis] et quelques vieux que j'ai réussi à dévergondner ! (rires)* ». Ce discours fait écho à celui des clients les plus jeunes que nous avons interrogés.

Pour les clients les plus âgés de notre enquête, l'usage de drogues lors d'un rendez-vous tarifé (tout comme dans leurs relations non tarifées d'ailleurs) est unanimement « *impossible* ». Tous soulignent préférer - pour reprendre les mots de Bernard - « *un bon vin à un joint !* ». Les plus jeunes en revanche semblent plus enclins, en tout cas plus favorables que leurs aînés à l'usage de drogues (cannabis essentiellement) dans le cadre et hors cadre de relations tarifées ; certains étant d'ailleurs usagers.

Pour finir sur la consommation de stupéfiants, seule une escorte nous a rapporté des situations difficiles avec des clients usagers de cocaïne. Elle raconte :

- « *Après la coke, c'est vraiment si je vois que le mec il gère, qu'il est pas surexcité. Parce que le mec qui essaye de me baiser toute la nuit, en plus ça le fait déblander machin, donc il essaye machin, il s'excite, il en reprend, pfff...*
- ***Chercheuse : T'as déjà eu des clients comme ça, sous coke ?***
- *Ouais... ça m'est arrivée avec un client qui était gentil, que je connaissais en fait en dehors du milieu de l'escorting, mais qui en a pris heu... et puis moi j'en voulais pas du tout, il était surexcité, et puis il s'est mis à blablabla à parler, il m'a sorti ses trucs, ses machins, il m'a sorti sa collection de godes [...] Et il arrêtait pas d'en prendre [de la cocaïne] et j'ai mis 4 heures à le faire bander, c'était horrible ! c'était horrible ! Non, en fait je pense que c'était un substitut à son pénis, voilà.. c'était l'horreur... Par contre une fois j'ai eu une très mauvaise expérience avec un client qui était sous coke et sous crack, enfin, où je me suis barrée en courant avant le rendez-vous... En fait, je suis arrivée un après-midi chez lui, et j'arrive et c'était dans un putain d'appartement, et j'arrive dans sa chambre et je vois sur un livre y'avait plein de rails de coke. Mais des gros, des très très gros. D'accord, très bien, il me dit : « tiens vas-y, goûte », je dis : « non merci, j'ai déjà testé, j'aime pas ». Il me dit : « non, mais c'est pas de la merde française, je la fais directement venir de Colombie, tu vas voir, elle est géniale, elle a pas d'effets secondaires... ». Ouais c'est ça, oui, le mec il était comme ça [Louise écarquille les yeux] il en pouvait plus. Donc il me dit : « teste, teste teste ! », je dis : « non non, c'est bon c'est gentil, je veux pas ! ». Et le mec il me dit : « c'est bon, vas y, teste ! », je dis : « non, c'est gentil ! ». Je m'assois sur le lit, le mec il commence à me déshabiller. Je lui dis : « par contre, heu... moi il faudrait me payer. ». Il prend sa carte bleue, il me dit : « j'ai pas retiré », il me balance sa carte bleue. Je lui dis : « non, non non, moi la carte bleue j'y crois pas, je crois qu'aux billets, c'est le truc que je vois ». Il me dit : « non, mais c'est bon, on ira tout à l'heure, vas-y assieds-toi, prends un rail ». Je dis : « non, déjà*

je m'assieds pas, je prends pas de rail, moi je veux mon argent, on fait rien tant que... ». Je dis : « je pars moi maintenant ! ». Il me dit : « non, non mais c'est bon ! » et puis il va dans le salon machin et puis... il prend sa carte d'identité, il me la balance, il me dit : « comme ça t'as mon identité, t'as ma carte bleue, on ira chercher tout à l'heure...viens ! ». Moi je dis : « non non, je viens pas » et en fait je regarde la porte et y'a cinq verrous. Et le mec commence à être de plus en plus surexcité, il commence à être de plus en plus fâché que je veuille pas... et en fait au final, je me suis retrouvée coincée dans l'appartement, je me suis dit : « qu'est ce que je fais ? ». À un moment je veux aller dans la salle de bain, et dans la salle de bain il prend tu sais les pipes à cracks, il me prépare un truc, il me sort la pipe et là je l'ai regardé, j'ai regardé les cinq verrous, et là je me dis : « faut que je fasse quelque chose », parce que là, sous crack... je connais les effets du crack, je connais les gens sous crack, et là je me dis : « là j'en sors pas vivante, ou alors mal en point ! » ou je sais pas trop comment... Et donc ça a été... Et là du coup j'ai commencé à paniquer, il me dit : « teste, teste, au moins ça, ça va... » et je dis : « bon ok, par contre laisse moi au moins le temps de me changer parce qu'il fait trop chaud chez toi », et en fait je suis retournée dans la chambre, j'ai pris mon sac, j'ai pris mes ballerines, je suis partie sur la pointe des pieds, j'ai défait les cinq verrous, je me suis barrée en courant ! Et lui m'a suivie dans la rue. Nu sous son peignoir en me disant : « reviens, reviens ! ». J'étais pieds nus dans la rue avec mes ballerines dans la main, et j'ai couru mais comme jamais ! Donc non, après cette expérience là, non je peux plus. À la limite si je vois que le mec il se fait un rail, tu vois, mais si je vois qu'il se fait un rail, plus un rail, plus un rail... non. C'est niet ! »

Dans l'espace de la prostitution, il est difficile de parler d'usage de drogues, d'addictions et de consommation d'alcool (dans une moindre mesure toutefois). Ce sont en effet des pratiques taboues, stigmatisées, considérées comme « irresponsables » dans un milieu où, selon les dires des personnes concernées, « il faut rester quand même alerte et maître de soi-même a minima » pour assurer sa sécurité notamment, et, pour reprendre les mots de Dolorès, « rester digne ». Dans ce contexte, les femmes qui se prostituent (à l'image des femmes d'une manière générale) ont tendance à passer sous silence ou en tout cas à minimiser leurs pratiques de consommation afin d'éviter de souffrir d'une triple stigmatisation (femmes qui se prostituent , usagères de drogues).

Des prestations en outcall

Les femmes qui se prostituent sur le Net qui travaillent en outcall se déplacent, à l'hôtel ou au domicile des clients. Dans ce contexte, elles ne sont pas dans leur environnement mais sur le terrain des clients. En cas de violences, elles sont seules face à eux.

Justifier le prix de la prestation - Prestations plus chères donc plus exigeantes

Nous l'avons vu, dans l'escorting les tarifs tournent autour de 200 euros de l'heure. Dans ce contexte, nombre d'escortes soulignent le fait que la cherté de la prestation impose ou en tout cas justifie certaines pratiques telles que les fellations non protégées par exemple. À ce sujet, le témoignage de Dolorès – ex-prostituée dans la rue et désormais escorte depuis 5 ans à Nantes – est éloquent :

- ***Chercheuse*** : « *Et pourquoi dans la rue tu mettais un préservatif [pour les fellations] et sur le Net non, qu'est-ce qui a changé ?* »
- ***Dolorès*** : *Alors moi disons que l'explication c'est au niveau du tarif. Moi je l'explique comme ça, parce que moi j'ai changé comme ça. Attends tu vois quand tu prends 20 euros tu vas pas faire une fellation nature, excuse-moi mais tu vas pas prendre des risques sur quoi que ce soit à ce tarif-là ! Mais je dirais que c'est ça l'explication... Et que globalement la prestation n'est pas la même. On est sur du GFE, petite amie, on s'embrasse, tu vois, avec la langue, et cetera, donc tu vois la suite logique c'est la fellation nature. C'est pas du tout le même type de prestation... Alors qu'à la rue t'es sur une passe, tu vois, une fellation protégée ou sur une passe. D'ailleurs on ne parle que de ça, uniquement. Voilà ».*

Elise – ex-escorte et désormais masseuse à Toulouse – met elle aussi en avant les difficultés à « dire non à [ses] clients » du temps où elle était escorte.

« Parce que avec les clients de l'escort j'ai l'impression de, c'est rare que je dise non... Je me respecte quand même ! Je ne fais pas des trucs sexuels que je veux pas faire, de toute façon c'est mis dans mon annonce ce que je veux pas faire. Mais ensuite quand ils exigent des tenues ou quoi j'ai tendance à vouloir être pro quoi. Et à me créer des exigences énormes ! Alors que là, en tant que masseuse personne me prend la tête je dis « non j'ai pas envie de le faire ton truc ! ». Tu vois, je peux le dire plus facilement... Et puis parce que dans l'escorting t'as les tarifs quand même, les tarifs que t'annonces au départ tu te sens, tu te dis qu'il faut que tu les assumes aussi quoi ! Tu vois ? ».

L'ensemble de ces facteurs, qu'ils soient structurels ou liés aux TIC, exposent les femmes prestataires de rapports sexuels via Internet aux situations de violences et à des prises de risques sanitaires. En conséquence, ces facteurs conditionnent également les besoins des femmes qui se prostituent sur le Net en matière de lutte contre les violences et de prévention santé, et définissent leurs attentes (et attitudes) vis-à-vis des associations de terrain. Il est donc impératif que les équipes d'intervention prennent en compte le contexte global dans lequel les femmes qui se prostituent inscrivent leur activité prostitutionnelle afin de proposer un accueil et des réponses adaptées.

6. Les freins à l'accès aux droits sociaux et fondamentaux des femmes qui se prostituent sur le Net

Dans cette partie, nous mettons en lumière les freins que rencontrent les femmes qui se prostituent sur le Net dans les domaines du logement et de l'hébergement, du droit au séjour et à l'emploi forme, ainsi que dans l'exercice de leurs droits parentaux. De nombreux éléments ont déjà été abordés dans ce rapport. Aussi, exposerons-nous des explications brèves.

6.1 Des freins à l'emploi formel dû aux rapports de genre inégaux

Précisons que les freins évoqués ci-après concernent, non seulement les femmes qui se prostituent sur le Net, mais également l'ensemble de la classe des femmes.

D'une manière générale, les femmes sont discriminées sur le marché du travail : emplois précaires, temps-partiel, salaires inférieurs, postes à moindre responsabilités, etc. (Cf : « Précarité et rapports de genre inégalitaires » pp. 112-115). De plus, le contexte actuelle de « crise » accentue les discriminations à l'emploi des femmes. Rappelons d'ailleurs que d'après notre recherche et les dires de nos enquêtées, le choix de proposer des rapports sexuels tarifés est souvent motivé par un besoin / manque d'argent. Les perspectives de trouver un emploi stable et rémunérateur s'amenuisent pour les femmes les moins qualifiées (en terme de diplôme et d'expérience professionnelle), pour les femmes – étrangères notamment - maîtrisant peu ou mal la langue française, et pour celles étant dans une situation administrative précaire (titre de séjour provisoire) ou illégale (femmes sans-papiers). Or, comme nous l'avons vu dans la troisième partie de ce rapport, parmi les femmes qui se prostituent sur le Net de la région, nous comptons des femmes correspondant à ces profils. Ajoutons également que la xénophobie de certains employeurs constitue un frein à l'embauche de femmes étrangères.

Parmi nos enquêtées, plusieurs évoquent « le manque de reconnaissance » dans les différents emplois qu'elles ont occupés au préalable. Certaines dénoncent également les situations de violences (humiliations et harcèlement notamment) dont elles sont victimes (ou ont été victimes) sur leur lieu de travail. Ces « *mauvaises expériences* » contribuent à les éloigner du marché du travail formel dans lequel elles n'ont pas trouvé satisfaction (insatisfaction personnelle et financière). Maria – 36 ans, prostituée dans la rue pendant 12 ans et masseuse depuis 2 mois – revient sur ses expériences dans le

marché de l'emploi formel :

- **María** : Bon moi déjà, j'ai jamais été dans l'ambition on va dire! Moi le travail, je suis un peu allergique quoi !

- **Chercheuse** : **Pourquoi allergique ? Qu'est-ce qui te plaît pas dans le fait de travailler ?**

- J'aime pas, j'aime pas... ça me fait peur ! Parce que je me dis, voilà on travaille, on travaille et puis après... Toute la vie on se crève le cul pour après ne rien avoir. Si ça se trouve après la retraite on va pas l'avoir et ça, ça me... C'est pour ça que dans ce cas-là moi je dis, ce que je fais [prostitution] bon, je joins l'utile à l'agréable quoi ! Je travaille un peu mais pas trop, je rencontre des gens, des gens différents, je gagne assez d'argent pour vivre bien, bon voilà... J'ai du temps aussi pour lire, aller au cinéma, bon, je suis bien comme ça ! Bon je sais pas comment dire... voilà.

- **Ok. Et justement tu m'as dit que tu avais déjà travaillé, mais c'était quoi tes expériences dans le monde du travail ?**

- Bah oui oui, j'ai eu plein de contrats, mais que des trucs à temps partiel ou à mi-temps quoi, que des CES [Contrat Emploi Solidarité].

- **D'accord. Et comment ça c'est passé ? Qu'est-ce que t'en as pensé des ces divers boulots ?**

- Moi je m'emmerdais au boulot ! Bon moi je faisais ça, bon je me creusais pas la tête mais... C'était pas, c'était pas très intéressant... Le plus dur ça a été la plonge je me souviens ! Ah oui quand j'ai fait la plonge, ça c'était fatiguant et puis je travaillais qu'avec des gars là-bas, et ils m'emmerdaient tout le temps, bon des fois je rigolais parce que c'était pas méchant mais des fois quand ils s'y mettaient tous, bon, c'était fatigant ! [...]

- **Qu'est-ce qu'ils te faisaient ces gars ? C'étaient tes collègues de travail ?**

- Oui, c'était d'autres collègues, les plongeurs, les serveurs, le patron aussi des fois...

- **Et qu'est-ce qu'ils te faisaient ?**

- Bah ils se moquaient de moi, ils disaient que j'étais pas belle, ou trop grosse... Ils me cachaient ma blouse [de travail] des trucs comme ça... Y'en a qui me pinçaient les fesses ou qui me pelotaient, et puis ils rigolaient, voilà, c'était des trucs comme ça ! [...] Mais y'avait une autre fille avec moi, et c'était pareil pour elle, un peu moins que moi mais ils la faisaient chier pareil ! [...]

- **Tu as commencé à travaillé à quel âge ?**

- À 17 ans, oui c'est à 17 ans, j'étais comme apprentie. C'est quand j'étais apprentie, c'est là que j'ai commencé à gagner un peu d'argent quoi ! Donc j'étais apprentie vendeuse dans un magasin de chaussures, mais je suis pas restée longtemps ! [...]

- **Ok. Donc tu étais apprentie, mais t'étais en formation, tu passais un diplôme ?**

- Ouais j'avais fait une formation mais je l'ai pas eu, j'ai pas eu le CAP, je l'ai raté... Mais par contre j'ai eu le CAP couture après, mais bon c'est la couture industrielle tu vois, c'est pas pareil...

- **C'est-à-dire ?**

- Bah c'est l'usine quoi ! Mais là-bas j'ai fait qu'un stage en fait mais c'est tout, et puis c'était pas rémunéré. Et puis non ça me plaisait pas parce que fallait faire vite, c'était rapide, il fallait faire vite, vite. C'était l'assemblage donc c'est rapide.

C'est dans les usines donc fallait faire vite et moi j'aime pas. On me disait allez Maria, plus vite, plus vite! Ça m'énervait! J'ai pas du tout aimé... Un autre boulot aussi que j'ai pas aimé c'est le ménage ! Je faisais la plonge aussi là-bas, c'était dans un lycée mais des fois elle [sa responsable] me faisait faire le ménage avec des produits dangereux, tu sais pour gratter les graffitis sur les murs ? [...] Et donc moi je grattais avec les produits dangereux et j'avais la tête qui tournait ! On mettait des masques mais quand même, j'avais la tête qui tournait... J'en pouvais plus! Ah ouais ça, ça vraiment été... Non mais j'ai vraiment un très mauvais souvenir de mes boulots! Et les autres après bon, je disais que je faisais le ménage mais c'était que quatre heures par jour donc bon, je me cassais pas trop la tête ! Mais bon... Donc ça encore ça allait. Bon et puis après, le plus cool ça a été faire traverser les enfants. Pendant un an, en plus j'étais à l'école de mon fils, je faisais traverser les petits. Bon c'est vrai j'aimais bien faire traverser les enfants, ça va c'était pas mal. Oui, y'avait le contact avec les petits et puis y'avait les mamans aussi, elles me parlaient, bonjour tout ça, c'était sympa! C'était plus relationnel. Oui moi c'est plus le côté relationnel parce que après dans les autres travaux, c'était ménage, bon j'étais plus dans mon coin. Je faisais beaucoup de ménages, moi ce que je faisais c'était employée de collectivité à la base, c'est tout ! J'ai fait beaucoup de CES de ça en fait. Par contre j'ai jamais fait de travail au noir, non jamais. Des ménages tout ça qu'on aurait pu dire au noir tout ça, non jamais. En fait j'en trouvais pas.

- **Et comment tu les trouvais ces boulots-là ?**

- Bah à la mairie, je m'étais renseignée à la mairie. Et à l'ANPE des fois, il me donnait des annonces... Mais y'en n'avait pas beaucoup quand-même...

- **Et tu vivais toute seule à cette époque ? C'est toi qui payais ton loyer ?**

- Non y'avait mon fils avec moi... Des fois j'avais un copain aussi, mais non, souvent j'étais seule avec mon fils.

- **Et comment ça allait au niveau de l'argent ?**

- Bah je manquais quoi... Et puis ouais je me disais que, je me demandais le sens à ma vie. Je réfléchissais et je me disais mais quel sens donner ? Se crever le cul pour ça ! Tu vois... Tout ça pour ça ! Oui voilà c'est ça que je me disais souvent... Et puis là je me suis dit non, c'est pas... Il va falloir que je trouve, que je fasse autre chose. Mais je pensais pas à ça [la prostitution] tu vois ! Mais comme j'avais eu des galères après. Mon fils tout ça, j'ai eu des galères... Bon j'ai commencé. Mais je rappelle que quand j'ai commencé la prostitution qui est venue après quand j'avais 24 ans, entre temps j'ai quand même fait un contrat CES. Faire traverser les gosses ça c'est récent ! C'est après je veux dire. Je suis pas restée dans la prostitution, enfin je faisais pas que ça je veux dire. Parce que j'avais mon fils, bon il fallait quand même que je travaille pour avoir des petits trucs de salaires, et puis pour continuer le RMI, maintenir la CAF... En fait moi je faisais ça pour maintenir des trucs en fait, pour maintenir des droits! Pour des papiers tout ça. Parce que j'en avais encore besoin pour l'appartement, tout ça. Parce que c'était une agence, ils contrôlaient quoi [...] Et puis après mon fils a été placé alors j'ai dit ça me fait chier, bon si j'ai plus ceci cela, bon je m'en fous quoi. Parce que même moi 40 euros par jour, ça m'irait très bien moi! Même si c'est pas... C'est le minimum! Mais moi ça m'irait, ça me conviendrait [...] Donc voilà, après j'ai trouvé chaussure à mon pied dans la prostitution [...] ».

L'insatisfaction au travail ne concerne pas seulement les femmes occupant des postes qualifiés de subalternes. Valérie – 40 ans et escorte depuis 4 ans – a été pendant 13 ans à la tête d'une petite entreprise (3 salariés) de fabrication et de commercialisation de produits d'entretien et cosmétiques dans le département du Tarn. Valérie revient sur ces 13 années pendant lesquelles elle a le sentiment de s'être « sacrifiée » :

« Quand je me suis lancée dans cette affaire, c'était par passion ! Au départ c'était vraiment ça, j'adorais les plantes, j'adorais être dehors, travailler de mes mains, ça m'éclatait [...] Et puis avec mon conjoint de l'époque on a monté l'affaire, on a fait des emprunts... des gros emprunts ! [...] On bossait comme des cinglés, tout le temps, tout le temps, tout le temps ! [...] Les vacances, c'était ici ! On bossait 360 jours sur 365 ! [...] Même avec les gosses [Valérie a 3 enfants] j'ai continué le rythme... je pense pas qu'ils en aient trop pâtis, enfin... je sais pas, des fois je me dis que peut-être, bon [...] En vérité, je me dis que dès le départ c'était foireux ! **Fallait toujours que je fasse mes preuves, parce que j'étais une femme j'en suis sûre !** [...] Faire mes preuves auprès des agriculteurs, auprès des commerciaux, des négociants, des banquiers... Pfff, finalement j'étais pas dans les champs ! J'étais scotchée à mon ordi et à mon téléphone ! [...] **Avec le recul oui, je pense que quelque part je me suis sacrifiée, j'ai sacrifié ma vie de famille, ma vie de femme pour... rien !** Que dalle ! Pour à la finale avoir que des emmerdes, des coups de poignards dans le dos, me faire insulter, traiter de minable, parfois de salope, véridique !... Pfff... Et aujourd'hui je suis pute ! (rires) Je suis encore ma propre patronne (sourire) et cette fois-ci je passe pas tout une partie de mon temps à lécher le cul des banquiers ou des fournisseurs pour avoir un délais sur ci ou ça, non aujourd'hui c'est eux qui me payent pour ça maintenant ! (rires) [...] ».

D'après les dires de nos enquêtées, hormis la stigmatisation du travail du sexe et les conséquences négatives que cela entraîne, le travail du sexe est une activité dans laquelle elles trouvent une certaine forme de satisfaction. Certaines avancent le sentiment de « se sentir désirées », de « se sentir valorisées » du fait que des hommes (clients) les « choisissent » et soient « prêt à dépenser des sommes importantes pour avoir des rapports sexuels avec [elles] » (dixit Nolwenn). Cela contribue paradoxalement à flatter un ego parfois ébranlé par notre société patriarcale (valorisation par l'argent), et redonne à certaines femmes un sentiment de confiance en elles.

De même, plusieurs évoquent un sentiment d'utilité qu'elles ne trouvaient pas (ou peu) dans les postes qu'elles occupaient préalablement. À ce propos Stéphanie – qui a travaillé pendant 5 ans en tant que responsable clientèle et pendant 3 ans en tant qu'assistante de direction – explique :

« Alors moi ce que j'ai remarqué, c'est que ça [la prostitution] m'a développé mon sens de l'écoute. L'ouverture d'esprit je l'avais déjà avant, mais t'en as besoin dans ce métier-là, je juge pas les gens que je rencontre, je les juge pas parce que je peux pas, je les connais pas, je... et puis j'aimerais pas qu'on me juge non plus donc

voilà [...] **Et surtout c'est une activité dans laquelle je me sens vraiment utile, où je pense que c'est dans cette activité justement où j'ai le plus utilisé mes compétences innées et acquise, mais innées beaucoup, enfin de mon éducation, c'est-à-dire l'ouverture d'esprit, l'écoute, la sensibilité, le côté adaptable et commerciale aussi un peu c'est vrai (sourire) Un peu de psychologie aussi... Mais c'est vraiment le métier où j'utilise le plus mes spécificités, tu vois ce que je veux dire ? [...] Je mets en avant les qualités humaines que j'avais et que j'ai ! Par exemple dans mon boulot d'informatique j'utilise des compétences techniques et point barre, quand j'étais responsable clientèle bon y'avait du relationnel, c'est clair, c'est ça que j'aimais d'ailleurs, mais j'avais des objectifs à remplir quand même ! Donc j'étais pas là pour m'apitoyer sur les clients... Pareil quand j'étais assistante de direction, je faisais parfois des trucs pas cool parce que, parce que c'est comme ça ! Le monde du travail c'est un monde de requins ! [...] Alors que dans la prostitution c'est vraiment effectivement le côté de moi humain. Par exemple quand j'étais petite je voulais faire assistante sociale, donc j'étais déjà plus dans une optique comme ça... Après j'ai fait des boulots qui n'étaient pas là dedans, mais j'ai toujours été la bonne copine sur l'épaule sur qui on va pleurer, la nana qui t'écoute à la machine à café, tu vois tout ça. Et la prostitution finalement ça regroupe beaucoup d'aspects de ce que je sais faire, je sais que je sais faire... C'est l'humain quoi ! La prostitution finalement c'est surtout ça, enfin je veux dire... Mettre à l'aise ! **Faire que les gens se sentent mieux après t'avoir vue ! Et ça, ça vraiment ça flatte l'ego.** Je peux dire que je suis heureuse quand le mec il repart détendu avec la banane, et c'est pas pour me jeter des fleurs mais la plupart de mes rendez-vous [tarifés] c'est ça ! [...] **Je rends les gens heureux, et moi de les rendre heureux bah ça me rend super fière, super contente ! C'est beau non ?! (rires) ».****

La garde, l'éducation des enfants et la difficulté à concilier « vie familiale » (sphère domestique) et « vie professionnelle » (sphère publique) – qui plus est pour les femmes qui élèvent seules leur(s) enfant(s) - représentent un frein important à l'emploi formel et à la formation professionnelle des femmes de notre enquête (Cf : « Précarité et rapports de genre inégalitaires » pp. 112-115). Selon les mères de famille interviewées, les structures d'accueil collectif (crèches) demeurent trop peu nombreuses (notamment dans les zones rurales) et les critères d'acceptations des enfants parfois contraignantes (horaires restreintes, priorité aux enfants dont les parents ont un emploi, etc). De même, si le mode de garde en nourrice représente une alternative (ouvert à tous les parents, sans critère particulier) et permet des horaires de garde plus flexibles, ce choix reste pour les femmes interrogées « trop coûteux » et/ou pas assez intéressant financièrement. Comme le souligne Stéphanie – 36 ans et mère de 2 enfants : « *il est plus intéressant que je reste à la maison à m'occuper de mes enfants plutôt que je me trouve un job qui paiera à peine les frais de nounou* ».

Plusieurs femmes de notre enquête ont par ailleurs fait le choix de proposer des rapports sexuels tarifés en partie pour être plus disponible à l'éducation de leur(s) enfant(s). C'est le cas

d'Élise. Il y a 5 ans, cette dernière a volontairement démissionné de son travail de commerciale pour devenir escorte puis masseuse. Elle revient sur le moment où elle a passé sa première annonce sur le Net :

*« Le déclic, ça a été Noël ! J'avais passé des vacances de Noël atroces où j'avais presque pas de cadeaux pour mon fils, où le frigo était vide, où j'avais galéré à mort, alors que j'avais un salaire et que **je travaillais de 8 heures du matin à 6 heures du soir**. À l'époque je travaillais comme une dingue, j'étais jeune [Élise a commencé à travailler dans cette entreprise à 24 ans et pendant 3 ans] et je voulais me faire ma place, qu'on me fasse confiance et tout... Ouais je voulais grimper les échelons alors je me donnais à fond ! Mais là **je me rendais bien compte que quand je rentrais du boulot j'étais pas dispo pour ses devoirs alors qu'il était en échec scolaire** [son fils était en CP]. **Le matin je partais et je le mettais à la garderie à la cantine puisque la garderie n'ouvrait pas assez tôt pour le récupérer à 7 heures, donc je le déposais à la cantine et ça lui faisait des journées de tarées ! Il était super fatiguée le soir... Et moi aussi le soir j'étais crevée après le boulot, mais fallait préparer le repas, faire les lessives, ouvrir le courrier... Tout ça quoi ! [...]** Et donc quand on est rentré ensemble des vacances de Noël j'ai dit il faut que je fasse quelque chose ! Il faut que je fasse quelque chose ! On peut pas continuer comme ça... Là, c'est la vie de mon fils que je joue ! Et donc je suis repartie sur ces sites et j'ai déposé mon annonce [d'escorte]. J'y ai passé toute la nuit, à toutes les lire, à choisir mon pseudo... ça y est, j'étais décidée ! »*

Deux mois après avoir déposé sa première annonce d'escorte, Élise démissionne de l'entreprise où elle travaillait depuis 3 ans à temps plein. Elle explique que l'activité prostitutionnelle lui a permis de « *se dégager du temps pour son fils* » tout en maintenant un niveau de revenus leur permettant de « *vivre confortablement tous les deux* » (Élise élève seul son enfant). Selon elle, elle « *avai[t] enfin trouvé un équilibre* » entre confort matériel (retrées d'argent) et confort familial (disponibilité pour son enfant). Par la suite, son activité d'escorte lui a offert l'opportunité – en terme de temps et d'argent – de reprendre des études. Elle est actuellement en dernière année d'école d'infirmière et compte retrouver le chemin du travail « formel » prochainement. Elle précise cependant qu'elle ne sait pas si elle arrêtera les rendez-vous tarifés lorsqu'elle commencera à exercer en tant qu'infirmière :

« Là je suis sereine, je crois que je peux dire ça... Je trouve que je m'en tire bien ! (sourire) C'est vrai ! [...] La prostitution m'a permis de faire mon école [d'infirmière] dans de bonnes conditions. J'étais pas stressée financièrement... par rapport à certaines nanas de ma promo qui galèrent, bon, moi ça a été cool. [...] Là j'ai en plus une perspective de boulot, infirmière y'a toujours du boulot dans cette branche donc ça aussi, ça m'inquiète pas [...] Mon fils est plus grand aussi donc bon, il a moins besoin de moi, même si je sais qu'infirmière c'est pas forcément facile, on a des horaires décalées et tout, va falloir jongler à nouveau,

j'ai déjà fait l'expérience pendant les stages ! C'est pour ça aussi que j'arrête pas les massages, c'est un peu une sécurité. [...] Si je vois que je peux me débrouiller sans bon, on verra... Mais si ça devient compliqué et bien je continuerai la prostitution ».

Enfin, nous constatons que le manque de mobilité (pas de permis de conduire ou pas de véhicule personnel) et l'isolement (notamment les femmes habitant en zones rurales et/ou dans des zones où les transports en communs sont (quasi)-inexistants) constituent de réels freins à l'emploi formel et à la formation professionnelle de nos enquêtées.

6.2 Des freins spécifiques du fait d'une expérience dans le travail du sexe

Des freins concernant la réorientation de carrière professionnelle

Le sentiment d'indépendance – indépendance financière d'une part, et en terme d'organisation et de gestion du temps d'autre part – que procure le travail du sexe, est un aspect mis en avant positivement par les femmes qui se prostituent de notre enquête.

La totalité des femmes souligne que le travail du sexe est l'activité ayant le taux horaire le plus « *intéressant financièrement* » (le plus rémunérateur) par rapport aux emplois qu'elles ont précédemment occupés et/ou ceux qui leur sont actuellement proposés. Pour beaucoup, les revenus issus de la prostitution ont véritablement amélioré leur quotidien, leur offrant de nouvelles perspectives de consommation (confort) et/ou de projet (épargne). Voici ce que dit Maria à ce sujet :

*« Moi c'est tout vu pour moi ! Avec les CES je gagnais dans les 500 euros par mois, allez 520 euros si je me souviens bien... **520 euros pour 20 heures, 24 heures par semaine** à se faire chier bon bah ça fait pas beaucoup quand-même ! Parce que tu vois, **j'avais pas toujours les sous pour manger, pour acheter les courses**, tu vois... Déjà j'achetais vraiment que les trucs Lidl, tu sais que les trucs bas de gamme, même à Lidl je tapais le moins cher ! Alors d'accord j'avais pas beaucoup de loyer à l'époque, ils m'enlevaient à peu près 80 euros. Parce que j'avais la CAF, si tu veux, j'avais l'aide au logement, tout ça... Alors que là j'ai rien ! J'ai pas de CAF, parce que non, je peux pas me déclarer à la CAF... Je veux pas me déclarer, j'ai pas envie. Je veux être indépendante sur toute la ligne ! Je demande rien, donc on me demande rien ! [...] Mais là moi maintenant je suis tranquille ! Je suis aux 35 heures (sourire) Mais aux 35 heures par mois ! Si tu veux **je travaille [activité prostitutionnelle] 35 heures par mois et je me fais entre 3000 et 4000 euros, un salaire de cadre !** Oui, j'ai un salaire de cadre donc tu vois, là je manque de rien ! J'économise même... Je suis un vrai p'tit écureuil [...] **Et puis maintenant je me fais plaisir pour les courses**, j'achète des fois du saumon fumé, des trucs que j'aime bien quoi ! Pas du foie gras tout ça, mais bon,*

je prends des bons trucs... Des bonnes saucisses, du boudin noir, tout ce que j'aime quoi ! (rires) Et ça fait plaisir, je me fait plaisir, je peux te dire ! J'achète aussi des trucs pour le petit [son fils], c'est bien ! »

Plusieurs de nos enquêtées rapportent également que le travail du sexe leur offre un sentiment d'indépendance, notamment en terme d'organisation et de gestion du temps. Effectivement, pour celles qui travaillent pour leur propre compte, cette activité leur permet une flexibilité importante aux niveau des horaires. Bien souvent, les horaires des rendez-vous tarifés s'adaptent à leur vie familiale plutôt que l'inverse. Comme nous l'avons vu précédemment, beaucoup de femmes qui se prostituent vivent positivement le fait d'être disponible pour leur famille (leurs enfants) et d'avoir du temps pour des loisirs ; temps qu'elles n'avaient pas ou peu lorsqu'elles occupaient un emploi sur le marché du travail formel.

Ces mêmes femmes expliquent qu'elles apprécient « *travailler pour elles-mêmes* », c'est-à-dire ne « *pas avoir de compte à rendre à [une quelconque] hiérarchie* » (dixit Louise).

À travers ces paragraphes, nous comprenons que le sentiment d'indépendance que ces femmes trouvent dans le travail du sexe était absent (ou peu présent) des postes qu'elles occupaient précédemment. Cette perspective (sentiment d'indépendance restreint) constitue un frein dans leur choix de réorientation de carrière professionnelle.

Un autre frein à la réorientation de carrière professionnelle des femmes qui se prostituent interrogées est le « trou » dans le CV (curriculum vitae) correspondant à la période consacrée au travail du sexe. Cet aspect est à mettre en lien avec le stigmate qui pèse sur l'activité prostitutionnelle. En effet, peu de femmes prostituées seront prêtes à mettre en avant leur expérience dans le travail du sexe, même si certaines reconnaissent qu'elles y ont développé des compétences professionnelles¹¹² pouvant être valorisées sur un CV et utiles pour un éventuel poste. Bien souvent ce « trou dans le CV » constitue un handicap supplémentaire pour le retour à l'emploi formel de ces femmes.

Des freins dans le domaine du logement et de l'hébergement

Les freins dans le domaine du logement et de l'hébergement sont principalement liés à la

112 Parmi les compétences professionnelles développées par les femmes qui se prostituent sur le Net dans le cadre de la prostitution nous pouvons citer : bonne connaissance des aspects de la santé sexuelle et des outils de réduction des risques, l'écoute, savoir désamorcer des situations de conflits, savoir négocier, le fait de parler plusieurs langues (pour les femmes étrangères, mais aussi pour les françaises qui ont des clients étrangers), compétences informatiques (usage des TIC), etc.

criminalisation et à la stigmatisation du travail du sexe.

Ce dernier étant considéré comme une activité stigmatisée, rares sont les femmes qui se prostituent qui déclarent leurs revenus. En conséquence, elles ne disposent pas de fiches de paie, ou en tout cas de preuves matériels (feuille d'imposition, etc) indispensables pour obtenir un logement.

De même, il est très difficile pour les femmes se prostituant, pour qui les revenus issus de la prostitution constituent leur principale (unique) source de revenus d'accéder à un logement du fait de la loi sur le proxénétisme hôtelier. Ainsi toute suspicion de prostitution entrave l'accès au logement ou cantonne les personnes dans le secteur informel, cher et précaire.

Des freins et des difficultés dans l'exercice des droits parentaux

Les freins/difficultés dans l'exercice des droits parentaux concernent majoritairement les femmes qui se prostituent sur le Net non françaises. Ces difficultés s'ancrent majoritairement dans les démarches liées à la venue et/ou à la scolarisation de leurs enfants en France (pays d'accueil / pays de résidence). Les femmes qui ont migré ont souvent laissé un ou plusieurs enfants dans leur pays de naissance, que ce soit pour des raisons administratives ou de passages de frontières (c'est le cas de la majorité des femmes africaines), ou pour séparer l'activité prostitutionnelle en France de leur vie dans leur pays d'origine. Ces femmes subviennent aux besoins de leurs enfants grâce aux revenus de l'activité prostitutionnelle et rémunèrent souvent les personnes (souvent des proches) qui en ont la garde au pays. Un certain nombre de ces femmes, installées en France depuis plusieurs années notamment, souhaitent faire venir en France leurs enfants restés jusque-là dans le pays d'origine, et ce, pour plusieurs raisons : raisons affectives, souhaitent leur proposer un « *avenir meilleur* » (perspectives d'emploi, de confort de vie, etc), mais également parce qu'elles découvrent que les personnes chargées de s'occuper des enfants exercent sur eux de mauvais traitements (exploitation, défaut de soins, etc) et/ou parce que ces mêmes personnes exercent sur elles des pressions financières qu'elles jugent trop importantes (versements d'argent très réguliers et élevés).

Pour ces femmes, les freins à la venue et à la scolarisation de leur enfants en France sont principalement administratifs mais également socio-culturels : non maîtrise de la langue française, méconnaissance / incompréhension des services et institutions liés à l'enfance dans le système français, etc. Précisons également que dans l'exercice des droits parentaux, l'accès au logement tient une place importante puisqu'il permet de garantir une vie décente pour ces enfants. Aussi, les femmes sans logement ou hébergement stable – étrangères ou non - rencontrent-elles des difficultés supplémentaires.

Par ailleurs, beaucoup de mères qui se prostituent sur le Net – étrangères mais françaises également - sont souvent victimes de contrôle et de pression parce qu'elles sont migrantes, et/ou mères célibataires et/ou précaires. La visibilisation de leur activité prostitutionnelle leur fait prendre le risque d'être identifiées comme des « mauvaises mères » et de subir, plus que d'autres mères, le risque du contrôle social. Cette peur implique de nombreuses difficultés dans l'exercice de leur parentalité. Plusieurs de nos enquêtées craignent d'être reconnues (dénoncées) par le personnel des services sociaux et qu'on leur retire la garde de leurs enfants ; peur également d'être reconnues par des parents d'élèves, des enseignant-e-s ou encore que leurs enfants subissent les conséquences des représentations négatives sur les mères prostituées (à l'école notamment). Bien souvent, ces femmes vivent dans la peur quotidienne d'être visibilisées et nombreuses sont celles qui doutent de leur « *capacité à être de bonnes mères* ». Encore une fois, le stigmate qui pèse sur l'activité prostitutionnelle constitue une source d'angoisse et donc de vulnérabilité pour ces femmes.

7. Recommandations

Un certain nombre de préconisations citées ci-après rejoignent celles d'organismes nationaux et internationaux gouvernementaux et indépendants, notamment :

- le Plan national contre la traite des êtres humains 2014-2016
- l'avis sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme datant du 22 mai 2014
- le Plan national de lutte contre le VIH-SIDA et les IST 2010-2014 - Ministère de la santé et des sports
- le Rapport IGAS – Inspection Générale des Affaires Sociales - « Prostitution : les enjeux sanitaires », datant de décembre 2012.

Objectif : Lutter contre les violences et discriminations avec les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées

Objectifs opérationnels :

- Rompre l'isolement des femmes qui se prostituent sur le Net résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées et favoriser la solidarité et l'*empowerment*
- Favoriser l'accès aux droits fondamentaux des femmes qui se prostituent sur le Net résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées
- Lutter contre les facteurs aggravants les situations de violences et les freins à l'accès aux droits fondamentaux
- Favoriser la formation des professionnel-le-s en lien avec l'accueil et l'accompagnement des femmes qui se prostituent sur le Net de la région et mieux connaître le public

→ **Recommandations à destination des associations (structures) qui souhaitent mettre en place des actions avec et pour les femmes qui se prostituent sur le Net**

7.1 Rompre l'isolement des femmes qui se prostituent sur le Net de la région Midi-Pyrénées et favoriser la solidarité et l'empowerment individuel et collectif

Favoriser les actions intégrant les personnes concernées (méthodologie communautaire)

Les équipes d'intervention doivent être paritaires

C'est-à-dire constituées en partie de femmes qui se prostituent sur le Net , afin de garantir l'expression, l'implication, la compréhension des besoins des personnes concernées et de renforcer les relations de confiance.

Les équipes d'intervention doivent être pluridisciplinaires

C'est-à-dire qu'elles associent les compétences et les expériences des femmes qui se prostituent et des professionnel-le-s de l'action sanitaire et sociale (en particulier infirmier-ières, travailleurs-euses sociales, juristes – dont spécialistes des violences liées à l'usage des TIC) afin de permettre la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes qui se prostituent sur le Net , leurs accès aux droits sociaux ainsi qu'à la santé globale.

Les équipes d'intervention doivent être multiculturelles et multilingues

Afin de garantir la confiance et la compréhension des besoins de la communauté.

Prioriser les médiatrices culturelles originaires de pays africains identifiés (Nigeria, Ghana, Cameroun principalement), russes/russophones, hispanophones (originaires de pays sud-américains notamment : Argentine et Vénézuéla principalement), anglophones, roumaines/roumanophones, bulgares/bulgarophones, portugophones (originaires du Brésil notamment), arabophones.

Favoriser des actions de proximité sur Internet

Promouvoir des espaces web communautaires (faits par et pour les femmes qui se prostituent sur le Net)

Il peut s'agir de sites Internet, de forums, de groupes *facebook*, etc.

Ces espaces doivent :

- favoriser des échanges de savoirs et de pratiques entre personnes concernées
- favoriser la création de lien social et de solidarité intra-communautaire

À l'heure actuelle, de telles initiatives existent déjà sur la Toile : site et page *facebook* du STRASS (informations sur les droits des femmes qui se prostituent exclusivement), forums privés / systèmes de *blacklists* mis en place et gérés par des femmes qui se prostituent notamment (seulement consultables par les membres inscrites), site et page *facebook* de l'association Grisélidis (informations sur les violences, la santé globale, RDR, informations juridiques, droits et législation, etc).

Cependant, ces espaces web demeurent peu nombreux, peu visibles (notamment par rapport aux espaces investis et gérés par les clients) et réservés aux femmes qui se prostituent maîtrisant les TIC et la langue française écrite *a minima*.

Cette recommandation capitale est clairement entravée par la loi sur le proxénétisme d'aide et de soutien. En effet, cette loi (et le flou juridique qui l'entoure) a notamment pour conséquence d'empêcher (de freiner) la solidarité et l'entraide entre et envers les femmes qui se prostituent dans la lutte contre les violences dont elles sont victimes, et dans une moindre mesure sur la prévention santé et la RDR. Pour illustration, selon cette loi, les femmes qui se prostituent qui mettent en place et formalisent (via les TIC notamment) des systèmes de *blacklists*¹¹³ auto-gérées prennent le risque d'être poursuivies. Alors que ce type de dispositif représenterait un réel outil de lutte contre les violences (et donc ayant un impact positif sur la santé globale des femmes qui se prostituent), les femmes qui se prostituent – mais également les associations de terrain - ont actuellement une posture d'auto-censure ; les agresseurs profitant évidemment de cette peur / auto-censure.

Identifier et travailler avec des personnes relais / travailleuses paires dans les 8 départements de la région Midi-Pyrénées

Les personnes relais - repérées par les associations de terrain et en contact avec leurs paires - ont pour compétences de :

- faire médiation entre le public et les associations/structures de la région
- identifier et faire remonter les besoins de la communauté
- diffuser des messages/informations

113 Cf Définition p.23.

- distribuer du matériel de prévention et de RDR
- créer une solidarité intra-communautaire

Cette recommandation capitale est clairement entravée par la loi sur le proxénétisme d'aide et de soutien (voir explication ci-dessus). En effet, des femmes qui se prostituent identifiées distribuant du matériel de prévention (préservatifs et gel principalement) à des pairs pourraient au regard de la loi être poursuivies (amendes, procès).

Mettre en place des stratégies pour que les associations de terrain soient présentes sur les différents terrains identifiés

Pour se faire connaître et se rendre visibles des femmes qui se prostituent sur le Net de la région (entre autres), les associations de terrain doivent mettre en place de véritables **stratégies de présence** sur le Net. Elles doivent disposer d'un « compte » ou « profil d'utilisateur » sur les différents terrains identifiés où sont proposés des échanges économico-sexuels et où sont présentes des femmes qui se prostituent : forums de discussions, réseaux sociaux, sites dit « féminins », sites sur lesquels se trouvent des articles (actualité) relatifs à la prostitution, etc.

Les associations de terrain doivent **se connecter et intervenir régulièrement** (de façon hebdomadaire ou bimensuelle *a minima*) sur ces sites - dans les *topics* en ligne, dans les commentaires laissés à la suite d'articles, etc.

Même si les associations n'interviennent pas dans les discussions en ligne, le fait d'avoir leurs profils connectés les rendent visibles aux autres utilisateurs - dont les femmes qui se prostituent - (état de veille). Leurs « profils » doivent, *a minima*, présenter les actions et services de l'association en question ainsi que leurs coordonnées.

Pour davantage de visibilité, les associations doivent ouvrir un fil de discussion (leur propre *topic*) pour se présenter à la communauté. Plus le fil est alimenté (interventions / communication), plus les associations se font connaître.

À l'heure actuelle, et au niveau régional, seule l'association Grisélidis intervient régulièrement (de façon mensuelle *a minima*) sur des forums de discussions spécialisés ou non et est présente sur d'autres sites, dont des sites d'EV.

Puisqu'un certain nombre de femmes qui se prostituent utilise le Net pour d'autres aspects et à d'autres fins que leur activité prostitutionnelle et donc ne consulte pas les sites identifiés, les associations de terrain doivent également **être présentes sur des sites autres que ceux réservés aux**

échanges économique-sexuels (réseaux sociaux, sites dits « féminins », sites associés aux questions de santé sexuelle, sites d'actualité, etc). C'est notamment sur ces autres supports (non connotés « travail du sexe ») que certaines femmes sont plus réceptives aux messages de lutte contre les violences et de prévention santé.

Aller vers les femmes qui se prostituent sur Internet en effectuant des tournées « virtuelles » : *outreach*

- Contacter les femmes qui se prostituent sur le Net résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées via leurs annonces en ligne sur les sites identifiés, leurs sites ou blogs personnels ; par tchat, mp, e-mail ou par téléphone.

À l'image des tournées (véhiculées ou à pied) auprès des femmes qui se prostituent de rue, les associations de terrain doivent mettre en place des tournées par e-mails, par téléphone, par le biais de la messagerie privée ou des tchats ; et ce, sur l'ensemble du territoire régional (ville, zone péri-urbaine, zone rurale).

Ces tournées doivent être régulières (hebdomadaires) ; effectuées sur différents terrains (sites) et à différents moments (semaine et week-end, matinée, après-midi, soirée, nuit – notamment pour les *tchats* et les forums).

Il est conseillé de repérer dans les annonces et sites/blogs personnels les modes de communication privilégiés par les femmes qui se prostituent en question, ainsi que leurs horaires de travail / disponibilités (pour les tournées téléphoniques notamment).

Les messages écrits (e-mails et mp) doivent être disponibles en plusieurs langues. Au téléphone et sur les tchats, l'interlocuteur-trice doit pouvoir s'exprimer dans la langue des femmes qui se prostituent contactées.

Aller à la rencontre les femmes qui se prostituent sur le Net de la région Midi-Pyrénées IRL

- Délocaliser les accueils (rencontres IRL – *In Real Life* = en réel) sur des territoires plus ou moins éloignés de la base (local) des associations.

Les associations de terrain doivent organiser des accueils physiques (rencontres IRL) **dans des lieux jugés « neutres » par les femmes qui se prostituent** - café, restaurant, espace public – et/ou jugés plus « **pratiques** » (adaptés), c'est-à-dire dans les lieux où elles reçoivent leurs clients -

appartement de travail, domicile, hôtel, etc.

Cet aspect conduit les équipes d'intervention à se rendre mobile sur un territoire plus vaste que celui où elles interviennent habituellement (à l'échelle d'une ville, différents quartiers, autres départements, zones rurales).

L'objectif de ces accueils (permanences) mobiles est de **toucher les femmes qui se prostituent isolées des dispositifs de lutte contre les violences, de prévention santé et de RDR existants**, notamment celles qui résident en zones rurales, et/ou qui n'ont pas de possibilité de se déplacer (pas de transport en commun, pas de permis de conduire, horaires contraignants, etc). Dans ce contexte, ces accueils (permanences) doivent être réguliers et ciblés sur des territoires où la demande est identifiée (réaliser au préalable des tournées exploratoires par exemple).

Cette recommandation est également indiquée pour réaliser un « premier contact » avec des **personnes réticentes à pousser les portes d'une association** (service social). En effet, nombreuses sont les femmes qui se prostituent sur le Net qui, ne s'identifiant pas comme femmes qui se prostituent - ou en tout cas souhaitant se démarquer de l'image des femmes qui se prostituent en demande d'aide - iront plus volontiers rencontrer les équipes d'intervention des associations sur des terrains (lieux) non identifiés « travail du sexe » et/ou « service social ». De plus, cette démarche correspond aux habitudes mises en place par un certain nombre de femmes qui se prostituent dans le cadre de leur activité prostitutionnelle (rencontre préalable dans un lieu neutre). Enfin, le fait de les rencontrer dans un lieu « anonyme » préservera, au premier abord, le sentiment d'anonymat tant recherché pour beaucoup d'entre elles. Pour les femmes qui se prostituent, cette capacité des équipes d'intervention à sortir de leurs locaux et donc à s'adapter à leurs habitudes, favorise les relations de confiance entre elles et les professionnel-le-s des associations. Par la suite, ces femmes qui se prostituent hésiteront moins à venir dans les locaux des associations et/ou à solliciter de l'aide en cas de problème¹¹⁴.

114 d'avoir accès (gratuitement) au matériel de prévention et de RDR (à chaque rencontre, l'équipe transmet un « kit escorte / masseuse » comprenant de la documentation, des préservatifs masculins et féminins, des digues dentaires, du gel lubrifiant, des kits sniff, etc).

À l'association Grisélidis, ces « déplacements en région » dans des lieux « neutres » sont expérimentés depuis 2009. L'équipe Internet de Grisélidis organise ponctuellement (4 à 5 déplacements par an en moyenne) des rencontres individuelles ou collectives (selon demandes et préférences) dans des cafés / restaurants. Pour l'instant (pour des raisons pratiques et financières), l'équipe ne s'est déplacée qu'en milieu urbain et quelques fois en zone péri-urbaine. Pour les personnes (femmes qui se prostituent) isolées des dispositifs de préventions et de RDR, les retombées de ces déplacements sont positives puisque cette démarche a permis :

- de rompre leur isolement social en créant du lien
- d'identifier un interlocuteur adéquat (en matière de prévention santé, questions juridiques, violences, etc) sur le moment et pour le futur

Par la suite, l'équipe Internet s'attache à maintenir le contact avec les femmes qui se prostituent rencontrées, et souvent

Pour avoir une réelle efficacité, **ces accueils délocalisés doivent être réguliers**, à raison d'une fois par mois au moins, et **investir l'ensemble du territoire régional** (zone urbaine, péri-urbaine, rurale).

Les associations informent les femmes qui se prostituent sur le Net de ces « accueils mobiles » lors des tournées et/ou dans leur *topic* sur les sites identifiés.

Les partenaires locaux (s'il y en a) doivent également être tenus au courant afin d'orienter d'éventuelles personnes. Cela peut également contribuer à développer des partenariats avec ces structures.

Diffuser des supports de communication et d'informations adaptés auprès des femmes qui se prostituent sur le Net

Sur Internet / supports numériques :

- ➔ sur les sites identifiés où sont proposés les échanges économico-sexuels
- ➔ sur les sites des différentes associations de terrain
- ➔ sur des sites non spécialisés « travail du sexe » mais liés aux questions de prévention santé et de RDR, sites des structures partenaires, etc

Supports papier :

- ➔ dans des structures, associations, professionnel-le-s de l'action sanitaire et sociale, professionnel-le-s du système judiciaire (commissariat, Brigade de Répression du Proxénétisme, etc), partenaires (réseau local)
- ➔ articles dans des magazines (presse dite « féminine », de santé, presse locale, etc)

Plusieurs associations de terrain disposent déjà sur leur site de brochures (documents) à télécharger puis à imprimer (support papier) et à diffuser auprès du public.

Développer des partenariats locaux

Développer des partenariats locaux (dans les 8 départements de Midi-Pyrénées) avec des personnes susceptibles d'être en contact avec les femmes qui se prostituent sur le Net autres que les partenaires cités ci-dessus : chauffeurs de taxi, hôteliers, vendeurs-euses dans les *sex-shops*, responsables de bars à hôtesse, gérants de clubs libertins, de clubs de strip-tease, etc, afin qu'ils

ces dernières deviennent des prescriptrices en relayant les coordonnées de l'association à la communauté.

diffusent ces supports (brochures, flyers, cartes).

Cette recommandation capitale est clairement entravée par la loi sur le proxénétisme d'aide et de soutien et le proxénétisme hôtelier.

Pour illustration : dans le cadre de cette recherche, nous avons contacté plusieurs gérants d'hôtels, notamment pour réaliser des entretiens. Les rares qui se sont exprimés au sujet des échanges économique-sexuels nous ont affirmé qu'il n'y « *a[vait] pas de trafic illégal* » (sous-entendu « prostitution ») dans leur établissement « *[et que] si c'était le cas, [ils mettraient] à la porte prostituées et clients puisqu'[ils n'avaient] rien à voir avec ce monde-là [et qu'ils ne souhaitent] pas avoir de problème avec la police* ». En l'état actuel des choses, nous supposons que rares seront les gérants d'hôtels qui accepteront la présence de matériel de RDR à destination des femmes qui se prostituent (documents, préservatifs, tables de prévention, etc) au sein de leur établissement ; de crainte que cette présence nuise non seulement à l'image de marque de leur hôtel (stigmatisation), mais également qu'elle entraîne des conséquences judiciaires (criminalisation – proxénétisme hôtelier). Ce raisonnement est applicable pour l'ensemble des acteurs cités ci-dessus

7.2 Favoriser l'accès aux droits fondamentaux des femmes qui se prostituent sur le Net résidant et/ou travaillant en Midi-Pyrénées

Prévenir des violences liées au travail du sexe

Permettre aux femmes qui se prostituent sur le Net une meilleure connaissance de la législation en vigueur en matière de travail du sexe, du travail et de la lutte contre les violences faites aux femmes. Pour ce faire, les espaces virtuels et les associations de terrain doivent :

- Informer sur les situations de violences liées au travail du sexe
- Informer sur les lois en vigueur en matière de prostitution et de législation du travail : délit de racolage, proxénétisme, traite en vue de la prostitution, exhibition sexuelle, déclaration des revenus, etc
- Proposer des formations afin de comprendre les implications juridiques de la législation en vigueur
- Proposer des formations d'auto-défense
- Diffuser les stratégies d'auto-défense élaborées par les femmes qui se prostituent sur le Net
- Informer sur les recours possibles (aspect juridique – droits) en cas de violences

- Disposer de permanences juridiques avec un juriste spécialiste des violences, du droit du travail, du droits des étrangers, etc.
- Mettre en ligne des informations visibles dès la page d'accueil des sites sur : « que faire en situation d'urgence sanitaire/sociale ou d'exposition aux violences – Vers qui / quelle(s) structure(s) se tourner ? »
- Des informations juridiques adaptées au travail du sexe ainsi que sur les protocoles juridiques et pénaux (dépôt de plainte, arrestation, perquisitions, détention, recours divers, etc)

Prévenir des violences liées à l'usage des TIC

Permettre aux femmes qui se prostituent sur le Net une meilleure connaissance des outils numériques. Pour ce faire, les espaces virtuels et les associations de terrain doivent :

- Informer sur les risques liés à l'usage des TIC
- Proposer des formations d'auto-défense numérique
- Informer sur les recours possibles (aspect juridique – droits) en cas de violences via les TIC
- Disposer de permanences juridiques avec un juriste spécialiste des violences liées aux TIC
- Des informations juridiques adaptées à l'usage des TIC, ainsi que sur les protocoles juridiques et pénaux (dépôt de plainte, arrestation, perquisitions, détention, recours divers, etc)

Les informations sur les violences liées au travail du sexe et à l'usage des TIC doivent être **centralisées sur des espaces virtuels** (sites Web).

Ces espaces doivent être **régulièrement alimentés** (outils « vivants » et évolutifs) et les informations doivent être **régulièrement mises à jour**. Les équipes d'intervention doivent donc compter au moins un-e professionnel-le formé-e aux outils et aux usages du web 2.0 (connaissances techniques et empiriques des forums, des réseaux sociaux et des plate-formes de blogs et de sites web).

Ces espaces doivent disposer de **versions compatibles avec les téléphones mobiles** (car de nombreuses femmes qui se prostituent surfent sur le Net via leur téléphone portable) ainsi qu'avec les différents systèmes d'exploitation (Microsoft, Apple, Linux).

Le contenu doit être **multilingue** (anglais, espagnol, et russe *a minima*) pour être consulté par les non-francophones.

Le contenu doit également être accessible aux femmes qui se prostituent qui ne maîtrisent pas ou peu l'écrit. Les informations doivent autant que faire ce peut être disponibles via des **supports visuels** (films, spots, dessins, schémas, etc) et **sonores** (films, enregistrements audio, etc)

multilingues.

Ces espaces doivent être **facilement accessibles / visibles** sur la Toile. Afin d'être bien positionnés dans les pages de recherches (apparaître sur la première page de résultats via une recherche par mots-clés (simples) dans les principaux moteurs de recherche), il est important de prévoir dès la création de ces espaces :

- un travail de référencement
- un travail de liens avec les espaces spécialisés
- un travail de publicité

La forme (design) de ces espaces doit répondre à plusieurs exigences : **simplicité, clarté, intuitivité, pédagogie, possibilité d'interactivité, esthétisme, discrétion.**

Ces espaces (contenu et forme) doivent être **co-construits avec les personnes concernées.**

À l'heure actuelle, les deux associations de la région travaillant explicitement avec des femmes qui se prostituent disposent de sites et/ou pages web. Il faut toutefois distinguer les sites (ou pages web) ayant pour objectif de présenter les associations de ceux qui s'adressent au public, qui informent sur les droits et les recours possible en cas de violences et qui sont co-construits avec les personnes concernées.

Dans cette seconde catégorie, il existe seulement un site :

- le « site ressource par et pour les travailleur-euses du sexe » de l'association Grisélidis à destination de l'ensemble des femmes qui se prostituent sur le Net (femmes, hommes, transsexuels / transidentitaires) - <http://www.griselidis.com>

Développer des supports (autres que numériques) **destinés aux femmes qui se prostituent sur le Net et/ou adapter les supports de communication et d'informations existants** (affiches, flyers, cartes, vidéos, clip-vidéo, plaquettes, documents institutionnels, associatifs, etc) pour que les femmes qui se prostituent sur le Net puissent se sentir concernées, s'identifier.

Ces supports doivent être **co-construits avec les personnes concernées** : s'appuyer sur les pratiques, les savoirs et les expériences des personnes.

Les messages diffusés doivent insister sur les violences liées au travail du sexe et à l'usage des TIC, les recours possibles et les protocoles juridiques et pénaux, ainsi que les stratégies de prévention/lutte contre les violences mises en place par les femmes qui se prostituent .

Les messages diffusés doivent prendre en compte la **variété des vocables** utilisés par les personnes elles-mêmes (sur la manière de se qualifier : escortes, masseuses, courtisanes, libertines, occasionnelles, GFE, VIP, etc ; sur les pratiques : *incall/outcall*, SM, Domina, etc.).

Les supports doivent être **multilingues** et de **natures diverses** (brochures, flyers, vidéos, etc.).

Mener des actions innovantes d'intervention adaptées aux spécificités du public : usage des TIC, rapidité des réponses, respect de l'anonymat

Outreach / aller vers :

- Réaliser des tournées (e-mails, téléphoniques, etc) d'informations à thème sur les violences, l'accès aux droits citoyens et sociaux, les protocoles juridiques et pénaux, etc. (tournées thématiques).
- Développer une approche individuelle (mail, téléphone, MP) et collective via les forums (ateliers – focus group IRL ou via Internet) sur la réduction des risques, sur l'usage du matériel de RDR et sur les stratégies pour imposer ces outils aux clients.
- Être mobile : accueil et permanences mobiles (milieu rural, zones où il n'y a pas d'associations relais / partenaires, etc.).

Engager des partenariats avec les administrateurs des sites spécialisés :

- Contacter les administrateurs des sites où sont proposés les échanges economico-sexuels et leur proposer des réunions d'informations.
- Négocier avec les administrateurs de ces sites des encarts type : « lutte contre les violences - association proche de chez vous » afin d'être visibles et reconnus comme interlocuteurs privilégiés.

À l'heure actuelle, l'impossibilité pour les associations d'investir ces terrains constitue un réel frein au travail de prévention/lutte contre les violences et l'accès aux droits du public.

Intervenir dans les *topics* en ligne sur les forums identifiés et répondre aux questions des femmes qui se prostituent

- Répondre aux sujets / questions déjà posté-e-s sur les forums identifiés
- Ouvrir régulièrement et alimenter des *topics* sur les questions de violences et de droits

- Participer aux discussions / *topics* conviviaux (afin de favoriser le lien social, la confiance et la convivialité avec les personnes concernées)

Ces préconisations impliquent la maîtrise et le respect des us et coutumes de la communication en place sur les forums de discussions (consulter les chartes des forums, maîtriser et utiliser le jargon en place sur les forums, se présenter aux animateurs / modérateurs des sites/forums, etc.).

Proposer des accompagnements (en réel et à distance) aux femmes qui se prostituent victimes de violences

Les équipes d'intervention doivent être disponibles via les TIC

Les associations de terrain doivent adapter leurs méthodes de travail et d'intervention aux outils utilisés par les femmes qui se prostituent sur le Net . Elles doivent donc être en mesure de réaliser des suivis via les TIC (dans les situations où il n'y a pas nécessité de rencontre physique / de suivi de proximité).

Pour ce faire, elles doivent :

- Disposer de boîtes mail et de lignes téléphoniques
- Disposer de comptes / d'outils type *live-chat* (discussions audio, via webcam et/ou par écrit en instantané : msn, tchatbox, skype, etc) et mettre en place des permanences pour être contactées par le public
- Disposer d'une ligne téléphonique d'urgence / d'un numéro vert 7j/7, 24h/24
- Disposer d'un outil en interne (type plate-forme) pour être en mesure d'orienter les femmes qui se prostituent vers les structures de leur région

Ces préconisations impliquent que les intervenant-e-s des associations de terrain soient formé-e-s et maîtrisent les TIC, les outils du web 2.0 et bien sûr le fonctionnement des échanges économique-sexuels via Internet (différents acteurs, terrains, jargon relatif à l'offre / demande de rapports tarifés, etc)

→ **Recommandations à destination des pouvoirs publics**

7.3 Lutter contre les facteurs aggravants les situations de violences à l'encontre des femmes qui se prostituent sur le Net

Lutter contre la stigmatisation et la criminalisation des personnes qui se prostituent - Favoriser leur accès aux droits

Un aménagement de certaines dispositions législatives actuelles permettrait sans doute d'améliorer les conditions de vie, de travail et de santé globale des femmes qui se prostituent

L'association Grisélidis porte les revendications suivantes dans ce but :

- Abroger la loi qui pénalise le racolage (voir pp. 109-111 du présent rapport).
- Préciser le délit de proxénétisme d'aide et de soutien qui empêche les femmes de s'entraider (voir pp. 85-91 et 109-111 du présent rapport)
- Préciser le délit de proxénétisme hôtelier qui entrave l'accès au logement, à l'hébergement et à des conditions de travail plus sécurisantes (voir pp. 109-111 du présent rapport).
- Renoncer au projet de loi de pénalisation des clients (voir pp. 109-111 du présent rapport).

Pour une égalité d'accès aux droits des femmes qui se prostituent , l'association Grisélidis recommande de :

- Lutter contre les violences et les abus dont sont victimes les femmes qui se prostituent (Cf parties 5 et 6 du présent rapport).
- Régulariser les femmes qui se prostituent migrantes en situation irrégulière
- Favoriser l'accès à la formation gratuite et l'accès à la réorientation de carrière pour les femmes qui se prostituent qui le souhaitent
- Mettre en œuvre l'accès effectif aux droits sociaux et fondamentaux : santé, retraite, logement, droit à la justice et à la sécurité.

Lutter contre la précarité et les rapports de genre inégaux

Favoriser une meilleure répartition des richesses au niveau international, national et local

(voir pp. 112-115 du présent rapport)

Favoriser l'égalité de genre (lois, éducation, etc.)

- Promouvoir l'estime de soi et l'autonomie de toutes les femmes sans stigmatiser certaines catégories de femmes, notamment celles qui pratiquent des échanges économico-sexuels formalisés
- Lutter contre les violences, les discriminations, les images stéréotypées envers l'ensemble des femmes (et des femmes qui se prostituent en particulier)
- Promouvoir l'égalité de genre au sein des structures de pouvoirs, de décisions et de production et gestion des ressources
 - Proposer des actions de sensibilisation à l'égalité de genre en milieu scolaire à destination des élèves¹¹⁵, mais également en direction des professionnel-le-s du secteur éducatif, associatif, sanitaire et social, policier et judiciaire : violences de genre, sexualité et consentement, égalité professionnelle, etc.
- Lutter contre les inégalités femmes-hommes sur le marché de l'emploi (inégalités de salaire, emplois sexués, emplois précaires, etc.)

Soutenir les actions des associations de santé communautaire adaptées aux nouvelles formes de prostitution sur Internet et favoriser la formation des intervenants à ces nouvelles modalités d'intervention

Les pouvoirs publics doivent soutenir les actions recommandées dans la première partie des recommandations à l'attention des intervenants en santé sur Internet

Favoriser l'accès aux droits

Voir point « Freins à l'accès aux droits sociaux et fondamentaux des femmes qui se prostituent sur le Net » (Cf partie 6 de ce rapport)

115 Assurer l'application effective de l'article L. 312-16 du code de l'éducation en renforçant les moyens alloués à l'éducation nationale en matière d'éducation à la sexualité.

7.4 Favoriser un maillage territorial (régional et national), la formation des professionnel-le-s en lien avec les femmes qui se prostituent sur le Net et mieux connaître le public

Former et mettre en réseau les associations et structures sanitaire et social du territoire souhaitant travailler avec les femmes qui se prostituent sur le Net

En région Midi-Pyrénées, l'offre de santé et de services sociaux est principalement centralisée sur les grandes villes. Concernant les femmes qui se prostituent d'une manière générale, les deux associations spécialisées (Amicale du Nid et Grisélidis) sont basées à Toulouse. Or, nous l'avons vu, les femmes qui se prostituent sont présentes sur l'ensemble du territoire. Il faut donc :

Mettre en place des formations (sensibilisations) théoriques et méthodologiques

pour l'accueil et l'accompagnement des femmes qui se prostituent qui travaillent via Internet à destination des professionnel-le-s des associations et des institutions des secteurs santé, social, (police, justice) de la région :

Des formations théoriques et pratiques sur :

- les enjeux de la prévention et de la lutte contre les violences, l'accès aux droits sociaux et fondamentaux, et la prévention du VIH-SIDA et la RDR
- le fonctionnement et l'organisation des échanges économico-sexuels via Internet
- les TIC (usage des forums de discussion, formation à l'écoute / au suivi par téléphone, etc)
- le genre
- les enjeux et parcours migratoires des femmes qui se prostituent

Ces formations doivent être délivrées prioritairement aux associations et structures adaptées pour informer et toucher les femmes qui se prostituent sur le Net de la région, à savoir :

- Les CDAG-CIDDIST
- Les associations/structures de lutte contre les violences
- Les associations/structures de lutte contre le VIH-Sida et les IST
- Les associations/structures d'accueil de femmes, dont CHRS
- Les maisons de solidarité / UTAMS

Coordonner et mettre en réseau les associations et structures sanitaire et social du territoire

Favoriser des rencontres régionales régulières

La prévention et l'accueil du public se faisant via les TIC (donc au-delà du secteur où se trouvent physiquement les équipes d'intervention), les équipes des associations de terrain et les personnes relais doivent se retrouver régulièrement afin :

- d'échanger sur leurs savoirs, pratiques et expériences de terrain (auto-formation)
- de formaliser des partenariats pour orienter le public (suivi de proximité)

Développer un espace (outil) collaboratif régional permettant la coordination des associations et structures sanitaires et social du territoire

Un espace / outil à l'image de l'AGORA initié par l'association Grisélidis :

Depuis 2010, l'association Grisélidis travaille à développer un outil collaboratif interactif (AGORA) afin d'impulser et de structurer un réseau local et national d'associations de terrain et de personnes relais (dont des femmes qui se prostituent). L'objectif de cet outil est de faciliter la communication et les échanges de pratiques entre les associations partenaires et l'efficacité/réactivité d'un réseau national.¹¹⁶

Cet outil prend corps via Internet mais sur un espace privé, c'est-à-dire un espace dont l'accès est réservé aux structures et personnes impliquées dans le projet.

Cet espace virtuel constitue une banque de données/ressources collectives. Il rassemble des données pratiques (brochures, plaquettes, outils de prévention, etc) méthodologiques et théoriques sur la prostitution via Internet ainsi que les contacts des personnes et des structures partenaires.

¹¹⁶ Depuis 2010, l'équipe Internet de l'association Grisélidis formalise des rencontres avec les associations travaillant déjà avec les femmes qui se prostituent (dans la rue principalement) afin de présenter son action avec et pour les femmes qui se prostituent sur le Net, et de les convier à participer au projet Agora (outil collaboratif). L'équipe a ainsi officialisé des partenariats sur l'accueil et l'orientation des femmes se prostituant sur le Net avec 10 structures sur l'ensemble du territoire national (dont 1 en Midi-Pyrénées) : Autres Regards à Marseille, MDM-Nantes, Aides 64, Entr'Actes à Lille, Arap-Rubis à Nîmes, Cabiria à Lyon, Bus des Femmes à Paris, SNEG Midi-Pyrénées, IPPO à Bordeaux, Arcat et le Kiosque Info-Sida à Paris. Concernant l'Agora, l'équipe Internet de Grisélidis a élaboré une charte de fonctionnement du réseau, créé le dispositif (technique) et alimenté ce dernier (documents ressources et outils méthodologiques pour faciliter la mise en place d'actions similaires dans les autres structures). L'association Grisélidis a également invité les 10 structures citées ci-dessus. À ce jour, 5 ont validé leur inscription et parmi elles, 2 ont mis en ligne des documents. Si l'ensemble des associations partenaires se montre fortement intéressé et volontaire pour participer (activement) à l'Agora, le manque de temps (financement) et de formation de leurs équipes d'intervention (sur l'usage des TIC et sur les spécificités des échanges économique-sexuels via Internet) freinent fortement leur investissement et donc le développement d'un tel projet.

Cet espace permet aux personnes/structures membres d'échanger, de partager des informations, expériences et savoirs/compétences sur l'accueil, la prévention et la lutte contre les violences, la prévention VIH-SIDA et l'accompagnement en santé globale des travailleurs-euses du sexe via Internet.

Ce dispositif est coordonné (coordinateur) et animé (*webmaster* et modérateur) par une personne qui veille à l'accès (inscription) et à l'alimentation des espaces ressources, à la participation et à l'animation des échanges (cette tâche est assurée par la coordinatrice de l'action Internet de Grisélidis).

Soutenir et favoriser des actions virtuelles et IRL (notamment en milieu rural) au niveau régional (ARS)

Il est nécessaire de financer au niveau régional les associations de santé intervenant auprès et avec les femmes qui se prostituent dans la rue afin qu'elles puissent **mettre en place des actions auprès des femmes se prostituant sur internet** adapter leur méthode de travail, utiliser les TIC.

Ces associations sont les mieux placées pour mettre en place des actions adaptées à ce public puisqu'elles connaissent déjà les enjeux du travail sexuel, de la prévention des violences, de la prévention du VIH et des IST, et qu'elles disposent généralement d'équipes pluridisciplinaires voire communautaires.

7.5 Mieux connaître le public des femmes se prostituant sur le Net

Augmenter le niveau de connaissances existant sur les caractéristiques du public, ses pratiques, ses besoins en terme de prévention et les moyens de les toucher. Focaliser notamment sur des publics spécifiques tels que :

- les « filles d'agence »
- les femmes migrantes
- les hommes
- les personnes transidentitaires
- les jeunes (hommes, femmes et transsexuels/transidentitaires)

Augmenter le niveau de connaissance existant sur le fonctionnement et l'organisation des échanges économique-sexuels via les TIC :

- Explorer de nouveaux sites. S'intéresser de près aux réseaux sociaux notamment (utilisés par les jeunes se prostituant sur le net principalement)
- Mieux connaître les enjeux autour des acteurs spécifiques : administrateurs et *webmasters* d'annuaires d'escortes, patrons / responsables d'agences, etc

Bibliographie

➤ Études et documents scientifiques

- BECKER (Howard S.) *Outsiders – Études de sociologie de la déviance*, Editions A-M. Métailié, Paris, 1985.
- BIGOT Sylvie. *L'escorting : approche sociologique d'une forme de prostitution*, Thèse de doctorat – Université de Caen, 2008, 456p
- BOYER Véronique, CHEVRON Niki et CLOUET Eva. « Travail du sexe sur Internet et santé communautaire », in Rapport d'Activité Grisélidis, 2009, pp. 88-13
- BOZON Michel. « Les significations sociales des actes sexuels », in « Sur la sexualité », Actes de la Recherche, n°128, Paris Seuil, juin 1999, pp. 3-23.
- CHAKER Saloua, « La Macdonalisation du travail du sexe », *Enjeux*, n°128, Mars 2002, pp 176-196.
- WELZER-LANG Daniel et CHAKER Saloua. *Quand le sexe travaille...*, Rapport européen inachevé sur les violences faites aux femmes dans les activités et métiers liés à la sexualité masculine, Université Toulouse-Le Mirail, Association Les Traboules, Octobre 2002, 293 pages.
- CHALEIL Max. *Prostitution – Le désir mystifié*, Éditions l'Aventurine, Paris, 2002.
- CLOUET Eva, « Prostitution étudiante via Internet : médiatisation d'une question de société – analyse critique », master 2 « Genre et Politiques Sociales », sous la direction de Monique MEMBRADO et d'Hélène CETTOLO, université Toulouse le Mirail, 2008, 60 p.
- CLOUET Eva, « Prostitution et prévention en milieu étudiantin – Compte rendu de l'enquête menée sur le campus universitaire de Nantes, Analyse des résultats du questionnaire », UCO, Délégation nantaise du Mouvement du Nid, 2007, 75 p.
- CLOUET Eva, « Réalités et besoins des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet en France métropolitaine », avec le soutien de la Direction Générale de la Santé, portée par l'Association Grisélidis (Toulouse), novembre 2013, 229 pages.
- CLOUET Eva. *La prostitution étudiante à l'heure des nouvelles technologies*, Éditions Max-Milo, Paris, 2008, 188 pages.
- CLOUET Eva. « Sexualité tarifée via Internet et besoins des femmes de la région toulousaine prestataires de rapports sexuels sur le Net », in Rapport d'Activité Grisélidis 2008, pp 97-130.
- DORAIS Michel. *Les cowboys de la nuit – Travailleurs du sexe en Amérique du Nord*, H&O pour l'édition européenne, Montblanc, 2003.
- GLÖCKNER Carsten. *Sex 2.0 – Pornography and prostitution influenced by the Internet – Feminist views on pornography and prostitution*, GRIN Verlag, Munich, 2009.
- GUILLEMAUT Françoise (sous la dir.), « État des lieux des actions de prévention VIH auprès des personnes prostituées : étude préliminaire sur Toulouse, Lyon, Paris, Rennes » Direction Générale de

la Santé, Paris, 2008, en partenariat avec Cabiria.

- GUILLEMAUT Françoise. *La réduction des risques liés au VIH-SIDA et l'accès aux soins dans le contexte des rapports d'échanges économique-sexuels en Guadeloupe*, Direction Générale de la Santé, Paris, 2009, en partenariat avec Grisélidis.
- HUMPHREYS Laud. *Le commerce des pissotières – Pratiques homosexuelles anonymes dans l'Amérique des années 1960*, Paris XIII, Éditions La Découverte, 2007.
- LARDELLIER Pascal. *Le cœur NET – Célibat et amour sur le Web*, Paris, Éditions Belin, 2004, 251p.
- LELEU Pascal. *Sexualité et Internet*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1999, 138 p.
- MELITO Laurent. Les pratiques de l'escorting : transactions marchandes et transactions intimes. *Contribution pour la journée d'étude « Rapports sexuels et transactions marchandes », Lyon – Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences Humaines, 4 juin 2008.*
- MELITO Laurent. « *l'escorting : du point de vue marketing, il s'agit de dire ceci n'est pas une passe* », interview du sociologue par Claudine Legardinier, octobre 2010 – <http://www.prostitutionetsociete.fr/eclairage/interviews/laurent-melito-sociologue>.
- PHETERSON Gail, *Le prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan, 2001, 211 p.
- VENNER Fiammenta. « La prostitution sur Internet : visibilité ou clandestinité ? » (chap.7 – pp. 235-248) IN : MOSSUZ-LAVAU Janine et HANDMAN Marie-Elisabeth. *La Prostitution à Paris*, Éditions de la Martinière, Paris, 2005.
- VERNIER Johanne. *La traite et l'exploitation des êtres humains en France*. Études de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, La documentation française, Paris, 2010.

➤ Rapports institutionnels et associatifs

- Association GRISELIDIS. « Compte-rendu de notre action sur Internet », in Rapport d'Activité Grisélidis 2010, pp. 67-77.
- Association GRISELIDIS. « Lutte contre le VIH, les violences et pour l'accès aux droits avec les personnes qui se prostituent via Internet, in Rapport d'Activité Grisélidis, 2011, pp. 99-112
- Association GRISELIDIS. Rapport d'activité 2012.
- Rapport IGAS – Inspection Générale des Affaires Sociales - AUBIN Claire, JOURDAIN-MENNINGER Danielle, Dr EMMANUELLI Julien. « Prostitution : les enjeux sanitaires », décembre 2012.
- INDOORS project. *Indoor Sex Work, Analysis and good practice manual on indoor sex work settings in seven European cities*, Humburg, 2010.
- INDOORS project. *Pictures of reality, Sex workers talk about their life and work experiences within the indoor sex work setting in nine European cities*, Humburg, 2012.
- Ministère de la santé et des sports - « *Plan national de lutte contre le VIH-SIDA et les IST 2010-2014* ».

- Sénat - GODEFROY Jean-Pierre et JOUANNO Chantal. « *Rapport d'information – Situation sanitaire et sociale des personnes prostituées : inverser le regard* », Commission des affaires sociales, n°46, 2013-2014.

➤ **Récits autobiographiques**

- Belle de Jour. *Journal intime d'une call-girl*, Éditions First, Paris, 2013.
- BROWN Chester. *Vingt-trois prostituées*, Éditions Cornélius, Paris, 2012.
- HEFFNER Alysson. *Escort girl*, Média 100, Paris, 2007.
- KAND Alma. *Confession d'une call-girl*, Éditions de La Martinière, Paris, 2005.
- Laura D. *Mes chères études. Étudiante, 19 ans, job alimentaire : prostituée*, Max Milo, Paris, 2008
- MADAME LISA. *Portes ouvertes sur maison close*, Éditions Grasset et Fasquelle, Paris, 2012.
- MILUKMAN. *X Business – Les dessous du sexe sur Internet*, Éditions First, Paris, 2009.
- NELSON Mélodie. *Escorte*, Transit Éditeur, Montréal, 2010.
- SABRINA. *Escort*, Éditions Grasset et Fasquelle, Paris, 2013.
- SACHA LOVE. *Escort-girl, le récit d'une double vie*, Alban, Paris, 2006.

➤ **Filmographie**

- *Amours propres*, 2011, film documentaire d'Estelle Robin You

Annexes

- **Annexe 1** : Calendrier de la recherche

- **Annexe 2** : Présentation et tableau récapitulatif de la situation socio-démographique des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet interrogées

- **Annexe 3** : Présentation et tableau récapitulatif de la situation socio-démographique des clients interviewés

- **Annexe 4** : Tableau récapitulatif des personnes ressources contactées et/ou rencontrée

- **Annexe 5** : Jargon et termes utilisés sur les forums de discussions en ligne

- **Annexe 6** : Jargon relatif aux échanges économique-sexuels via Internet

Annexe 1 : Calendrier de réalisation de la recherche

- **Date de mise en œuvre prévue (début) :** 9 Septembre 2013
- **Durée prévue (nombre de mois ou d'année-s) :** 5 mois
- **Date de rendu finale prévue (fin) :** 31 Janvier 2014

Phases de recherche	Descriptif	Sept. 2013	10/13	11/13	12/13	Janv. 2014
1. Recension documentaire	Travaux scientifiques					
	Données qualitatives et quantitatives déjà réalisées					
	Articles de presse					
2. Repérage/ prise de contact avec le terrain (observation participante)	Sites de petites annonces					
	Sites spécialisés (annuaires escortes ; sites EV)					
	Forum discussions					
	Autres (blogs perso, Site Grisélidis, etc)					

3. Travail préparatif au dispositif méthodologique	Messages types pour public(s)					
	Grilles entretiens					
	Grilles statistiques					
	Tableaux d'analyse					
4. Prises de contacts publics concernés (femmes prostituées sur le Net et clients)	Mails, MP					
	Appels tél.					
	Rencontres					
5. Prises de contacts et rencontres avec les personnes ressources						
6. Entretiens	Femmes prostituées sur le Net					
	Clients					
	Personnes ressources					
7. Traitement et analyse des données recueillies						
8. Réunions d'évaluations						
9. Rédaction et mise en avant des Recommandations						
10. Re-lecture et publication						
11. Restitution publique*						

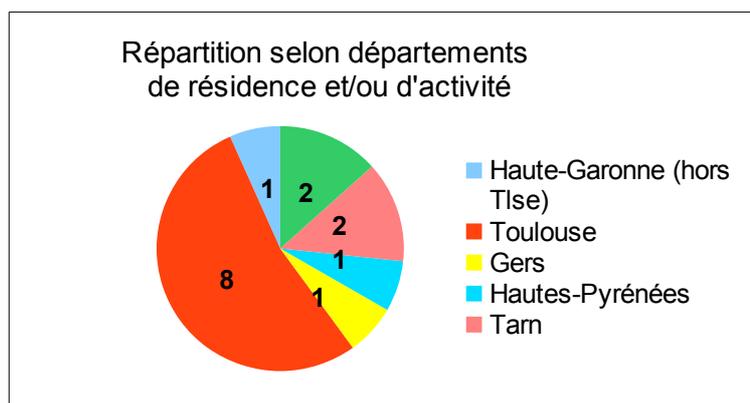
*Restitution publique : pas de date arrêtée.

Annexe 2 : Présentation de la situation socio-démographique des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet interrogées

La majorité de nos enquêtées est âgée de 26 à 35 ans (5). La plus jeune a 20 ans (Maëlys), la plus âgée : 48 ans (Fanny).

Elles sont majoritairement de nationalité française (12). 3 ont une autre nationalité (Daniella est nigériane, Cora est algérienne et Carolina est roumaine). Parmi les françaises, 2 d'entre elles ont des parents nés hors de France, soit au Maghreb (en Tunisie pour Nadia) soit en Afrique subsaharienne (au Cameroun concernant Maëlys). 1 femme (Maëlys) possède d'ailleurs une double nationalité (franco-camerounaise).

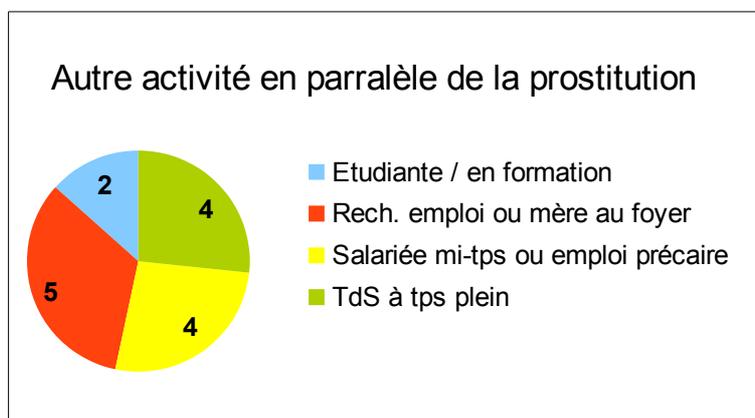
Les femmes de notre enquête résident toutes en Midi-Pyrénées, en ville principalement mais également en zone rurale. À l'image de la cartographie régionale de la cyber-prostitution (voir partie 4 du présent rapport), elles habitent majoritairement dans la ville de Toulouse. Dans ce contexte, la plupart réside en milieu urbain (8 à Toulouse, et 1 à Montauban). Notons toutefois que 2 femmes vivent en périphérie urbaine (commune proche de Toulouse pour Fanny et commune proche d'Albi concernant Béatrice), et 4 vivent à la campagne (Valérie, Stéphanie, Laura et Nadia).



Les femmes qui résident en zone urbaine et péri-urbaine travaillent majoritairement dans leur ville ou dans la grande ville la plus proche. Il leur arrive ponctuellement de se déplacer dans la région ou dans d'autres régions (à la demande de clients).

Celles qui vivent en milieu rural travaillent peu proche de leur domicile (peu de demande) ; et se déplacent fréquemment dans d'autres communes (au domicile des clients – milieu rural) ou dans des zones plus urbanisées (en Midi-Pyrénées ou dans les départements voisins), disposant de complexes hôteliers notamment.

Globalement, les femmes interviewées détiennent un diplôme (12), principalement le baccalauréat et plus (6). Les 3 femmes non diplômées ont arrêté l'école à la fin du collège. Elles sont toutes trois nées à l'étranger et ont suivi leur scolarité dans leur pays de naissance. Valérie est l'enquêtée la plus diplômée avec un niveau Bac+4.



Parmi nos enquêtées, 4 ont une activité salariée en parallèle de leur activité prostitutionnelle ; leurs revenus étant inférieurs ou égaux aux SMIC.

3 sont mères au foyer et disposent, en partie, du revenu du conjoint, et plusieurs (divorcées et/ou séparées) reçoivent une pension alimentaire de leur ex-conjoint. 2 femmes sont en recherche d'emploi depuis plus de 1 an mais seule Alicia perçoit des indemnités chômage (Carolina n'y ayant pas droit). 2 femmes sont étudiantes ou en formation qualifiante (Élise et Nolwenn).

La prostitution est l'activité principale pour 4 de nos enquêtées. Toutefois, excepté Béatrice, cette activité constitue la principale source de revenu pour la totalité de nos enquêtées.

Moins de la moitié des femmes interrogées vit en couple (7 sur 15), maritalement ou non et la quasi-totalité est mère de famille (12). 11 ont leurs enfants à charge. 4 femmes de notre enquête ne vivent pas avec leurs enfants : les enfants de Daniella et de Carolina vivent avec des proches dans leur pays d'origine, l'enfant d'Alicia habite chez ses grands-parents maternels et celui Maria est placé en foyer. De même, 4 femmes subviennent aux besoins de leur famille élargie (ascendants et fratrie notamment).

Enfin, la majorité des femmes interviewées est locataire de leur logement (12) et seule Laura dispose d'un logement social ; les 3 autres étant propriétaires (avec leur conjoint).

Concernant le travail du sexe, 8 femmes se désignent comme « escorte » et 7 comme « masseuse ». La majorité d'entre elles propose des rapports sexuels tarifés via Internet depuis plus de 1 an (9).

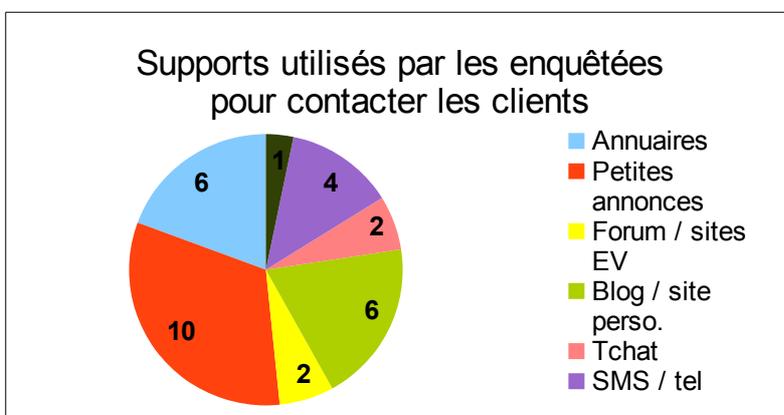
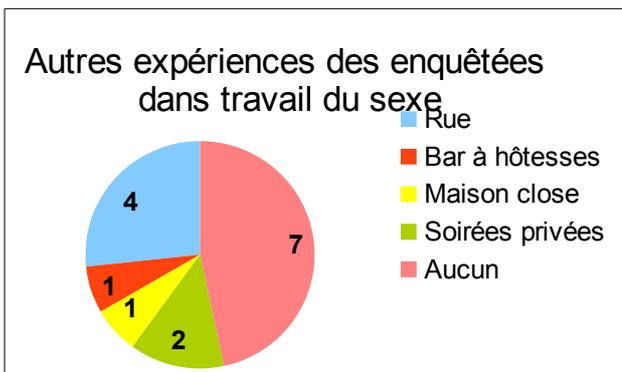
Parmi nos enquêtées, seule Fanny déclare ses revenus issus de la prostitution et dispose donc d'un statut administratif lié à son activité d'escorte.

Pour la majorité de nos enquêtées, le Net constitue le premier lieu sur lequel elles ont proposé des rapports sexuels tarifés.

4 d'entre elles ont travaillé dans la rue préalablement ; parmi elles, seule Maria continue de sortir dans la rue pour trouver des clients, mais de moins en moins fréquemment. Daniella quant à elle, après 7 mois sur Net, souhaite retourner travailler dans la rue.

Alicia et Carolina ont toutes deux préalablement travaillé dans un établissement, dans un contexte différent toutefois. Alicia a travaillé sous contrat pendant 1 an et demi dans un bar à hôtesse de Toulouse, et Carolina pendant 2 an et demi dans une maison close en Espagne. Cette dernière a quitté son pays de naissance (la Roumanie) à l'âge de 22 ans avec l'aide d'un passeur et accompagnée de deux autres jeunes femmes de sa petite ville. Toutes les trois savaient qu'elles allaient travailler en tant que prostituées en Espagne. Pendant les trois premières semaines de son arrivée dans la maison close espagnole, Carolina reverse l'intégralité des revenus qu'elle gagne au passeur-proxénète. Puis, influencée par d'autres femmes travaillant dans le même établissement, elle décide de garder ses gains et rompt les liens avec le passeur-proxénète.

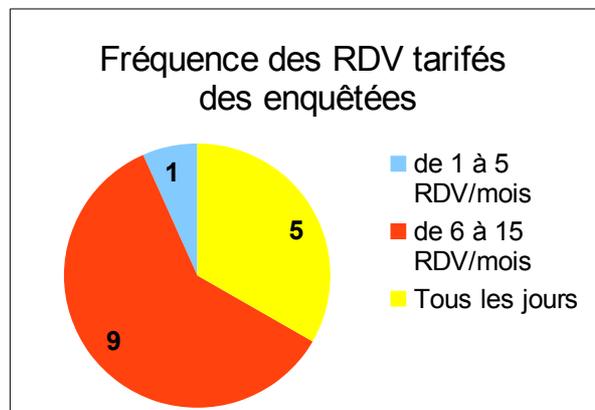
Parmi nos enquêtées, 2 ont commencé à se prostituer lors de soirée privées, libertines notamment.



Les sites de petites annonces constituent le moyen privilégié des femmes qui se prostituent sur le Net de notre enquête (10). Viennent ensuite les annuaires d'escortes et les blogs ou sites personnels (6).

4 précisent qu'elles utilisent le téléphone (appels et/ou SMS) pour contacter les clients. Bien souvent, les femmes interviewées cumulent plusieurs supports. Cela dépend de leur maîtrise de la langue française écrite et orale, de leur maîtrise des TIC ainsi que du budget consacré aux annonces.

La majorité des femmes de notre enquête consacre plus d'une quinzaine d'heures pas mois à recevoir des clients. D'ailleurs, 5 d'entre elles reçoivent quotidiennement un ou plusieurs clients.



Béatrice est l'enquêtée qui réalise le moins de rendez-vous par mois (environ 1 à 2 par semaine). En moyenne, les femmes qui se prostituent sur le Net interviewées déclarent gagner de 800 à 6000 euros par mois. Leurs revenus diffèrent selon le type de prestations proposées mais également du temps consacré à l'activité.

**Tableau récapitulatif de la situation socio-démographique des femmes prestataires
de rapports sexuels tarifés via Internet en Midi-Pyrénées interrogées**

Pseudo	Age	Nationalité	Lieu / ville de résidence	Niveau d'études / diplôme	Situation familiale	Autres activités en parallèle de la prostitution	Pratiques prostitutionnelles	Autres
1. Valérie	40 ans	Française	Dans une commune rurale du Tarn	Bac + 4	Divorcée, 3 enfants, en couple.	Mère au foyer. Ex-cheffe d'entreprise pendant 13 ans.	Escorte depuis 4 ans. Travaille principalement à Toulouse, dans les départements du Tarn et du Tarn-et-Garonne. Elle reçoit également des clients à son domicile. Environ 2-3 rendez-vous par semaine. Valérie annonce sur plusieurs sites spécialisés et possède un site personnel	Habite avec ses enfants et son conjoint. Conjoint : cadre supérieur Locataire d'une maison.
2. Élise	32 ans	Française	Quartier résidentiel de Toulouse	Bac + 3 (cursus universitaire)	Célibataire, 1 enfant.	Étudiante en 3ème année d'école d'infirmières (reprise d'études)	Ex-escorte (pendant 1 an), ex-prostituée dans la rue (pendant 5 ans), masseuse (depuis 4 ans). Travaille principalement à Toulouse où elle réalise environ 4 à 8 rendez-vous par semaine. Elle part en tournée quelques jours tous les trimestres à Paris. Élise annonce et <i>tchat</i> sur plusieurs sites de petites annonces.	Habite seule avec son enfant. Locataire d'un appartement.

3. Béatrice	35 ans	Française	Dans une commune proche de la ville d'Albi	Baccalauréat	Mariée, 1 enfant.	Employée de bureau à mi-temps (CDI)	Escorte en couple (avec son époux) depuis 7 ans. Elle reçoit à son domicile ou se déplace au domicile des clients (Tarn et départements limitrophes). Elle réalise du 1 à 2 rendez-vous par semaine. Béatrice annonce sur plusieurs sites spécialisés et sur un site de petites annonces. Elle rencontre également des clients dans le cadre de soirées privées (libertines notamment)	Habite avec son mari et leur enfant. Conjoint : employé de bureau Propriétaire d'une maison.
4. Daniella	35 ans	Nigériane	Centre-ville de Toulouse	BEPC A arrêté l'école en 3ème (collège)	En couple, 3 enfants (restés au Nigéria)	Employée de bureau depuis 8 mois (CAE)	Ex-prostituée de rue (pendant 5 ans) ; Masseuse depuis 7 mois. Daniella travaille exclusivement à Toulouse où elle reçoit au moins 1 client par jour. Elle annonce sur un site de petites annonces	Habite avec son nouveau conjoint Conjoint : en recherche d'emploi Locataire d'un appartement
5. Maria	36 ans	Française	Quartier classé ZEP de Toulouse	CAP	Célibataire, 1 enfant	Sans emploi. Bénévole dans une association de quartier	Prostituée de rue (depuis 12 ans) ; Masseuse depuis 2 mois. Maria travaille principalement à Toulouse où elle reçoit au moins 1 client par jour. Elle annonce sur un site de petites annonces. Elle travaille dans la rue au moins 1 journée par semaine (le vendredi ou le samedi)	Habite seule Locataire d'un studio
6. Alicia	27 ans	Française	Centre-ville de Toulouse	BEP	Célibataire, 1 enfant	En recherche d'emploi	Alicia a travaillé pendant 1 an et demi dans un bar à hôtesse de Toulouse. Escorte depuis 2 ans. Elle travaille principalement à Toulouse mais se déplace en Midi-Pyrénées et autres régions où elle réalise au moins 1 rendez-vous par jour. Elle annonce sur un site de petites annonces	Habite seule. Son enfant vit avec ses grands-parents maternels. Locataire d'un appartement.

<p>7. Louise</p>	<p>26 ans</p>	<p>Française</p>	<p>Quartier résidentiel de Toulouse</p>	<p>Bac + 3</p>	<p>En couple, sans enfant</p>	<p>A travaillé en tant qu'assistante-dentaire pendant 4 ans. Bénévole dans une association de lutte contre le racisme</p>	<p>Escorte depuis 4 ans. Louise travaille principalement à Toulouse mais se déplace en Midi-Pyrénées et autres régions (selon demande). Elle travaille environ 10 jours consécutifs par mois pendant lesquels elle reçoit plusieurs clients par jour. Elle annonce sur plusieurs sites spécialisés et possède un site personnel. Elle informe par sms les clients de son répertoire de ses jours de travail.</p>	<p>Habite seule Locataire d'un appartement</p>
<p>8. Stéphanie</p>	<p>36 ans</p>	<p>Française</p>	<p>Dans une commune rurale des Hautes-Pyrénées</p>	<p>Bac + 2 (BTS)</p>	<p>En couple, 2 enfants</p>	<p>Mère au foyer. Comédienne dans une troupe (statut d'intermittente du spectacle). A travaillé dans plusieurs entreprises en tant que responsable clientèle (environ 5 ans) et en tant qu'assistante de direction pendant 3 ans</p>	<p>Escorte depuis 3 ans et demi. Stéphanie travaille principalement à Tarbes et Toulouse où elle réalise au moins 2 rendez-vous par semaine. Elle annonce sur plusieurs sites spécialisés et possède un site personnel</p>	<p>Habite avec son conjoint et leurs deux enfants Locataire d'une maison Conjoint : saisonnier</p>
<p>9. Carolina</p>	<p>27 ans</p>	<p>Roumaine</p>	<p>Quartier résidentiel de Toulouse</p>	<p>A arrêté l'école à la fin du collège (en Roumanie)</p>	<p>En couple, 1 enfant (resté en Roumanie)</p>	<p>En recherche d'emploi</p>	<p>Carolina a travaillé dans un établissement (en Espagne) pendant 2 ans et demi, puis dans la rue (Toulouse) pendant 2 ans. Elle est masseuse depuis 2 ans. Carolina travaille 1 semaine par mois pendant laquelle elle reçoit entre 5 et X clients. Elle travaille principalement à Toulouse et Albi. Elle annonce sur un site de petites annonces.</p>	<p>Habite avec son conjoint Locataire d'un appartement Conjoint : employé de commerce en CDD</p>

10. Cora	41 ans	Algérienne	Centre-ville de Toulouse	A arrêté l'école à la fin du collège (en Algérie)	Célibataire, 1 enfant (resté en Algérie)	Sans emploi	Prostituée de rue (pendant 15 ans) ; Masseuse depuis 3 mois. Cora travaille principalement à Toulouse où elle reçoit au moins 1 client par jour. Elle annonce sur un site de petites annonces et recontacte des clients (habitués) rencontrés pendant son travail dans la rue.	Habite seule. Locataire d'un appartement
11. Maelys	20 ans	Franco-Camerounaise (parents nés au Cameroun)	Quartier résidentiel de Toulouse	Bac + 2 (cursus universitaire)	En couple, sans enfant	Sans emploi	Escorte depuis 2 ans. Maëlys travaille principalement à Toulouse mais se déplace en Midi-Pyrénées et autres régions (selon demande). Elle reçoit de 1 à 4 rendez-vous par jour. Elle annonce sur plusieurs sites spécialisés et sites de petites annonces. Elle est en train de construire un site personnel.	Habite en colocation. Locataire d'un appartement. Subvient aux besoins de sa sœur cadette et de sa grand-mère résident en France
12. Fanny	48 ans	Française	Dans une commune proche de la ville de Toulouse	Bac + 2 (BTS)	Divorcée, en couple, 2 enfants	Mère au foyer. A travaillé en tant que secrétaire de direction pendant 15 ans dans une grande entreprise	Escorte depuis 5 ans. Travaille principalement à Toulouse où elle réalise environ 2-3 rendez-vous par semaine. Elle part en tournée environ une semaine tous les deux mois à Bordeaux, Paris ou Lyon où elle reçoit environs 2-3 clients par jour. Fanny annonce sur plusieurs sites spécialisés et sur un site de petites annonces. Elle possède un blog personnel	Propriétaire d'une maison Habite avec ses deux enfants et son nouveau conjoint
13. Laura	22 ans	Française	Dans une commune rurale du Gers	A arrêté les études en Terminale	Célibataire, 1 enfant	Service à la personne (ménage), environ 20h par semaine	Masseuse depuis 1 an et demi. Laura travaille principalement à Auch et proche de son domicile mais se déplace en Midi-Pyrénées et autres régions (selon demande). Elle réalise au moins 3 rendez-vous par semaine. Elle annonce sur un site de petites annonces et dispose d'un blog personnel.	Habite avec son enfant Locataire d'un appartement (logement social)

<p>14. Nolwenn</p>	<p>24 ans</p>	<p>Française</p>	<p>Centre-ville de Montauban</p>	<p>Bac + 2 (BTS)</p>	<p>Mariée, sans enfant</p>	<p>Actuellement en formation. A travaillé pendant 2 ans en tant qu'aide-comptable dans une PME.</p>	<p>Escorte depuis 3 ans. Travaille principalement à Montauban et Toulouse mais se déplace en Midi-Pyrénées et autres régions (selon demande). Elle réalise environ 2-3 rendez-vous par semaine. Nolwenn possède un site personnel et contacte les clients via les sites d'EV.</p>	<p>Habite avec son conjoint Locataire d'une maison</p>
<p>15. Nadia</p>	<p>40 ans</p>	<p>Française (parents nés au Maghreb)</p>	<p>Dans une commune rurale du Tarn-et-Garonne</p>	<p>CAP petite enfance</p>	<p>Divorcée, 3 enfants</p>	<p>Garde des enfants à domicile depuis 16 ans - Nourrice agréé depuis 7 ans</p>	<p>Masseuse depuis 6 an et demi. Nadia travaille principalement proche de son domicile. Elle réalise au moins 2 rendez-vous par semaine. Elle annonce sur un site de petites annonces.</p>	<p>Habite avec ses enfants et son père Propriétaire d'une maison</p>

Annexe 3 : Présentation de la situation socio-démographique des clients interrogés

La moitié de nos enquêtés a plus de 45 ans. Le plus jeune a 22 ans (Jérôme), le plus âgé : 67 ans (Pierre).

Ils sont tous de nationalité française et résident en Midi-Pyrénées ou dans d'autres régions françaises. Cependant, tous ont rencontré des femmes qui se prostituent sur le Net travaillant et/ou résidant en Midi-Pyrénées, soit lors de déplacement professionnels ou lorsque ces dernières effectuent des tournées dans d'autres régions.

Les clients enquêtés disposent d'un emploi ou sont fraîchement retraités (Bernard et Pierre) et sont indépendants financièrement ; excepté le plus jeune client de notre échantillon, actuellement étudiant en école de commerce.

La moitié de nos enquêtés vit en couple (maritalement ou non) et plus de la moitié est père de famille. Toutefois, pour plusieurs d'entre eux, leurs enfants ne sont pas ou plus à leur charge.

A l'exception de Mickaël, les enquêtés sont clients de femmes prostituées depuis plusieurs années, voire plusieurs dizaines d'années pour certains. En revanche, Sébastien n'est à ce jour plus client. L'ensemble des clients de notre enquête rencontre aujourd'hui des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés exclusivement par le biais sur le Net .

Tableau récapitulatif de la situation socio-démographique des clients interviewés

Prénom	Age	Nationalité et lieu de résidence	Situation professionnelle	Situation familiale	Client depuis ?	Fréquence des rapports tarifés	Mode de contact pour prestations sexuelles tarifées
1. Bertrand	47 ans	Française	Notaire	Marié, 3 enfants.	10 ans	1 par mois	Premières rencontres tarifées : dans la rue. Puis, usage du Minitel,

		Région parisienne		Habite avec son épouse et 2 de leurs enfants.		Aime revoir les mêmes escortes. Privilégie les rendez-vous longs (2 heures minimum)	puis via Internet. Aujourd'hui, contacte exclusivement des escortes via Internet.
2. Michel	50 ans	Française Région parisienne	Consultant dans une banque	Marié, 1 enfant. Vit avec son épouse.	20 ans environ	1 à 2 par mois Aime revoir les mêmes escortes. Privilégie les rendez-vous longs (2 heures minimum)	Premières rencontres tarifées : dans la rue. Puis, usage du Minitel, puis via Internet. Aujourd'hui, contacte exclusivement des escortes via Internet.
3. Mickaël	36 ans	Française Toulouse	Informaticien	Célibataire, sans enfant. Vit seul	7 mois	1 par mois Privilégie les rendez-vous courts (30 min à 1h)	Internet exclusivement. Contacte masseuses et escortes.
4. Fabrice	59 ans	Française Paris	Critique littéraire	Divorcé, puis remarié, 3 enfants. Habite avec son épouse.	40 ans environ	1 à 2 par mois	Premières rencontres tarifées : dans la rue. Puis, usage du Minitel, puis via Internet. Aujourd'hui, contacte exclusivement masseuses et escortes via Internet.
5. Pierre	67 ans	Française Région parisienne	Retraité, a travaillé pendant 30 ans en tant que représentant dans une grande entreprise.	Divorcé, 4 enfants Vit seul.	40 ans environ	1 par mois	Premières rencontres tarifées : dans la rue. Puis, usage du Minitel, puis via Internet. Aujourd'hui, contacte exclusivement des personnes (femmes et trans) prestataires de rapports sexuels tarifés via Internet.

6. Bernard	64 ans	Française Castres	Retraité de la fonction publique (cadre)	Marié, 1 enfant. Habite avec son épouse.	40 ans environ	1 tous les 2 mois Aime revoir les mêmes escortes. Privilégie les rendez-vous longs (2 heures minimum)	Premières rencontres tarifées : dans la rue. Puis, usage du Minitel, puis via Internet Aujourd'hui, contacte exclusivement des escortes via Internet.
7. Sébastien	26 ans	Française Toulouse	Restaurateur d'œuvres d'art	Célibataire, sans enfant Vit seul. A une relation suivie avec une femme.	2 ans	Environ une dizaine de rencontres.	Internet principalement (masseuses, escortes, femmes, travestis et trans). A payé 2 passes dans la rue. N'est plus client aujourd'hui.
8. Yvon	42 ans	Française Périphérie toulousaine	Chauffeur routier	Célibataire, sans enfant. Vit seul.	12 ans	1 à 2 par mois. Aime revoir les mêmes escortes. Privilégie les rendez-vous longs (2 heures minimum).	Premières rencontres tarifées : par le biais de publicités (numéro de téléphone) présentes sur les parkings routiers. Quelques passes dans la rue. Aujourd'hui, contacte exclusivement des escortes via Internet.
9. Jonathan	31 ans	Française Village du Tarn-et-Garonne.	Employé de commerce	En couple, sans enfant Habite avec sa conjointe.	3 ans	1 tous les 2 mois.	Premières rencontres tarifées : dans la rue, en République Tchèque. Aujourd'hui, contacte exclusivement des femmes prestataires de rapports sexuels tarifés par Internet.
10. Jérôme	22 ans	Française Toulouse	Étudiant en école de commerce	Célibataire, sans enfant. Vit en colocation.	1 an et demi	1 par mois (pour des raisons financières essentiellement, Jérôme alterne entre passe dans la rue et rendez-vous internet).	Internet principalement (masseuses). A payé 5 passes dans la rue.

Annexe 4 : Tableau récapitulatif des personnes et structures ressources contactées et /ou rencontrées

Identité et / ou Structure	Qualité	Contact / entretien
1. Association Grisélidis (Toulouse - 31)	Julie Sarrazin : Directrice depuis 2008 Flo Gil de Muro : Coordinatrice de l'action Internet depuis janvier 2013 Marc Guesnel : Médiateur de prévention Internet et webmaster du site de ressources de l'association depuis 2010 Sonia Gonzalès : Infirmière à Grisélidis depuis 2008 Virginie Kastner : Coordinatrice du travail de terrain rue depuis mars 2012.	Nombreux échanges et discussions – Entretiens semi-directifs (enregistrés) - Questionnaires
2. Maître Anne-Marie Villa , Avocate à la Cour (Barreau de Toulouse - 31)	Avocate pénaliste. Propose des permanences juridiques à destination des personnes prostituées (dont femmes travaillant via Internet) à l'association Grisélidis depuis 2010.	Entretien semi-directif (enregistré) – 2h
3. SRPJ de Toulouse – BRP	Capitaine Christophe Miette : chef du groupe de répression du proxénétisme, depuis 1 an Pascal Passamonti : enquêteur de police et adjoint du Capitaine Miette.	Entretien semi-directif (non enregistré, prise de notes) – 2h
4. BVP de Haute-Garonne (Toulouse)	Capitaine Olivier Babin : chef de la Brigade Voie Publique.	Entretien semi-directif (non enregistré, prise de notes) – 1h15
5. Manon , escorte et porte parole du STRASS en Midi-Pyrénées	Membre du Strass depuis 2010 et escorte depuis 4 ans.	Entretien semi-directif (enregistré) – 1h30
6. Amicale du Nid (Toulouse 31)	Jean-Luc Arnaud : directeur de l'ADN-Toulouse	Entretien semi-directif (enregistré) – 2h30
7. DRDFE (Midi-Pyrénées)	Catherine Hugonet : déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité en Midi-Pyrénées Isabelle Le Dréau : collaboratrice de Mme Hugonet	Plusieurs échanges – Questionnaires – Membres du comité de pilotage

8. Chargées de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité en Midi-Pyrénées	Ensemble des chargées de mission des 8 départements (Nicole Surre – 09, Christine Matignon – 12, Emilie Provensal – 31, Nicole Pascolini – 32, Isabelle Comolli-de-Monpezat – 46, Isabelle Costes – 65, Hélène Prévost – 81, Brigitte Lamouri – 82).	1 rencontre (3 rencontres avec E. Provensal, membre du comité de pilotage) – courriels – questionnaires – Échanges téléphoniques
9. CIDFF de Midi-Pyrénées	CIDFF des 8 départements	Courriels
10. Planning Familial de Midi-Pyrénées	PF des 8 départements	Courriels et contacts téléphoniques – Questionnaires.
11. CHRS de Midi-Pyrénées (dont ceux accueillant exclusivement des femmes victimes de violences)	9 CHRS dans 5 départements (Hérisson Bellor – 09 ; l'APIAF, Du côté des Femmes, Olympe de Gouges – 31 ; L'auberge, l'AHIS – 46 ; La Maison des Femmes – 81 ; Espace et Vie, Les Mourets - 82)	Courriels et contacts téléphoniques – Questionnaires.
12. Associations et structures travaillant avec femmes victimes de violences et discriminations (Midi-Pyrénées)	5 associations dans 3 départements (Femmes de Papier, ISES, SAVIF-PEA – 31 ; Paroles de Femmes – 81 ; Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille - 82)	Courriels et contacts téléphoniques – Entretiens semi-directifs et questionnaires.
13. Françoise Guillemaut	Sociologue – Nombreux travaux de recherche sur les échanges économique-sexuels.	Nombreux échanges et discussions
14. Sylvie Bigot	Sociologue – Auteure de : L'escorting : approche sociologique d'une forme de prostitution.	Entretien semi-directif (enregistré) – 2h (juillet 2007)
15. Laurent Mélito	Travailleur social à l'Amicale du Nid de Marseille (de 2005 à 2008)	Entretien semi-directif (enregistré) – 2h30 (juillet 2008)
16. Jean-Yves Lemesle	Chargé de communication des forum « Questionsanté.fr »	Plusieurs discussions informelles – Entretien téléphonique enregistré - 1h
17. Bruno	Webmaster de sites pour escortes	Entretien par Internet

Annexe 5 : Jargon et termes utilisés sur les forums de discussions en ligne

- **Animateur / animatrice (« anim' »)** : Personne (forumer) qui a pour fonction de stimuler et de relancer les échanges entre les participants sur les forums de discussions. Elle seconde également les *modérateurs* dans leur tâche de respect des règles du forum. En cas de litige l'animateur doit donc intervenir afin de régulariser la situation.
- **Avatar** : Image qui désigne l'apparence que prend un internaute dans un univers virtuel, tel que dans des forums de discussion. Choisi par l'utilisateur lui-même, l'avatar qui le représente apparaît à chaque fois que celui-ci se connecte à un univers virtuel ou qu'il écrit un message dans un forum, afin qu'on l'identifie visuellement.
- **Bannir** : Supprimer un pseudonyme dont les messages ne respectent pas la *charte* du forum de discussion (seuls les *animateurs* et les *modérateurs* ont les moyens de bannir un forumer). Cette exclusion peut-être temporaire comme définitive, selon le degré d'infraction à la charte.
- **Blog (ou blogue)** : Site Web constitué par la réunion d'un ensemble de billets classés par ordre antéchronologique. Chaque billet (appelé aussi note ou article) est, à l'image d'un journal de bord ou d'un journal intime, un ajout au blog. Le **Blogueur** (celui qui tient le blog) y porte un texte, souvent enrichi d'hyperliens et d'éléments multimédias, sur lequel chaque lecteur peut généralement apporter des commentaires.
- **Cadenasser un fil** : Fermer une discussion sur un forum (souvent pour des raisons de non respect des règles énoncées dans la *charte*)
- **Charte** : Règlement du forum
- **Chat (ou tchat)** : Espace de discussion instantanée via Internet – **Chatter** : Discuter sur cet espace
- **Éditer** : Modifier un *post* après publication sur le forum
- **Être « hors charte »** : Ne pas respecter une ou plusieurs règles énoncée-s dans la *charte* d'utilisation du forum
- **Fake** : Le terme *fake* (de l'anglais : *faux*) désigne globalement quelque chose de faux, de truqué. Une fausse histoire et / ou un menteur. Ce terme est utilisé pour qualifier et dénoncer une rumeur, un montage photographique plus ou moins grossier, ou une histoire inventée. Sur les forums ou les tchats, un *fake* est un internaute qui prend l'identité d'une autre personne (nom, adresse, image etc.), qui se fait passer pour une autre personne ou encore qui poste de fausses informations (s'invente une vie).
- **Faire un msn** : Discuter via une messagerie instantanée

- **Faire une cam** : Discuter via une messagerie instantanée avec une web cam
- **Faire un « up »** : Remonter un sujet / une discussion dans un forum
- **Fil** : Fil de discussion
- **Flood** : Une blague, un détournement de sujet ou bien taper des caractères, des mots... à répétition, dans les forums ou chats de sorte que l'on ne voie ou ne comprenne plus rien, que le forum / chat soit inondé. (*voir Flooder*)
- **Flooder** : Blaguer. Peut également être employé à propos de surcharge verbale sur un forum, ou listes de diffusions sur Internet. Par extension, **flooder** c'est agrémenter un forum en messages pas forcément pour « l'inonder » mais simplement pour y participer.
- **Floodeur / floodeuse** : Personne écrivant des messages à répétition, le plus souvent inutiles sur une liste ou un forum.
- **Forumer / forumeuse** : Personne qui participe (en écrivant) aux discussions mises en ligne sur un forum.
- **Geek** : personne ayant une passion liée à l'informatique, aux jeux vidéos ou TIC à laquelle elle consacre beaucoup de temps (informatique, figurines, consoles anciennes, etc.)
- **Poster** : Écrire / rédiger un message et le mettre en ligne sur un forum
- **Post** : Message d'un forumer
- **Pseudonyme** : Nom d'usage sur un forum choisi par l'utilisateur
- **Modérateur / modératrice (« modo »)** : Le modérateur est chargé de veiller au respect des règles énoncées dans la *charte* d'un forum et doit limiter les éventuelles tensions entre participants. Il peut supprimer les messages « *hors charte* », fermer un *fil* ou encore *bannir* un *pseudonyme*.
- **MP = « Message Personnel »** : Message envoyé par un forumer à un autre (dans sa messagerie personnelle) via le forum mais sans que personne d'autre qu'eux deux ne puisse le consulter.
- **MSN** : Messagerie instantanée
- **Multi-pseudo** : Forumer ayant plusieurs pseudonymes à son actif. Bien souvent, chaque pseudonyme correspond à une personnalité singulière et les « multi-pseudo » en usent parfois pour duper les autres participants.
- **Smiley = émoticon** : Pictogrammes couramment utilisés sur Internet pour exprimer les émotions et ressentis. Ces symboles qui représentent la plupart du temps un visage stylisé sont composés d'une suite de caractères à lire la tête penchée sur le côté gauche. Très utilisés, il en existe des centaines. Les **smileys** sont essentiellement employés pour indiquer les notes d'humour, mais aussi des moments de tristesse, des émotions, ou pour exprimer une attitude

physique (boudeur, muet...). On trouve des **smileys** un peu partout, principalement dans le courrier électronique et dans les messages des utilisateurs des groupes de discussion.

- **Topic** : Sujet général d'une discussion en ligne sur un forum Internet
- **Troll** : Perturbateur. Désigne une personne, ou un groupe de personnes, participant à un espace de discussion (de type forum), qui cherche à détourner insidieusement le sujet d'une discussion pour générer des conflits en incitant à la polémique et en provoquant les autres participants. Par métonymie, on parle de **troll** pour un message dont le caractère est susceptible de générer des polémiques ou étant excessivement provocateur, sans chercher à être constructif, ou auquel on ne veut pas répondre et que l'on tente de discréditer en le nommant ainsi.
- **Webmaster** : Créateur et responsable de sites Web

→ Abréviations les plus utilisées sur les forums

- | | |
|-----------------------------------|---|
| - Lol : « je rigole » | - ASV : « âge / sexe / ville ? », invitation à se présenter. |
| - Mdr : « Mort-e de rire » | - MAJ : mise à jour / actualisation |
| - XD : Mort de rire | - PV : en privé , converser en privé |
| - ^_^ : sourire | |

Annexe 6 : Jargon relatif aux échanges économique-sexuels via Internet

Comme vous avez pu le noter à la lecture de ce présent rapport, la sexualité tarifée via Internet possède un jargon spécifique. Ce jargon offre des précisions sur les pratiques mais également sur les acteur-trices en présence.

Ce jargon, essentiellement issu de la pornographie, est utilisé et repris par l'ensemble des acteurs de la sexualité tarifée via Internet : femmes qui se prostituent sur le Net, clients, administrateurs et *webmasters* de sites spécialisés, patron-ne-s et responsables d'agences d'escortes, etc.

De nombreux termes proviennent des États-Unis où les échanges économique-sexuels via Internet (tout comme la pornographie et l'utilisation du Web d'une manière générale) ont une ancienneté et un développement plus important qu'en France (et qu'en Europe). Certaines expressions ont toutefois une traduction en français, mais sur les sites spécialisés dédiés à la clientèle francophone, le bilinguisme (anglais-français) est souvent de rigueur. Ces précisions faites, penchons-nous maintenant sur les termes les plus fréquemment utilisés et bien sûr sur leur signification.

Jargon relatif à l'offre de rapports sexuels tarifés via Internet

➤ Termes et expressions définissant le « statut » des femmes qui se prostituent sur le Net et le type de prestations proposées

- **Filles d'agence** : Désigne les escortes qui travaillent pour le compte d'agences spécialisées dans l'offre de services d'escorting. On les retrouve parfois sous les appellations « escortes en tournée » ; « escortes *on tour* » ; « hôtesse » ou « modèles ».
- **Indépendante (« les indépendantes »)** : Désigne les femmes prestataires de rapports sexuels tarifés qui ne reversent pas un pourcentage de leur revenu à un intermédiaire (quel qu'il soit)
- **Occasionnelle (« les occasionnelles »)** : Désigne les femmes qui se prostituent de façon ponctuelle (occasionnelle).
- **Professionnelle (« les professionnelles » ; « les pros »)** : Désigne les femmes pour qui l'activité prostitutionnelle est l'activité rémunératrice principale.

- **GFE** = « *Girl Friend Experience* » : Utilisé pour qualifier le comportement d'une femmes qui se prostituent avec qui le *social time* et la relation sexuelle seraient comparables à celle d'une petite amie (plus de détails sur le « label » GFE p.64-67).
- **PSE** = « *Porn Star Expérience* » : Utilisé pour qualifier le comportement d'une femmes qui se prostituent avec qui l'acte sexuel serait comparable à celui mis en scène dans la pornographie (plus de détail sur le « label » PSE p.67-68)

➤ Termes et expressions précisant les conditions des rendez-vous tarifés

- **Incall** (*indoor*) ou **Reçoit** : Désigne une femmes qui se prostituent qui dispose d'un lieu (appartement, chambre d'hôtel, etc) pour recevoir les clients.
- **Outcall** (*outdoor*) ou **Se déplace** : Désigne une femmes qui se prostituent qui se déplace (au domicile des clients, dans une chambre d'hôtel réservée par les clients, etc) pour les rendez-vous tarifés.
- « **on tour** » ou « **en tournée** » : Désigne les femmes qui se prostituent qui se déplacent de ville en ville (voir à l'étranger) pour des rendez-vous tarifés.

➤ Termes et expressions donnant des éléments sur le physique, l'allure et le comportement des femmes qui se prostituent

- **BBW** = « *Big Beautiful Woman* » : Désigne une femme ayant une charge pondérale importante.
- **Cougar – Mature** : Désigne une femme âgée de plus de 45 ans (environ). Dans l'espace de la prostitution, ce concept marketing sert à mentionner que ce sont des femmes qui se prostituent d'expérience (au niveau sexuel, connaissance des hommes, etc).
- **MILF** = « *Mother I'd Like to Fuck* » : littéralement « mère que j'aimerais baiser ». En français l'acronyme peut être traduit par **MBAB** (« *Mère bonne à baiser* »). Désigne des femmes âgées de 35 à 45 ans. Se rapproche des termes « cougar » et « mature ».
- **VIP** : Le qualificatif « VIP » (*Very Important Person*) désigne les escortes ayant un certain « standing ». Ce standing souligne principalement les caractéristiques physiques des escortes – dont les mensurations doivent correspondre à celles des mannequins – et, dans une moindre mesure, à leurs compétences intellectuelles. Les escortes VIP travaillent soit pour leur propre compte, soit pour des agences spécialisées dans ce type de prestations. Elles proposent des tarifs plus élevés que ceux généralement demandés par les escortes non VIP (500 à 2000 euros de l'heure). Dans l'organisation du système prostitutionnel, les escortes VIP, à l'image des courtisanes, appartiennent à la « prostitution de luxe » (dû aux tarifs demandés).

➤ Termes et expressions offrant des précisions sur les rapports sexuels

- **Domina** : Vient du latin « *domina* » qui signifie « maîtresse ». Ce terme désigne une femme qui exerce un rôle de domination (la maîtresse) grâce à des pratiques spécifiques dans une

relation sadomasochiste. Dans ce contexte, les clients sont appelés soumis ou esclave.

- **Without, nature ; sans** : sans préservatif
- **OWO** = *oral without condom* : fellation sans préservatif, « fellation nature »
- **CIM** = *come in mouth* : éjaculation dans la bouche, « fellation royale »
- **COB** = *come on body* : éjaculation sur le corps
- **COF** = *come on face* : éjaculation sur le visage
- **Swallow** : avale le sperme du partenaire, « fellation impériale »
- **BBBJTC** = *bare back blow job to completion* : fellation jusqu'à l'orgasme + avale le sperme du partenaire
- **A-level** : pénétration anale
- **AR** = *anal rimming* : anulingus, feuille de rose
- **A+++** : *fist fucking*
- **Extra-Ball** : plusieurs rapports (pénétrations) pour le même rendez-vous
- **FS** = *Full Service* : FK (*french kiss*) et toutes pénétrations
- **DP** = *double/digital penetration* : double pénétration (anale et vaginale en même temps)
- **DT** = *deap throat* : « gorge profonde » : fellation avec insertion du pénis (presque) entier dans la bouche
- **Toys / sex-toys** : utilisation de sex-toys pendant le rendez-vous tarifé
- **Golden shower** ou **Uro** : uriner sur le/la partenaire (donneur / donneuse) ; se faire uriner sur le corps par le / la partenaire (receveur / receveuse)
- **Tabou** : pratique sexuelle refusée

➤ **Jargon relatif à la demande de rapports sexuels tarifés via Internet**

- **EV (une)** = « **Expérience Vécue** » : Évaluation (notation) de la prestation, des services des femmes qui se prostituent par les clients. Ce système de notation subjectif se base sur l'appréciation et le ressenti des clients lors d'un RDV tarifé. Généralement, les clients mentionnent la durée du rendez-vous tarifé, les pratiques sexuelles réalisées et refusées et leur « qualité », commentent l'enthousiasme (ou non) de la femme qui se prostitue rencontrée, son apparence physique en précisant si celle-ci est conforme aux photographies présentes sur l'annonce, l'intérêt du *social time*, etc.

Ces EV peuvent être mises en ligne sur l'annonce ou site personnel des femmes qui se prostituent, ou encore sur des sites (forums de discussions) spécialement prévus (sites d'EV). C'est une manière pour les clients d'échanger les « *bons plans* » et de prévenir des « *arnaques* » (ou « faux plans »). Le ton du discours est libre et le contenu des commentaires aléatoire. Certains participants mettent en avant l'ambiance générale de la rencontre, le « professionnalisme » de la femme qui se prostitue, alors que d'autres s'expriment davantage sur le caractère technique de la prestation en usant d'un vocabulaire plus cru.

- **Punter** : Désigne un client régulier de femmes qui se prostituent très prolixes pour ce qui est de « noter » / d'évaluer (sur les sites d'EV notamment) les prestations de ces dernières. Terme connoté plutôt négativement par les femmes qui se prostituent sur le Net.
- **Plan** : Coordonnées (blog personnel, numéro de téléphone, adresse MSN, etc) d'une femme qui se prostitue - « *un bon plan* ».
- **Fake** : Désigne une fausse annonce d'offre de rapports sexuels tarifés ou encore une femme qui se prostitue qui utilise les photographies d'une autre dans son annonce ; une arnaque, un « *mauvais plan* ».
- **Booking - Booker une escorte – Etre bookée (par un client)** : Signifie qu'un rendez-vous tarifé est convenu entre une femme qui se prostitue et un client.

Précisons que cette liste d'épithètes et d'expressions est non-exhaustive. Les acteurs en présence (clients et *webmaster*) étant très prolixes en la matière.